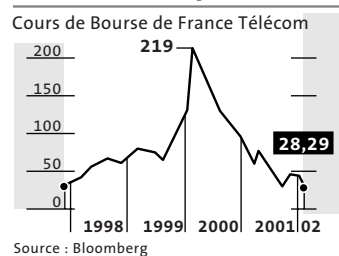


## UNE CHUTE DE 87 %



## Lourdes pertes en vue pour France Télécom

A UN MOIS de la présentation des comptes 2001 de France Télécom, la tension monte sur les marchés où le cours de l'action flirte avec son cours d'introduction. Après Alcatel, l'opérateur public s'apprête à annoncer des pertes historiques de plusieurs milliards d'euros. Des acquisitions réalisées au prix fort et son différend avec son allié allemand Mobilcom obscurcissent l'avenir.

Lire page 18

# Les engagements du candidat Jospin

LIONEL JOSPIN a déclaré sa candidature à l'élection présidentielle par une « lettre aux Français » transmise à l'AFP peu avant 18 heures, mercredi 20 février, depuis son domicile parisien (photo). Tout comme Jacques Chirac, qui avait précipité son entrée en campagne en se déclarant le 11 février, le premier ministre a été amené à bousculer son calendrier initial. Il affirme être candidat pour « restaurer l'esprit de responsabilité » afin de « présider autrement » et prend « cinq engagements » : « Je veux une France active, sûre, juste, moderne et forte ». Pour le RPR, c'est « le plus terrible réquisitoire de l'action de son propre gouvernement depuis cinq ans ». « On dit parfois que le pouvoir éloigne ; j'ai le sentiment qu'il m'a rapproché de vous », écrit encore aux Français M. Jospin, qui a choisi de commenter, jeudi soir, son entrée en campagne sur la chaîne publique France 2. Un congrès extraordinaire du PS l'investira par un vote, dimanche 24 février.



LAURENT EMMANUEL/AFAP

► Le premier ministre se déclare candidat à l'Élysée par une « lettre aux Français »

► Lionel Jospin promet de « présider autrement » et veut « restaurer l'esprit de responsabilité »

► Il prend « cinq engagements » : une France « active, sûre, juste, moderne et forte »

Lire pages 6 et 7, notre éditorial page 17 et les chroniques pages 32 et 34

## JEUX OLYMPIQUES

### L'argent, à 7 centièmes de l'or



IL A MANQUÉ 7 centièmes de seconde à la Française Laurie Péquegnot, deuxième, pour s'emparer du titre de championne olympique du slalom. L'or revient à la Croate Janica Kostelic, déjà deux fois médaillée à Salt Lake City. L'équipe tricolore de biathlon apporte une neuvième médaille, en bronze, à la France. En Ligue des champions de football, Nantes se fait rejoindre in extremis par Manchester United.

Lire pages 24 et 25

International.....	2	Kiosque.....	15
Union européenne.....	5	Entreprises.....	18
France.....	6	Communication.....	21
Société.....	10	Marchés.....	22
Carnet.....	12	Aujourd'hui.....	24
Abonnements.....	12	Météorologie-Jeux.....	28
Régions.....	13	Culture.....	29
Horizons.....	14	Radio-Télévision.....	33

JEFF HANNES/AFAP

## David Pujadas : « C'est bon pour la crédibilité du journal de France 2 »

AU TÉLÉPHONE, le ton est amusé. Derrière lui, une voix annonce l'arrivée en gare d'Albertville. Mercredi encore, David Pujadas était en vacances dans les Alpes ; jeudi soir, il devait présenter le journal de 20 heures dont Lionel Jospin était l'invité : « J'ai pris cela avec le sourire même s'il tombe de la bonne neige en ce moment », plaisante le journaliste de France 2. « David était parti en sachant qu'il pouvait revenir à tout moment », explique Olivier Mazerolle, directeur de l'information de la chaîne.

Un partout donc. Jacques Chirac avait choisi TF1, le premier ministre candidat a marqué sa préférence pour France 2 (Le Monde du 13 février). Comme elle l'avait fait pour le président, la chaîne publique avait multiplié les demandes d'entretien et appelé régulièrement les conseillers de M. Jospin à Matignon. France 2, à l'instar de toutes les rédactions, a senti un « frémissement », mercredi en début

d'après-midi. Avant le déjeuner, M. Mazerolle a discuté avec Yves Colmou, conseiller en communication de M. Jospin, pour lui rappeler la « candidature » de sa chaîne : « Il m'a dit je vous rappelle vers 17 h 30 ». A 15 h 30, Gérard Leclerc, responsable du service politique, est à l'Assemblée nationale : « Deux responsables socialistes m'ont clairement laissé entendre que le service public allait avoir une bonne surprise ». A 17 h 41, au moment où le bulletin de l'Agence France Presse « bipe » sur les ordinateurs, Yves Colmou prévient Olivier Mazerolle : ce sera France 2. Pour la chaîne, ce choix est un signe fort : « C'est bon pour la crédibilité du journal de France 2, cela signifie qu'il existe, qu'il est dynamique et porteur », dit David Pujadas.

Les chaînes symbolisent-elles le clivage droite-gauche ? « C'est faux, bien sûr, estime Olivier Mazerolle, mais je ne peux pas empêcher les gens d'avoir des impressions. Jacques Chirac

choisit TF1 qui a d'excellents journalistes, Lionel Jospin choisit France 2 qui a d'excellents journalistes » ; « c'est quelque chose qu'il faut essayer de démonter, nous faisons notre travail », poursuit David Pujadas. Robert Namias, directeur de l'information de TF1, est du même avis : « Je trouve cela déplaisant voire odieux, aussi bien pour TF1 que pour France 2 ».

David Pujadas, de retour à Paris en fin de matinée, a commencé à préparer l'entretien qui devrait durer 20 à 25 minutes : « Nous ne serons pas dans le même registre que Jacques Chirac. Je ne peux pas l'interroger sur les affaires car il n'y a pas de matière judiciaire, explique-t-il. En revanche, je souhaite consacrer la première partie de cet entretien à la personnalité de M. Jospin, sa façon de se présenter ». Les conseillers du premier ministre candidat sont prévenus.

Bénédicte Mathieu

## La terrible affaire des disparues de l'Yonne

APRÈS des années d'atermoiements troublants, la justice va poursuivre pour « assassinats » Emile Louis, le principal suspect de l'affaire des jeunes filles disparues dans l'Yonne. La Cour de cassation a jugé, mercredi 20 février, que la prescription ne pouvait s'appliquer aux poursuites engagées contre l'ancien chauffeur de car qui, en décembre 2000, avait avoué le meurtre de sept jeunes filles, avant de se rétracter.

Dans un arrêt d'une longueur exceptionnelle, les magistrats ont cassé la décision de la cour d'appel de Paris qui avait admis la prescription des poursuites pour « enlèvements ». Immédiatement après la lecture de cette décision, la procureure de la république d'Auxerre a annoncé qu'elle allait requérir la mise en examen d'Emile Louis pour



Mercredi 20 février, à Paris. Les familles des disparues de l'Yonne après la décision de la Cour de cassation refusant la prescription

« assassinats ». Cet arrêt intervient alors qu'apparaît la véritable ampleur de l'affaire des disparues de l'Yonne : outre les crimes dont est accusé Emile Louis, dix autres cas de jeunes femmes disparues ou assassinées n'ont pas été élucidés dans l'Yonne depuis les années 1970, a reconnu la garde des sceaux, Marylise Lebranchu. Ce nombre atteindrait même une trentaine, selon l'Association de défense des handicapés de l'Yonne. En outre, la quasi-totalité des dossiers clos par un non-lieu entre 1958 et 1982 ont disparu du tribunal d'Auxerre. Le parquet décidera à la mi-mars, après un rapport d'inspection, s'il convient d'ouvrir une information sur l'ensemble des dysfonctionnements de cette juridiction.

Lire notre enquête page 10

## ANALYSE

### Les intellectuels, la guerre et M. Bush

SOIXANTE intellectuels et universitaires américains qui signent un texte sur la « guerre juste » quelques semaines après que les Etats-Unis ont chassé Al-Qaida et les talibans d'Afghanistan, et au moment où des bruits de bottes se font entendre dans le Golfe : voilà plutôt une bonne nouvelle pour l'administration Bush, qui voit, apparemment, sa politique ointe par l'establishment de la pensée. Pourtant, à y regarder de plus près, le texte publié dans Le Monde (15 février) ne constitue pas une approbation sans réserve de la politique menée par George W. Bush depuis les attentats du 11 septembre, et encore moins un blanc-seing donné aux actions que celui-ci envisage pour l'avenir.

Il existe des liens ambivalents entre la construction théorique de la

« guerre juste » et la mise en œuvre de cette théorie par les hommes politiques, comme il existe traditionnellement dans la politique étrangère américaine des relations à la fois complémentaires et contradictoires entre l'exaltation des valeurs supposées universelles et la défense des intérêts strictement nationaux.

A bien des égards, d'ailleurs, les signataires de la Lettre d'Amérique prennent leurs distances avec la rhétorique du président. Ils récusent par exemple les termes de « guerre sainte », de « croisade » ; ils reconnaissent que les Etats-Unis n'ont pas toujours respecté les idéaux qu'ils proposent à l'humanité et qu'ils ont parfois mené des « politiques mal orientées et injustes » ; ils admettent que leur « nation a parfois fait preuve d'arrogance et d'ignorance envers

d'autres sociétés » et que cette « faille séparant [les] idéaux de [la] conduite » explique aussi la méfiance dont les Etats-Unis sont l'objet : « Nous savons, écrivent-ils, que nous sommes, nous les Américains, en partie responsables de cette méfiance. » Il ne s'agit pas d'une autocritique mais de l'expression d'une prise de conscience qu'on n'a pas entendue dans la bouche des dirigeants américains. Les auteurs mettent d'ailleurs en garde contre « les malencontreuses tentations – arrogance, chauvinisme notamment – auxquelles les nations en guerre semblent si souvent céder » et ils s'engagent à faire tout leur possible pour les écarter.

Daniel Vernet

Lire la suite page 17

« En entrant dans le prétoire, j'emporte ma vie avec moi. »

Gisèle Halimi

Avocate irrespectueuse

Plon



# INTERNATIONAL

## AFRIQUE

Dans **UN RAPPORT** adressé, mardi 19 février, au Conseil de sécurité, Kofi Annan entérine les propositions de son représentant spécial au Sahara occidental, l'Américain James Baker. Reconnaissant « **UNE SITUATION**

**DE BLOCAGE** », il préconise quatre solutions, qui seraient mises en œuvre « sur une base non négociée » avec les parties au conflit, le Maroc et le Front Polisario. Si le Conseil suit ces recommandations, il

devra trancher avant la fin avril. Côté marocain, on souhaite, pour le territoire en grande partie administré par le royaume, un statut d'autonomie, suivie d'un « vote confirmatif » de son intégration au Maroc. Côté

**POLISARIO**, à défaut d'un référendum d'autodétermination, on recommande des « négociations secrètes » avec le Maroc, dans lesquelles la France pourrait être appelée à jouer un rôle de « facilitateur »

## Kofi Annan propose de trancher sur le sort du Sahara occidental

Devant l'échec des Nations unies à faire accéder ce territoire disputé entre le Maroc et le Front Polisario à un statut internationalement reconnu, le secrétaire général a soumis au Conseil de sécurité quatre options : un référendum d'autodétermination, l'autonomie, la partition ou le retrait de l'ONU

**NEW YORK (Nations unies)**  
correspondance

Kofi Annan dresse un bilan sombre, après onze ans de présence au Sahara occidental, de la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum (Minurso). Le processus de paix est dans une situation « lugubre », écrit-il dans un rapport inhabituellement abrasif remis, mardi 19 février, au Conseil de sécurité, dont *Le Monde* a pu se procurer une copie.

En juin, le représentant spécial de Kofi Annan dans la région, l'ancien secrétaire d'Etat américain James Baker, avait proposé d'instaurer dans le territoire disputé entre le Maroc et le Front Polisario une autonomie provisoire sous souveraineté marocaine, en attendant l'improbable référendum. Le projet avait soulevé un tollé, côté sahraoui et de la part de l'Algérie, le principal allié du Front Polisario, qui avaient dénoncé des visées « intégrationnistes ». Huit mois plus tard, James Baker revient

### LE SAHARA OCCIDENTAL EN ATTENTE D'UNE RECONNAISSANCE INTERNATIONALE

Statut juridique	Caractéristiques
République arabe sahraouie démocratique (RASD) auto-proclamée	Président <b>Mohammed Abdelaziz</b>
Colonie espagnole jusqu'en 1974	Premier ministre <b>Bou Chrya Hamoudy Bayoune</b>
Territoire sous administration marocaine depuis 1976	Superficie <b>266 000 km<sup>2</sup></b>
Revendiqué par le Front Polisario qui a proclamé la République arabe sahraouie démocratique en 1976	Population <b>244 943</b>
En attente de l'organisation d'un référendum sous l'égide de l'ONU	Monnaie <b>dirham</b>
	Langues <b>espagnol, arabe, hassaniya</b>
	Religion <b>islam</b>

avec un nouveau rapport, endossé par le secrétaire général de l'ONU. « En dépit de leurs affirmations contraires, les parties n'ont pas manifesté la volonté de coopérer

pleinement », relève Kofi Annan, qui met le Conseil de sécurité devant ses responsabilités en lui soumettant quatre options. La première est de reprendre la

marque vers le référendum, mais sans plus chercher « l'accord des parties » au conflit. Mais Kofi Annan doute de la capacité des Nations unies à organiser, dans

ces conditions, « un référendum libre et équitable ».

Deuxième solution : le projet d'autonomie, « sur une base non négociable ». Ce plan a les faveurs du Maroc, qui se targue du soutien de huit des quinze membres du Conseil de sécurité, dont la France. « Nous l'avons répété dans les six langues de l'ONU, nous ne pensons pas que ce soit acceptable », affirme cependant l'ambassadeur algérien Abdallah Baali, rejoint par le Polisario. La troisième option serait de mandater James Baker pour « explorer » l'idée d'un partage territorial. « Le Maroc ne veut pas discuter d'une quelconque division de son territoire, même dans cent ans », objecte le représentant marocain. « Il y a là matière à négociation », estiment les représentants de l'Algérie et du Polisario.

La dernière proposition est la plus provocante. « Le Conseil de sécurité pourrait décider de mettre un terme à la Minurso, suggère Kofi

Annan, reconnaissant ainsi que, « après plus de onze ans et la dépense d'un demi-milliard de dollars, les Nations unies ne sont pas en mesure de régler le problème du Sahara occidental sans que l'une ou l'autre des deux parties consente quelque chose qu'elle ne souhaite pas faire de son propre gré ». Le retrait des quelque 250 observateurs militaires serait une « option catastrophique », selon le Maroc. « Personne ne le souhaite », renchérit l'ambassadeur algérien, alors que le représentant du Polisario affirme qu'il n'en « porterait pas le deuil ».

Kofi Annan recommande au Conseil de renouveler pour deux mois le mandat de la Minurso, qui expire fin février. Ce temps de la réflexion paraît bien court pour permettre au Sahara occidental d'accéder, plus d'un quart de siècle après la décolonisation du territoire, à un statut reconnu par la communauté internationale.

Philippe Boloipon

## Au milieu du désert, El-Ayouyn voit vivre les deux communautés

**EL-AYOUN**

de notre envoyée spéciale

Plantée au milieu du désert, de couleur ocre comme le sable qui l'entoure, El-Ayouyn a des allures de mirage. Pourtant, la mer n'est qu'à une vingtaine de kilomètres, ce qui permet à la « capitale » du Sahara occidental d'avoir le premier port sardinier du monde. C'est une ville étrange, dont chaque quartier – sahraoui, espagnol, marocain – est le reflet de son passé. Mures en argile et bidonvilles de tôle ondulée jouxtent des lotissements et des bars d'immeubles sans caractère, mais neufs et fonctionnels. Un tiers du budget marocain de l'habitat est consacré chaque année au Sahara occidental et à ses 400 000 habitants. Non-sahraouis pour les trois-quarts d'entre eux, ces derniers se sont installés dans la « province du sud » après que le Maroc eut investi le territoire, en 1975.

Ville nouvelle, beaucoup mieux dotée en infrastructures que les provinces du Nord, El-Ayouyn peut difficilement cacher son caractère de colonie de peuplement. En

1975, le nombre de ses habitants était de 30 000. Il est aujourd'hui de 200 000, dont 70 % originaires du Maroc. Bien qu'il règne une certaine méfiance entre les deux communautés, les uns et les autres cohabitent sans tension perceptible. « Il s'est tout de même produit une cassure en septembre 1999. A l'occasion d'un sit-in d'étudiants qui a dégénéré en émeute, la police marocaine [à l'époque sous commandement du puissant ministre de l'intérieur Bassiri] a lancé une chasse aux Sahraouis et dressé les uns contre les autres. Cela a laissé des cicatrices et de l'amertume de part et d'autre », explique le journaliste Laghdaf Eddah, témoin de ces trois jours d'affrontements.

L'avenir ? On en parle, avec une certaine peur et une grande prudence, côté sahraoui. Chacun ose-t-il s'exprimer ouvertement ? Le constat est presque unanime : la liberté d'expression s'est nettement améliorée, ces deux dernières années.

Abdellatif Guerraoui fait partie de ces « super walis » (gouverneurs) technocrates, qui ont été récemment promus par le roi.

Leur mission : entreprendre une décentralisation dans tout le royaume, avec l'espoir d'accélérer le développement des régions et de régler le fléau du chômage (25 % à El-Ayouyn.) Pour Abdellatif Guerraoui, la « troisième voie » – une solution négociée directement entre les parties au conflit, le Maroc et le Front Polisario – est la solution qui va enfin régler la question du Sahara occidental, sur le plan économique comme sur le plan politique.

### DÉDOMMAGEMENTS FINANCIERS

Fils d'une figure de la résistance à l'occupation espagnole mais favorable depuis toujours à l'intégration au Maroc, Brahim Douhi est un notable sahraoui. Il accuse les autorités algériennes – « en particulier les généraux » – d'être responsables de l'impasse au Sahara occidental. Il reproche à Alger, mais aussi au Front Polisario, de retenir « par la force » les réfugiés de Tindouf. Comme lui, beaucoup paraissent convaincus, à El-Ayouyn, que leurs « frères » sahraouis ne sont pas libres de leurs mouvements de

l'autre côté de la frontière algérienne.

Héros de la résistance sahraouie à l'occupation espagnole puis marocaine, ayant passé quatorze ans, sans jugement, dans un bagne du régime chérifien, B. évoque ses souffrances passées : la mort de sa fille de quatre mois, alors qu'il venait d'être enlevé par les forces de sécurité marocaines ; la maladie incurable de l'un de ses fils ; l'épuisement de sa femme à faire vivre leurs enfants... « Jamais l'argent ne compensera toutes nos vies brisées », dit-il, faisant allusion aux dédommagements financiers reconnus par le roi Mohammed VI aux victimes du régime de son père Hassan II. Que pense-t-il du plan d'autonomie de James Baker ? « Beaucoup, ici, trouvent qu'il est injuste car il brise notre droit à l'autodétermination », répond-il.

Membre de la section locale du Forum Vérité et Justice, une ONG qui s'efforce de faire la lumière sur les crimes du passé, envoyé à 16 ans quatre années, sans jugement, dans un bagne marocain, aujourd'hui âgé d'une trentaine d'années, A. n'a jamais

accepté d'indemnisation, par choix politique. S'il admet qu'il y a une amélioration en matière de liberté d'expression « à condition de ne jamais remettre en question la marocanité du Sahara et de ne pas discuter de la personne du roi », il n'est pas optimiste pour l'avenir. Pour lui, la répression continue, les Sahraouis restent victimes de discriminations, notamment en matière d'emploi, continuent d'être traqués pour leurs opinions politiques, sous couvert de délits de droit commun.

« Nous ne cessons pas d'élargir l'espace démocratique, c'est un choix sur lequel le Maroc ne reviendra pas », promet Hamid Chabar, coordinateur de Rabat avec la Mission des Nations unies au Sahara occidental (Minurso). Pour lui, les négociations directes sont la « solution de la dernière chance », et les habitants d'El-Ayouyn y sont favorables. « Faux, rectifie une jeune Sahraouie. Certains d'entre nous s'y sont résignés, ce qui ne signifie pas du tout la même chose. »

Florence Beaugé

## Les Sahraouis souhaitent que la France s'implique dans la recherche d'un accord

**TINDOUF (Algérie)**

de notre envoyé spécial

« Personne n'a encore gagné au Sahara occidental. Les Marocains occupent et colonisent le territoire, mais les esprits leur échappent. Ils jouent sur le temps en oubliant qu'il leur faudrait des siècles pour s'imposer. La solution ne viendra sans doute pas des Nations unies. Elle passe par Paris. La France doit s'impliquer. Pour sortir de l'impasse, nous savons qu'il faudra des sacrifices très lourds, de part et d'autre. Nous, nous y sommes prêts. » Ces propos sont tenus, en privé, par tous les dirigeants sahraouis, des walis (préfets) responsables des camps de réfugiés et diplomates du Front Polisario chargés de négocier avec l'ONU jusqu'au président de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), non reconnue par l'ONU, Mohammed Abdelaziz.

Les Sahraouis ont conscience de ne pas peser lourd. Ils sont 150 000 dans la région de Tindouf, dans le sud de l'Algérie, et nettement moins au Sahara occidental, face aux quelque 30 millions de Marocains. Mais ils se rassurent du fait

d'avoir survécu à trente ans de conflit. Quelque 70 pays reconnaissent la RASD, qui siège à l'Organisation de l'unité africaine (OUA) depuis une quinzaine d'années. Plusieurs pays ont certes fait défection mais, l'Inde mise à part, l'appui d'autres poids lourds du tiers-monde – le Nigeria, l'Afrique du Sud, le Venezuela – ne se dément pas. Et l'Algérie reste un allié fidèle. « Ils sont à nos côtés depuis le milieu des années 1970, disent les Sahraouis. Même pendant la décennie terrible qu'ils viennent de connaître, ils ne nous ont jamais lâchés ».

Autre réconfort, au moins psychologique : saisi par le Polisario, le conseiller juridique de l'ONU, Hans Corell, a tranché, le 29 janvier, en faveur du Polisario en estimant que

le Maroc ne pouvait pas se prévaloir du titre de « puissance administrante » au Sahara occidental. « C'est une victoire pour nous », estime le président Abdelaziz.

Installés depuis plus d'une géné-



« Le dossier du Sahara occidental a besoin de négociations sérieuses, en partie publiques, en partie secrètes »  
MOHAMMED ABDELAZIZ

ration sur une bande de désert concédée par l'Algérie à proximité de la frontière algéro-marocaine, vivant dans des conditions spartiates, les Sahraouis n'attendent pas leur salut des Nations unies. Sans ouver-

tement désavouer la démarche de l'ONU, les responsables du Front Polisario sont convaincus qu'il faudrait engager des négociations directes et secrètes avec le Maroc sous l'égide d'un médiateur. « Un dossier comme celui du Sahara occidental a besoin de négociations sérieuses, en partie publiques, en partie secrètes », dit le président de la RASD.

Les Sahraouis souhaitent que la France soit davantage présente. Ils sont pourtant sévères à son encontre, lui reprochant son « soutien inconditionnel au Maroc », sinon de vouloir « faire payer au Polisario, perçu comme l'héritier du FLN, les problèmes de la France et de l'Algérie ». Mais, malgré tout, ils croient que « un accord au Sahara occiden-

tal doit être parrainé par la France ». Le président Abdelaziz le dit autrement : « Du point de vue historique, géographique, diplomatique, la France peut et doit participer à la résolution du problème. »

La campagne présidentielle en France n'est guère favorable à une initiative de Paris, conviennent les Sahraouis. Un autre obstacle tient au flou qui, à leurs yeux, entoure le pouvoir au Maroc. « Qui incarne la volonté politique dans le royaume ? », s'interroge un dirigeant du Front Polisario. « Il faut attendre que la situation se décente là-bas », conclut-il. Décidément, le temps n'est pas la variable la plus importante au Sahara occidental.

Jean-Pierre Tuquou

## Prisonnier depuis vingt-trois ans, Mehdi veut rentrer au Maroc « légalement »

« LAYOUNNE »  
(Sud-ouest de l'Algérie)  
de notre envoyé spécial

Medhi « le Marocain » avait 23 ans lorsqu'il a été fait prisonnier au Sahara occidental. C'était le 14 octobre 1979, à la bataille de Mahbes. La ville était occupée par les Forces armées royales (FAR). Après trois jours de pilonnage, les combattants du Front Polisario l'ont pris d'assaut. Comme des dizaines d'autres, Mehdi a été capturé. A 46 ans, il a déjà passé la moitié de sa vie comme prisonnier de guerre.

Layoune, ce n'est pas le goulag. Une certaine de Marocains vivent aujourd'hui dans ce camp, baptisé du nom de la « capitale » du Sahara occidental (El-Ayouyn), parmi les réfugiés sahraouis dont ils partagent le quotidien. Comme eux, ils sont à la charge de la communauté internationale qui fournit l'alimentation de base. Mehdi est jardinier. C'était son métier naguère, avant qu'il ne s'engage dans l'armée marocaine. « J'avais du vent dans la tête », dit-

il en esquissant un sourire. Aux nomades sahraouis, il a fait découvrir l'art de l'irrigation. C'est un peu grâce à lui si les tomates et les oignons poussent dans ce coin de désert.

### COHABITATION SANS HISTOIRE

Svelte, le visage barré par une finie moustache, la tête couverte du turban noir des Sahraouis, vaguement inquiet, Mehdi préfère ne pas se plaindre. Il loge dans un bâtiment en dur en compagnie d'autres Marocains, regarde la télévision de son pays, va et vient sans entrave dans le camp... Son unique regret : la viande, devenue un luxe. « Tu es comme un Sahraoui », conclut un responsable du camp. « Vous êtes des réfugiés, moi je suis un prisonnier de guerre », nuance-t-il.

S'il a été battu au lendemain de sa capture, Mehdi n'a plus été maltraité depuis. Entre Sahraouis et Marocains, l'hostilité des années de guerre a cédé la place à une cohabitation sans histoire, sur fond d'indifférence.

Les nouvelles de la famille sont rares et laco-niques. Mehdi ne sait rien du sort de ses trois frères, ni de ses deux sœurs restées au pays. Il est à peine mieux renseigné sur sa mère et son père, dont il a conservé une photo. La dernière lettre venue du Maroc, et transmise par la Croix-Rouge internationale, date de l'été 2001. La frontière avec le royaume est à moins d'une centaine de kilomètres. Au fil du temps, des prisonniers marocains ont tenté de s'évader. Certains auraient réussi. Vaincus par le désert, d'autres ont préféré rebrousser chemin au bout de quelques jours. Mehdi, lui, veut « partir légalement », comme les 115 prisonniers libérés en janvier. Ensuite, riche de plus de vingt ans de soldes militaires, explique-t-il, il s'inventera une nouvelle vie, construira une maison, se remariera. Mehdi devrait faire partie des prochains prisonniers libérés. Mais aucune date n'a encore été fixée.

J.-P. T.

**Recife**  
Paris

**Stylos**  
**RECIFE**

Le Bon Marché Rive Gauche  
24, rue de Sèvres Paris 7<sup>e</sup>  
www.recife.fr



## L'armée israélienne intensifie ses incursions et ses frappes en Cisjordanie et à Gaza

Le premier ministre Ariel Sharon devait annoncer à la télévision, jeudi, sa stratégie de ripostes aux attaques contre Tsahal. Pour Yasser Arafat, « personne ne peut faire peur au peuple palestinien »

### JÉRUSALEM

de notre correspondant

Le premier ministre israélien Ariel Sharon devait s'exprimer jeudi soir 21 février, au cours d'une conférence de presse retransmise à la radio et à la télévision. Ebranlé par une série d'attaques perpétrées depuis plusieurs jours par des groupes armés palestiniens contre des cibles militaires à l'intérieur des territoires occupés, M. Sharon devait s'efforcer de convaincre de la pertinence de ses choix tactiques une opinion publique israélienne troublée par la poursuite d'une Intifada de plus en plus meurtrière.

Après l'attaque de la position israélienne de Ein Arik, qui avait causé la mort de six soldats israéliens, mardi soir 19 février, M. Sharon a réuni mercredi le cabinet de sécurité pour arrêter de nouvelles mesures de représailles. Aucune information n'a filtré sur le contenu des discussions. La presse israélienne a seulement évoqué jeudi une intensification des incursions, des frappes et des assassinats ciblés.

Le ministre des affaires étrangères, Shimon Pérès, a proposé, lui, que la pression militaire accrue soit accompagnée de la reprise des contacts politiques et sécuritaires avec les Palestiniens, ainsi que de l'adoption de mesures susceptibles d'atténuer les souffrances quotidiennes de la population palestinienne.

Selon la presse israélienne, ces divergences sont également apparues entre les propositions avan-

ambivalence. S'adressant à des représentants d'organisations juives américaines, M. Sharon a parlé de « guerre » pour décrire la situation en vigueur, tout en annonçant une rencontre prochaine avec les hauts responsables palestiniens, avec lesquels il s'était déjà entretenu à la veille d'une visite aux Etats-Unis, le 30 janvier.

Les opérations militaires menées dans la nuit de mercredi à

### Manifestation de colons à Jérusalem

Plusieurs centaines de colons ont manifesté mercredi soir 20 février devant les bureaux du premier ministre israélien Ariel Sharon, à Jérusalem, pour presser le gouvernement de « déclarer la guerre à l'Autorité palestinienne ». « Expulsez Arafat » et « Débarrassez-nous des terroristes », scandaient les manifestants qui avaient répondu à l'appel du Conseil des implantations de Judée-Samarie (la Cisjordanie) et de la bande de Gaza, principale organisation des quelque 200 000 colons juifs.

D'autres manifestants ont déployé des banderoles réclamant le « transfert des Arabes » vivant en Cisjordanie et Gaza, autrement dit, leur expulsion. La majorité des participants étaient venus de la colonie de Karnei Shomron (nord de la Cisjordanie), où un attentat-suicide commis par un Palestinien a coûté la vie à deux adolescents israéliens et à son auteur samedi soir. Un responsable du Conseil a annoncé l'organisation « prochaine » d'une nouvelle manifestation à Tel-Aviv. — (AFP.)

cées par le ministre de la défense, le travailliste Benjamin Ben Eliezer, favorable à de nouvelles mesures de coercition contre M. Arafat, telles que l'interdiction de visites de délégations étrangères, et celles du ministère des affaires étrangères, qui a évoqué au contraire, selon la radio publique, la levée du siège que le chef de l'Autorité palestinienne subit à Ramallah. Le premier ministre a également témoigné de cette

jeudi dans les territoires palestiniens ont donné un avant-goût des mesures que M. Sharon devait évoquer au cours de sa conférence de presse. Pour la première fois depuis le début de l'Intifada, des troupes israéliennes ont mené une incursion profonde dans la bande de Gaza, qui les a conduits non loin du camp de réfugiés de Beach, dans les faubourgs de la ville de Gaza. Au cours de cette opération, les Israéliens ont dynamité

des bâtiments de transmission de la radio-télévision palestinienne, qui a cependant presque aussitôt continué d'émettre, à partir d'un autre site.

L'armée israélienne a également mené de nouveaux raids dans le sud de l'étroite bande de territoire. Par ailleurs, un responsable de l'aile militaire du Mouvement de la résistance islamique Hamas a été tué au cours d'une opération.

### « ACCÉDER À L'INDÉPENDANCE »

A Ramallah, en Cisjordanie, pour le deuxième jour consécutif, un missile a été tiré à proximité des bâtiments dans lesquels est reclus M. Arafat depuis bientôt trois mois. D'autres raids ont été conduits dans les zones autonomes de Naplouse et Qalqiliya. Selon des sources palestiniennes, ces opérations ont fait cinq morts et plus de vingt blessés. M. Arafat, qui a visité mercredi matin un bâtiment visé par un missile israélien au cours de la nuit précédente, a adopté un ton de défi en assurant que « personne ne peut faire peur au peuple palestinien ». Dans un communiqué publié en fin de journée, la direction palestinienne a assuré que « notre peuple poursuivra sa résistance jusqu'à la fin de l'occupation militaire et jusqu'au départ des colons afin de garantir sa liberté et d'accéder à l'indépendance ».

Les Palestiniens ont demandé mercredi une réunion du Conseil de sécurité des Nations unies, une demande jugée légitime par la France. En fin de journée, la réaction des Etats-Unis au déchaînement de violence des dernières heures n'a cependant pas laissé entrevoir la moindre ouverture diplomatique. Le département d'Etat s'est dit « profondément troublé et découragé par l'escalade de la violence », tout en rappelant que la responsabilité de cette escalade revenait principalement, selon Washington, à l'Autorité palestinienne. « Nous avons fait savoir très clairement au président Arafat que l'Autorité palestinienne devait maintenant prendre des mesures fermes, résolues, irréversibles pour arrêter la violence », a précisé le porte-parole du département d'Etat, Richard Boucher.

### PAS DE DISTINCTIONS

Il a seulement concédé que « les opérations militaires [israéliennes] dans des zones densément peuplées en particulier et les attaques sur ou près des locaux de l'Autorité palestinienne peuvent jouer contre l'objectif primordial de réduction de la violence ». Il a enfin assuré que Washington « comprend parfaitement et soutient la nécessité pour Israël de prendre des mesures d'autodéfense », se refusant à distinguer, comme le font les Palestiniens, les attentats menés en Israël des attaques perpétrées dans les territoires palestiniens.

Gilles Paris

## Marc Ravalomanana annonce sa « décision » de prendre le pouvoir à Madagascar

L'opposant veut s'autoproclamer vendredi

ON CONNAÎT la date : vendredi 22 février. On connaît le lieu : le stade municipal d'Antananarivo. Les habitants de la capitale malgache y ont été invités pour assister en nombre à la « prise de pouvoir » de Marc Ravalomanana. Jamais coup d'Etat ne fut ainsi annoncé au grand jour, quarante-huit heures à l'avance.

L'opposant malgache l'a fait, mercredi 20 janvier, devant la foule de ses partisans, réunie comme chaque jour au cœur d'Antananarivo. « J'ai écouté les appels des pasteurs et des prêtres qui me disaient « prenez le pouvoir », je suis prêt à le faire », a-t-il déclaré, déclenchant une joyeuse ovation. Le maire d'Antananarivo a donné rendez-vous à ses supporters au stade où les présidents nouvellement élus se font, traditionnellement, acclamer par le peuple.

Précisément, Marc Ravalomanana se considère élu depuis le premier tour du scrutin présidentiel, le 16 décembre. Selon ses décomptes, il aurait obtenu 52,15 % des suffrages, alors que les résultats officiels le place en ballottage favorable, avec 46,21 % des voix contre 40,89 % au président sortant Didier Ratsiraka. Depuis le 8 janvier, des centaines de milliers de manifestants se retrouvent quotidiennement dans le centre d'Antananarivo pour refuser un deuxième tour et réclamer « la vérité » par une confrontation des procès verbaux du premier tour. Une grève générale s'est ajoutée aux manifestations géantes depuis le 28 janvier.

Le conflit électoral semblait se débloquent après la médiation d'Amara Essy, le secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), et la mise sur pied d'un groupe de travail commun aux deux camps. Mais les négociations ont tellement piétiné que Marc Ravalomanana a visiblement perdu patience. Mercredi, l'annonce par la Haute cour constitutionnelle d'un report du deuxième tour au 24 mars (au lieu du 24 février) n'était pas de nature à le dissuader d'engager son coup de force. La plupart des experts estime en effet qu'il faudrait au moins « un délai de deux à trois mois » pour mettre

en place les conditions d'un second tour transparent.

Marc Ravalomanana a fini par écouter la partie de son entourage qui le poussait depuis le début à s'autoproclamer, en particulier les chefs des églises protestantes. Jusque-là, les hommes politiques ralliés à sa cause l'avaient persuadé de n'en rien faire. Certains, comme Norbert Ratsirahonana, ancien premier ministre et ancien président par intérim, misaient sur la constitution d'un gouvernement de transition où ils auraient eu un rôle stratégique. Mais, surtout, les bailleurs de fonds et la communauté internationale avaient prévenu qu'une investiture de fait aurait des « conséquences négatives pour Madagascar ».

Pour un diplomate européen à Antananarivo, le délai de quarante-huit heures laissé par M. Ravalomanana avant sa prise de pouvoir

## Jamais coup d'Etat ne fut ainsi annoncé au grand jour, quarante-huit heures à l'avance

annoncée serait « une invite à l'OUA et aux pays les plus importants pour Madagascar », à savoir la France et les Etats-Unis, de tenter une ultime action de persuasion auprès du président Ratsiraka. Ce dernier n'a proposé aucune ouverture dans les négociations. Il reste muet, donnant l'impression de jouer la montre.

Or, Marc Ravalomanana devait à la fois contenir la partie la plus impatiente de la foule et lutter contre un effritement du mouvement de contestation. Si, vendredi, l'opposant s'autoproclame président, l'attitude des forces armées, d'autant plus divisées que leur commandement vient d'être placé sous l'autorité des gouverneurs provinciaux, sera décisive.

Jean-Jacques Bozonnet



## 370 morts à bord du « train de feu » en Égypte

C'EST LA PIRE catastrophe ferroviaire que l'Égypte ait connue : l'incendie à bord d'un train de voyageurs reliant Le Caire à Assouan a fait 370 victimes, selon un bilan établi mercredi 20 février en fin de journée. Dans la nuit, à 70 km au sud du Caire, de nombreux passa-

gers avaient vainement tenté de se jeter par les fenêtres grillagées - du train en feu, pour échapper aux flammes et à la fumée. L'incendie, qui a ravagé sept des seize wagons, aurait été provoqué par un réchaud à gaz que les voyageurs utilisent pour faire du thé ou du café.

Gilles Paris

## Une campagne de soutien aux Tchétchènes lancée en Europe

Des journées sont organisées à l'initiative de représentants du monde culturel français

REÇU la semaine dernière à Paris, le ministre russe des affaires étrangères, Igor Ivanov, s'est plaint à son homologue Hubert Védrine que « des envoyés du président tchétchène Aslan Maskhadov continuent à être reçus en France ». Il ne croyait sans doute pas si bien dire.

Sa protestation concernait seulement les entretiens accordés, deux semaines plus tôt, au « ministre de la culture » du gouvernement indépendantiste, Akhmed Zakaïev, par des responsables du département Europe au Quai d'Orsay et par Jack Lang au ministère de l'Éducation. Akhmed Zakaïev avait représenté le président tchétchène aux premières négociations, avortées, entre belligérants, en novembre dernier. C'est à ce titre qu'il fut reçu à Strasbourg par le Parlement du Conseil de l'Europe et à Londres au Foreign Office. Les ambassadeurs de Grande-Bretagne et de France furent

convoqués en représailles - de façon déjà « routinière » - au ministère des affaires étrangères à Moscou. Que fera le ministre Ivanov quand il apprendra l'invitation faite en France non plus à un des ministres de Maskhadov mais à trois d'entre eux, avec des représentants de la société civile, russe et tchétchène ? Et quand il saura que l'invitation vient de représentants du monde culturel français - comédiens, régisseurs, écrivains, etc. -, sur lesquels la bureaucratie russe n'a pas prise ?

### JOUR ANNIVERSAIRE

Les « ministres » Ilyas Akhmadov (affaires étrangères), Omar Khanbiev (santé) et Akhmed Zakaïev (culture), ainsi que la présidente de l'association des Mères de soldats de Saint-Petersbourg, Elia Poliakova, et la directrice d'une ONG de femmes du Caucase, Zainab Gachaeva, sont d'abord invités à rencontrer la

presse, vendredi 22 février. Le lendemain, jour anniversaire de la déportation de toute la population tchétchène, en 1944, vers l'Asie centrale, des manifestations sont prévues à Paris comme dans une dizaine de villes européennes, avec des prolongements, en mars, sous forme de colloques, expositions et spectacles montés par des Tchétchènes.

### « UN PEUPLE NIÉ »

Cette première initiative du genre, visant à « donner un visage à un peuple nié, calomnié, massacré », a germé dans l'esprit d'un groupe de bénévoles, qui ont fondé l'association Marcho Doryila - les mots servant à dire bonjour en tchétchène et qui, littéralement, signifient : « Que la liberté vienne avec vous. » Signe de l'existence d'un peuple qui, depuis trois cents ans, ne se résout pas à la perte de cette liberté.

Mobilisés autour du projet de

Marcho Doryila, on trouve des dizaines de personnes, célèbres ou non, dont la réalisatrice Mylène Sauloy - seule, depuis plus d'un an, à oser aller chercher en Tchétchénie des images trop peu diffusées -, les acteurs Jane Birkin ou Marcel Bozonnet, Bernard Latarget, du Parc de La Villette, ou Alain Françon, du Théâtre national de la Colline.

Sophie Shihab

★ « Les voies de la Tchétchénie », rencontre avec la presse vendredi 22/02 à 11 heures, au Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, 75020 Paris. Tél. 01-44-62-52-25. n.godard@colline.fr Journée d'information contre la guerre en Tchétchénie devant le centre Beaubourg samedi 23 février à partir de 11 heures, projections, interventions de personnalités françaises, russes, tchétchènes. <http://tchetchenieparis.free.fr>

# PLANTU

LES PETITS CANDIDATS ILLUSTRÉS

Le TROISIÈME HOMME illustré

Le petit JOSPIN illustré

Le nouveau petit CHIRAC illustré

Le petit ÉCOLOGISTE illustré

Disponibles en librairie.  
Chaque volume : 9,50 €

[www.seuil.com](http://www.seuil.com)



## A Pékin, George Bush sollicite la médiation chinoise pour résoudre le différend avec la Corée du Nord

Décernant un brevet de respectabilité au régime chinois pour son soutien dans la lutte antiterroriste, le président américain l'appelle à s'opposer à la prolifération des armements

### PÉKIN

de notre correspondant

Le changement de climat est spectaculaire. Près d'un an après la crise de l'avion espion EP-3 américain forcé d'atterrir à Hainan (Chine), les relations sino-américaines ne sont sûrement pas au beau fixe, mais au moins les deux parties ont-elles renoué le dialogue dans une atmosphère décripée.

La visite de travail de trente heures qu'a commencée, jeudi 21 février, George W. Bush à Pékin, troisième étape de son périple asiatique après le Japon et la Corée du Sud, illustre ce réchauffement qui doit beaucoup aux attentats du 11 septembre. Le président américain avait à peine posé le pied à Pékin qu'il remerciait déjà avec emphase son homologue chinois, Jiang Zemin, pour son « fort soutien dans notre guerre contre la terreur ».

### DOUCE MUSIQUE

Durant une conférence de presse conjointe retransmise en direct à la télévision nationale – un privilège auquel avait aussi eu droit Bill Clinton lors de sa visite en juin 1998 – M. Bush s'est pleinement félicité du rôle constructif joué par la Chine dans l'apaisement de certains foyers de tension. Une douce musique aux oreilles des dirigeants chinois que n'exaspèrent rien tant que la théorie de la « menace chinoise » véhiculée par certains cercles républicains aux Etats-Unis. C'est donc une sorte de brevet de respectabilité qu'a décerné M. Bush au gouvernement de Pékin en l'encourageant à se poser en « force de paix parmi ses voisins, dans la péninsule coréenne, en Asie du Sud-Est et en Asie du Sud ».

Sur le dossier coréen précisément, le président américain a sollicité la médiation chinoise pour désamorcer la tension dans la péninsule. Il a jugé « constructive » la pression déjà exercée par Pékin sur Pyongyang afin de l'inciter à renouer le contact avec Séoul. M. Bush a ajouté qu'il escomptait également le soutien chinois pour l'aider à « rencontrer le régime

des trois Etats de l'« axe du Mal » (Corée du Nord, Iran et Irak) stigmatisé par M. Bush lui-même. Or, le jugement est fort sévère au sein même de l'administration américaine : « La Chine continue d'être une des sources clés dans le monde de missiles et de technologie liée aux armes de destruction massive, y compris auprès d'Etats qui sponsorisent le terrorisme », déclarait le

chément du soutien de Washington à Formose. Mais George W. Bush, plus que son prédécesseur Bill Clinton, est très engagé dans la défense de l'île – considérée comme « rebelle » par Pékin. Jeudi, il a redit devant la presse qu'il ne fallait attendre de lui aucun fléchissement dans la politique américaine à l'égard de Taïwan, rassurant ainsi ceux, à Washington ou à Taïpeh, qui craignaient que l'île ne fasse les frais d'un réchauffement du lien sino-américain à la faveur de la lutte antiterroriste.

### « RÉGLEMENT PACIFIQUE »

« La politique de mon gouvernement n'a pas changé avec les années, a affirmé M. Bush. Nous croyons à un règlement pacifique de cette question et nous appelons à ce qu'il n'y ait aucune provocation ». L'allusion à une éventuelle « provocation » vise implicitement les indépendantistes insulaires, aujourd'hui au pouvoir à Taïpeh, mais la référence à un « règlement pacifique » est un avertissement à Pékin, qui n'a jamais renoncé à l'usage de la force contre l'île.

« Le futur chinois doit être décidé par les Chinois », a ajouté M. Bush dans une allusion transparente à la question de la démocratie, qui prévaut à Taïwan mais non sur le continent. « Tous les peuples à travers le monde, y compris en Chine, doivent être libres de choisir comment ils vivent, comment ils exercent leur culte ou comment ils travaillent, a-t-il dit. Les Etats-Unis seront un solide partenaire de la Chine dans cette transition historique vers plus de prospérité et plus de liberté. »

Frédéric Bobin

### Discrétion sur la liberté religieuse

La liberté religieuse est chère à George W. Bush. A plusieurs reprises, il a fait part de son inquiétude face à la situation de la liberté de culte en Chine. Mais lors de la conférence de presse tenue conjointement avec son homologue Jiang Zemin, jeudi 21 février, il a glissé très rapidement sur le sujet, préférant visiblement les entretiens privés. Le sujet a néanmoins été soulevé par les journalistes qui ont demandé des explications à M. Jiang sur les détentions d'évêques et de prêtres des églises non officielles.

A deux reprises, le « numéro un » chinois a esquivé la question. Puis il s'est résolu à y répondre en réitérant la position traditionnelle de Pékin selon laquelle, « depuis la fondation de la République populaire de Chine, toutes les Constitutions ont garanti la liberté du culte ». « Quelle que soit la religion à laquelle ils appartiennent, tous les croyants doivent respecter les lois chinoises », c'est-à-dire se soumettre à l'autorité du Parti communiste. George W. Bush n'a pas bronché. – (Corresp.)

nord-coréen ». « J'ai dit au président Jiang Zemin que l'offre que j'ai faite hier à Séoul était sincère, a précisé M. Bush. Je lui ai demandé de relayer ce message à Kim Jong-il [le président nord-coréen]. »

George W. Bush attend aussi beaucoup de la Chine dans le domaine de la lutte contre la prolifération. « Mon gouvernement souhaite que la Chine s'oppose à la prolifération des missiles et autres technologies mortelles », a-t-il déclaré durant la conférence de presse. La formule est courtoise au regard de la franche inquiétude qu'inspire à Washington le rôle proliférant joué par Pékin, y compris auprès

17 janvier Lisa Bronson, sous-secrétaire adjoint à la défense chargé de la lutte antiprolifération. Le sujet constituera certainement le gros dossier de la visite de M. Bush, qui souhaite arracher des engagements fermes de la Chine. En dépit de l'énorme pression américaine, les Chinois n'ont toujours pas adhéré au régime de contrôle de la technologie des missiles (MTCR).

L'affaire est compliquée, car les Chinois ont toujours lié ce dossier à l'épineuse question de Taïwan. Ils ont toujours implicitement conditionné leur bonne volonté en matière de prolifération à un rela-

se », a assuré le secrétaire à la défense, Donald Rumsfeld, lors d'une visite, mercredi 20 février, aux militaires qui participent à la sécurité des Jeux olympiques de Salt Lake City.

Le ministre a confirmé l'existence de l'OSI, en précisant qu'il s'agissait d'une subdivision de l'Office des opérations d'information, lequel dépend de l'état-major interarmées, et s'est lancé dans un long développement visant à définir ce qu'il faut entendre par « influence stratégique » et « opérations d'information ». Il a cité d'abord plusieurs actions menées en Afghanistan : largage de rations alimentaires, émissions de radio et envoi de tracts invitant les talibans à se rendre, récompenses offertes pour la capture des dirigeants d'Al-Qaïda. Il est passé ensuite à la « tromperie », laquelle peut avoir, a-t-il expliqué, un caractère tactique, sur le champ de bataille, ou stratégique, à destination des états-majors. Pour illustrer ce dernier cas, il a évoqué l'opération des Alliés, en 1944, afin de faire croire à l'Allemagne qu'ils allaient débarquer à

Calais, tout en se préparant à la faire en Normandie.

Le 25 septembre 2001, lors d'une de ses premières conférences de presse, alors qu'on lui demandait s'il était exact que les officiers et les fonctionnaires civils du Pentagone avaient été autorisés à mentir aux journalistes, M. Rumsfeld avait dit : « Je ne crois pas avoir jamais menti à la presse et je n'ai pas l'intention de commencer maintenant. »

La création de l'OSI s'inscrit dans la rivalité entre le ministère de la défense, le département d'Etat et, surtout, la CIA, chargée officiellement des mesures dites « actives » (opérations de déception, désinformation et camouflage). M. Rumsfeld a rappelé que le département d'Etat dispose d'un service chargé de ce qu'on appelle la diplomatie publique. Dirigé par l'ancienne reine de la publicité, Charlotte Beers, ce service est considéré comme inopérant par le Pentagone.

Patrick Jarreau

## Le Pentagone a créé un bureau pour mener la « guerre » de l'information

### WASHINGTON

de notre correspondant

Les militaires sont tentés de traiter l'information comme de la propagande. Un nouvel exemple en est offert par le ministère américain de la défense, où a été créé secrètement un Office de l'influence stratégique (OSI) chargé de mener la « guerre de l'information ».

Placé sous le commandement d'un général d'aviation, Simon Worden, et le contrôle de Douglas Feith, sous-secrétaire à la défense chargé de la politique, cet office, dont l'existence a été révélée par le *New York Times*, a pour tâche de diffuser des informations qui servent la cause des Etats-Unis dans la lutte contre le terrorisme. Un débat aurait lieu, au Pentagone, sur le point de savoir si l'OSI peut pratiquer la désinformation, c'est-à-dire diffuser de fausses nouvelles pour tromper l'ennemi via, au besoin, les médias de pays alliés.

« Le Pentagone ne diffuse pas de désinformation à la presse étrangère ni à aucune autre pres-

## Premières plaintes de familles de prisonniers de Guantanamo contre l'arbitraire de leur détention

### WASHINGTON

de notre correspondant

Pour la première fois depuis le début des transferts de prisonniers d'Afghanistan vers la base américaine de Guantanamo, sur l'île de Cuba, des avocats ont introduit des recours auprès de la justice américaine au nom de certains de ces détenus, l'Australien David Hicks, et deux Britanniques, Asif Iqbal et Shafiq Rasul.

Joseph Margulies, avocat du Minnesota, représentant le premier, et Clive Stafford-Smith, un avocat de Louisiane, représentant les deux autres, ont déposé, mercredi 20 février, un recours auprès du tribunal de district de Washington. Leur démarche, fondée sur le principe juridique anglo-saxon de l'*habeas corpus*, vise à obtenir du gouvernement américain qu'il libère ces détenus ou qu'il soumette à un juge les charges retenues contre eux. « Il y a peu de principes aussi fermement établis dans notre droit que l'interdiction de toute détention arbitraire et indéfinie », a déclaré M. Margulies en sortant du tribunal.

La plainte, dirigée contre George W. Bush et Donald Rumsfeld, respectivement président des Etats-Unis et secrétaire à la défense, a été introduite dans le tribunal de district de leur lieu de résidence.

Le ministère de la justice a refusé de répondre aux questions, mais, officieusement, ses juristes ont mis en avant l'argument suivant : Guantanamo, base louée au gouvernement cubain, ne fait pas partie du territoire américain ; or, la Cour suprême a décidé, en 1950, qu'un tribunal américain ne peut pas être saisi d'une demande d'*habeas corpus* concernant un belligérant étranger détenu hors des Etats-Unis.

### « UN TROU NOIR »

Comme le gouvernement ne reconnaît pas non plus aux prisonniers de Guantanamo le statut de prisonniers de guerre et la protection de la Convention de Genève, la position du ministère de la justice revient à les mettre dans ce que l'universitaire Michael Ignatieff appelait, dans *Le Monde* daté 17-18 février, « un trou noir du droit international ».

Pour M. Stafford-Smith, il s'agit simplement de reconnaître à ses clients les mêmes droits qu'à l'Américain John Walker Lindh, capturé lui aussi en Afghanistan, mais transféré dans une prison proche de Washington et mis en accusation devant un tribunal civil. Dans un entretien publié mercredi par le *Sydney Herald*, Terry Hicks, père du détenu australien, s'est insurgé, lui aussi, contre la différence de traitement

entre Walker et les détenus ressortissants de pays alliés des Etats-Unis.

Après avoir envoyé une mission sur place pour vérifier sa nationalité, le gouvernement suédois a demandé au gouvernement américain les raisons pour lesquelles un de ses ressortissants est détenu à Guantanamo et les termes de la procédure judiciaire qui lui est appliquée. « Nous ne serons pas satisfaits tant que nous n'aurons pas les réponses à ces questions », a déclaré le ministre suédois des affaires étrangères, Hans Dahlgren.

Le gouvernement français, qui avait confirmé la nationalité de deux de ses nationaux prisonniers sur la base américaine, va y envoyer une nouvelle mission pour interroger quatre autres détenus qui se sont déclarés français.

La zone de non-droit créée par le gouvernement américain à Guantanamo a son pendant sur le territoire même des Etats-Unis. Sur 327 étrangers détenus aujourd'hui dans le cadre des enquêtes consécutives aux attentats du 11 septembre, 87, coupables d'infraction aux lois sur l'immigration, ont fait l'objet d'arrêts d'expulsion. Ils sont pourtant maintenus en détention et empêchés, par conséquent, de regagner leurs pays.

P. J.

## Des Pachtounes afghans fuient des « persécutions »

**KABOUL.** Quelque 20 000 personnes, essentiellement des Pachtounes, ont fui ces derniers jours le nord de l'Afghanistan en raison de persécutions de nature ethnique, a déclaré mercredi un porte-parole de l'ONU, Yussuf Hassan, lors d'une conférence de presse. « Nous sommes préoccupés par [la situation de] minorités du nord qui ont été forcées de fuir », a-t-il relevé, en citant les provinces de Kunduz, Baghlan et Takhar. Il s'est agi « principalement de Pachtounes, qui sont en minorité dans ces zones », a précisé le représentant onusien. « Dans les derniers jours, nous avons vu des milliers de personnes qui fuyaient vers le sud » et qui sont désormais « bloquées à la frontière afghano-pakistanaise ». « Ce qu'elles nous disent est qu'elles ont été forcées de quitter leurs terres, que leurs maisons ont été pillées et que les femmes ont été maltraitées. En raison de la violence et de la persécution, [ces personnes] ont fui. » Des Ouzbeks, qui vivaient dans une zone à prédominance tadjike, ont exprimé des plaintes similaires, a ajouté M. Hassan. – (AFP.)

## Témoin récusé au procès Milosevic



**LA HAYE.** Les juges du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) ont refusé, mercredi 20 février, d'entendre le témoignage de Kevin Curtis, le chef des enquêteurs du TPIY pour le conflit kosovar. Estimant, à la vue du résumé écrit du témoignage, que M. Curtis évoque principalement des « ouï-dire », des faits qu'il n'a pas lui-même vécus, ils ont considéré que sa déposition paraissait semblable au tableau du conflit dressé lors des déclarations liminaires. Le procureur a expliqué que le déposition

était importante parce qu'elle synthétise les 1 300 témoignages de survivants recueillis par les enquêteurs, mais en vain. Slobodan Milosevic s'est efforcé de contester lui aussi l'idée de faire comparaître M. Curtis, alors que le débat semblait clos. Il a critiqué le fait que chaque substitut du procureur venait à la barre, demandant s'il fallait « entendre aussi son coiffeur et son chauffeur ». « M. Milosevic, restez calme, nous sommes avec vous, ce témoignage est exclu ! », lui a rétorqué le juge Richard May. – (Corresp.)

### DÉPÊCHES

■ **AFGHANISTAN : des parachutistes britanniques** ont riposté à des tireurs non identifiés, dans la nuit de mercredi 20 à jeudi 21 février, lors d'une patrouille de la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF) dans l'ouest de Kaboul, a indiqué jeudi un porte-parole de l'ISAF. Ces coups de feu n'ont pas fait de victimes, a-t-il ajouté. Samedi, selon l'ISAF, des soldats britanniques avaient essayé des tirs et avaient riposté, tuant un homme. Mais la famille de ce dernier a affirmé que les soldats avaient fait feu sans avoir été attaqués. Deux parachutistes britanniques impliqués dans l'incident avaient été aussitôt rapatriés. – (AFP, Reuters.)

■ **MOLDAVIE : des milliers de Moldaves roumanophones** ont occupé le centre ville de Chisinau pour protester contre les tentatives de russification du gouvernement communiste : la réintroduction obligatoire de la langue russe dans les écoles et la création d'un nouveau manuel d'histoire rappelant l'époque soviétique. Le ministre russe des affaires étrangères condamne la série de manifestations qui s'enchaînent depuis un mois. Alors que la Roumanie s'inquiète des dérapages antidémocratiques en Moldavie, le premier ministre roumain Adrian Nastase est parti jeudi 21 février pour une visite prévue de longue date en Russie. La Moldavie fait partie d'un agenda déjà chargé par les négociations d'adhésion de la Roumanie à l'OTAN qui irritent ouvertement la Russie. – (Corresp.)

■ **COUR PÉNALE INTERNATIONALE : le Parlement français** a adopté mardi 19 février, une première proposition de loi sur la coopération avec la future Cour pénale internationale (CPI). Ce texte définit les procédures à suivre, notamment en cas de demande d'entraide judiciaire ou d'arrestation émanant de la CPI. La France doit toutefois encore adopter un second texte, afin d'adapter sur le fond son code pénal au statut de la CPI, notamment en ce qui concerne les crimes de guerre. La ministre de la justice, M<sup>me</sup> Lebranchu a indiqué que ce second texte « sera prêt dès le début de la prochaine législature ». – (AFP.)

## Rupture du processus de paix en Colombie

L'armée se prépare à partir à l'assaut de la zone occupée par la guérilla

### BOGOTA

de notre correspondante

Mercredi soir, dans une allocution télévisée transmise par toutes les chaînes de télévision du pays, le chef de l'Etat colombien, Andrés Pastrana, a annoncé sa décision de mettre fin au processus de paix engagé avec les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC). L'armée colombienne a été, en conséquence, autorisée à reprendre le contrôle de la zone de détention – ce territoire de 42 000 km<sup>2</sup> cédé aux FARC pour la tenue de négociations de paix – à compter de mercredi soir à minuit.

Cette rupture est intervenue à la suite, mercredi matin, du détournement d'un avion commercial. Tout en précisant « des temps difficiles » et « la probable recrudescence d'actes terroristes », le chef de l'Etat a invoqué l'union nationale : « Une armée de quarante millions de Colombiens est invincible ». Les trois principaux candidats à l'élection présidentielle de mai ont soutenu la « difficile et inévitable décision » du président.

M. Pastrana a imputé la responsabilité exclusive de la rupture des négociations de paix aux FARC, qui, « entre la politique et le terrorisme, ont choisi le terrorisme ». Tard dans la soirée, des décrets présidentiels mettant fin à la zone de détention et au « statut politique »

des FARC confirmaient la détermination présidentielle. A minuit, les responsables militaires annonçaient que plusieurs détachements se déplaçaient vers la zone de détente, dans le sud du pays.

Sur place, à San Vicente del Caguan, les journalistes locaux commentaient l'inquiétude de la population et affirmaient que des guérilleros étaient encore visibles



« Entre la politique et le terrorisme, les FARC ont choisi le terrorisme »

ANDRÉS PASTRANA

dans les rues du bourg. Sur les ondes des radios, les familles des centaines d'otages aujourd'hui aux mains des FARC suppliaient les guérilleros de ne pas prendre de mesures de représailles.

Mercredi matin, quatre pirates de l'air avaient obligé un avion – un turbo-moteur Dash-8 de la compagnie Aires qui assurait la liaison Neiva-Bogota – à atterrir sur une petite route de campagne à 800 km au sud de la capitale. C'est une femme pilote qui a accompli l'exploit. Une vingtaine d'hommes armés attendaient l'avion et ont

immédiatement emmené l'un des 37 passagers, le sénateur Jorge Gechen Turbay, libérant les autres sur place. M. Gechen Turbay, membre d'une influente famille politique – dont quatre membres ont été assassinés par les FARC –, président de la commission de paix du Sénat. Son enlèvement porte à cinq le nombre de congressistes aux mains des FARC.

Le 20 janvier, un accord signé sous les auspices de l'envoyé spécial de l'ONU et des pays amis, avait permis de sauver in extremis le processus de paix, un calendrier ayant été défini pour négocier avant le 7 avril une cessation des hostilités. L'espoir alors soulevé a fait long feu.

Se déclarant « trahi dans sa bonne foi », le chef de l'Etat s'est chargé de rappeler « les 117 attentats commis en 30 jours » – voitures piégées, pylônes électriques abattus, ponts détruits. Sur la base d'un rapport qui lui aurait été remis dans la journée par les militaires, M. Pastrana a directement accusé le dirigeant des FARC, Manuel Marulanda, « d'avoir transformé la zone de détente en repaire de kidnappeurs, en laboratoire de drogues illicites, en dépôt d'armes, de dynamite et de voitures volées ».

Marie Delcas



# Londres est contre l'élection du président de la Commission

A une semaine du lancement de la Convention, le secrétaire au Foreign Office, Jack Straw, veut renforcer le Conseil européen dans son rôle d'exécutif afin de construire une Europe « qui soit mieux comprise, plus démocratique, et qui fonctionne mieux »

## LONDRES

de notre correspondant

La Grande-Bretagne affirme vouloir être au cœur de l'Europe, ce qui suppose qu'elle contribue activement au débat sur l'avenir des institutions de l'Union élargie. Une semaine avant la séance inaugurale à Bruxelles de la Convention chargée d'imaginer une nouvelle architecture politique de l'UE, et que préside Valéry Giscard d'Estaing, le gouvernement de Tony Blair prend date. Le secrétaire au Foreign Office, Jack Straw, devait, jeudi 21 février, dans un discours prononcé à La Haye, présenter les propositions britanniques, dont il a révélé le contenu au Monde.

Londres écarte, en premier lieu, l'idée selon laquelle le président de la Commission européenne devrait être directement élu par le Parlement européen. Commentaire de Jack Straw : « Je ne suis pas d'accord avec cette idée qui saperait l'indépen-

dance de la Commission et en ferait la prisonnière du plus grand groupe politique du moment. »

La Grande-Bretagne se préoccupe surtout de l'avenir du Conseil des ministres, l'instance représentant les Etats au sein du triangle institutionnel européen, principale dépositaire, selon le ministre, de la « responsabilité démocratique ». Un conseil comprenant 25 membres, voire plus, peut-il faire autre chose que parler ? Peut-il décider ? Oui, répond-on à Londres, à condition qu'on réforme son fonctionnement, et d'abord le système de la présidence tournante qui, à 25, ne reviendrait à chaque pays membre que tous les douze ans et demi, soit 8 fois par siècle. Cette présidence tournante est une charge sans cesse plus lourde, même pour les grands pays. Elle implique une « discontinuité », avec des changements de leadership, d'orientation, et de priorité tous les six mois.

Jack Straw avance une idée : « Je propose que les membres de chaque conseil ministériel spécialisé élisent un président de leur conseil. Leur mandat pourrait durer deux ans et demi, soit deux présidents élus pendant la durée de chaque commis-



« C'est au niveau supranational que nous pouvons atteindre nos objectifs »

JACK STRAW

sion. Certaines règles, formelles ou non, garantiraient une rotation équitable et une juste représentation de tous les Etats membres. » En même temps, Londres propose qu'on réduise le nombre de ces conseils sectoriels de 16 à 10, par exemple. « Ces dix présidents de conseils pourraient travailler ensemble comme une sorte d'équipe présidentielle qui fournirait une meilleure conduite et une meilleure continuité » que les actuelles présidences semestrielles.

« Nous pourrions même, ajoute le secrétaire au Foreign Office, envisager d'étendre cette innovation au Conseil européen lui-même [où siè-

gent les chefs d'Etat et de gouvernement], bien que je comprenne tout à fait l'importance que certains pays attachent au fait de détenir la présidence et d'être l'hôte du Conseil européen. J'espère ainsi que nous pourrions, tout en le réformant, préserver certains des avantages du système de la présidence tournante. Quelle que soit la solution adoptée, nous devons nous souvenir que l'Europe fonctionne mieux lorsque le Conseil et la Commission établissent ensemble un agenda stratégique qui est ensuite transmis aux conseils spécialisés chargés de sa mise en œuvre. »

## EFFORT DE PÉDAGOGIE

Le triple objectif de la Grande-Bretagne, assure M. Straw, est de construire une Europe « qui soit mieux comprise, plus démocratique, et qui fonctionne mieux ». Le chef du Foreign Office ne se fait pas l'avocat de la souveraineté nationale, une posture pourtant typiquement britannique, mais il vante les bienfaits de « la mise en commun des souverainetés » qui « nous aide, aujourd'hui, et de plus en plus, à nous réaffirmer en tant que nations ». « Dans de nombreux

domaines, constate le ministre de Tony Blair, comme la criminalité, le droit d'asile, l'environnement, nous devons travailler au-delà des frontières. C'est au niveau supranational que nous pouvons atteindre nos objectifs, d'une manière qui n'est plus réalisable au niveau national. »

Il reste à mieux expliquer au public « pourquoi le processus de décision collective est parfois plus efficace » et « en quoi les citoyens profitent concrètement de leur appartenance à l'UE ». Cet effort de pédagogie, le ministre des affaires européennes, Peter Hain, l'a livré avec un zèle que l'opposition conservatrice a jugé outrageant. Mardi, dans une interview au Figaro, il avait déclaré : « Les ennemis de l'euro sont les ennemis de l'Europe. » D'où une réaction immédiate de Michael Ancram, le responsable de la diplomatie dans le cabinet fantôme conservateur, accusant le ministre d'avoir « insulté 70 % du pays », autrement dit la proportion de Britanniques qui resteraient, selon les tories, hostiles à la monnaie unique.

Jean-Pierre Langellier

## Tony Blair cherche à exorciser un modèle d'Europe franco-allemand

### LONDRES

de notre correspondant

Depuis des années, les dirigeants britanniques, conservateurs ou travaillistes, rêvent d'une Europe « polygame », où chacun choisirait ses partenaires selon ses domaines et ses besoins. Cette quête explique largement le flirt actuel entre Tony Blair et Silvio Berlusconi. Ces deux chefs de gouvernement, qui n'appartiennent pas à la même famille politique, ont adopté le 15 février à Rome un plan d'action commun dans la perspective du sommet économique européen de Barcelone (15-16 mars). D'ici là, ils se rencontreront à nouveau à Londres.

Dans ce couple inédit, le prési-

affaires européennes, Peter Hain, l'avait dit clairement à la veille de la rencontre de Rome : « L'idée que l'Europe puisse être dirigée par la France et l'Allemagne non seulement n'est pas souhaitable, mais elle n'est plus faisable. C'est pour cela que nous recherchons des convergences transversales sur les politiques. » Ces convergences transversales recherchées par Londres rappellent fortement l'Europe à géométrie variable ou l'Europe à la carte, chères aux Britanniques.

Tony Blair attend de Silvio Berlusconi qu'il l'aide dans sa défense d'une Europe intergouvernementale face aux tentations fédéralistes allemandes et françaises. Mais il poursuit aussi un objectif nouveau et plus consensuel : hâter la libéralisation des économies européennes pour mieux vendre l'euro à l'électorat britannique. Voilà pourquoi, à Rome, Tony Blair a vanté les mérites de la monnaie unique en la qualifiant de « ressource » et de « pilier » de l'Union.

### LIBÉRALISATION TOUS AZIMUTS

Les chefs des gouvernements britannique et italien ont des traits communs : ils sont pragmatiques, communicateurs et expriment les aspirations des nouvelles classes moyennes, même si le premier est plus europhile que son pays, et le second plus eurosceptique que la majorité des Italiens. Surtout, ils croient aux vertus de l'économie libérale. D'où le contenu des trois documents signés le 15 février et qui prônent une libéralisation tous azimuts : flexibilité du marché du travail, ouverture des marchés de l'énergie, achèvement de la réforme des services financiers, réglementation plus souple au bénéfice des petites et moyennes entreprises, réforme des règles régissant les aides de l'Etat. Le tout, sous la bannière de la croissance et de l'emploi, dans une économie moderne.

Silvio Berlusconi aimerait transformer l'axe Rome-Londres en un triangle incluant Madrid, dont le président du gouvernement, José María Aznar, qui préside actuellement l'Union, inspire largement le renouveau de la droite européenne. « Je finirai, prédit-il, la nouvelle Europe commencée par Aznar. » Autrement dit, il espère que la réforme des institutions de l'Union élargie sera scellée sous la présidence italienne, au cours du second semestre de 2003. Et il compte, pour cela, sur le soutien de MM. Blair et Aznar. Mais il sera sans doute déçu. Car les négociations institutionnelles, prévoit-on à Londres, devraient commencer et non s'achever pendant la présidence italienne.

De toute façon, a déclaré Peter Hain, l'alliance avec l'Italie ne sera ni « un partenariat exclusif » ni « le début d'une rivalité avec les autres ». L'Europe polygame dont rêvent les Britanniques suppose, par définition, qu'ils puissent changer de partenaires au gré des intérêts d'Albion.

## Paris a fait entendre son agacement

Tout en évitant d'en faire une affaire d'Etat, le gouvernement de Lionel Jospin a laissé percer son agacement, au moment où le premier ministre se lance officiellement dans la campagne électorale, devant la décision de Tony Blair d'aller signer un document avec Silvio Berlusconi sur la dérégulation et la flexibilité du travail. « On aurait pu en faire l'économie », avait déclaré, lundi 18 février, Pierre Moscovici, ministre des affaires européennes, regrettant ce manque de solidarité entre « partis réformistes ».


Sur le fonds, le texte ne représente pas une position nouvelle de Londres. Paris sait qu'il lui faudra affronter l'alliance Madrid, Rome et Londres pour obtenir au sommet de Barcelone que la dérégulation aille de pair avec des garanties, notamment en matière de services publics. Elisabeth Guigou, ministre de l'emploi, a rendu public, mardi, un communiqué très ferme estimant que le texte anglo-italien « ne respecte pas l'équilibre défini » par les Quinze entre « compétitivité économique et progrès social ».


dent du conseil italien est le plus pressé. Pas seulement parce qu'il s'adresse en public à « mon ami » Tony Blair, qui se contente de l'appeler « Monsieur Berlusconi ». Mais surtout parce qu'il est le principal bénéficiaire de cette alliance scellée sur l'autel du libéralisme économique. Elle lui permet d'échapper à son relatif isolement parmi les Quinze. Elle renforce la main de cet admirateur de Margaret Thatcher, dans son épreuve de force avec les syndicats, dont il se souvient qu'ils ont contribué à précipiter sa chute, en 1994.

Tony Blair, qui a signé les années précédentes des documents similaires avec plusieurs autres chefs de gouvernement, avait d'autant moins de raisons de refuser ce cadeau diplomatique à Silvio Berlusconi qu'il cherche en permanence, comme tous ses prédécesseurs, à conjurer la menace d'une suprématie franco-allemande qui donnerait à l'Europe une orientation trop dirigiste et trop antilibérale à ses yeux. Le ministre britannique des

Nouvelle BMW  
316ti compact

www.bmw.fr





**Nouvelle BMW 316ti compact pour moins de 250 € par mois\*.**  
Cherchez l'erreur, il n'y en a pas.

Nouvelle BMW 316ti compact avec peinture métallisée, climatisation, Antipatinage à Régulation Electronique ASC+T, Contrôle du Freinage en Courbe CBC, suspension type sport, Répartiteur Electronique de Freinage EBV, ABS, 4 airbags<sup>®</sup>, vitres avant électriques.

\* Prix de la 316ti avec peinture métallisée : 21770 € TTC. Premier versement de 8054,90 € (dépot de garantie de 3255,50 € + premier loyer majoré de 4789,40 €) suivi de 35 loyers mensuels de 246,44 €. Après le paiement du dernier loyer, vous pouvez restituer le véhicule à votre Concessionnaire (sous réserve du respect de l'usure et du kilométrage prévu au contrat) ou l'acquiescer en levant l'option d'achat, avec restitution de votre dépôt de garantie. Option d'achat en fin de contrat de 10885 €. Coût total avec achat en fin de contrat de 24299,80 €. Consommations norme CE 93/116 (en l/100km) : urbain 9,7, non urbain 5,3, moyenne 6,9. Emissions CO<sub>2</sub> : 157g/km. Offre valable jusqu'au 31/03/02 dans les concessions BMW qui participent à l'opération. Sous réserve d'acceptation par BMW lease - SNC au capital de 3 000 000 €. RCS VERSAILLES B 343 636 643. <sup>®</sup> Coussins de sécurité gonflables. <sup>®</sup> Hors assurances facultatives.



# FRANCE

## JOSPIN CANDIDAT

Le premier ministre, Lionel Jospin, a **DÉCLARÉ** sa candidature à l'élection présidentielle, mercredi 20 février, moins de trois heures après la fin de la **DERNIÈRE SÉANCE** de questions d'actualité à l'As-

semblée nationale. Il a, pour cela, adressé, via l'AFP, une **LETRE** aux « Françaises et aux Français », dans laquelle il trace les grandes lignes de son projet. **LE SECRET** de cette annonce avait été gardé jusqu'au

bout, M. Jospin ayant finalement souhaité avancer son **ENTRÉE EN CAMPAGNE** pour ne pas laisser le champ libre à Jacques Chirac. Un **CONGRÈS** extraordinaire du PS doit entériner sa candidature, diman-

che 24 février. M. Jospin, qui a souhaité « **BONNE CHANCE** » à l'ensemble des députés, devait expliquer les raisons de sa candidature, jeudi soir au **JOURNAL DE 20 HEURES** de France 2.

## Lionel Jospin candidat à l'Élysée pour « présider autrement »

Mercredi 20 février à 17 h 42, le premier ministre est officiellement entré en campagne présidentielle en adressant, par l'Agence France Presse, une « lettre aux Français ». Il devait opposer, jeudi soir sur France 2, ses « engagements » à ceux de Jacques Chirac

LA CANDIDATURE était attendue mais le choix du moment a surpris. Lionel Jospin a voulu prendre tout le monde de court, y compris dans son entourage le plus proche. Mercredi 20 février à 17h 42, le premier ministre est devenu candidat à la présidence de la République à l'instant même où, selon les schémas élaborés par Matignon, sa candidature devenait politiquement possible : moins de trois heures après la dernière séance de questions d'actualité à l'Assemblée nationale, au cours de laquelle il avait soigneusement mis en scène son « au revoir » aux députés (*Le Monde* du 21 février), M. Jospin, estimant avoir « rempli son contrat avec le Parlement », selon le mot d'un de ses conseillers, est entré dans la course à l'Élysée en adressant, par télécopie, une lettre à l'Agence France-Presse (AFP), de son domicile parisien, rue du Regard (6<sup>e</sup> arrondissement).

Le premier ministre n'a pas voulu laisser trop longtemps le champ libre à son principal rival. L'entrée en campagne de Jacques Chirac, le

11 février, l'avait pris par surprise ; mardi 19 février, le discours du président candidat à Garges-lès-Gonesse (Val-d'Oise), lançait sa campagne sur le thème de l'insécurité. En réaction, M. Jospin a encore précipité une démarche qu'il avait déjà accélérée la semaine dernière, en s'efforçant néanmoins de ne pas laisser penser qu'il céderait à l'affolement ou qu'il maltraiterait le calendrier initial du PS. Pour mettre fin à un interminable teasing susceptible d'alimenter les commentaires sur sa campagne, il a décidé de se déclarer enfin.

Le choix du jour et de l'heure de l'officialisation de la candidature avaient été gardés secrets jusqu'au bout. Le dispositif – la lettre télécopiée à l'AFP – avait été imaginé de concert, il y a une dizaine de jours, par M. Jospin avec le premier secrétaire du PS, François Hollande. Vendredi 15 février, le ministre délégué aux affaires européennes, Pierre Moscovici, et l'un de ses conseillers, Gilles Finchelstein, avaient toutefois été priés de rédiger, le dimanche suivant, une note présen-

tant quelques « grands engagements ». Ce document, commandé pour le « milieu de la semaine » (*Le Monde* daté 17-18 février), a servi de trame à la « lettre aux Français » que M. Jospin a finalement rédigée en solitaire, à la main, à l'encre bleue, comme à son habitude. Autre indice : les « communi-

« J'y vais avec sérénité, avec joie, j'espère avec force »

LIONEL JOSPIN

cants » d'EuroRSCG, l'agence chargée de la campagne, avaient du mal à cacher, lundi, qu'ils avaient perdu leur longue « bataille du week-end ». Jacques Séguela militait en effet pour que le candidat s'exprime sur « une télé », un dimanche soir.

Lionel Jospin a toutefois retenu le principe fétiche du publicitaire

qui conseillait déjà François Mitterrand, en 1981 : « Une image, un jour, un message ». Faire d'abord un « petit signe », pour annoncer que le temps est venu de se porter candidat ; puis intervenir à la télévision, un autre jour, pour expliquer « pour quoi faire ».

Après quelques pas devant les caméras, mercredi soir, devant son domicile, M. Jospin a donc seulement expliqué qu'il était « plutô content d'entrer dans cette rencontre avec les Français, dans ce grand débat qui s'ouvre », ajoutant : « J'y vais avec sérénité, avec joie, j'espère avec force ». Au passage, le premier ministre candidat a banni les termes de « désir », qu'il avait employé le 5 décembre sur France 2, et surtout de « passion », prononcé auparavant, le 13 novembre, devant les députés socialistes : ces mots apparaissent désormais trop proches du slogan de campagne du candidat Chirac.

Etape suivante : les explications de M. Jospin, jeudi soir, au journal de 20 heures de France 2. « J'ai fait le choix d'une chaîne de service

public », expliquait-il devant les députés du PS, mercredi soir, « comme François Mitterrand en 1988 ». « Avec les Jeux olympiques, leur audience est nettement en hausse », se rassurait, plus prosaïquement, un membre de son équipe.

Le dispositif avait été ajusté mercredi matin, in extremis et en petit comité à Matignon – en l'absence d'Olivier Schreckel, le directeur du cabinet du premier ministre, actuellement en vacances. Aussitôt après le conseil des ministres, M. Jospin convoquait dans son bureau le noyau de son dispositif de campagne : François Hollande, Jean Glavany, directeur de campagne, Pierre Moscovici, responsable des écrits et des argumentaires du candidat, Yves Colmou, directeur adjoint de la campagne, Marie-France Lavarini, chargée de la communication du candidat, et Nicole Baldet, la fidèle secrétaire de M. Jospin.

Là, le premier ministre est amusé des projections fantaisistes de la presse du matin et a livré son plan de bataille : « Il n'y a plus de raison d'attendre ». Il leur a soumis le texte de sa lettre – qu'ils ont amendé ensemble sur quelques détails. Il a expliqué, enfin, qu'il ne se rendrait pas, le lendemain, à Lyon, où il devait participer à un forum sur le développement durable, en compagnie de Mikhaïl Gorbatchev. Il s'y rendra finalement vendredi matin, avant de s'envoler pour Stockholm.

Jeudi, M. Jospin a donc pu se consacrer à la préparation de son entretien télévisé. « Montre-toi gourmand », lui avait soufflé François Hollande, avant son précédent rendez-vous sur France 2, lorsqu'il s'était avoué « candidat probable ». Cette fois, le premier ministre candidat paraît obligé d'aller au-delà des images, y compris celles d'une présidence « simple », après une entrée en campagne annoncée dans un « simple communiqué » diffusé par un « simple fax ». Il devait avancer ses princi-

paux thèmes de campagne, insistant sur les notions de « responsabilité », thème central de son livre à paraître le 7 mars : responsabilité des Français face aux corporatismes ; responsabilité d'un futur président face à ses « engagements ». M. Jospin devait ainsi comparer ses propres propositions à celles

Le président et le premier ministre à « 50-50 »

Les deux candidats Jacques Chirac et Lionel Jospin recueillent chacun 50 % des intentions de vote au second tour de la présidentielle, d'après un sondage publié, jeudi 21 février, par *Le Nouvel Observateur*. Réalisée par la Sofres sur un échantillon de 1 000 personnes, les 13 et 15 février, c'est-à-dire après la déclaration de candidature du président de la République et avant celle du premier ministre, cette enquête confirme les résultats du sondage BVA publié cette semaine par l'hebdomadaire *Paris Match*, qui porte sur une période analogue (14-16 février.)

D'après la Sofres, M. Jospin rassemblerait sur son nom 21,5 % des intentions de vote (contre 22,5 % début février) au premier tour et Jacques Chirac 26 % (24 % début février). Ce sondage crédite par ailleurs Jean-Pierre Chevènement de 10 % des intentions de vote, Jean-Marie Le Pen de 9 %. Robert Hue et Arlette Laguiller en obtiennent respectivement 6 %.

de M. Chirac, mais « sans attaques violentes comme celles de François Mitterrand en 1988 », précise un proche. « Il pensera aussi, ce soir, à sa future majorité », disait, jeudi matin, l'un de ses plus proches confidents.

Ariane Chemin

### « Je prends devant vous cinq engagements »

VOICI le texte intégral de l'annonce par Lionel Jospin de sa candidature à l'élection présidentielle, télécopiée à l'Agence France-Presse, mercredi 20 février, de son domicile parisien :

« Françaises, Français, J'ai été pendant près de cinq ans votre premier ministre. A travers le travail accompli et les progrès réalisés, mais aussi à travers les épreuves et les crises, j'ai appris à mieux connaître, à mieux aimer, à mieux servir notre pays. On dit parfois que le pouvoir éloigne ; j'ai pour ma part le sentiment qu'il m'a rapproché de vous. De cette expérience, je retire beaucoup d'énergie, d'idées et de volonté pour aborder le nouveau temps qui s'annonce. J'avais dit que j'attendrais pour me déclarer la fin des travaux du Parlement. Ils s'achèvent. Je veux participer pleinement au grand débat démocratique qui s'est ouvert en France.

Aujourd'hui je suis candidat à l'élection présidentielle. Pourquoi ?

Je souhaite restaurer l'esprit de responsabilité, fondement de l'autorité. J'entends placer la responsabilité au cœur de l'action publique, la promouvoir dans

notre société à tous les niveaux. Il faudra présider autrement. Le président de la République doit présenter un projet au pays, prendre des engagements et les respecter. Il faut un président actif, qui donne les grandes orientations et travaille à leur mise en œuvre avec le gouvernement.

Pourquoi faire ? Pour porter avec les Français une vision de la République, de la France et de l'Europe. Pour faire avancer notre pays, je prends devant vous cinq engagements.

Je veux une France active, qui tourne définitivement le dos au chômage. Avec 900 000 chômeurs de moins, nous avons ouvert la voie. Mais pour aller vers le plein-emploi, d'autres réformes s'imposent. Ainsi, afin de pourvoir aux emplois de demain, et de donner à chacun sa chance, nous développerons massivement la formation sur toute la vie.

Je veux une France sûre, et je suis fermement résolu à donner à la justice et aux forces de police et de gendarmerie les moyens d'instaurer la sécurité. Je refuse l'impunité : tout délit doit trouver sa sanction. J'entends aussi traiter toutes les causes de la violence. Aux côtés de l'Etat, dont c'est la responsabilité

première, je souhaite que chacun prenne sa part de l'effort pour vaincre l'insécurité : élus, agents publics, parents, citoyens. Je propose qu'une action d'envergure prévienne toutes les dérives, aux âges les plus précoces.

Je veux une France juste. Notre pays doit réduire encore les inégalités de revenus, de savoir, celles qui existent entre les hommes et les femmes ou celles qui affectent nos territoires. Pour renouer le lien entre les générations, la réforme des retraites sera menée. Des formules nouvelles seront proposées à la négociation collective pour garantir nos régimes de répartition. Je veillerai aussi à rendre notre démocratie plus vivante et l'Etat plus simple et plus proche, notamment par un nouvel acte de décentralisation.

Je veux une France moderne, et je proposerai à la jeunesse un pacte de confiance. L'éducation, la recherche, l'environnement, les nouvelles technologies, l'effort productif : tels seront nos outils pour réussir notre entrée dans le XXI<sup>e</sup> siècle. La fiscalité et les dépenses publiques devront être adaptées à ces grands objectifs.

Je veux une France forte, qui soit un acteur clairvoyant du pluralisme

mondial et un promoteur de la régulation internationale. La France travaillera, après le succès de l'euro, à ce que l'Europe élargie soit une puissance économique, sociale et culturelle, tournée vers le développement et la paix, agissant pour le respect des équilibres écologiques de la planète. Je ferai des propositions à nos partenaires pour l'Europe politique.

C'est donc maintenant que les engagements se prennent et se scellent. Tel est, à mes yeux, le fondement de la relation de confiance qui doit unir les citoyens et leur plus haut représentant.

Au moment où une élection majeure se prépare, je sais l'éloignement de beaucoup à l'égard de la politique. Mais il faut prendre la mesure de l'enjeu, compte tenu des menaces que certains font peser sur la sécurité sociale, les retraites, les services publics et le droit du travail. Je souhaite faire reculer l'indifférence et la résignation, donner du sens au choix démocratique et de l'espoir aux citoyens. Je crois aux atouts de la France et à l'aptitude des Français au mouvement. Notre pays mérite l'engagement de toutes et de tous. Son avenir est pour moi la plus belle des causes. »

### CINQ PILIERS DE L'ÉQUIPE DE CAMPAGNE



YVES COLMOU

**CHARGÉ** de la communication à Matignon, Yves Colmou, 46 ans, retrouve comme directeur adjoint de campagne la fonction qu'il exerçait en 1995. Proche de Michel Rocard, il a été un de ses collaborateurs aux ministères du Plan et de l'agriculture, puis le chef de son cabinet à Matignon. Directeur du cabinet de M. Rocard lorsque ce dernier était premier secrétaire du PS, il a fait partie des premiers rocardiens qui se rallient à M. Jospin. En 1997, il a rejoint le cabinet de Daniel Vaillant, jusqu'en mars 2001.



JEAN GLAVANY

**LE FUTUR** directeur de campagne de Lionel Jospin, Jean Glavany, 52 ans, est ministre de l'agriculture depuis octobre 1998. Militant du Parti socialiste depuis 1973, ancien professeur d'économie, il est chef de cabinet de François Mitterrand à la présidence de la République de 1981 à 1988. Mitterrandiste fidèle, il rejoint Lionel Jospin en 1985, puis s'en éloigne en 1993 avant de se réconcilier avec lui. En 1993, en pleine déroutée socialiste, il est élu député des Hautes-Pyrénées, et réélu en 1997.



MARIE-FRANCE LAVARINI

**CHARGÉE** de la presse dans l'équipe de campagne, Marie-France Lavarini, 49 ans, est conseillère pour la communication de Raymond Forni, président de l'Assemblée nationale. Fidèle collaboratrice de M. Jospin, elle est responsable de la communication au PS, de 1981 à 1988, puis au ministère de l'éducation nationale. M<sup>me</sup> Lavarini rejoint ensuite TF1, responsable de l'émission « 7 sur 7 » avec Anne Sinclair, avant de s'occuper des relations presse de Claude Allègre au ministère de l'éducation.



GÉRARD LE GALL

**LE « MONSIEUR SONDAGES »** de Lionel Jospin, Gérard Le Gall, 57 ans, examine chaque samedi, avec Jacques Séguela et Stéphane Fouks, l'état de l'opinion. Professeur associé à Paris-XII, chargé de mission dans divers cabinets depuis 1981, il est conseiller du premier ministre. Jospiniste, inspirateur de l'idée selon laquelle « l'insécurité est d'abord une inégalité », délégué aux études politiques de tous les premiers secrétaires du PS depuis 1979, il a participé à toutes les campagnes depuis 1974.



PIERRE MOSCOVICI

**RESPONSABLE** du projet du candidat Jospin, Pierre Moscovici, 44 ans, est ministre délégué chargé des affaires européennes. Ancien élève de l'ENA, conseiller référendaire à la Cour des comptes, il entre, en 1988, au cabinet de M. Jospin, alors ministre de l'éducation nationale. Secrétaire national aux études du PS, de 1990 à 1992 et de 1995 à 1997, il est aussi trésorier, de 1992 à 1994. Elu député du Doubs en 1997, il est un des animateurs du courant jospinorocardien Socialisme et Démocratie.

### Un congrès extraordinaire du PS investira dimanche le candidat

**QUARANTE-CINQ MINUTES** avant de la télécopier à l'AFP, Lionel Jospin a fait parvenir à François Hollande sa « lettre aux Français » en guise de déclaration de candidature à la candidature. Dans l'immédiat, en effet, le premier ministre est candidat devant les 112 000 militants du Parti socialiste. Même si, à en croire son premier secrétaire, la date du 20 février avait été choisie « il y a une dizaine de jours », le PS a accéléré son calendrier interne. Le guichet aux candidatures, ouvert lundi 18 février et prévu pour l'être jusqu'à la fin du mois, devait finalement être fermé dès le jeudi soir, sur décision du bureau national. L'instance dirigeante du PS devait constater, dans la journée de jeudi, que M. Jospin est le seul candidat réunissant les conditions pour se présenter.

La « machine PS » est donc lancée : le vote des militants dans leurs sections est prévu vendredi soir et samedi toute la journée, sans que le scrutin ressemble à la primaire de 1995, qui avait opposé M. Jospin au premier secrétaire d'alors, Henri Emmanuelli. Le congrès extraordinaire du PS, d'abord envisagé pour le 10 mars, puis avancé au 3 mars, aura lieu dans la matinée du dimanche 24 février à Paris, au palais de la Mutualité. M. Jospin s'exprimera ainsi au lendemain du meeting de l'Union en mouvement (UEM) à Toulouse, destiné à appuyer la candidature de Jacques Chirac.

Jeudi en fin de matinée, le candidat devait réunir à son domicile M. Hollande, Jean Glavany, son futur directeur de campagne – qui devrait démissionner lundi 25 février du ministère de l'agriculture –, le ministre délégué aux

affaires européennes Pierre Moscovici, les présidents des deux groupes parlementaires socialistes, Jean-Marc Ayrault et Claude Estier, ainsi que Louis Besson, président de la Fédération nationale des élus socialistes et républicains.

L'équipe de campagne s'installera dans son local du 325, rue Saint-Martin, le 27 février. Outre un voyage à Besançon, fixé au 25 février, M. Jospin devrait effectuer un déplacement thématique le 28 février ou le 1<sup>er</sup> mars, avant son premier meeting, le 7 mars à Lille. Son équipe s'organiserait autour de trois pôles. Le premier sera consacré à l'organisation, avec à sa tête M. Glavany, assisté par Yves Colmou, directeur adjoint de la campagne, et par l'ancien ministre Jean-Pierre Masseret. François Rebsamen et Pierre Schapira s'occuperaient des déplacements, M. Ayrault des élus, Alain Claeys des finances et Bertrand Delanoë animerait les comités de soutien.

Le second pôle portera sur le « projet », avec à sa tête M. Moscovici, qui a fourni la trame de la « lettre aux Français », assisté du porte-parole du PS, Vincent Peillon, de Jérôme Cahuzac, Gaëtan Gorce, Marisol Touraine et Alain Bergounioux. Le troisième pôle réunira les porte-parole, avec au premier rang Martine Aubry et Dominique Strauss-Kahn, ainsi qu'une douzaine de porte-parole spécialisés, dont Anne Hidalgo, première adjointe au maire de Paris. Comme en 1995, un conseil politique réunira 50 à 60 personnes, avec M. Hollande, une partie du bureau national du PS, les ministres socialistes et diverses personnalités extérieures.



## FRANCE JOSPIN CANDIDAT

## Le jour où le premier ministre se transforma en candidat



**15 heures**  
Questions au gouvernement, à l'Assemblée : interrogé par le doyen Charles Ehrman (DL), Lionel Jospin saisit « l'occasion agréable de vous dire au revoir ».



**17 heures**  
Devant les maires de grandes villes de France, réunis au Palais des congrès de la porte Maillot, à Paris, le premier ministre, défendant son bilan en matière de décentralisation, plaide pour de « nouvelles étapes » : « La réforme de l'Etat que nous avons conduite devrait être menée plus loin », estime-t-il. S'exprimant sur la sécurité, il se dit « surpris » que les « orientations » du gouvernement « apparaissent chez certains comme des propositions ».



**18 heures**  
Le candidat déclaré quitte son domicile de la rue du Regard, dans le 6<sup>e</sup> arrondissement : « Je suis plutôt content d'entrer dans cette rencontre avec les Français », confie-t-il.

**LE BONHEUR**, c'est simple comme un coup de fax. En déclarant sa candidature à l'élection présidentielle, mercredi 20 février, en fin d'après-midi, le premier ministre a

## ■ RÉCIT

## A 17 h 42, Daniel, le fils de Sylviane, appuie sur le bouton du vieux fax

rendu les socialistes « heureux », comme l'a déclaré, le soir, au Musée d'Orsay, Jean-Marc Ayrault, le patron des députés PS et désormais porte-parole de la campagne de Lionel Jospin. Récit de la dernière séance à l'Assemblée nationale et des premières heures du candidat.

► **14 heures. Les fausses questions d'actualité...** Une heure avant la dernière séance de questions d'actualité, les conseillers parlementaires attendent, comme d'habitude, la liste des questions qui seront posées au gouvernement, à partir de 15 heures. Pour rire, le ministère des relations avec le Parlement, Jean-Jack Queyranne, a imaginé une liste complètement fantaisiste, comme, par exemple, Didier Schuller interpellant Charles Pasqua sur l'« état des cellules VIP dans les prisons françaises ».

► **15 heures. « Au revoir » mesdames et messieurs les députés.** L'hémicycle de l'Assemblée est comble. Sylviane Agacinski, l'épouse de M. Jospin, est assise dans les tribunes avec son fils, Daniel. Assis comme d'habitude à côté de Jean-Marc Ayrault, François Hollande lui glisse : « Ça devrait être aujourd'hui. » Tout est soigneusement improvisé : le premier ministre se saisit de la question du doyen Charles Ehrmann (DL, Alpes-Maritimes), pour dire « au revoir » aux députés. Grand seigneur, il lance quelques fleurs à la droite... puis une épine. « Vous avez été parfois efficaces », commence M. Jospin. Le président du groupe RPR, Jean-

Louis Debré, sourit. « Mais j'ai aussi gardé en mémoire un certain nombre de répliques que je vous ai courtoisement assénées », savourez-t-il. Puis le premier ministre rend hommage aux « acteurs vivants de cette onzième législature ». Et il conclut : « Je vous souhaite à tous [il marque un temps] "bonne chance". » Les socialistes, les Verts – sans leur candidat, Noël Mamère – et même le président du MDC, Georges Sarre, lui font une ovation. Les communistes se contentent d'applaudir. Pas tous : Georges Hage (Nord) se lève et, pointant un doigt accusateur vers M. Jospin, il lance : « Bla bla bla social-démocrate ! » « Qu'est-ce qu'il a dit ? », chuchote M. Jospin à l'oreille de M. Queyranne. Quelques minutes plus tard, Jean-Pierre Chevènement fait son entrée dans l'hémicycle. A la sortie, à 16 heures, le premier ministre croise Arnaud Montebourg : les deux hommes plaisantent sur l'éventuel adversaire de M. Montebourg aux législatives, en Saône-et-Loire, Francis Szpiner, avocat et conseiller de Jacques Chirac sur les « affaires »...

► **17 heures. Devant les maires, M. Jospin passe du « nous » au « je ».** Comme prévu sur son agenda, M. Jospin conclut la 2<sup>e</sup> Conférence des villes, orchestrée par plusieurs associations d'élus. Organisateur de la manifestation, Jean-Marie Bockel, maire (PS) de Mulhouse, président de l'Association des maires des grandes villes de France, se tourne vers lui : « Nous ne doutons pas de votre passion mais aussi de votre désir d'un engagement... » L'intéressé sourit. Puis il répond à Alain Juppé (RPR), qui, le matin, devant les cinq cents élus, s'est prononcé pour « une nouvelle étape de la décentralisation ». « Je ne veux pas, déclare M. Jospin, d'une décentralisation qui affaiblirait le pacte [de solidarité qui lie entre eux les territoires]. Je souhaite que, pour l'avenir, l'Europe s'engage davantage en faveur de la Ville. » Subrepticement, le « nous » – quand il parle du bilan – laisse place au « je » pour tracer l'avenir. « Monte avec moi dans la voiture ! », lance M. Jospin à M. Ayrault, en quittant

les lieux. Sur le trajet, il le met dans la confidence : « Ça y est, j'envoie ma dépêche à l'AFP. » M. Ayrault repasse à l'Assemblée, le premier ministre continue jusqu'à son domicile, rue du Regard, à Saint-Germain-des-Près.

► **17 h 42. Et Daniel appuie sur le bouton du « vieux » fax...** Un fax, c'est froid. Pour la presse, Matignon se charge de réchauffer l'atmosphère dans laquelle se déroule l'événement tant attendu : la « lettre aux Français » dans laquelle M. Jospin déclare sa candidature. C'est donc Daniel, le fils, qui appuie sur le bouton du « vieux fax ». A côté, Sylviane est « attentive ». Désormais, apprend-on aus-

cachotier ». Les parlementaires attendent le discours « improvisé » de leur candidat, dans un grand salon du musée. « Ayez le ton juste », leur demande à tous M. Jospin. Selon un participant, il rend hommage aux premiers ministres socialistes qui l'ont précédé, et tout particulièrement à Laurent Fabius. A plusieurs reprises, il parle des « valeurs » qui l'animent. En substance, il demande à ses troupes de ne pas se laisser distraire par la médiocrité du camp adversaire. Les socialistes, eux, ont la « connaissance des sujets ». Il en vient à sa déclaration de candidature : « Je ne me voyais pas venir devant vous ce soir sans être candi-

## Les « emprunts » de Jacques Chirac sur la sécurité

Devant la 2<sup>e</sup> conférence des villes, mercredi 20 février, Lionel Jospin a répondu à Jacques Chirac sur le thème de la sécurité. « Pour lutter contre la délinquance, le gouvernement a défini deux orientations, dont je suis surpris qu'elles apparaissent chez certains comme des propositions nouvelles, alors qu'elles ont été décidées, ou même déjà engagées », a déclaré le premier ministre. Il a rappelé la « mise en place de centres pour les mineurs délinquants » et l'« association de maires à la lutte contre l'insécurité », via les « contrats locaux de sécurité » et la « loi sur la sécurité quotidienne ». « Je me réjouis, a-t-il ajouté, d'avoir vu disparaître, dans les programmes, la municipalisation de la police, car cela n'était pas souhaité par les maires. »

Le matin, devant les mêmes élus, l'ancien premier ministre Alain Juppé, maire de Bordeaux, avait émis que les maires puissent créer des « conseils de sécurité pour coordonner et évaluer la sécurité avec les gendarmes et la police », après avoir souligné que « l'Etat [devait rester] le premier responsable de la sécurité ».

si, le premier ministre se partagera entre la rue du Regard, son domicile, qui servait de bureau à son épouse, et Matignon. Dès 18 h 30, la lettre de candidature figure sur le site internet de la Fondation Jean-Jaurès.

► **19 heures. Au Musée d'Orsay, devant la garde rapprochée.** Avant de saluer tous les parlementaires socialistes – députés, sénateurs, députés européens – réunis au Musée d'Orsay, M. Jospin tient à dire quelques mots à une vingtaine d'élus socialistes qu'il avait conviés à un « buffet froid », avant les fêtes de Noël, pour évoquer la pré-campagne, quand il n'était encore que candidat « probable » (Le Monde du 22 décembre 2001).

► **20 heures. Lionel Jospin reconnaît avoir été « un peu**

dat. » Vers 21 heures, dans une salle voisine, M. Ayrault explique combien les socialistes sont « heureux » : « Il nous a fait ce cadeau », confie-t-il aux caméras, avec des « mots simples et chaleureux ». Il nous a dit : « Je vous ai fait une petite surprise, j'ai peut-être été un peu cachotier. » Sacré Lionel...

► **Un dernier verre à Matignon.** En quittant le Musée d'Orsay, le candidat à l'Elysée rentre à Matignon. Il offre un verre à ses conseillers, dans le bureau du directeur adjoint de son cabinet, Dominique Marcel : c'est lui qui, jeudi et vendredi, gardera la maison, en l'absence du « dir cab », Olivier Schreckel.

Clarisse Fabre et Béatrice Jérôme

## Lionel Jospin précise sa vision d'une « France active, sûre, juste, moderne et forte »

APRÈS cinquante-sept mois d'une cohabitation au long cours qui a fait de lui le véritable chef de l'exécutif, Lionel Jospin devait immédiatement démarquer le can-

## ■ ANALYSE

## Derrière une simplicité calculée, le poids des mots plutôt que le choc des images

didat à l'élection présidentielle du premier ministre. Pour cela, il a soigneusement choisi le moment, la manière et le message.

En brusquant son calendrier pour stopper l'érosion qui le menaçait, Jacques Chirac a indéniablement obligé Lionel Jospin à accélérer son entrée en campagne. Après la course de lenteur de janvier, l'art du contre-pied en février. Anticipant d'une journée la fin des travaux du Parlement, le premier ministre a foncé quand on ne l'attendait pas. Non pas que la déclaration de candidature du chef de l'Etat ait provoqué un rebond spectaculaire des sondages en sa faveur (de 1 à 2 points selon les instituts). Mais parce qu'il pouvait devenir dangereux de paraître finasser, de se faire désirer trop longtemps et de laisser le champion de la droite fixer le ton de la campagne.

La manière ensuite. C'est par une « courte lettre aux Françaises et aux Français », transmise à l'Agence France-Presse, que Lionel Jospin a fait connaître sa décision. François Mitterrand, en 1988, avait d'emblée décliné l'ensemble de son projet, en quatre-vingts feuillets. Abordant une élection beaucoup plus ouverte, Lionel Jos-

pin, prudemment, n'abat pas toutes ses cartes. Deux feuillets lui suffisent pour dire l'essentiel.

Derrière cette simplicité très calculée, le message est clair : pas de mise en scène, de paillettes ou d'esbroufe ; le poids des mots plutôt que le choc des images. Cela n'interdit pas, cependant, cette adresse directe, sur le ton de la confiance : « On dit parfois que le pouvoir éloigne ; j'ai pour ma part le sentiment qu'il m'a rapproché de vous. » Il n'entend pas, à l'évidence, laisser à d'autres le registre de la « passion ». Mais à sa manière. Pudique.

Le sens enfin. Car le message central de cette déclaration de candidature est bien celui-là : « donner du sens au choix démocratique », redonner du sens à la politique quand, précise-t-il, beaucoup s'en éloignent par « indifférence » ou « résignation ». Et, pour cela, « présider autrement », c'est-à-dire « présenter un projet au pays, prendre des engagements et les respecter ».

En 1997, Lionel Jospin avait proposé aux Français un « pacte républicain ». Cinq ans plus tard, fidèle à son style, il leur propose un contrat de confiance. Matignon a jugé Jacques Chirac flou et peu convaincant sur son projet. Le premier ministre souligne ostensiblement sa différence en proposant, d'entrée de jeu, cinq engagements : « Je veux une France active, sûre, juste, moderne et forte. »

Au-delà des mots simples, mais banals, du slogan, il précise déjà, sur chacun de ces thèmes, orientations ou engagements formels. Tout est pesé. L'ambition numéro un reste l'emploi et cette France active qui devra tourner « définitivement » le dos au chômage. L'objectif du plein emploi, tracé à l'automne 1999 et assombri par la dégradation de l'emploi depuis dix mois, est donc réaffirmé. Avec un levier : le développement massif

de « la formation sur toute la vie ». En filigrane, il s'agit de corriger ce mal français d'une vie active la plus courte d'Europe.

La sécurité ensuite, abordée avec le maximum de détermination : « Je suis fermement résolu à donner les moyens... Je refuse l'impunité... J'entends aussi traiter toutes les causes de la violence. » Face à une droite qui bénéficie sur ce terrain de l'avantage naturel des partis d'ordre, Lionel Jospin sait que tout est affaire de crédibilité.

Une France « juste » passe par la réduction des inégalités de revenus, de savoir, mais aussi entre hommes et femmes et entre territoires. Avec deux engagements très nets : « La réforme des retraites sera menée », mais par la voie de la « négociation collective » ; un « Etat plus simple » suppose une nouvelle étape de la décentralisation.

## SANS MÉNAGER CHEVÈNEMENT

Le chapitre de la France moderne permet au candidat Jospin de s'adresser à la jeunesse et de balayer l'éducation, la recherche et l'environnement. Chacun notera que c'est sous ce titre – et non au chapitre de la France juste – que le premier ministre évoque l'adaptation de la fiscalité et des dépenses publiques. Comme un indice qu'entre les « modernes » comme Laurent Fabius et Dominique Strauss-Kahn, et les « anciens », comme Henri Emmanuelli, Lionel Jospin a tranché en faveur des premiers.

Enfin, sans ménager par avance Jean-Pierre Chevènement, le premier ministre inscrit la « France forte » dans une Europe « puissance » – économique, sociale et culturelle – qui devra trouver sa dimension « politique ». Jacques Chirac avait déclaré sa passion aux Français. Lionel Jospin martèle sa « volonté ». Reste à convaincre.

Gérard Courtois

## L'Elysée a aussitôt mis au point la riposte

Le RPR a jugé « désinvolte » la démarche du chef du gouvernement

D'ABORD pris de court par l'annonce de Lionel Jospin, l'Elysée a mis une heure pour organiser la riposte en retenant deux angles d'attaque : sur la forme, il ferait preuve de « désinvolture » en officialisant sa candidature par un simple fax à l'AFP ; sur le fond, sa lettre aux Français serait un réquisitoire contre son propre bilan. Il ne restait plus qu'à faire relayer le message. Avant de se rendre à Saint-Jean-de-Luz (Pyrénées-Atlantiques), Michèle Alliot-Marie a fait une entorse à ses principes en s'exprimant dans la salle des Quatre-Colonnes de l'Assemblée nationale. Une feuille dactylographiée à la main, la présidente du RPR a d'abord raillé le contenu de la lettre adressée par M. Jospin aux Français : « En disant qu'il veut une France sûre, active, juste, moderne, forte, M. Jospin dresse le plus terrible réquisitoire que l'on puisse imaginer de l'action de son propre gouvernement depuis cinq ans. Si j'avais voulu critiquer la façon dont il a dirigé le pays depuis 1997, je n'aurais pas fait mieux ! »

M<sup>me</sup> Alliot-Marie a ensuite critiqué la forme qu'il a retenue pour dévoiler sa candidature : « En choisissant de la rendre publique par un simple communiqué à la presse, M. Jospin a fait preuve de désinvolture. Il a une nouvelle fois cédé à la suffisance dont lui et ses amis font preuve depuis des mois. » Le président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, Jean-Louis Debré, a repris, parfois au mot près, l'argumentaire préparé par les proches de Jacques Chirac. De son côté, Roselyne Bachelot a évoqué, jeudi 21 février, sur RTL, un « fax glacial », puis une visite aux « notables socialistes ». La porte-parole du président candidat a aussi mis en garde M. Jospin contre la tentation d'exploiter les affaires. « Le président de la République souhaite une campagne digne », a-t-elle insisté.

François Bayrou, le candidat de l'UDF, a relevé, dans le contenu de la lettre de M. Jospin, « le gouffre entre la France promise et la France réelle ». « Ce qui est frappant dans cette déclaration de candidature, ce sont les propos qu'il utilise ; la France qu'il promet est le contraire exact de la France qu'il laisse au bout de cinq années de mandat », a poursuivi le président de l'UDF. Alain Madelin s'est étonné « de la désinvolture [de M. Jospin] qui consiste à ne pas mettre le contenu concret derrière les quelques mots passe-partout qui, pour l'instant, lui tiennent lieu de programme ». Le candidat de Démocratie libérale opère une distinction entre « ceux qui comme moi se présentent devant les Fran-

## « Si j'avais voulu critiquer la façon dont il a dirigé le pays depuis 1997, je n'aurais pas fait mieux ! »

## MICHÈLE ALLIOT-MARIE

çais avec un projet précis et ceux qui se contentent d'idées générales ».

Des précisions, et vite. Voilà ce que demande aussi Robert Hue au chef de file des socialistes. Le candidat du PCF a observé que M. Jospin est entré en piste « plus tôt que prévu », ce qui expliquerait, selon lui, le déficit de « sens et de contenu » de sa lettre aux Français. M. Hue a réclamé un « grand débat que les Français attendent pour pouvoir se prononcer ». Tout en estimant qu'il « était temps » de se déclarer, Jean-Pierre Chevènement a invité le premier ministre à « descendre » dans l'arène « car, à

60 jours du premier tour, on ne doit pas voler la démocratie aux Français ». Ironisant sur le « désir » que M. Jospin avait invoqué, le candidat du pôle républicain, cinéphile à ses heures, a déclaré sur TF1 que « ce tramway nommé désir arrive enfin à quai ». Charles Pasqua (RPF) a fait le compte des postulants. « Tous les personnages sont en place, la pièce peut commencer », s'est-il félicité.

Où au débat, mais pas n'importe comment, a prévenu en quelque sorte, Noël Mamère. Le candidat des Verts a conseillé à M. Jospin de promouvoir « une société ouverte, plurielle et multiculturelle, si c'est le cas, les Verts continueront leur campagne d'affirmation positive » à l'égard des socialistes. Il a recommandé au premier ministre « de ne pas tomber dans le même panneau démagogique que Jacques Chirac ».

Candidat et alors ? a fait mine de s'interroger Jean-Marie Le Pen. « Il n'y avait pas un grand suspense », a affirmé le président du FN avant de réaffirmer son échelle des valeurs : « Je crois que Chirac est Jospin en pire. » Pas de tout, a rétorqué Bruno Mégret. « Lionel Jospin est le premier ministre de gauche le plus extrémiste d'Europe et le plus toxique de la V<sup>e</sup> République ; sa candidature est une mauvaise nouvelle pour la France », a commenté le président du MNR. Le candidat de la LCR, Olivier Besancenot, a apprécié la déclaration de M. Jospin à l'aune de son bilan : « cinq années de reniement et de cadeaux au patronat ». Parmi les partisans du premier ministre, Claude Allègre l'a jugé « très en forme ». Dans un entretien au Parisien du 21 février, l'ancien ministre de l'éducation compare M. Jospin au « quetzal, ce magnifique oiseau d'Amérique du Sud qui ne chante pas quand il est en cage ; eh bien, le quetzal s'envole, va chanter et vous surprendra ! »

Elie Barth



## François Bayrou sanctionne les responsables de l'UDF qui ne soutiennent pas sa candidature à l'Élysée

Hervé de Charette, président délégué, et Dominique Paillé, délégué général, ont été suspendus de leurs fonctions. Les chiraquiens Philippe Douste-Blazy et Jacques Barrot sont dans le collimateur

« **FRANCHEMENT**, il y en avait ras-le-bol ! » Mercredi 20 février, en tout début d'après-midi, François Bayrou paraît soulagé. Une longue réunion du bureau politique de l'UDF a abouti, dans la matinée, à une motion suspendant de leurs fonctions les dirigeants du mouvement qui ne soutiendraient pas sa candidature à l'élection présidentielle. « *Il y a des moments dans la vie où il vaut mieux la clarté que la confusion* », a déclaré au Monde le président de l'UDF.

Le texte de la motion ne livre aucun nom, mais chacun se reconnaîtra. « *Après les déclarations enregistrées ces dernières semaines, le bureau politique décide, sur proposition de François Bayrou, que les membres de son exécutif qui ne soutiennent pas sa candidature n'exercent plus de responsabilités au sein de cet exécutif* », est-il seulement précisé.

Les premiers visés ne sont rien moins que le numéro deux du parti, l'ancien ministre Hervé de Charette, président délégué de l'UDF, très critique vis-à-vis de la ligne suivie par M. Bayrou (*Le Monde* du 7 février), et le délégué général, Dominique Paillé, député des Deux-Sèvres, qui, le premier, a évoqué publiquement un « *éventuel retrait* » de la candidature du président du mouvement centriste. Mais la liste des « *victimes* » pourrait être beaucoup plus longue, ainsi que l'atteste la discussion intervenue au sein du bureau politique.

Le rappel à l'ordre visait, du moins dans un premier temps, M. de Charette et M. Paillé avait été préparé, la veille, par le comité stratégique de campagne, composé des anciens ministres Jean Arthuis, Gérard Longuet et Pierre Méhaignerie. Plusieurs membres du bureau politique, parmi lesquels M. de Charette, ont toutefois estimé que, si « *clarification* » il doit y avoir, celle-ci devait être générale.

Seront donc sanctionnés, à plus ou moins brève échéance, non seulement tous ceux qui ont déjà pris position en faveur de Jacques Chirac pour le premier tour de l'élection présidentielle, aux premiers rangs desquels Philippe Douste-Blazy, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, Jacques Barrot, co-fondateur du club chiraquien Dialogue et initiative, et Nicole Fontaine, ancienne présidente du Parlement européen, mais aussi tous ceux qui s'approprient à le faire, tels les responsables du Parti radical. « *On a frisé l'excommunication générale* », rapporte un proche de M. de Charette, en parlant d'une « *ambiance à couper au couteau* ».

Les militants, qui composent pour moitié le bureau politique de l'UDF – l'autre étant réservée à la représentation des parlementaires –, étaient en effet « *très remontés* », à lui-même confirmé M. Bayrou. « *L'UDF, ce n'est pas l'auberge espagnole. J'ai été investi, le 1<sup>er</sup> décembre à Amiens, à l'unanimité, et j'ai plus*

*de 95 % des militants derrière moi* », affirme le président de l'UDF, en assurant que quelque 80 parlementaires devraient se manifester publiquement en sa faveur dans les prochains jours.

A trois jours du rassemblement des chiraquiens de tous horizons, prévu dans le cadre de l'Union en mouvement (UEM), samedi, à Toulouse, la motion adoptée par le bureau politique fait référence à l'OPA qui serait en cours, en indi-

### Un manifeste dénonce « les compagnons de la souprière, les résignés à la soumission, les habitués de la trahison »

quant que « *la stratégie politique [de l'UDF] est celle d'une "droite plurielle" et non pas d'un parti réducteur* ». Enfin, plus prosaïquement, un « *manifeste de l'UDF qui gagne contre l'UDF qui perd* » circule déjà, à l'initiative des jeunes UDF et de nouveaux maires élus en 2001. Il dénonce vivement « *les compagnons de la souprière, les résignés à la soumission, les habitués de la trahi-*

*son* » et demande à M. Douste-Blazy et à M. de Charette de démissionner de leurs présidences respectives, en leur reprochant de vouloir « *vendre l'UDF à la concurrence* ».

Les intéressés ont répondu par le mépris à ces mises en demeure. « *Cela n'a aucun intérêt* », estime M. Douste-Blazy, en faisant mine de ne pas être concerné par la prise de position du bureau politique de son parti. « *Pour l'instant, je continue à m'exprimer et je continuerai à le faire* », a affirmé M. de Charette sur LCI. M. Paillé, de son côté, estime avoir été « *mis abusivement* » sur la liste des sanctionnés. « *Si près des échéances, il n'était pas opportun de prendre cette décision* », ajoute le député des Deux-Sèvres, en insistant sur la nécessaire préparation des élections législatives et en citant en exemple Robert Hue qui, « *lui, a sauvé son parti, le PCF, en obtenant un accord en béton avec le PS* ».

Quant au RPR, soupçonné de vouloir rayer l'UDF de la carte, il fait assaut d'amabilités. « *Je comprends la déception de François [Bayrou] qui ne décolle pas dans les sondages. Mais il faut lui redire notre affection* », a déclaré mercredi matin sur LCI Roselyne Bachelot. « *A l'UEM, nous ne voulons pas du tout le tuer, au contraire (...). Nous nous réunirons au deuxième tour* », a ajouté la future porte-parole du candidat Chirac.

Jean-Louis Saux

## Les Français ne seraient pas choqués d'avoir un président homosexuel

QU'UN HOMOSEXUEL devienne président de la République n'aurait apparemment rien de choquant pour près des trois quarts des Français. Sous le titre « *Homosexualité : quels enjeux pour la campagne présidentielle ?* », le magazine *Têtu* publiait, jeudi 21 février, un sondage réalisé par la Sofres au début du mois auprès de 1 000 personnes, qui témoigne d'une évolution des mentalités.

Certes, une majorité de Français (58 %) continue de penser que, pour un candidat, révéler son homosexualité constituerait un handicap sérieux : pour 9 % des sondés, cela « *l'empêcherait définitivement d'être élu* » ; 49 % estiment que cela « *réduirait ses chances d'être élu mais sans l'empêcher définitivement* » ; seuls 41 % considèrent qu'une telle annonce n'affecterait en rien ses chances d'être élu. Mais les réponses à la question « *trouveriez-vous choquant ou pas choquant qu'un homosexuel soit président de la République ?* » témoignent, selon la Sofres, d'un « *net recul du tabou* », voire d'un « *bascullement majeur de l'opinion publique* ».

« *C'est le résultat d'une année de sensibilisation des Français, avec le très long débat sur le pacs, et l'attitude personnelle de Bertrand Delanoë lors des élections municipales* », analyse Thomas Doustaly, rédacteur en chef de *Têtu*. Elu

maire (PS) de Paris en mars 2001, M. Delanoë avait publiquement revendiqué son homosexualité lors d'une émission de télévision, le 22 novembre 1998 (*Le Monde* du 24 novembre 1998). Quand 61 % des interrogés trouvaient choquante l'éventualité d'un président homosexuel en 1981, et encore 52 % des sondés en 1997, ils ne sont désormais plus que 26 % à exprimer de telles réticences.

### UN EFFET PACS

Cette moyenne dissimule des disparités d'opinion habituelles en matière de mœurs. En fonction du sexe (31 % des femmes seraient choqués, 21 % des hommes) ; de l'âge (9 % des 18 à 24 ans, 43 % des 65 ans et plus) ; du niveau d'études (18 % des diplômés de l'enseignement supérieur, 31 % des sans diplôme) ; et de l'appartenance politique (18 % des sondés qui se classent à gauche seraient choqués, contre 42 % de ceux qui se déclarent de droite). Le débat sur le pacs aurait eu « *un effet paradoxal de réduction du clivage gauche-droite*, commente la Sofres, puisque 65 % des sympathisants de droite se disaient choqués en 1997 ».

Le sondage offre de fait l'occasion d'un bilan politique du pacs. Pour 81 % des sondés, cette nouvelle forme d'union a contribué à améliorer

la situation matérielle et les droits des homosexuels. Quelque 60 % des Français pensent qu'il a fait avancer les mentalités, 59 % qu'il a contribué à mieux faire accepter l'homosexualité. Seuls 20 % estiment qu'il a réglé la question de l'inégalité des droits entre homosexuels et hétérosexuels. Pour 68 %, il y a encore des réformes à entreprendre. « *L'importance du score*, indique la Sofres, *montre qu'une véritable sensibilisation de l'opinion, sans doute en partie grâce au débat sur le pacs, est intervenue sur ce thème*. »

Le pacs est mis à l'actif de Lionel Jospin, même si prédomine le souvenir d'un engagement modéré de sa part : seuls 13 % des sondés pensent que le premier ministre s'est « *fortement engagé* » pour son adoption. M. Jospin apparaît dans ce sondage comme « *le plus ouvert sur les questions de mœurs et de sexualité* » et « *le plus soucieux d'agir pour l'égalité entre homosexuels et hétérosexuels* ». La Sofres lui prête ainsi « *un avantage comparatif dans le domaine des mœurs et de la sexualité, synonyme d'une certaine modernité* », qui pourrait constituer « *une ressource politique non négligeable* » pour le désormais candidat.

Pascale Krémer

## Les sites officiels des candidats concurrencés et détournés

Des initiatives plus ou moins contrôlées suscitent une cacophonie sur Internet

Le Monde

### INTERACTIF

CELA ressemble à un site officiel. Ça en a le ton et les apparences. Jusqu'au nom : *avecchirac.com*. Mais le site officiel n'a, lui, été inauguré que mercredi 20 février, en même temps que le QG de campagne. *2002pourlafrance.net* a donc été pris de vitesse par un succédané, mis en ligne quarante-huit heures après la déclaration d'Avignon.

C'est que, face au manque de réactivité de certains états-majors, au peu d'intérêt manifesté pour l'Internet par d'autres, ou bien encore face à l'attente obligée de certains candidats, des militants ou des francs-tireurs ont brûlé la politesse aux équipes officielles pour lancer la campagne sur le Net. Du coup, entre sites officiels, détournés ou parodiques, parfois de mauvais goût, la cacophonie règne.

Difficile pour l'internaute de s'y retrouver. « *D'autant qu'à côté de sites parodiques qui se présentent comme tels, ou de citoyens en colère, existent aussi des sites hostiles à l'autre camp qui n'avancent pas à visage découvert*, note François Freby, responsable de l'Observatoire de la net-campagne (*www.net-campagne.net*), un site qui réunit des spécialistes de la communication politique sur Internet. *De manière*

*générale, il faut noter que les sites anti-Chirac sont plutôt le fait d'initiatives non pilotées par le Parti socialiste. A l'inverse, les sites anti-Jospin sont plutôt canalisés plus ou moins officiellement.* » *Bilanjospin.com* a ainsi été créé par une équipe proche de Démocratie libérale. *Bilan-chirac.net*, lui, est une initiative personnelle.

Les partisans de Jacques Chirac s'appuient sur une expérience déjà éprouvée. Ainsi, à l'origine du site *avecchirac.com*, se trouve une équipe rodée aux techniques de la communication politique sur le Net. Le site a été élaboré en quel-

ques heures par Arnaud Dassier et Bruno Walthier, directeur général et président de l'agence de communication l'Enchantement des nouveaux médias, qui s'est déjà occupée de la vitrine web de DL. Ils ont reçu l'appui de Xavier Schallebaum, ancien webmaster du site de l'Élysée et fondateur de l'Esprit d'équipe, un site qui veut fédérer « *les jeunes actifs et les professionnels du Net autour de Jacques Chirac* ».

### CÔTELUDIQUE

« *Notre idée est de multiplier les initiatives et d'utiliser toutes les ressources de l'Internet pour toucher le*

### Le duel par sites interposés

● **JACQUES CHIRAC**  
Sites de campagne : [www.2002pourlafrance.net](http://www.2002pourlafrance.net)  
[www.chiracpourlafrance.com](http://www.chiracpourlafrance.com)  
Sites militants :  
Le projet du RPR : [www.rpr.org](http://www.rpr.org)  
Association les Amis de Jacques Chirac : [www.lemulot.com](http://www.lemulot.com)  
Des professionnels du Net pour Chirac : [www.espritdequipe.com](http://www.espritdequipe.com)  
Les étudiants avec Chirac (UNI) : [www.jeunesavecchirac.com](http://www.jeunesavecchirac.com)  
Site indépendant de soutien : [www.avecchirac.com](http://www.avecchirac.com)  
Le bilan Jospin vu par Démocratie libérale : [www.bilan-jospin.com](http://www.bilan-jospin.com)

Sites parodiques : [www.elysee.org](http://www.elysee.org)  
[www.geocities.com/pchitt2002](http://www.geocities.com/pchitt2002)  
● **LIONEL JOSPIN**  
Site de campagne : [www.lioneljospin.net](http://www.lioneljospin.net)  
Sites militants :  
Le projet 2002 du PS : [www.parti-socialiste.fr](http://www.parti-socialiste.fr)  
Mouvement des jeunes socialistes : [pluriefree.fr](http://pluriefree.fr)  
Site personnel sur le bilan de Chirac : [www.bilan-chirac.net](http://www.bilan-chirac.net)  
Sites parodiques : [www.jospin2002.com](http://www.jospin2002.com)  
[www.lionel-jospin.com](http://www.lionel-jospin.com)

Guillaume Fraissard et Olivier Zilbertin

## Laurent Fabius revient sur le caractère rétroactif de la réforme de l'avoir fiscal

Le patronat a fait pression sur le gouvernement

LE MEDEF a finalement obtenu gain de cause : conformément à la demande de l'organisation patronale, le ministère de l'économie et des finances est en effet revenu, dans le *Bulletin officiel des impôts* (BoI) du lundi 18 février, sur le caractère rétroactif d'une instruction fiscale, en date du 28 décembre. Celle-ci remettait en cause le régime de l'avoir fiscal pour les distributions de dividendes exceptionnels, et ce à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2001 (*Le Monde* du 6 février). Désormais, « *il est admis de maintenir dans le champ de l'avoir fiscal* » les répartitions exceptionnelles de capital décidées avant le 1<sup>er</sup> janvier 2002, précise le BoI. Le gouvernement avait décidé de se mettre en conformité avec un arrêt du Conseil d'Etat du 26 février 2001 qui réduit le champ du dividende à la distribution de capital décidée par l'assemblée générale statuant sur les comptes. Corollaire : les revenus distribués à l'occasion d'une assemblée générale extraordinaire ne constituent plus des dividendes. Ils ne bénéficient donc plus du régime de l'avoir fiscal, qui permet d'éviter la double imposition du bénéfice entre l'entreprise et son actionnaire, et qui représente 50 % de la somme distribuée aux personnes physiques et 15 % de celle touchée par une personne morale.

Quant à l'entreprise qui distribue ces revenus exceptionnels, elle n'est plus soumise au précompte, c'est-à-dire à l'impôt que paient

les sociétés sur les sommes qu'elles distribuent avec avoir fiscal et qui ne sont pas soumises à l'impôt sur les sociétés. Les entreprises auraient donc pu, en se référant à l'arrêt du Conseil d'Etat, décider de ne plus payer de précompte. Pour autant, les dividendes concernés auraient quand même été assortis de l'avoir fiscal. L'Etat aurait donc perdu sur les deux tableaux. « *Cela aurait pu représenter des centaines de millions d'euros* », estime un conseiller de Laurent Fabius.

### CONTRE LES PRINCIPES DE BERCY

Seulement voilà, cette instruction fiscale, concoctée par l'administration, avait échappé à la vigilance du ministre des finances, même si elle a été transmise à son cabinet. Il se trouve qu'à plusieurs égards elle est en opposition avec les principes de modernité que prône M. Fabius. Notamment, elle était rétroactive au 1<sup>er</sup> janvier 2001, alors qu'elle n'avait été publiée que le 28 décembre. Début février, le Medef s'était élevé contre cette réforme du gouvernement. Cela « *montre une fois de plus le peu de cas que fait l'administration de la nécessaire sécurité juridique dans laquelle devraient pouvoir opérer les entreprises* », avait déclaré l'organisation patronale. M. Fabius vient de lui donner raison.

Virginie Malinger

## La consommation a baissé de 0,4 % en janvier

LA CONSOMMATION des ménages en produits manufacturés, qui représentent le quart de leurs dépenses totales de consommation, a reculé de 0,4 % en janvier par rapport à décembre. L'Insee, qui a publié ces chiffres jeudi 21 février, a par ailleurs revu à la hausse le chiffre de décembre, au cours duquel la consommation des ménages a progressé de 0,3 %. Au total, par rapport à janvier 2001, elle est en progression de 1,2 %.

Le recul de janvier, qui intervient après une fin d'année plutôt meilleure que prévu, « *traduit à la fois l'inflexion des achats des ménages en automobiles et le net repli des dépenses en biens d'équipement du logement* », a expliqué l'Institut. Les dépenses de consommation en textile-cuir marquent également le pas puisqu'elles reculent de 0,2 % en janvier, confirmant le succès modeste des soldes.

### DÉPÊCHES

■ **CMU : la ministre de l'emploi et de la solidarité, Elisabeth Guigou, a présenté**, mercredi 20 février, un bilan d'application de la couverture maladie universelle (CMU), en s'appuyant sur un rapport de l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS). Ce rapport évoque « *une grande réforme sociale* » dont la mise en place a été « *rapide et réussie* », tout en énonçant une série de pistes pour une amélioration du dispositif créé par la loi du 27 juillet 1999.

Le rapport suggère notamment de créer des aides financières à la mutualisation, en cas de rejet de demandes de CMU, avec les fonds d'action sociale des caisses d'allocations familiales. Il recommande un renforcement de la coopération entre tous les intervenants auprès des demandeurs de CMU.

■ **MÉDECINS : la coordination nationale des médecins généralistes** a appelé les syndicats, mercredi 20 février, à « *ne participer dans l'avenir à aucune séance de travail avec les pouvoirs publics* » et demandé « *solennellement* » au président du syndicat MG France Pierre Costes de dénoncer l'accord séparé qu'il a passé avec les caisses d'assurance maladie.

■ **NOM PATRONYMIQUE : les sénateurs ont opté, dans la nuit du mercredi 20 au jeudi 21 février**, en faveur du nom du père en cas de désaccord ou d'abstention des parents sur le choix du nom à transmettre. Ils ont voté un amendement de la commission des lois lors de l'examen en première lecture d'une proposition de loi socialiste adoptée il y a un an par les députés. La ministre de la justice, Marylise Lebranchu, a qualifié cet amendement sénatorial de « *solution régressive et dangereuse* ». Les députés avaient laissé aux parents le choix de transmettre le nom du père, de la mère ou des deux, accolés selon l'ordre alphabétique en cas de désaccord.

## ÉCHOS DE CAMPAGNE

► **Chiraquiens de Belgique.** Représentés par trois de leurs fondateurs, les anciens ministres Michel Barnier (RPR), Dominique Perben (RPR) et Jean-Pierre Raffarin (DL), les clubs chiraquiens Dialogue et Initiative ont tenu, mercredi 20 février à Bruxelles, leur première réunion de campagne à l'étranger. Une centaine de Français travaillant en Belgique et aux Pays-Bas mais aussi des députés européens comme Françoise Grossetête et Tokia Saïfi (DL), ou Marie-Thérèse Hermange (RPR), participaient à cette réunion, qui a été animée par la députée européenne RPR Margie Sudre.

### ILS ONT DIT

■ **Roselyne Bachelot** (porte-parole de campagne de Jacques Chirac) : « *Je ne souhaite pas être une sorte d'exécuteur des basses œuvres. Vous savez c'est souvent ça, les porte-parole dans les campagnes politiques : c'est d'un côté le candidat qui se drape dans les principes et qui laisse un certain nombre de seconds couteaux aller au feu.* » (RTL, jeudi 21 février).

■ **Pierre Moscovici** (ministre délégué aux affaires européennes) : « *Je connais bien Jacques Chirac ; ce n'est pas un homme que je trouve personnellement antipathique, mais sa proximité est pour moi extrêmement factice. C'est un homme qui vit dans des palais nationaux depuis tant d'années, c'est un homme qui n'a pas eu au fond un contact quotidien avec les Français.* » (BFM, jeudi 21 février).



ministère de l'éducation nationale

*Pour une école du respect*

**Le respect, pour vivre et non survivre.**

Les CM1-CM2 de l'école Louis Pasteur à Laxou (académie de Nancy-Metz).

**Le respect, c'est comme le blé,  
il faut le semer pour le récolter.**

Les sixièmes, quatrièmes et troisièmes du collège du Diamant à Diamant  
(académie de la Martinique).

**Le respect, c'est tout le temps,  
pour tout le monde, pour vivre ensemble.**

Les CM2A de l'école Ferdinand Buisson de Chaville (académie de Versailles).

Merci à toutes les écoles  
qui ont participé au concours  
"Et pour votre classe,  
c'est quoi le respect ?"

Vous trouverez l'ensemble  
des messages sur :  
[www.education.fr](http://www.education.fr)





# SOCIÉTÉ

## JUSTICE

En écartant, mercredi 20 février, l'obstacle de la **PRES-  
CRIPTION**, la Cour de cassation a ouvert la possibilité  
de juger Emile Louis. L'ancien chauffeur de car est  
soupçonné d'avoir enlevé et assassiné sept jeunes fem-

mes handicapées mentales, entre 1975 et 1979, dans la  
région d'**AUXERRE** (Yonne). Après l'annonce de la déci-  
sion, la procureure d'Auxerre a annoncé qu'elle allait  
requérir « la mise en examen supplétive pour assassi-

nats » d'Emile Louis. **AFFAIRES CLASSÉES**, non-lieux,  
dossiers volatilisés : l'inaction des magistrats d'Auxer-  
re suscite des interrogations parmi les familles de victi-  
mes, qui exige l'ouverture d'une instruction sur les

**DYSFONCTIONNEMENTS DU TRIBUNAL**. Quatre  
magistrats, qui ont tous été en poste au parquet  
d'Auxerre, devront s'expliquer, à partir du 18 mars,  
devant le Conseil supérieur de la magistrature.

## Disparues de l'Yonne : Emile Louis pourra être jugé pour « assassinats »

La Cour de cassation a estimé, mercredi 20 février, que les faits pour lesquels l'ancien chauffeur de car est poursuivi ne sont pas prescrits. Au-delà des sept crimes dont on l'accuse, une trentaine de disparitions ou d'assassinats de jeunes filles restent non élucidés dans la région d'Auxerre, depuis trente ans

LE **PARQUET** d'Auxerre, une fois n'est pas coutume, a été vif comme l'éclair. A peine la Cour de cassation avait-elle décidé, mercredi 20 février, qu'aucune des poursuites contre Emile Louis n'était prescrite, que Marie-Suzanne Le Quéau, la procureure d'Auxerre, indiquait qu'elle allait requérir « sa mise en examen supplétive pour assassinats » dans l'affaire des sept jeunes filles disparues dans l'Yonne entre 1975 et 1979. Le chauffeur de bus n'avait pu être mis en examen que pour « enlèvements et séquestrations », un artifice juridique pour échapper à la prescription : après la décision de la Cour de cassation, l'accusation peut désormais retomber sur ses pieds et poursuivre Emile Louis pour les sept meurtres qu'il a d'abord avoués.

Cette nouvelle mise en examen serait « la suite normale de la victoire juridique que nous venons d'obtenir », a indiqué M<sup>e</sup> Didier Seban, l'avocat de l'Association de défense des handicapés de l'Yonne (ADHY). Il y aura un procès Emile Louis, c'est maintenant certain, et c'est un soulagement. Mais se profile une autre bataille, qui s'annonce plus périlleuse. Dix autres cas de jeunes femmes, disparues ou assassinées, n'ont pas été élucidés, dans l'Yonne, depuis les années 1970, a reconnu Marylise Lebranchu, le 11 février, sur France 2. Ces cas avaient déjà été relevés en 2001 par le livre de Corinne Herrmann et Philippe Jeanne, *Les Disparues*

d'Auxerre (Ramsay) et l'association estime, aujourd'hui, qu'en réalité une bonne trentaine de jeunes femmes ont disparu dans l'Yonne sans que la justice s'en émeuve.

Pire : la procureure d'Auxerre a indiqué, le 19 novembre 2001, que « la quasi-totalité » des dossiers clos par un non-lieu entre 1958 et 1982 avaient disparu et que ses pré-décesseurs avaient « traité les affaires relatives à la disparition des mineurs dans des conditions suspectes ». Marylise Lebranchu a pris peu à peu la mesure de l'impensable scandale et la justice décidera le 15 mars, au vu du rapport de l'inspection des services judiciaires, s'il convient d'ouvrir une information sur l'ensemble des dysfonctionnements du tribunal, qui peuvent difficilement passer pour de simples négligences.

### NON-LIEUX ET DOSSIERS CLASSÉS

Une soixantaine de dossiers ont ainsi disparu des archives d'Auxerre. Notamment ceux de jeunes filles disparues ou assassinées : il ne s'agit pas toujours de filles de la Ddass ou de handicapées. Ainsi, le corps de Lucette Evain, une pupille de la Ddass, probablement étranglée, est retrouvé sur un terrain vague d'Auxerre, en février 1970. L'enquête conclut à un non-lieu, mais le dossier a disparu. Elisabeth Fontaine a, elle, 27 ans lorsqu'elle quitte précipitamment son appartement, le 10 janvier 1979, en laissant son repas tout prêt dans la cuisine.



Elle est intendante du collège de Toucy, et aurait, selon sa famille, mis le doigt sur des irrégularités comptables. On retrouve son corps le 19 février 1979, dans une écluse d'Auxerre. L'enquête penche pour un suicide. Le dossier est classé. Et perdu.

Il ne reste parfois de ces affaires que trois lignes dans un registre, comme pour Martine Menguy, 16 ans, qui aurait disparu sur le chemin de l'école vers 1986-1987. Ou Marie-Angèle Domece, une jeune handicapée de 19 ans : un juge a été désigné en juillet 1988, après sa

disparition, il a clos l'enquête par un non-lieu le 14 février 1989.

Mais l'affaire la plus emblématique est sans doute celle d'Isabelle Laville, une jeune fille de 17 ans, qui a disparu le 11 décembre 1987 en rentrant, le soir, à pied, de l'école. Sa mère donne l'alerte très vite, la famille, les amis, les gendarmes ratissent en vain la région. Mais la jeune fille ne s'évanouit pas dans l'indifférence générale. L'affaire fait au contraire grand bruit. Guy Roux, l'entraîneur d'Auxerre, parle de la jeune fille à la télévision. On pose en février 1988 des affichettes

dans les stades et dans les magasins Casino, où travaille le père d'Isabelle. Sans savoir que pour la justice, l'affaire est déjà classée depuis un mois. La gendarmerie a signalé, le 18 janvier, qu'il existait des « éléments laissant penser à un enlèvement », le parquet a classé l'affaire trois jours plus tard. Les parents d'Isabelle ne s'en sont même pas doutés, « je n'ai jamais eu un contact, ni à l'époque ni depuis, avec un magistrat », explique Jean-Pierre Laville, et ils ont découvert dans la presse, à la fin de l'année 2001, que le dossier était enterré depuis quatorze ans. Les gendarmes n'avaient pas l'air non plus au courant, et ont travaillé au moins jusqu'en juin 1988. Plus troublant encore, un substitut de l'époque, Frédéric Clot, assure se souvenir qu'il a signé un réquisitoire introductif. Pour ouvrir une information judiciaire, dont on a perdu la trace.

Et les affaires s'accumulent. Aux dix-sept cas de Marylise Lebranchu, l'association des familles ajoute la disparition d'une autre pupille de la Ddass, Martine Dufour, dont la gendarmerie entend parler en 1982. Et les trois victimes de Claude Dunand, qui a torturé des jeunes filles dans son pavillon d'Appoigny, près d'Auxerre, jusqu'en 1984 (*Le Monde* du 27 décembre 2000) : deux d'entre elles provenaient des foyers de la Ddass. M<sup>e</sup> Seban a encore fourni, le 18 février, au parquet d'Auxerre, une nouvelle liste « de jeunes fem-

mes dont le sort est douteux » : quatorze noms dont on sait peu de chose – sauf pour l'une d'elle, morte en couches en 1982. « Il existe un moyen très simple de vérifier, indique l'avocat, il suffit de regarder les comptes tutelles des jeunes filles, gérés par des associations, et voir jusqu'à quand il y a des mouvements. »

### UNE ENQUÊTE SUR LES ENQUÊTES

L'association exhume d'autres affaires de viols sur des handicapées, dont l'issue judiciaire est obscure et donne une liste de quinze autres jeunes femmes qui ont fugué. Mais l'ADHY s'épuise. « On a l'impression d'enquêter à la place de la justice, proteste M<sup>e</sup> Seban, et on est un peu désespéré. On doit aux citoyens que la lumière soit faite dans ces affaires extrêmement glauques. Et ce n'est pas avec des enquêtes disciplinaires qu'on saura la vérité. »

Marylise Lebranchu a souligné une fois encore qu'elle « irait jusqu'au bout », et le parquet d'Auxerre devra nécessairement ouvrir une information judiciaire pour enquêter sur ces enquêtes. Au risque de découvrir des éléments gênants pour la hiérarchie. D'ailleurs, les magistrats ne se précipitent pas : un troisième poste de juge d'instruction vient d'être créé à Auxerre, mais la chancellerie manque de candidats.

Franck Johannès  
et Laure Moysset

### Des disparitions restées non élucidées

- **1970**. Meurtre de Lucette Evain, 21 ans.
- **1977**. Disparition de Christine Marlot, 16 ans, Jacqueline Weiss, 18 ans, Chantal Gras, 18 ans, Madeleine Dejust, 22 ans, Bernadette et Françoise Lemoine, 19 et 27 ans.
- **1979**. Disparition de Martine Renault, 16 ans ; découverte du corps d'Elisabeth Fontaine, 27 ans.
- **1981**. Découverte du corps de Sylviane Lesage-Durand, 20 ans.
- **1987**. Disparition de Martine Menguy, 16 ans, puis d'Isabelle Laville, 17 ans.
- **1988**. Disparition de Marie-Angèle Domece, 19 ans et sans doute de Jeanine Parent, épouse Vain.
- **1989 et 1990**. Assassinat de Danièle Bernard, Sylvie Baton et Joanna Parish, une jeune étudiante anglaise.
- **1991**. Claude Dunand, accusé d'avoir torturé trois jeunes filles à Appoigny est condamné à la réclusion à perpétuité.
- **1992**. Pierre Charrier, fondateur des foyers pour handicapés de l'Yonne est condamné à six ans de prison pour viol.
- **1996**. L'Association de défense des handicapés de l'Yonne (ADHY) dépose six plaintes avec

constitution de partie civile.

- **12 décembre 2000**. Emile Louis avoue les meurtres de sept jeunes filles. Il est mis en examen deux jours plus tard pour « enlèvements » et « séquestration ».
- **18 décembre 2000**. Découverte d'un premier squelette, sur ses indications.
- **21 décembre 2000**. Une jeune femme dans le Var porte plainte contre Emile Louis.
- **4 janvier 2001**. Découverte d'un second squelette. Il s'agit des corps de Madeleine Dejust et Jacqueline Weiss.
- **16 janvier 2001**. Emile Louis revient sur ses aveux.
- **16 février 2001**. Emile Louis est mis en examen dans le Var pour « viols avec tortures et actes de barbarie » sur quatre personnes.
- **19 novembre 2001**. La procureure d'Auxerre indique que des dossiers ont disparu du tribunal.
- **11 février 2002**. Marylise Lebranchu indique que 17 jeunes femmes ont été tuées ou ont disparu dans l'Yonne en trente ans, sans enquêtes satisfaisantes.

## Un acte de procédure permet d'interrompre la prescription, a décidé la Cour

**D'ORDINAIRE**, la Cour n'en fait pas tant. La chambre criminelle de la Cour de cassation, présidée par Bruno Cotte, a rendu, mercredi 20 février, un arrêt exceptionnellement long et motivé qui écarte la prescription dans l'affaire des disparues de l'Yonne, casse l'arrêt de la cour d'appel qui avait jugé du contraire et valide les poursuites : si les charges contre Emile Louis sont suffisantes, l'ancien chauffeur de car pourra bel et bien être jugé pour des crimes qui remontent à plus de vingt ans.

La chambre de l'instruction de la cour d'appel de Paris avait estimé, le 2 juillet 2001, que les poursuites engagées contre Emile Louis pour « enlèvements » étaient prescrites, mais non pas la « séquestration » des sept jeunes femmes disparues. La Cour de cassation n'est pas entrée dans ce débat et ne s'est penchée que sur un seul moyen de cassation, pour établir, au terme d'une chronologie minutieuse, que l'affaire n'était pas prescrite. « Il résulte des pièces de la procédure, écrit la Cour, qu'entre 1975 et 1979, à Auxerre (Yonne) ou dans les proches environs, ont disparu sept jeunes femmes (...), toutes déficientes mentales légères et pupilles ou anciennes pupilles de l'Etat. » Une enquête de gendarmerie, en 1984, « a révélé des liens précis entre Emile Louis et cinq jeunes femmes » : la procédure a été classée sans suite, mais

c'est à cette date que débute la prescription de dix ans. Or un magistrat du parquet d'Auxerre a envoyé en extremis, le 3 mai 1993, à la direction de l'aide sociale à l'enfance, un courrier qui précise : « J'aurais besoin de savoir précisément ce que sont devenues des jeunes filles qui – sauf erreur – ont été suivies par vos services dans les années 1970-1980 » ; suivent quatre noms.

### UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS

Le procureur ne s'en est plus soucié, et la réponse, évasive, est arrivée un an plus tard ; mais cette simple lettre interrompt, pour la cour, la prescription. « S'il est destiné à une autorité administrative », le document « n'en constitue pas moins un acte ayant pour objet de rechercher des infractions et d'en découvrir les auteurs puisqu'il fait suite à la remise, par un dirigeant de l'Association de défense des handicapés de l'Yonne (ADHY), de documents alertant le parquet sur la disparition suspecte de sept personnes. » La cour d'appel, qui avait estimé que le courrier du parquet n'était qu'une simple demande de renseignements, a donc « méconnu » le principe qui veut « qu'interrompt le cours de la prescription de l'action publique tout acte du procureur de la République tendant à la recherche et à la poursuite des infractions à la loi pénale ».

Lorsque l'ADHY a déposé, le 3 juillet 1996, six plaintes avec constitution de parties civiles, les crimes commis en 1977 n'étaient donc pas prescrits avant 2003. Ce point de droit n'a pas sauté aux yeux du procureur de l'époque, et il avait fallu un arrêt de la cour d'appel de Paris, le 7 mai 1997, pour que le tribunal d'Auxerre condamnât à instruire ces plaintes. Des familles des victimes, en larmes, se sont tombées mercredi dans les bras à la lecture de l'arrêt.

« Il n'y a pas à crier victoire, a sobrement indiqué Pierre Monnoir, le président de l'ADHY, il y a toujours des jeunes femmes qui ont disparu et des familles dans la souffrance. Peut-être vont-elles maintenant savoir comment tout cela a pu arriver. » M<sup>e</sup> Didier Seban, l'avocat des victimes, a estimé qu'il s'agissait « d'une décision importante sur le plan du droit », « vingt-cinq ans après que la première des disparues n'ait plus donné de nouvelles ».

M<sup>e</sup> Alain Thuault, l'avocat d'Emile Louis, « un peu perturbé » par la décision de la Cour, a jugé son client « bien seul devant une machine judiciaire qui vient de démontrer qu'elle était imprévisible ».

F. J. et L. M.

## Quatre magistrats en poste à Auxerre devant le Conseil supérieur de la magistrature

**QUATRE MAGISTRATS**, tous en poste au parquet d'Auxerre, doivent comparaître à partir du 18 mars devant le Conseil supérieur de la magistrature (CSM), réuni en formation disciplinaire. Il s'agit de René Meyer, procureur de la République d'Auxerre de 1979 à 1986, Jacques Cazals, son successeur de 1992 à 1999, Daniel Stilinovic, substitut entre 1986 et 1989, et Bertrand Daillie, substitut à Auxerre de 1990 à 1995. Tous sont mis en cause pour leurs rôles respectifs dans les lenteurs qu'a connues le dossier jusqu'à l'arrestation et la mise en examen, le 14 décembre 2000, d'Emile Louis.

Les quatre magistrats ont le sentiment de porter un chapeau un peu grand, voire d'avoir fait leur possible pour que l'affaire aboutisse. Daniel Stilinovic explique que c'est lui qui a autorisé, en 1984, le gendarme Christian Jambert à enquêter sur Emile Louis ; et la Cour de cassation a reconnu que seul un soit-transmis de Bertrand Daillie, en 1993, avait sauvé le dossier de la prescription. Surtout, l'inspection

des services judiciaires tente de remonter les responsabilités au tribunal d'Auxerre, et pas seulement au parquet. Qui a fait disparaître « la quasi-totalité » des dossiers clos par des non-lieux entre 1958 et 1982 ? Pourquoi un procureur a-t-il classé en janvier 1988, la disparition d'Isabelle Laville trois jours après que les gendarmes eurent estimé qu'il s'agissait d'un enlèvement ? Pourquoi l'enquête du gendarme Jambert, disparue en 1984, a-t-elle été retrouvée en 1996 dans le bureau d'un procureur ?

### « QUI SONT LES CORROMPUS ? »

« La question qui se pose à présent est de savoir qui sont les corrompus, a indiqué Daniel Stilinovic, le 13 décembre 2001, au *Républicain lorrain*. On pense forcément à des magistrats, et c'est le parquet qui est visé en premier lieu. Mais on pourrait aussi suspecter un juge du siège, un greffier indélicat ou une employée du bureau d'ordre. » Et encore : « Pour le compte de qui un magistrat ou un employé subalterne, peu importe, aurait-il accepté de prendre le risque

d'étouffer des affaires aussi graves ? Un homme d'affaire ? Un potentat local ? Des hommes politiques plus influents ? » Daniel Stilinovic a certes quelques raisons d'en vouloir à l'institution : procureur-adjoint, il a été suspendu pour une affaire dans laquelle il a finalement été blanchi et peine à retrouver un poste. Reste que ce magistrat, en poste à deux reprises à Auxerre, porte des accusations particulièrement lourdes et M<sup>e</sup> Alain Behr, l'avocat de la famille d'Isabelle Laville, a déposé plainte le 8 janvier pour « corruption passive, trafic d'influence, recel » et « altération de preuves ».

Une information judiciaire, bien plus que le CSM qui n'en a pas le pouvoir, pourrait éclaircir le rôle des parquets qui ont classé un nombre étonnant d'affaires criminelles ; celui des juges d'instruction qui ont signé tant de non-lieux ; de gendarmes qui ont dû enquêter en marge de leur hiérarchie et de greffiers qui ont laissé disparaître tant de dossiers.

F. J. et L. M.

**MÉDAILLE D'OR 2001**  
concours NF ameublement  
**DETAILLANT - GROSSISTE**  
**VEND AUX PARTICULIERS**  
Toutes les grandes marques aux meilleurs prix

**MIEUX QUE DES SOLDÉS**

**MATELAS • SOMMIERS**  
Vente par téléphone possible  
fixes ou relevables - toutes dimensions.  
**SWISSFLEX - TRÉCA - EPÉDA - PIRELLI**  
**SIMMONS - DUNLOPILLO - BULTEX**  
Garantie 5 et 10 ans  
Et une gamme spéciale de literie pour dos sensibles.

**CANAPÉS • SALONS • CLIC-CLAC**  
Duvivier - Steiner - Coulon - Diva - Bournas

**MOBECO**  
247, rue de Belleville - Paris 19<sup>ème</sup>  
50, avenue d'Italie - Paris 13<sup>ème</sup>  
**01.42.08.71.00 - 7/1/7**  
5500 m2 d'exposition  
LIVRAISON GRATUITE SUR TOUTE LA FRANCE

**OSP** vente aux enchères publiques  
47, rue Louis Blanc – 92984 La Défense Cedex  
Tél. 01 49 04 01 85 – Fax. 01 49 04 01 80

**75** Vente aux enchères publiques au Palais de Justice de Paris  
**Jeu 14 Mars 2002 à 14h30**  
**APPARTEMENT (56,20 m²) à PARIS 20<sup>ème</sup>**  
**11, Allée Georges Rouault**  
de 3 Pièces Principales au 2<sup>ème</sup> étage, une cave et un box  
**Mise à Prix : 15.244,90 € - Loué**

S'adresser à **Maître B. MALINVAUD**, Avocat,  
1 bis, Place de l'Alma 75116 Paris - Tél : 01.47.23.02.49  
**Visite le Lundi 11 Mars 2002 de 9h45 à 10h45** en présence de  
**Maître Jacky DENIS**, Huissier commis

**VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES APRÈS FOLLE ENCHÈRE - EN UN SEUL LOT**  
AU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE GRASSE  
**LE JEUDI 21 MARS 2002 À 9 H**  
Sur la Côte d'Azur dans un village pittoresque à moins de 30 minutes de l'aéroport  
**UNE TRÈS BELLE PROPRIÉTÉ** de 19 240 m² environ, comprenant :

**MAISON DE MAÎTRE** de caractère de 300 m² environ sur 3 niveaux  
composée de 10 pp (dont 5 chambres), 3 salles de bains, 2 salles d'eau  
lingerie, cave et dépendances, **MAISON DE GARDIEN**  
**BÂTIMENTS ANNEXES** avec 3 GARAGES et 2 ABRIS VOITURES  
**PISCINE** avec pool house, jardin d'agrément paysagé  
au **ROURET (A.-M.)**, 6, chemin du Billadou

**MISE À PRIX : 305 000 € - Consignation obligatoire pour enchérir**  
Visites : 8 et 11 mars 2002 de 14 h 30 à 16 h

**La SCP HANNEQUIN - KIEFFER - MONASSE & Associés**  
**Société d'Avocats au Barreau de GRASSE**  
1/3, avenue des Frères-Olivier, ANTIBES  
Tél : 04 93 34 88 40 - 04 93 34 40 90 - Fax : 04 93 34 88 80



## Vache folle : fin de la destruction systématique des troupeaux

LE GOUVERNEMENT a décidé de mettre un terme à la pratique de l'abattage systématique et de la destruction des bovins appartenant aux troupeaux au sein desquels une cas d'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB ou maladie de la vache folle) a été diagnostiqué. Un arrêté du ministère de l'agriculture, publié au Journal officiel du jeudi 21 février, précise la nouvelle politique sanitaire en la matière. Compte tenu des précautions actuellement en vigueur et au vu des avis rendus ces dernières semaines par l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments (Afssa) et du Conseil national de l'alimentation, le gouvernement a estimé qu'il pouvait, sans exposer les consommateurs à un risque de contamination, assouplir le dispositif en vigueur depuis 1991.

Les bovins nés après le 1<sup>er</sup> janvier 2002 dans les troupeaux touchés par l'ESB ne feront pas l'objet des mesures d'abattage et de destruction. Les vaches qui allaient ces animaux ne seront, elles, abattues qu'après le sevrage. Réclamé de longue date par de nombreux représentants des éleveurs, cet aménagement du dispositif est vivement contesté par la Confédération paysanne, qui estime que la solution retenue ne correspond à aucune véritable logique scientifique ou sanitaire. Réunis au sein du Collectif Vérité ESB, un groupe d'éleveurs s'oppose à la nouvelle mesure et a saisi le Conseil d'Etat. Dans un courrier daté du 14 janvier adressé à Lionel Jospin, ils réclament une réglementation différente – fondée sur le seul abattage des animaux du même âge que l'animal infecté –, qui reposerait « sur une analyse du risque réel ». Mis en place dès l'émergence de l'ESB en France, l'abattage systématique était apparu comme une mesure essentielle de protection de la santé publique. En dix ans, près de 30 000 bovins ont ainsi été abattus et détruits.

Jean-Yves Nau

## Perpétuité avec 22 ans de sûreté requise contre Patrice Alègre

Un psychiatre l'a décrit comme « pervers narcissique »



COUR D'ASSISES  
DE LA  
HAUTE-GARONNE  
8<sup>e</sup> jour d'audience

### TOULOUSE

de notre envoyé spécial

Dès l'ouverture de la dernière journée du procès de Patrice Alègre, jeudi 21 février au matin, l'avocat général, Marc Gaubert, a requis la peine maximale de réclusion criminelle à perpétuité assortie d'une période de sûreté de 22 ans contre l'accusé auquel sont reprochés le viol de six jeunes femmes et le meurtre de cinq d'entre elles entre 1989 et 1997.

La veille, l'accusé était resté muré dans son silence, réduisant à néant les espoirs des familles de ses victimes qui, toutes, espéraient qu'il finirait par s'expliquer sur les actes qui lui sont reprochés. Frustrées, les parties civiles garderont néanmoins en mémoire les mots du docteur Daniel Zagury, psychiatre, qui a tenté d'expliquer les raisons pour lesquelles il ne fallait rien attendre de l'accusé.

« Je voudrais mettre en garde contre des attentes impossibles et qui risquent de faire encore plus souffrir les familles de victimes, prévient-il. C'est extrêmement vain et il ne faut peut-être pas lui demander ce qu'il est incapable de dire. » L'expert soutient que Patrice Alègre, soumis à de multiples pressions au cours du procès, est parvenu à « dire des choses par bribes ». Trop peu pour les familles, mais déjà beaucoup pour l'accusé. « Il ne peut pas dire, parce qu'il a honte, poursuit le psychiatre. S'il était capable de tout vous dire, il répondrait peut-être à des attentes, mais à des attentes illusives. » Et Daniel Zagury d'indiquer qu'il a une seule fois rencontré un tueur en série - sur les douze qu'il a examinés - capable de lui décrire ce qu'il éprouvait pendant son passage à l'acte, qui me vient pour évoquer cela c'est celle du film de Charlie Chaplin, Le Dictateur, quand celui-ci jongle avec une mappemonde. Il est seul, tout lui appartient,

## Célébrée vendredi, la fête de l'Aïd al-Kébir souffre du manque d'abattoirs

Les sites sommaires d'abattage, dans le collimateur de la Commission européenne, ont été interdits par le Conseil d'Etat

L'AÏD AL-KÉBIR, ou fête du sacrifice, la principale fête religieuse de l'islam, a lieu ce vendredi 22 février. En 2001, l'épidémie de fièvre aphteuse avait conduit le ministère de l'intérieur à demander aux musulmans de limiter les

aura donc aucun site dérogeatoire cette année.

C'est en région parisienne que les problèmes sont les plus criants. La préfecture de police de Paris invite les musulmans à « s'approvisionner en carcasses préparées selon

### Le Conseil du culte musulman sera élu en mai

Les membres de la consultation sur l'islam de France devaient annoncer, jeudi 21 février, la date des élections qui aboutiront à la désignation d'un futur Conseil français du culte musulman. Celles-ci devraient avoir lieu entre l'élection présidentielle (21 avril et 5 mai) et les législatives (9 et 16 juin), soit vraisemblablement le dimanche 26 mai. Désireux d'accélérer le processus en cours, les représentants musulmans ont choisi cette date à « une période plus calme », avant la mise en place d'un nouveau gouvernement.

Environ 1 500 lieux de culte devront désigner leurs représentants, qui éliront pour la première fois, selon un système à deux degrés, le Conseil chargé de représenter l'islam de France. Déjà, 66 % des mosquées et salles de prières ont annoncé leur intention de participer à ce scrutin. « Le processus est arrivé à un tel point que les élections sont irréversibles », estiment les participants à la consultation, lancée il y a deux ans par le ministère de l'intérieur.

abattages de moutons. Cette année, les carences du système français d'organisation du culte musulman éclatent au grand jour.

Depuis 2000, la Commission européenne demande instamment à la France de respecter la réglementation communautaire, qui interdit l'abattage rituel en dehors des abattoirs. Jusqu'ici, le gouvernement tolérait pour l'Aïd la mise en place de « sites dérogeatoires », c'est-à-dire de lieux d'abattage sommairement installés dans des hangars ou en plein champ.

### APPROVISIONNEMENT À RUNGIS

Il avait été convenu avec Bruxelles que ceux-ci disparaîtraient progressivement d'ici à 2004. Un arrêté du Conseil d'Etat, en date du 10 octobre 2001, est venu changer la donne. Statuant au contentieux, les juges administratifs ont annulé une circulaire du 1<sup>er</sup> mars 2000, émanant des ministères de l'agriculture et de l'intérieur, qui autorisait les dérogations. Il n'y

le rite musulman » aux halles de Rungis. Elle a rendu public, le 19 février, le nombre d'abattoirs officiels en Ile-de-France : il n'y en a que six. Quatre en Seine-et-Marne, un dans les Yvelines et le Val-d'Oise. Aucun en Seine-Saint-Denis, dans le Val-de-Marne, dans

les Hauts-de-Seine ni dans l'Essonne, départements où les musulmans sont le plus nombreux.

Azzedine Houacin, président de l'Union des associations musulmanes de Seine-Saint-Denis, ne cache pas son mécontentement : « C'est une décision prise sans concertation, sans communication et sans dialogue. Les services vétérinaires nous ont dit qu'il était inutile de se rendre dans les abattoirs existants dans les autres départements : il n'y aurait pas assez de place ! Quant à chercher des carcasses à Rungis, la tradition musulmane veut que l'animal soit sacrifié après la prière de l'Aïd, qui a lieu à 9 heures. Les bêtes de Rungis sont tuées la veille ! » Pour Azzedine Houacin, la seule solution est de créer un abattoir dans le département de la Seine-Seine-Denis.

Au ministère de l'intérieur, on fait valoir que la population musulmane est concentrée dans les zones urbaines et les abattoirs majoritairement situés en zone rurale. Et qu'il est très difficile de faire accepter l'implantation d'un abattoir en ville. Le problème semble insoluble.

Xavier Ternisien

## Fondation Vasarely : deux ans de prison ferme pour M. Debbasch

LE TRIBUNAL correctionnel d'Aix-en-Provence a condamné, mercredi 20 février, l'ancien président de la Fondation Vasarely, Charles Debbasch, 64 ans, à trois ans de prison dont un an avec sursis et à une amende de 380 000 euros. Reconnu coupable de « faux et d'abus de confiance », ce juriste, ancien président de l'université d'Aix-Marseille III, conseiller de Valéry Giscard d'Estaing de 1978 à 1981, ancien PDG du *Dauphiné libéré* et conseiller du président du Togo, est également frappé d'une mesure de privation des droits civils, civiques et de famille et d'une interdiction d'exercer les fonctions des emplois de l'administration, notamment l'enseignement du droit, pendant cinq ans. Cette condamnation sanctionne des détournements de fonds estimés à environ 457 320 euros et de plusieurs toiles de Victor Vasarely, des faits commis de 1984 à 1992 au préjudice du maître de l'optical art, décédé en 1997. M. Debbasch a fait appel. - (Corresp.)

### DÉPÊCHES

■ **IMMIGRATION : un clandestin est mort écrasé**, mercredi 20 février, alors qu'il tentait d'embarquer avec quatre autres réfugiés sur un train de marchandises à l'entrée française du tunnel sous la Manche.

■ **JUSTICE : 18 mois d'emprisonnement, dont 9 avec sursis, ont été requis**, mercredi 20 février, à l'encontre de Jacques Hemmer, un négociant bordelais qui comparait devant le tribunal correctionnel de Bordeaux pour avoir vendu du Bordeaux coupé avec des vins du Midi (*Le Monde* du 20 février). Le parquet a aussi demandé à l'encontre des six autres prévenus – des négociants en vin accusés de tromperie sur la marchandise et de publicité mensongère – des peines d'un à trois mois de prison avec sursis.

■ **Une perquisition a eu lieu, mercredi 20 février, au siège parisien du Club 89**, club de réflexion politique présidé par Jacques Toubon (RPR), dans le cadre de l'enquête sur les emplois fictifs présumés de la Mairie de Paris (*Le Monde* du 14 février).

■ **AFFAIRES : l'homme d'affaires Arkadi Gaydamak a annoncé**, jeudi 21 février, sur Europe 1, son intention de rentrer en France « avant la fin du mois de mai ». Réfugié en Israël, M. Gaydamak est visé, depuis décembre 2000, par un mandat d'arrêt international dans le cadre de l'affaire Falcone de trafic d'armes vers l'Angola.

Vive l'esprit alimentaire

L'alimentation des Français est un sujet tellement important qu'il mérite un vrai débat.

On raconte beaucoup de choses sur nos produits : il y a les réalités et il y a les mythes. Parlons franchement des réalités et tordons le cou aux mythes. La clarté est nécessaire entre nous car il s'agit de votre plaisir, de votre santé et de la pérennité de notre modèle alimentaire et de nos entreprises. Vous êtes attachés à votre alimentation et vous nous faites confiance. C'est pour renforcer cette confiance que, nous, industriels de l'alimentaire, voulons partager avec vous nos convictions, notre vision, nos ambitions, bref l'esprit alimentaire qui nous anime...

Esprit de liberté

Votre liberté de choix nous tient à cœur : des aliments sains, variés, savoureux, à des prix raisonnables.

Esprit nature

Nos matières premières viennent de la nature. Préservons-la tous ensemble.

Esprit de responsabilité

Nous sommes responsables de nos produits, de nos marques, de nos procédés de fabrication conformes aux principes d'hygiène et de sécurité de notre temps.

Esprit d'entreprise

Pour vous, nous créons, nous entreprenons et nous nous engageons.

Esprit scientifique

Dans la lignée de Parmentier, de Pasteur, d'Appert... nous innovons et par nos compétences technologiques, nous faisons vivre au présent notre patrimoine culinaire.

Esprit des régions

Par la mise en valeur de la richesse des terroirs, des savoir-faire locaux, par la variété et le développement des emplois, nous contribuons au rayonnement de nos régions.

Esprit français

Dans le monde entier, les consommateurs choisissent nos produits et votent pour notre modèle alimentaire.

Arrêtons de parler de "malbouffe". Arrêtons le mauvais esprit. Faisons souffler l'Esprit Alimentaire.

Pour en débattre, je vous invite à nous faire part de vos commentaires à l'adresse suivante : [www.lesprit-alimentaire.com](http://www.lesprit-alimentaire.com)

Cela nous permettra ainsi de vous inviter à des "forums citoyens" pour débattre de l'esprit alimentaire français et de ses enjeux...



l'esprit alimentaire

Victor Scherrer

Président

Association Nationale des Industries Alimentaires



## DISPARITION

■ **LEV KOULIDJANOV**, cinéaste russe, est mort lundi 18 février à Moscou, à l'âge de 77 ans. Né le 19 mars 1924 à Tbilissi (Géorgie), élève de Sergueï Guerassimov à l'École supérieure du cinéma (VGIK), Lev Koulidjanov a réalisé plusieurs films intimistes dans la tradition du « réalisme soviétique », notamment *La Maison natale* (1959) et *Quand les arbres étaient grands* (1962), qui ont été projetés au Festival de Cannes, avant de signer une version assez académique de *Crime et châtiment*, d'après Dostoïevski (1969). Il devient ensuite professeur au VGK, tout en assumant les fonctions de premier secrétaire de l'Union des cinéastes et de député au Soviet suprême. Au début des années 1990, Lev Koulidjanov revint à la mise en scène, réalisant *Sans peur de mourir* (1991) et *Les Myosotis* (1994).

## À LIRE EN LIGNE

Retrouvez sur le site Internet du Monde ([www.lemonde.fr/carnet](http://www.lemonde.fr/carnet)) le détail des nominations, l'essentiel des lois, décrets et décorations parus au Journal officiel, ainsi que les adresses des sites publiant des documents significatifs.

## JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel du mercredi 20 février est publiée :

● **Sondages** : la loi modifiant la loi du 19 juillet 1977 relative à la publication et à la diffusion de certains sondages d'opinion.

## DOCUMENTS OFFICIELS

Le secrétariat d'Etat au droit des femmes publie une étude sur les violences conjugales.

<http://www.justice.gouv.fr/publicat/violence.pdf>

La Commission nationale de l'informatique et des libertés vient de mettre en ligne le rapport d'Hubert Bouchet sur la cybersurveillance sur les lieux de travail.

<http://www.cnll.fr/thematic/docs/entrep/cybersurveillance2.pdf>

## AU CARNET DU « MONDE »

## Naissances

**Stéphanie QUENESSEN**

et  
**Eric ZAJDERMANN**

sont très heureux d'annoncer la naissance de

**Marguerite,**

le dimanche 17 février 2002, à 11 h 45.

## Décès

– J.-L. Severo,  
Laurie Mallet  
et ses enfants,

Thierry Belhassen  
et ses enfants,  
ont le regret de faire part du décès de

**Emmeline AIDAN,**  
styliste.

Un au-revoir sera dit dans son bureau Concret, 8, rue Saint-Marc, Paris-2<sup>e</sup>, le vendredi 22 février 2002, à partir de 13 heures.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Pantin, 164, avenue Jean-Jaurès, dans la division 128, à 11 h 15, le 22 février.

– M. et Mme Franklin Berrebi,  
ses enfants,  
Sophie, Alice et Floryan,  
ses petits-enfants,  
Et ses amis,  
ont la douleur de faire part du décès de

**M. Robert BATICLE,**

survenu accidentellement, le 19 février 2002, à l'âge de soixante-dix-huit ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 25 février, à 10 h 15, en l'église Saint-Marcel (80, boulevard de l'Hôpital, Paris-13<sup>e</sup>), suivie de l'incinération au crématorium du Père-Lachaise, dans l'intimité familiale.

**Vous pouvez  
nous transmettre  
vos annonces la veille  
pour le lendemain  
jusqu'à 16 h 30  
Permanence le samedi  
jusqu'à 16 heures**

– Gérard Forès,  
son frère,  
Ses amis,  
ont la tristesse de faire part du décès de

**docteur Claude FORÈS.**

Les obsèques auront lieu le vendredi 22 février 2002, à 16 heures, en l'église de Clohars-Carnoët (Finistère).

Une messe sera célébrée ultérieurement à Paris, dans sa paroisse.

12, avenue du Bel-Air,  
75012 Paris.

– Notre mère,

**Giuseppina GALETTI,**

s'est éteinte le 19 février 2002.

« Elle est enfin comme les autres. »

Betty Durot,  
Nathalie Durot,  
ses filles.

– Le président,  
Le vice-président,  
Les secrétaires perpétuels  
de l'Académie des sciences,  
ont la tristesse de faire part du décès, de leur confrère, âgé de quatre-vingt-treize ans,

**Fernand GALLAIS,**  
officier de la Légion d'honneur,  
professeur émérite  
à l'université Paul-Sabatier.

Enseignant et chercheur dont l'activité a marqué le développement de la chimie inorganique en France, Fernand Gallais, pharmacien de formation, a également consacré une part prépondérante de son temps à l'organisation de la recherche. La communauté des chimistes perd une forte personnalité, qui a toujours été, avec élégance et autorité, l'un des meilleurs défenseurs de cette discipline.

– La famille  
Et les amis de

**M. Henri YEDID**

ont la douleur d'annoncer son décès, survenu le 9 février 2002, à Paris.

L'incinération a eu lieu le 14 février, au crématorium du Père-Lachaise.

## Remerciements

– Les familles Touré, Valogne, Bidjeck,  
très touchés du soutien apporté lors du décès de leur cher

**Souleymane,**

remercient le président de la République du Mali, l'ambassadeur du Mali en France, le consul général du Mali en France, toute la communauté malienne, ainsi que les très nombreux parents et amis de leur chère affection.

## Anniversaires de décès

– Trois ans sans eux.

**Pierre ALLOUCHE,**  
5 juillet 1916 - 22 février 1999.

**Jean ALLOUCHE,**  
22 février 1954 - 3 mai 1999.

Pour que leur nom soit prononcé et que vive leur souvenir.

– Dix ans déjà.

**Lola BURSZTEIN,**  
née GOLUSZ.

Noémie,  
Annette,  
Béatrice.

– In memoriam,

**Roland CAHEN,**  
15 mars 1914 - 20 février 1998.

**Philippe LEMASSON**

nous a quittés le 21 février 2001.

Sa famille prie tous ceux qui l'ont connu et aimé d'avoir une pensée pour lui.

– 21 février 1992 - 21 février 2002.

En cette période anniversaire,  
Mme Jean Richer  
Et ses enfants  
rappellent le souvenir de

**Jean RICHER,**

et demandent à ses amis d'avoir pour lui une pensée.

– Il y a trente ans, le 21 février 1972,  
disparaissait

**Jean VERGNET-RUIZ,**  
inspecteur général  
des Musées de province.

Ses amis ne l'oublient pas.

– Il y a un an,

**Philippe WODKA**

nous quittait.

Notre peine est infinie.

Les prières rituelles seront prononcées pour l'anniversaire du deuil, le dimanche 24 février 2002, à 11 heures. Rendez-vous à l'entrée principale du cimetière de Bagneux.

## Souvenir

– Mme Paul Ruff,  
sa belle-sœur,  
tient à rappeler à ses amis le souvenir du

**docteur Pierre RUFF,**

disparu le 22 février 2001.

## Messes anniversaires

– Mme Gabrielle Grimm,  
son épouse,  
prie tous ceux qui ont connu, aimé et admiré

**François GRIMM,**

d'assister ou de s'unir d'intention à la messe qui sera célébrée pour le cinquième anniversaire de son retour à Dieu, le samedi 23 février 2002, à 18 heures, en l'église Saint-Pierre de Montmartre, Paris-18<sup>e</sup>, associée au souvenir de sa famille.

« Trouver dans ma vie Ta Présence,  
aimer et se savoir aimé. »  
Saint Paul.

## CARNET DU MONDE

Fax : 01-42-17-21-36

Téléphone :

01-42-17-39-80

01-42-17-38-42

01-42-17-29-96

e-mail: [carnet@mondepub.fr](mailto:carnet@mondepub.fr)

## Conférences

– A l'invitation du B'nai B'rith Ben Gourion, **M. Gérard Israël** donnera une conférence sur le thème « Jérusalem, la sainte », le lundi 25 février 2002, à 20 h 30.

Mairie du 16<sup>e</sup> arrondissement,  
71, avenue Henri-Martin,  
75116 Paris.  
M<sup>o</sup> Pompe. Entrée libre.

## Débats

« Eclairages pour le XXI<sup>e</sup> siècle, technique, mémoire, croyances », avec : Régis Debray et Bernard Stiegler. Une rencontre animée par Françoise Gaillard, proposée par la BPI/Centre Pompidou, le vendredi 22 février 2002, à 18 h 30, petite salle, entrée libre, renseignements au : 01-44-78-44-49.

## Séminaires

Vendredi 22 février, 20 h 15 à 21 h 30, « Les promesses du génie humain ». Samedi 23 février, 14 heures à 18 heures précises, SÉMINAIRE « Karma et l'universalité de la violence - quels remèdes ? » Loge unie des théosophes, 11 bis, rue Kepler, Paris-16<sup>e</sup>. Entrée libre et gratuite. Tél. : 01-47-20-42-87. [www.theosophie.asso.fr](http://www.theosophie.asso.fr)

## RUBRIQUE IMMOBILIÈRE/AGENDA Tous les mercredis datés jeudis TARIFS 2002

► **PARTICULIERS :**  
**FORFAIT 5 LIGNES**  
(25 caractères ou espaces par ligne)  
- 2 Parutions : **93 € / 610,04 F TTC**  
- 4 Parutions : **132 € / 865,86 F TTC**  
**18,50 € / 121,35 F TTC la ligne suppl.**

► **ABONNÉS :**  
**FORFAIT 5 LIGNES**  
(25 caractères ou espaces par ligne)  
- 2 Parutions : **80 € / 524,77 F TTC**  
- 4 Parutions : **112 € / 734,67 F TTC**  
**17,50 € / 114,79 F TTC la ligne suppl.**  
**☎ 01.42.17.39.80**  
**Fax : 01.42.17.21.36**

Le Monde présente

# Les festins d'aden

lundi 4 mars A | Elys e-Montmartre

**US3**  
Dj First Rate  
Baz

jeudi 7 mars Au Bataclan

**Suzanne Vega**  
Bob Hillman  
Coralie Cl ment

mardi 5 mars A | Elys e-Montmartre

**The White Stripes**  
Whirlwind Heat  
Di Maggio

jeudi 7 mars A | Elys e-Montmartre

**Zita Swoon**  
The Electric Soft Parade  
Luke

vendredi 8 mars A | Elys e-Montmartre

mercredi 6 mars A | Elys e-Montmartre

**Sa an Supa Crew**  
Beverly Knight  
City High

**Archive**  
Richard Hawley

**A r server tout de suite**  
Fnac et points de vente habituels.  
Par t l phone au 08 92 68 36 22 ou sur internet : [www.aden.fr](http://www.aden.fr)

## CARNET DU MONDE

TARIFS année 2001 - 2002  
TARIF à la ligne

**DÉCÈS, REMERCIEMENTS, AVIS DE MESSE, ANNIVERSAIRES DE DÉCÈS**  
22 € - 144,31 FTTC  
TARIF ABONNÉS  
18,50 € - 121,35 FTTC

**NAISSANCES, ANNIV. DE NAISS., MARIAGES, FIANÇAILLES, PACS**  
FORFAIT 10 LIGNES  
120 € - 787,15 F TTC  
Ligne supplémentaire : 12 € - 78,71 FTTC  
TARIF ABONNÉS 100 € - 655,96 F TTC  
La ligne supplémentaire : 10 € - 65,60 FTTC  
THÈSES - ÉTUDIANTS : 13,35 € - 87,55 FTTC

**COLLOQUES - CONFÉRENCES : Nous consulter**  
☎ 01.42.17.39.80 + 01.42.17.38.42. Fax : 01.42.17.21.36 e-mail: [carnet@mondepub.fr](mailto:carnet@mondepub.fr)  
Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées.

## Abonnez-vous au Monde pour 26,35 € (172,84 F) par mois

Bulletin à compléter et renvoyer accompagné de votre relevé d'identité bancaire ou postal à :  
LE MONDE, Service Abonnements - 60646 Chantilly Cedex

**Oui**, je souhaite recevoir *Le Monde* pour **26,35 €** (172,84 F) par mois par prélèvement automatique.

M.  Mme Prénom : ..... Nom : .....

Adresse : .....

Code postal : [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] Localité : .....

Offre valable jusqu'au 30/06/2002 en France métropolitaine pour un abonnement postal. 201MQPAE

<b>Autorisation de prélèvements</b>	N° NATIONAL D'ÉMETTEUR N° 134031	Organisme créancier : <b>Société Editrice du Monde</b> 21 bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05
TITULAIRE DU COMPTE A DÉBITER		
Nom .....		
Prénom .....		
N° .....rue .....		
Code postal [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] Ville .....		
NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT DU COMPTE A DÉBITER (votre banque, CCP ou Caisse d'épargne)		
N° .....rue .....		
Code postal [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] Ville .....		
DÉSIGNATION DU COMPTE A DÉBITER		
Code Etablissement	Code Guichet	N° de compte
		Clé RIB

**IMPORTANT** : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal, à votre autorisation. Il y en a dans votre chéquier.

Pour tout renseignement concernant le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement, etc :  
Téléphonez au 01.42.17.32.90 de 8h30 à 18h du lundi au vendredi.

Pour un changement d'adresse ou une suspension vacances, un numéro exclusif : 0 825 022 021 (0,15 € TTC/min)

"Le Monde" (USPS=0009729) is published daily for \$ 892 per year "Le Monde" 21, bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05, France, periodicals postage paid at Champlain N.Y. U.S. and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to IMS of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919 1518  
Pour les abonnements souscrits aux USA : INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23451-2983 USA - Tél. : 800-428-30-03



# En douze ans, un tiers des paysans français ont disparu

Selon le recensement agricole publié jeudi 21 février, les exploitations s'agrandissent à un rythme rapide, à cause des nombreux départs en retraite et des orientations de la politique européenne. Des exemples de ces mutations dans la Beauce

## ORLÉANS

de notre correspondant régional  
Les Beaucerons sont las du regard que l'on porte sur eux. « Ce que j'entends parfois, cela me

### REPORTAGE

## La Beauce était une sorte de Champs-Élysées agricoles

hérissé le poil ! », s'insurge Cyrille Richard, 33 ans, qui exploite 177 hectares avec son frère à Tournois (Loiret).

Voilà une idée reçue à réviser, et des manuels de géographie à corriger. La Beauce était une sorte de Champs-Élysées agricoles, où les céréaliers roulaient en carrosse. Il y a maintenant des paradis agricoles plus luxuriants. C'est en Picardie et en Ile-de-France que l'on trouve désormais les plus vastes exploitations.

La Beauce est même battue dans sa propre région, le Centre : on recense davantage de grandes surfaces de plus de 300 hectares dans le Berry, où la culture des céréales a poursuivi son offensive. Alors que la superficie moyenne d'une exploitation en France est de 42 hectares (soit le double

qu'en 1988), elle est de 68 dans le Centre.

Encore moins de paysans et plus de concentration des terres. On s'en doutait. Certes, il y a eu les départs à la retraite, mais la réforme de la politique agricole commune de 1992, qui a modelé les aides sur les superficies et les cheptels, a contribué à dessiner cette France des grandes surfaces. Cyrille Richard s'est installé en 1991 sur les deux tiers des 177 hectares qu'il cultive en location avec son frère. « Les gens ne voient leur survie que par l'agrandissement. Pour faire baisser vos charges de mécanisation, soit vous achetez du matériel en commun, soit vous vous agrandissez. Moi, je suis plutôt parti pour accroître la valeur ajoutée de ce que je possède aujourd'hui. Quand on est jeune, on a du mal à acheter des terres à 30 000 francs l'hectare », explique-t-il.

Il s'est diversifié et s'est lancé dans la production de lentilles et de semences. « Je ne fais pas la tour des petites annonces. Je ne veux pas aller chercher 40 hectares de plus à 50 kilomètres. D'autres le font. Mais si je les avais, je pourrais les travailler avec le matériel dont je dispose déjà. Il faut se creuser un peu la tête pour vivre à deux ménages sur 177 hectares : en fait, c'est la taille qui fait vivre correctement une personne aujourd'hui », poursuit-il.

Un mouvement de concentration qui va se poursuivre, selon

lui. « On voit encore des gens qui vivent avec 70 hectares. Ils sont voués à l'agrandissement, par le bas. Le marché du foncier est limité en Beauce, mais celui de la location est plus actif. » Les gros agriculteurs continuent-ils, eux aussi, à s'agrandir ? Cyrille Richard est plus dubitatif. « La génération des années 1960/70 a bien gagné sa vie. Aujourd'hui, elle peut mettre des capitaux sur la table pour s'agrandir. Mais on ne peut pas grossir si facilement que ça maintenant, les dossiers peuvent être refusés. Quelqu'un qui a 250 hectares et veut en acheter 100 va avoir du mal, sauf s'il s'agit de biens familiaux. Ou alors, à moins de créer des structures écrans », observe-t-il.

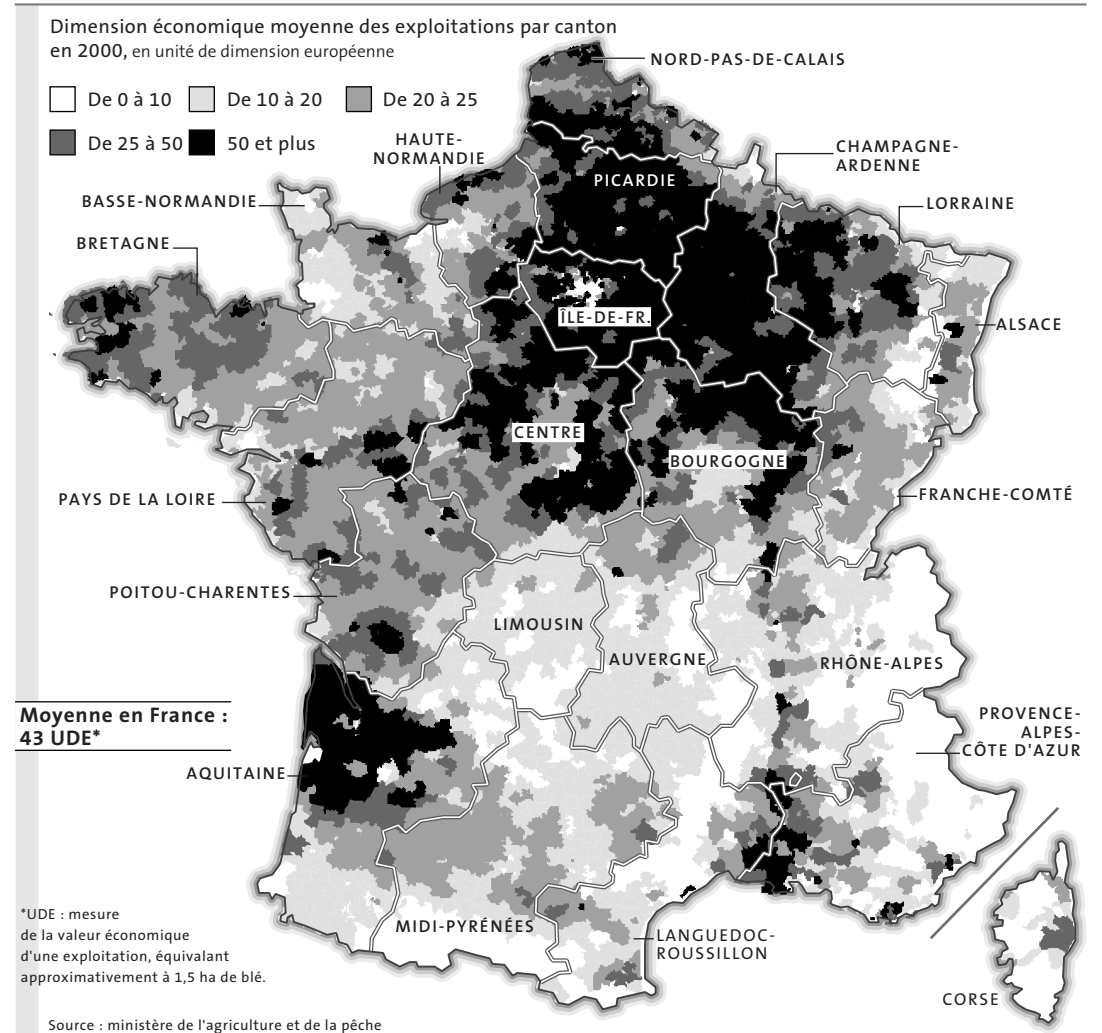
### « LA LOGIQUE DE L'ARGENT »

Cyrille Richard souligne les difficultés des jeunes à s'installer. « Il faut avoir la foi. Vous vous enterrez financièrement pour 20 ans. Le mieux, c'est de reprendre une exploitation par étapes. » L'affaire est plus complexe pour les postulants non issus du milieu agricole. « Quand on est fils d'agriculteur, le père se porte caution devant le banquier. Mais pour un fils de salarié d'un autre secteur, il y a moins de biens à mettre en face dans une négociation », reconnaît-il.

Ni propriétaire ni détentrice d'une grande surface, Marie-Agnès Fouche cultive, seule, 65 hectares à Mareau-aux-Bois (Loiret). En 1981, elle a repris en location les terres familiales. « Marie-toi avec un paysan, m'avait dit mon père », raconte-t-elle en riant. La moyenne des exploitations à Mareau aujourd'hui est de 100 à 130 hectares. « Elles ont doublé par rapport à autrefois, mais il y avait de l'élevage », commente-t-elle. Mais elle n'a pas l'intention de s'agrandir.

L'installation des jeunes ? « On n'y incite pas. » A l'école déjà, tout est fait pour leur « casser le moral », selon elle. « En Beauce, les exploitations sont presque impossibles à reprendre pour un jeune, elles sont très souvent individuelles.

## LE QUART NORD-EST ET LE SUD-OUEST CONCENTRENT UN FORT POTENTIEL ÉCONOMIQUE



Dans le monde de l'élevage, on se regroupe : cela permet de ne racheter que la part de l'associé qui a décidé de s'en aller. Ici, c'est la logique de l'argent. Il y en a toujours pour acheter des terres, pour payer un pas de porte afin d'obtenir un bail », indique-t-elle. « La Beauce, c'est un monde à part. Certains agriculteurs vivent déjà bien sans les aides ! A 300 ha, ils se disent compé-

titifs, cela veut dire qu'ils mettent de l'argent de côté. Ce sont toujours les mêmes régions qui touchent », constate-t-elle avec amertume.

Etre femme chef d'exploitation n'est pas rare en Beauce. « Des femmes remplacent leurs maris dans les dernières années avant leur retraite. Mais il y a encore beaucoup trop de femmes qui donnent un coup de main et qui ne se posent pas la ques-

tion de leur statut », regrette Marie-Agnès. Elle milite à la Confédération paysanne, elle est élue municipale. Le regard des autres ne l'impressionne plus. « On m'a testée. On vous juge ici à la façon dont vous travaillez. Moi, amasser pour amasser, pour remplir des bas de laine, cela ne m'intéresse pas. »

Régis Guyotat

## 40 % des agriculteurs au smic ou en dessous

Le Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (Credoc) publie, dans son bulletin de février, les résultats d'une étude portant sur les 40 % d'exploitations agricoles françaises dont les résultats ne permettent pas aux exploitants de dégager un revenu supérieur au smic. 43 % de ces exploitants à faibles revenus vivent dans des exploitations « de subsistance » (de taille inférieure à 20 hectares). Ces agriculteurs « relativement âgés », selon le Credoc, perçoivent des revenus très faibles (inférieurs à 24 000 francs annuels pour près de 60 %). Les agriculteurs dont le revenu est légèrement supérieur sont souvent en phase d'investissement, d'agrandissement ou de diversification. Malgré leurs difficultés, seuls 8 % des agriculteurs interrogés pensent quitter l'exploitation. L'autoconsommation améliore les conditions de vie. De plus, les deux tiers de ces exploitants sont propriétaires de leur logement.

## La première agriculture d'Europe, mais au prix de pollutions mal maîtrisées

LE VISAGE de la France rurale change rapidement. A la veille de l'ouverture du 39<sup>e</sup> Salon international de l'agriculture, du 23 février au 3 mars à la porte de Versailles, à Paris, la publication des résultats du recensement agricole de 2000, jeudi 21 février, témoigne de cette réalité souvent ignorée. Ce recensement exhaustif a lieu tous les douze ans. Pendant cette période, un peu plus d'une exploitation agricole sur trois a disparu. Elles sont désormais 663 800 en métropole, du fait des départs en retraite d'exploitants âgés. Les exploitations libérées ont été transmises, si elles étaient viables, ou reprises par des exploitations voisines.

De ce fait, la superficie moyenne des exploitations atteint 42 hectares, soit une augmentation de 50 % en douze ans. Les grandes exploitations sont plus nombreu-

ses et plus rentables. Le nombre d'exploitations de 4 à 40 unités de dimension européenne (UDE, mesure de la valeur économique de l'exploitation, équivalent approximativement à 1,5 hectare de blé) est en chute.

Les très petites unités, souvent exploitées par des retraités, résistent mieux. Mais au-delà de 70 UDE, le nombre d'exploitations progresse : « La productivité et le revenu agricole augmentent avec la taille des exploitations, note le ministère. Ce mouvement a été encouragé par la réforme de la politique agricole commune (...), qui a assis les aides compensatoires sur la surface et les cheptels. »

### 3,5 % DE LA POPULATION

Le nombre d'actifs subit la même évolution. L'agriculture emploie 1,3 million d'actifs permanents (hors salariés saisonniers).

La population familiale agricole compte, elle, un peu plus de 2 millions de personnes, soit 3,5 % de la population française, contre 12 % en 1970 et 6 % en 1988. Mais toutes les régions n'évoluent pas de la même façon. La vie à l'intérieur des familles évolue également. Les femmes constituent le quart des exploitants, contre 15 % en 1988. Ce sont souvent des épouses de retraités, qui succèdent à leur mari quand il prend sa retraite. Les épouses d'agriculteurs se détournent de la profession : près des deux tiers travaillaient à la ferme en 1988, mais moins de la moitié le font en 1988.

La période étudiée est marquée par la spécialisation des exploitations. Les grandes cultures (dans le Bassin parisien, l'Aquitaine et Midi-Pyrénées), la viticulture (en Champagne-Ardenne, Bourgogne et Languedoc-Roussillon) et l'éle-

vage bovin (dans tout le Grand Ouest et les montagnes) sont les productions dominantes en France. La moitié des exploitations laitières a disparu en douze ans, sous l'effet de l'instauration des quotas de production, depuis 1984. En revanche, le cheptel de vaches allaitantes est passé de 3,5 millions à 4,3 millions de têtes, grâce aux aides accordées depuis 1993 à l'élevage extensif. L'élevage des bovins se concentre dans l'Ouest et le centre de la France.

### SOLDE EXCÉDENTAIRE

Le Grand Ouest accueille également les trois quarts d'une production porcine en pleine concentration. Les grandes unités de plus de 1 000 porcs regroupent les deux tiers du cheptel, contre moins d'un tiers en 1988. Cet élevage est en recul dans les autres régions. La Bretagne est égale-

ment la première région avicole. La production s'y concentre aussi dans de très grosses unités de production.

1,3 million de tonnes d'azote sont rejetées par l'ensemble des animaux d'élevage en 2000. Depuis 1988, ces quantités ont diminué de 5 %, en raison de la diminution du cheptel laitier, surtout dans l'Ouest. Près des trois quarts des émissions proviennent toutefois du cheptel bovin, ce qui explique les rejets importants du Massif central. Les Côtes-d'Armor et le Finistère sont les seuls départements où les rejets des porcs et volailles dépassent ceux des bovins. Les ovins sont responsables des rejets dans le Sud-Est.

Toutefois, d'importants rejets azotés ne sont pas forcément synonymes de pollution par les nitrates. Cela dépend de la capacité d'absorption des sols. En Bretagne, les éleveurs manquent de surfaces pour épandre les rejets. Le ministère note que l'élevage bovin, associé à la culture du maïs utilisatrice d'engrais azoté chimique, peut également générer des excédents.

Le recensement témoigne de la diversification des exploitations : 93 500 exploitants produisent sous appellation d'origine contrôlée, et environ 30 000 sous labels. Un peu plus de 1 % d'agriculteurs pratique l'agriculture biologique, soit 7 000 exploitants (Le Monde du 18 septembre 2001).

Quelques caractéristiques stables demeurent : la France reste le premier pays agricole de l'Union européenne, avec 23 % de la production des Quinze. Ses exploitations agricoles sont parmi les plus grandes de l'Union. L'agriculture dégage un solde d'échanges excédentaires de 7 à 10 milliards d'euros par an depuis 1990 et constitue 5 % du PIB français. Les terres agricoles couvrent la moitié du territoire national. En douze ans, le repli n'atteint pas 3 %.

Gaëlle Dupont

## En Auvergne, Vulcania ouvre ses portes au public

VULCANIA, le parc européen du volcanisme, installé au sud-ouest de Clermont-Ferrand, a été présenté mercredi 20 février à la presse par Valéry Giscard d'Estaing, président du conseil régional d'Auvergne, à la veille de son ouverture au public, jeudi 21 février (Le Monde du 16 février). A cette occasion, l'ancien président de la République a inauguré le slogan « Viva Vulcania ! » en le faisant scander par 1 200 élèves auvergnats de CM 1 et de CM 2, conviés en primeur à visiter le site.

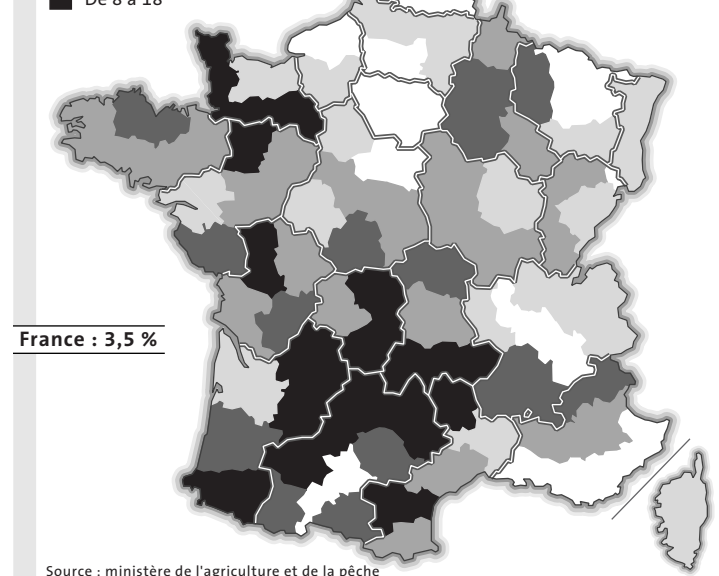
Selon le directeur scientifique du parc, François-Dominique de Larouzière, le parcours ménagé aux visiteurs « n'est pas celui d'un parc d'attractions, mais celui d'un parc d'exploration scientifique ». Le prix de l'entrée plein tarif a été fixé à 22 euros. Le parc emploiera en pleine saison 250 personnes et espère 500 000 visiteurs. L'inauguration officielle de Vulcania, accompagnée d'une scénographie représentant l'embrasement des volcans d'Auvergne, aura lieu le 22 juin. - (Corresp.)

### DÉPÊCHE

■ GIRONDE : le conseil général de la Gironde a apporté son soutien, mercredi 20 février, aux responsables du port autonome de Bordeaux, qui s'opposent à la mise en application de la directive Natura 2000. La directive européenne, qui vise à protéger le patrimoine naturel européen, doit s'appliquer dans tout l'estuaire de la Gironde (Le Monde du 15 février). Ces responsables redoutent, à terme, la suppression de l'activité industrieloportuaire. Les conseillers généraux, en majorité socialistes, ont voté à l'unanimité un avis défavorable au zonage proposé. - (Corresp.)

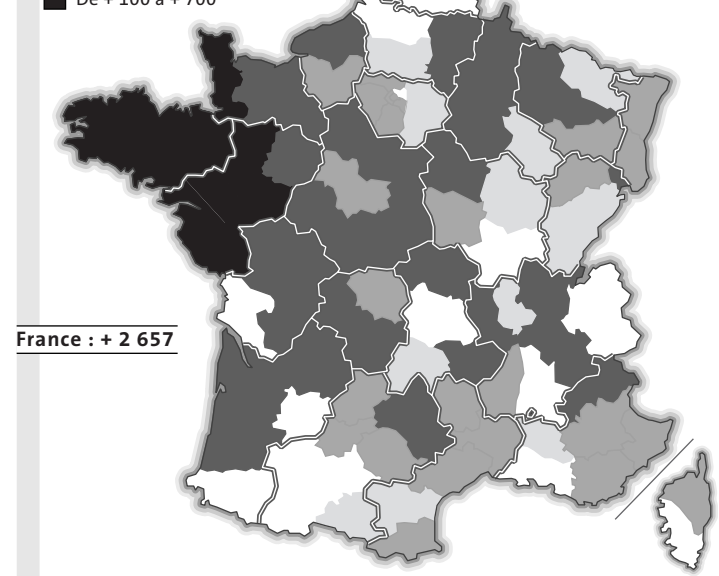
## LA POPULATION AGRICOLE RÉSISTE DANS LE SUD-OUEST

Part des actifs agricoles permanents, (y compris salariés) dans la population active départementale en 2000, en %



## LE CHEPTEL PORCIN CONTINUE D'AUGMENTER EN BRETAGNE

Variation du cheptel porcin par département de 1988 à 2000, en milliers de têtes





**L**ORSQUE trois amis suédois, dont deux anciens maoïstes, pactisent avec un homme d'affaires à poigne, symbole d'un certain capitalisme débridé dans un pays aux

traditions sociales-démocrates fortement ancrées... D'un côté, un trio têtue animé par une idée simple, mais novatrice : la création d'un quotidien gratuit d'information. De l'autre, un patron fonceur, Jan Stenbeck, prêt à miser sur des projets audacieux pour s'enrichir un peu plus et lutter contre l'immobilisme. La naissance de *Metro*, en 1995 en Suède, est le fruit de cette rencontre. Le 13 février de cette année-là, un tabloïd en quadrichromie fait son apparition dans les stations du métropolitain de Stockholm. Gratuit, il devient vite le compagnon de transport familial de centaines de milliers d'usagers. Ses articles courts, parfois minimalistes, sur l'actualité internationale, suédoise et locale, séduisent en particulier ceux qui n'ont pas l'habitude d'acheter des journaux traditionnels.

Six ans plus tard, le concept de quotidien gratuit d'information, qui a été repris depuis à leur compte par d'autres groupes, a fait irruption dans de nombreux pays. Il a bouleversé la donne dans le monde de la presse écrite, déjà fort préoccupé par l'érosion du lectorat et le développement d'Internet. Ce n'est pas sans vagues que ces journaux entièrement financés par la publicité ont fait leur apparition en France, lundi 18 février. *Metro* s'est fait imprimer au Luxembourg pour contourner le veto implicite du Syndicat du livre CGT, qui réclame le respect des « conventions » de la presse. Dans le Sud, des militants de ce syndicat ont empêché le groupe suédois de sortir son édition marseillaise, alors que *La Provence*, le quotidien régional, allumait un contre-feu en publiant son propre gratuit, *Marseilleplus*.

Au moment où ils commencent à définir les contours de leur projet, en 1992 à Stockholm, les trois compères suédois, Monica Lindstedt, Pelle Andersson et Robert Braunerhielm, ne se doutent pas de l'ampleur que prendra le phénomène. La première a déjà dirigé un petit quotidien de province et une maison d'édition, enseigné, créé une agence en conseil, tout en élevant quatre enfants. Les deux autres se sont rencontrés à la fin des années 1970, alors qu'ils collaboraient à *Gnistan* (L'Étincelle), une publication maoïste. Entre-temps, Pelle Andersson a travaillé pendant neuf ans comme graphiste au *Dagens Nyheter* (DN), l'un des deux quotidiens suédois de référence, avant de créer son agence de design. Quant à Robert Braunerhielm, auteur d'un livre sur le Front populaire, il a œuvré dans diverses rédactions locales de DN, avant de s'occuper de publicité pour ce journal.

L'idée d'un quotidien gratuit germe dans leur esprit. L'objectif, résume un jour Monica Lindstedt dans un memento, est de « donner aux Stockholmlois, en quinze minutes, les informations dont ils ont besoin dans un vrai journal », financé par la publicité. Baptisé dans un premier temps *Stockholms Notisen* (Les Notices de Stockholm), il est renommé *Metro*. En manque d'argent, le trio fait le tour des éventuels partenaires susceptibles de les aider. Des groupes de presse, notamment, sont contactés, mais aussi des banques et des hommes d'affaires. L'idée n'est pas jugée digne d'intérêt, ou bien trop gênante pour être soutenue. Jusqu'au jour où les trois amis frappent à la porte de Kinnevik, le groupe de Jan Stenbeck. Leur projet ne peut que plaire à cet iconoclaste.

C'est lui qui a introduit le premier, à Noël 1987, la télévision commerciale en Suède, en émettant via satellite depuis Londres, pour contourner la loi alors en vigueur dans le royaume. Une initiative qui lui vaut d'être surnommé « le pirate du satellite » par la presse locale. En 1992, ce fils d'industriel prospère et frère d'une ancienne ministre conservatrice des affaires étrangères profite de la déréglementation du marché des télécommunications pour s'engouffrer dans la brèche. Il crée Tele2, un opérateur qui joue les trouble-fête dans le domaine de la téléphonie fixe, puis mobile. Son groupe n'est mû que par un impératif : la rentabilité. Pour y parvenir, Jan Stenbeck n'a pas d'états d'âme. Il n'hésite pas à fermer telle publication, à déplacer, voire à renvoyer sans ménagement, tel dirigeant qui ne donnerait pas satisfaction. Son équipe doit endurer ses colères et faire corps derrière un patron qui se veut volontiers visionnaire. « Je veux aller mon propre chemin, miser et gagner ou perdre. Appelez ça du fatalisme », lance-t-il un jour.

Pelle Andersson a ses entrées chez Modern Times Group (MTG), la filiale de Kinnevik regroupant toutes les activités médias. Naguère, il a travaillé sur le projet de *Moderna Tider* (Les Temps modernes), une publication haut de gamme que Jan Stenbeck a voulu créer pour, disent les mauvaises langues, s'attirer les faveurs de l'intelligentsia suédoise. Le contact est établi grâce à Joergen Widsell, vice-PDG de MTG et ex-maoïste, lui aussi ancien de *Gnistan*. Celui-ci comprend vite l'intérêt du projet de gratuit, d'autant que Jan Sten-

**Avec le soutien d'un patron, Jan Stenbeck, trois amis, dont deux ex-maoïstes, ont ébranlé l'univers de la presse en créant « Metro », le quotidien gratuit qui fait irruption dans le paysage français, avant l'arrivée annoncée de son concurrent norvégien « 20 Minutes »**



Février 1995, lors des premières distributions à Stockholm (ci-contre). Photos ci-dessous : Monica Lindstedt puis Robert Braunerhielm (à sa gauche) et Pelle Anderson se retireront progressivement de « Metro », laissant l'homme d'affaire Jan Stenbeck (photographié ici en 1993) seul aux commandes.

et Copenhague. Jan Stenbeck décide de tenter l'aventure américaine : *Metro* est lancé à Philadelphie, Toronto, Montréal, Santiago du Chili et Buenos Aires. Dans certains petits pays (Pays-Bas et Hongrie), il devient même un journal national. Toutes éditions confondues, le gratuit revendique aujourd'hui « plus de 9 millions de lecteurs », soit le cinquième journal le plus lu au monde, derrière l'allemand *Bild* et des titres japonais.

Pour orchestrer ce déploiement, Jan Stenbeck a créé la société Metro International. Installée à Londres, elle est cotée en Bourse à New York (au Nasdaq) ainsi qu'à Stockholm. Une aubaine pour le groupe, qui peut ainsi se réfugier derrière ses « obligations boursières » pour ne rien dévoiler de ses projets à venir. Metro International entretient le culte du secret et lance ses opérations comme des commandos. Un ancien raconte comment telle édition américaine a été lancée en dix jours, dans le plus grand secret, depuis une suite louée dans un hôtel. Une méthode très discrète également mise en application en France. Jusqu'à son lancement à Paris, *Metro* est resté muet quant à la localisation de son équipe et de ses bureaux.

Cette grande discrétion s'explique aussi par la concurrence très forte qui règne désormais sur ce nouveau secteur. Elle vient notamment de Norvège, où Schibsted se sent à l'étroit dans un pays de quelque 4,5 millions d'habitants. Ce groupe de presse y pèse lourd : il publie le journal de référence, *Aftenposten*, et le plus gros tirage, le tabloïd *Verdens Gaeng*. L'un de ses chefs, Jan Erik Knarbak, vient, accessoirement, de défrayer la chronique en épousant, en janvier, le ministre conservateur des finances, comme l'autorise la loi locale sur le partenariat entre homosexuels.

**A**PRÈS avoir acheté plusieurs quotidiens en Suède, Schibsted se lance donc sur le marché des gratuits, hors Scandinavie : en décembre 1999, *20 Minutes* est lancé à Zurich, puis dans la ville allemande de Cologne. « Il est intéressant de commencer dans ce secteur d'activité, parce qu'il concerne un nouveau lectorat, jeune, qui cherche une alternative à la presse traditionnelle. Un lectorat qui vit dans une société plus rapide et qui éprouve le besoin d'avoir des informations courtes et beaucoup de services », estime Nils Roeline, qui est alors le PDG de *20 Minutes* Holding. Contrôlée à 41 % par Schibsted, cette société compte aussi comme actionnaires la banque d'investissement suisse A & A et le fonds d'investissement Apax.

Les deux gratuits ne sont évidemment pas accueillis à bras ouverts par les journaux traditionnels. La bataille est même souvent très rude. En Allemagne, les groupes de presse Springer (qui édite *Bild*) et DuMont Schauberg opposent une résistance acharnée. Non seulement ils lancent leurs propres gratuits à Cologne, pour couper l'herbe sous le pied du nouveau venu, mais ils le poursuivent en justice pour l'empêcher de sortir. A l'été 2001, *20 Minutes* doit mettre la clé sous la porte dans cette ville. La mauvaise conjoncture économique contraint également le groupe norvégien à reporter sine die ses implantations dans le reste de l'Allemagne, ainsi qu'en Italie et en Autriche.

L'automne dernier, Schibsted nomme un nouveau patron, Sverre Munck, à la tête de *20 Minutes* Holding, avec pour mission de réduire les ambitions du groupe, à l'exception des projets déjà bien avancés, dont celui concernant la France. En novembre 2001, Schibsted, dont les comptes sont déjà grevés par ses investissements sur Internet, annonce que son gratuit lui a occasionné des pertes de 113 millions de couronnes norvégiennes (14,5 millions d'euros). Metro International aussi éprouve des difficultés. Début février, il décide de fermer son édition zurichoise, pour cause de non-rentabilité. Mais affirme que toutes les éditions lancées il y a plus de trois ans gagnent de l'argent. Durera-t-il aussi longtemps en France ?

Antoine Jacob

## LA SAGA



## DES GRATUITS NORDIQUES

beck réfléchit depuis quelques années au lancement d'un quotidien. Il faudra plus de temps, en revanche, pour convaincre la société des transports en commun de Stockholm, SL, d'entrer dans le jeu. Sa participation est déterminante, l'idée étant que les usagers du métro puissent, avant de monter dans les rames, saisir le journal sur des présentoirs installés à l'intérieur des stations.

**S**OCIÉTÉ publique, SL ne veut pas avoir à déboursier une couronne dans cette affaire. L'accord, qui est finalement conclu, en septembre 1994, prévoit non seulement que *Metro* paie une somme rondelette à SL pour pouvoir être distribué en exclusivité, mais aussi lui rembourse toutes les dépenses relatives à l'enlèvement des journaux usagés dans les rames et les

stations. *Metro* s'engage également à accorder quelques pages à SL pour qu'elle y fasse sa communication à destination des usagers. Quant à l'impression du nouveau titre, elle est assurée par les rotatives de deux journaux payants de la capitale.

Si Monica Lindstedt se désengage du projet, Pelle Andersson et Robert Braunerhielm deviennent actionnaires des deux nouvelles sociétés fondées par Kinnevik pour lancer le gratuit. Ils revendront leurs parts à l'automne 1995, laissant Jan Stenbeck seul à la barre d'une entreprise qui, rapidement, cherche à exporter son gratuit hors du petit royaume. L'homme d'affaires a de grandes ambitions commerciales. « *Metro*, c'est le *McDonald's* du monde des journaux », confie-t-il un jour à des syndicalistes, selon la biographie du patron écrite par un journaliste, Per Andersson. Vite consommé, le journal doit permettre

aux lecteurs de survoler l'actualité lors du trajet vers leur lieu de travail. « *Aujourd'hui*, beaucoup de gens n'ont pas l'argent pour s'abonner à un quotidien traditionnel ni le temps de le lire », explique Sakari Pitkanen, le rédacteur en chef de *Metro* à Stockholm.

Fabriqué à partir d'un modèle simple – une foule de dépêches d'agences de presse plus ou moins réécrites, quelques articles « maison », des chroniques de personnalités et des informations pratiques, le tout accompagné de photos couleurs et de graphiques –, « ce genre de produit est facile à implanter ici et là », commente Karl-Erik Gustafsson, professeur d'économie des médias. Après Stockholm, *Metro* voit le jour à Göteborg, la deuxième ville de Suède, puis à Prague et Budapest. Suivront Malmö, Varsovie, Athènes, Zurich, Rome, Milan, Barcelone, Madrid, Helsinki



# Emergence d'une « classe moyenne » en Russie

Dix millions de Russes ont fait leur entrée dans la société de consommation post-soviétique.

M. Poutine cherche à s'appuyer sur cette nouvelle « bourgeoisie », explique l'hebdomadaire « Argoumenti i Fakti »

**LA PHOTOGRAPHIE** illustrant l'article est celle d'un père de famille au visage hilare, poussant un chariot plein à craquer à la sortie d'un supermarché. Preuve qu'en Russie, tout n'est pas que misère et déchéance. Sous le titre « Dix millions de Russes sont désormais "moyens" », l'hebdomadaire *Argoumenti i Fakti* (« Arguments et Faits », trois millions d'exemplaires) met la lumière sur cette espèce dont l'avènement était guetté depuis dix ans, mais que l'on croyait définitivement liquidée par la crise financière de 1998 : la classe moyenne russe.

C'est un embryon de « bourgeoisie », écrit le journal, une catégorie en hausse qui inclut désormais 8 % de la population, selon le Comité d'Etat pour les statistiques. Au cours de l'année écoulée, la « classe moyenne » russe s'est accrue d'un demi-million de personnes. « Les changements les plus notables se sont produits dans



les régions, même si les salaires y sont inférieurs à ceux de la capitale, les gens commencent à reconnaître que la vie s'est améliorée. » Le revenu mensuel moyen de cette nouvelle classe est évalué entre 320 et 480 dollars. Une famille de trois personnes vit avec 1 000 à 1 500 dollars par mois. Ces Russes-là sont citadins et leur niveau d'éducation est relativement élevé. Ce qui les définit est leur capacité à consommer. « Sans difficulté particulière, ils peuvent se permettre n'importe quels produits ali-

mentaires, vêtements, appareils électroménagers... » Mais un détail important les distingue de leurs homologues en Europe : elle peine à se procurer ce qui, ailleurs, est considéré comme attributs de base, à savoir « la voiture et le logement ».

## VERS UN « AVENIR MEILLEUR »

Dans cette famille russe, près d'un quart des dépenses sont consacrées à la nourriture. Une somme d'environ 45 dollars part dans les restaurants et les cafés. Plus ses revenus sont élevés, plus elle dépense en alimentation. « Non pas parce que les bourgeois mangent des ananas et mâchent du faisan, ironise *Argoumenti i Fakti*, en allusion à une formule datant des bolcheviks, mais parce que les riches font plus rarement la cuisine chez eux et fréquentent plus souvent les restaurants. »

Autre caractéristique, ces Russes-là ont un goût prononcé pour

les chaussures et les vêtements. Chaque année, un adulte dépense 430 dollars pour lui-même, et 400 dollars pour chaque enfant. Une part non négligeable des revenus est consacrée aux loisirs (environ 10 %) : « voyages touristiques, théâtre, cinéma, bowling », énumère le journal. Ils dépensent peu pour leur santé – 37 dollars par mois – « bien que, selon les sondages, cette catégorie d'habitants souffre plus que d'autres du surmenage et de migraines ». Estimant que son bien-être et sa capacité à rebondir après 1998, quand de nombreux Russes avaient perdu leurs économies, dépendent avant tout de son niveau d'instruction, la « classe moyenne » consacre 5 % de son budget à l'éducation, soit 500 dollars par an. Elle s'est mise aussi à économiser. Environ 3 000 dollars sont mis de côté chaque année, selon les chiffres officiels. Non pas en prévision d'un « jour funeste » mais par-

ce que cette catégorie-là « croit en un avenir meilleur », estime l'hebdomadaire.

Employés d'entreprises privées, travaillant dans le commerce, la communication, les services, bénéficiant des retombées de l'expansion des groupes énergétiques russes, ces Russes sont la classe sur laquelle Vladimir Poutine cherche à s'appuyer, après trois années de croissance économique continue. « Au cours de ces trois ans, précise *Argoumenti i Fakti*, le niveau d'un bon tiers de cette "classe moyenne" s'est amélioré. » Mais le journal précise aussi qu'il ne faut pas confondre « classe moyenne » et « Russe moyen », ce dernier ayant statistiquement un train de vie bien inférieur, dans un pays où 40 millions de personnes vivent encore sous le seuil de pauvreté.

Natalie Nougayrède

★ www.aif.ru

## SUR LE NET

Les documents cités dans cette chronique sont accessibles directement à l'adresse [www.lemonde.fr/surlenet](http://www.lemonde.fr/surlenet)

■ Lionel Jospin s'est déclaré, mercredi 20 février, candidat à l'élection présidentielle. Texte sur le site du PS. [www parti-socialiste.fr/ps/admin/doc/documents/consult\\_actu.php?id=MzYn](http://www parti-socialiste.fr/ps/admin/doc/documents/consult_actu.php?id=MzYn)

■ Le site de Matignon annonce que, dorénavant, il ne rendra compte que de ce qui relève de l'information gouvernementale stricto sensu. [www.premier-ministre.gouv.fr/fr/p.cfm?ref=32082](http://www.premier-ministre.gouv.fr/fr/p.cfm?ref=32082)

■ La Sofres retrace l'historique de la popularité du premier ministre ces cinq dernières années. [www.php.sofres.com/cotez/choixdate.php?perso=jospin](http://www.php.sofres.com/cotez/choixdate.php?perso=jospin)

■ De nombreux sites de soutien à cette candidature existent déjà. [www.2002femmes.com](http://www.2002femmes.com)

■ [www.2002jeunes.org](http://www.2002jeunes.org)

■ [www.pluriel.org](http://www.pluriel.org)

■ [www.socialisme-et-democratie.net](http://www.socialisme-et-democratie.net)

■ Jospin.fr recense « les discours fondateurs » de Lionel Jospin sur la social-démocratie, l'avenir de l'Europe, la mondialisation, etc. [www.jospin.fr/st/discours.html](http://www.jospin.fr/st/discours.html)

■ Le Parti socialiste dresse un bilan de l'action du gouvernement. [www parti-socialiste.fr/lafrancequichange/](http://www parti-socialiste.fr/lafrancequichange/)

■ Le site de campagne de Jacques Chirac lui oppose un contre-bilan. [www.chiracavefrance.net/bilanjospin.html](http://www.chiracavefrance.net/bilanjospin.html)

■ Bilan-Jospin.com, dirigé par Philippe Crevel (Démocratie libérale), liste « les promesses non tenues » du candidat-chef du gouvernement. [www.bilan-jospin.com](http://www.bilan-jospin.com)

■ A gauche, le Réseau Voltaire détaille « quatre affaires qui peuvent faire tomber Jospin » (MNEF, frégates de Taiwan, les affaires Destrad et Richard Moatti).

[www.asile.org/citoyens/numero03/corruption-jospin/jospin.htm](http://www.asile.org/citoyens/numero03/corruption-jospin/jospin.htm)

vincent.truffy@lemonde.fr

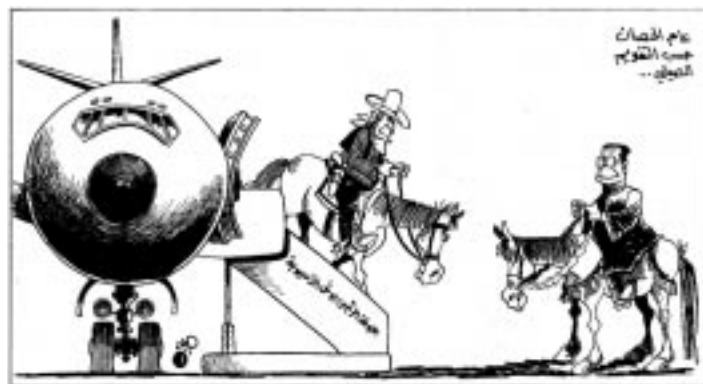
## AU COURRIER DES LECTEURS

### MORTELLE SOIRÉE

La « soirée Ibiza » organisée à Brest pour fêter le début des vacances a fait cinq victimes. Un ami de mon fils est décédé. Les copains s'étaient répartis en trois voitures et venaient de Lannion, Quimper ou Brest. Ils avaient préparé leur soirée depuis des semaines, avaient prévu de dormir chez un copain, une sœur ou de s'offrir une nuit blanche... Notre fils nous a téléphoné vers 2 heures : « Ici, ça se passe mal, il manque un copain. On rentre dès qu'on l'aura retrouvé... ». Il est rentré vers 7 h 30. Ils avaient passé le reste de la nuit sur le parking de l'hôpital. Leur copain était en réanimation.

Depuis vendredi, je revois toutes les fêtes qu'ils ont organisées ensemble : les 18 ans, les permis, le bac... c'était l'occasion de « teufs », pour lesquelles les couchages étaient toujours assurés. La sécurité routière, ils connaissent... Avant de commencer une soirée, ils savent toujours qui va conduire. Pour le réveillon, les taxis étaient réservés bien avant le 31. (...)

## « AL HAYAT » (ARABIE SAOUDITE)



**Avec ses gros sabots.** L'Année du Cheval selon le calendrier chinois. Sur la passerelle de l'avion : « Tournée asiatique du président Bush ». Dessin de Haddad.

(« Courrier international » pour « Le Monde »)

Dans cette fête, cinq jeunes ont perdu la vie. J'enrage qu'ils soient morts d'une mauvaise gestion de la sécurité (...). J'enrage contre le « toujours plus de profit » au détriment des vies, ici des vies de jeunes. En se rendant à la « soirée Ibiza », les jeunes n'avaient pas conscience que des adultes jouaient avec leurs vies, leurs amours, leurs rires, leur insouciance... Tous les participants peuvent se dire qu'ils ont eu de la chance ! Un des candidats à l'élection présidentielle dira-t-il qu'à ses yeux la vie des jeunes vaut plus que le profit ?

Denise Le Gac  
Landerneau (Finistère)

### DRÔLE DE TAUX

Le ministère de l'éducation annonce un taux de participation aux travaux personnels encadrés (TPE) de 40 % pour les classes terminales, (*Le Monde* du 12 février). Ce chiffre me paraît, à l'image de notre ministre, mirobolant. Dans le lycée du 13<sup>e</sup> arrondissement de Paris où j'exerce, alors que l'administration a fait le maximum pour les instaurer, le taux de participation aux TPE n'est que de 18,5 %. Or il faut se rappeler que beaucoup de collè-

gues sont hostiles à l'organisation de ce type de travaux. Méfions-nous donc de chiffres annoncés par un ministère qui n'a jamais répugné à les truquer. Il suffit de se rappeler le taux fantaisiste sur les absences des professeurs annoncé sous le ministère de Claude Allègre.

Jean-François Gouband  
Paris

### LA LOI ET LA FAMILLE

Dans le projet de la loi sur l'autorité parentale voté par le Sénat (*Le Monde* du 16 février) il y a une partie sur la prostitution des mineurs mais, surtout, une première partie concerne l'autorité parentale à proprement parler (...). Ainsi, au nom de la « coparentalité », notion qu'il est utopique de penser pouvoir imposer par des textes, l'intérêt de l'enfant sera désormais banni du fondement de la loi. Que penser d'un texte qui ignore la violence familiale, physique et morale, qui institue la « médiation » en droit de la famille et prive du même coup les plus faibles de l'assistance juridique (avocats, tribunaux) ?

Que penser d'un texte qui multiplie les droits d'ingérence du

sein de « l'axe du Mal ». Fait étonnant ». Donc, tout n'a pas été dit, et la politique étrangère des États-Unis peut encore réserver bien des surprises.

### TROUVER UN « KARZAI IRAKIEN »

Ainsi, *An-Nahar* constate que « les activités du Hezbollah libanais sont assimilées à celles d'Al-Qaida. Dans les deux cas, l'administration américaine estime être en présence d'un mouvement terroriste d'envergure internationale qui, par ailleurs, s'adonne à des œuvres de bienfaisance. Cette lecture de la situation en vigueur dans le Sud du Liban ne manque pas d'être très embarrassante pour les responsables libanais. A supposer que l'armée libanaise prenne en mains les positions du Hezbollah au Sud du Liban... comment réagirait-elle à une violation de son espace aérien par l'aviation israélienne ? » Prudent sans toutefois être alarmiste, le quotidien de Beyrouth ajoute que, dans l'immédiat, « les pressions sur le Liban et la Syrie se focalisent uniquement sur le Hezbollah ».

En revanche, l'Irak de Saddam Hussein est bien dans la ligne de mire des États-Unis. Le quotidien jordanien *Al-Rai* le pense. « L'axe dont parle Bush est formé d'États entre lesquels il n'existe aucune alliance ni aucun accord de coopération. L'Irak et l'Iran se sont affrontés à mort pendant des années. Quant à la Corée du Nord, c'est un pays qui vit en autarcie sans aucune influence sur la scène internationale. Ce pays a été tout bonnement rajouté à "l'axe" pour faire diversion et éviter à l'administration américaine d'être accusée d'islamophobie. Lorsqu'on sait, par ailleurs, que les Américains travaillent à une

reprise du dialogue avec l'Iran, il ne reste plus que l'Irak. Une guerre que rien n'oblige l'Amérique à déclencher. Une guerre qui serait un choix délibéré et qui confirmerait l'extrémisme du moment de l'administration Bush. »

Le quotidien panarabe *Al-Quds al-Arabi* pense aussi que « Washington s'apprête à attaquer Bagdad » et qu'il « ne reste plus aux Américains qu'à choisir entre une invasion de longue durée et une opération rapide ». Dans un cas comme dans l'autre, les préparatifs militaires et diplomatiques vont bon train et des scénarios sont ébauchés pour un après-Saddam Hussein. « Reste à trouver un Karzai irakien », conclut *Al-Quds al-Arabi*.

courrierinternational.com  
pour *Le Monde*

## PRÉFECTURE DES ALPES-MARITIMES

### DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTÉRIELLES

#### Bureau de l'environnement et de l'urbanisme

### RÉOUVERTURE DE LA LIGNE FERROVIAIRE ENTRE CANNES ET GRASSE

Ouverture de l'enquête publique préalable à la réalisation des travaux de réouverture de la ligne ferroviaire entre Cannes et Grasse au service de voyageurs et d'aménagement des gares de GRASSE, MOUANS-SARTOUX, RANGUIN, LA FRAYÈRE et LE BOSQUET.

Maître d'ouvrage : Réseau Ferré de France (RFF) et la Société Nationale des Chemins de fer français (SNCF)

### DEUXIÈME AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Le préfet des Alpes-Maritimes  
Officier de la Légion d'honneur  
Commandeur de l'Ordre national du Mérite

informe le public qu'il sera procédé sur le territoire des communes de CANNES, LE CANNET, MOUGINS, MOUANS-SARTOUX et GRASSE à une enquête publique portant sur le projet de réouverture au trafic voyageur de la ligne ferroviaire CANNES-GRASSE et le réaménagement des gares de GRASSE, MOUANS-SARTOUX, RANGUIN, LA FRAYÈRE et LE BOSQUET.

Le dossier d'enquête publique du projet ainsi qu'un registre d'enquête seront déposés en mairies de CANNES, LE CANNET, MOUGINS, MOUANS-SARTOUX et GRASSE du jeudi 21 février au jeudi 28 mars 2002 inclusivement afin que chacun puisse en prendre connaissance aux heures d'ouverture des bureaux des mairies (samedis, dimanches et jours fériés exceptés).

Toutes observations pourront être consignées sur les registres d'enquête mis à la disposition du public ou adressées par écrit au président de la commission d'enquête en mairie de CANNES, siège de l'enquête, qui les annexera au registre. Ces observations écrites devront lui parvenir avant la date de clôture de l'enquête.

Ont été désignés en qualité de membres de la commission d'enquête par le président du tribunal administratif de Nice :

- M<sup>me</sup> Annie CANIS-MILETTO, expert foncier, président,
- M. Francis CAMBIZAT, ingénieur spécialisé assainissement, traitement des eaux,
- M. Pierre VERNEDE, directeur d'agence bancaire, en retraite, conseiller municipal délégué au CANNET ;

Pour y recevoir en personne les observations du public, un membre au moins de la commission d'enquête siègera les vendredis 1<sup>er</sup> mars et 15 mars 2002 et le jeudi 28 mars 2002 en mairies de CANNES, MOUGINS et GRASSE de 9 h 30 à 12 h et de 14 h à 16 h.

La commission d'enquête disposera d'un délai de trente jours à compter de la clôture de l'enquête pour établir son rapport et rédiger ses conclusions.

Une copie du rapport et des conclusions de la commission d'enquête sera déposée et pourra être consultée en mairies de CANNES, LE CANNET, MOUGINS, MOUANS-SARTOUX et GRASSE ainsi qu'à la sous-préfecture de GRASSE et à la préfecture des Alpes-Maritimes.

Fait à Nice, le 21 janvier 2002  
pour le préfet  
le secrétaire général  
signé : Philippe PIRAUX



# Actualité du harcèlement sexuel *par Eric Fassin*

**L**A critique de la domination n'épargne pas l'*homo academicus*. Un collectif de doctorants (et surtout de doctorantes) a récemment soulevé le voile du silence qui protège le harcèlement sexuel avec une pétition demandant à l'Université d'assumer ses responsabilités face aux abus d'autorité sexualisés qui entachent parfois la relation pédagogique.

Aussitôt, les médias ont relayé cette mobilisation. Dans la foulée, ils ont fait écho à une plainte récemment déposée contre un enseignant : pour la première fois dans notre pays, une étudiante recourt à la justice pour harcèlement sexuel. La plainte vise non pas des comportements ambigus, mais des mesures de rétorsion. A l'évidence, nous sommes ici confrontés à une nouveauté radicale : le discours sur le harcèlement sexuel n'est plus condamné à un silence pesant ni à un ricanement étouffé. On se prend à songer que les victimes pourraient n'être plus condamnées à disparaître du paysage professionnel, dans l'indifférence et dans l'oubli.

En France, le harcèlement sexuel semblait pourtant, hier encore, à proprement parler impensable : ne le disait-on pas américain ? Or, tout au long des années 1990, chez nous, l'antiféminisme s'est drapé dans l'anti-américanisme. Non sans efficacité : on connaît le succès, à gauche non moins qu'à droite, de la rhétorique qui oppose au communautarisme, réputé américain, l'universalisme qu'on dit républicain : il a permis de disqualifier pendant des années, au nom de l'exception française, tout discours minoritaire, supposé communautaire, et par là même étranger à notre culture.

L'horreur communautariste a particulièrement bien fonctionné contre le féminisme, accusé de mettre en péril, en politisant l'amour, le doux commerce entre les sexes : autrement dit, et l'on retrouve ici une tradition vénérable, le féminisme ébranlerait le principe de notre civilisation – tout à la fois de notre nation et de notre civilité – qu'est l'harmonie hétérosexuelle.

Cette rhétorique, hier encore si vigoureuse, ne survit aujourd'hui qu'à grand-peine, après le double

ébranlement qu'ont constitué le pacs (pacte civil de solidarité) et la parité. On le conçoit : les discours portés par les mouvements homosexuels et féministes se sont fait entendre sans céder aux sirènes du communautarisme.

Il n'est pas besoin de supposer une communauté féminine pour remarquer la discrimination dont les femmes sont victimes dans le monde politique – et bien au-

pareille rupture de ton est inconvenante. Le problème, ce ne serait pas tant le harcèlement sexuel que cette mobilisation. D'ailleurs, ceux qui condamnent ainsi aujourd'hui dans l'urgence, et par anticipation, les dérives de la lutte contre le harcèlement n'avaient (semble-t-il) jamais éprouvé auparavant le besoin de dénoncer les dérives du harcèlement lui-même.

La mobilisation propose un langage pour comprendre des expériences jusqu'alors renvoyées dans le registre psychologique pour mieux en nier la dimension politique – ce n'est pas le désir qui constitue le harcèlement sexuel, mais le pouvoir

delà. De même, la revendication d'ouvrir, au-delà du pacs, le mariage et la filiation aux couples de même sexe ne paraît guère remettre en cause l'universalisme que la France aurait reçu en partage : bien au contraire, ce sont les adversaires de ce mouvement qui ont semblé vouloir reléguer les gays et les lesbiennes dans le ghetto d'une différence, fût-elle parée des couleurs chamarrées d'une subversion purement esthétique.

C'est donc dans ce contexte nouveau qu'on commence enfin à parler dans l'espace public français de harcèlement sexuel, sans se contenter de le confiner dans quelque exotisme d'outre-Atlantique. Ce n'est pas un hasard si le croisement du pacs et de la parité nous encourage à réfléchir à nouveaux frais au partage entre les espaces privé et public : telle est bien, au cœur même de la critique féministe, la frontière problématique qui définit les rapports de pouvoir dans le harcèlement sexuel. Les conditions de ce surgissement s'éclairent donc dans une actualité plus large, qui dépasse à la fois le collectif et la plainte. Pour autant, l'accueil qui leur sera réservé reste à ce jour très incertain. L'avenir se joue maintenant.

Il est en effet deux manières, diamétralement opposées, de penser ce déchiement des conventions publiques. Pour les uns,

Ces chantages de la discrétion ont ainsi tendance à minimiser le problème : selon eux, le collectif serait manipulé, la plainte serait infondée, et les médias profiteraient de l'aubaine pour dénigrer l'Université. Bien sûr, il ne leur est pas possible de nier tout rapport de pouvoir, sauf à paraître naïfs, ou hypocrites. Aussi se contenteront-ils de suggérer que le genre et la sexualité n'y jouent aucun rôle propre. Autant dire que le harcèlement sexuel est un phénomène rare, en tout cas dans notre pays, et du moins dans nos milieux, et donc qu'il n'est aucunement significatif. Dans ces conditions, pourquoi politiser la question ?

A l'inverse, on peut considérer que la mobilisation, loin d'être une aberration, est un révélateur. Il faudrait supposer que la vertu est la chose du monde la mieux partagée pour imaginer que l'autorité, fût-elle pédagogique, ignore les abus. Et il serait bien étonnant que la domination soit mise entre parenthèses dans la vie professionnelle, même intellectuelle. On peut au contraire fai-

re l'hypothèse que les cas dont on entend parler, ici ou là (encore faut-il accepter d'écouter pour entendre), ne constituent que la partie émergée d'un phénomène plus important : la prise de conscience nouvelle devrait permettre non seulement de dire ce qui restait tu, mais aussi de requalifier ce qui n'avait pas de nom. La mobilisation autour du harcèlement sexuel propose un langage pour comprendre des expériences jusqu'alors renvoyées dans le registre psychologique pour mieux en nier la dimension politique – rappelons-le en effet, ce n'est pas le désir qui constitue le harcèlement sexuel, mais le pouvoir. Bref, dans cette perspective, le mouvement qui s'amorce n'est pas déplacé : on dira plutôt qu'il déplace les frontières de nos représentations.

Entre ces deux lectures, laquelle prévaudra ? La mobilisation actuelle sera-t-elle réduite à une agitation sans lendemain, symptôme de querelles intestines sans valeur, ou bien au contraire engagée-t-elle une mutation importante dans nos représentations politiques ? Nul n'en sait rien, bien sûr : tout va se jouer maintenant. On peut toutefois méditer les conditions de cette émergence, pour dégager les évolutions possibles.

Trois éléments définissent la

Enfin, le collectif et la plainte rencontrent un écho médiatique : l'enjeu échappe ainsi, pour une part, aux seules logiques universitaires et judiciaires. Nous voici dans l'espace public.

Deux possibilités se dessinent en conséquence. Premier scénario : l'université resserre les rangs, face aux attaques extérieures. N'en va-t-il pas de l'autonomie de la vie intellectuelle, doublement menacée par la judiciarisation et la médiatisation ? Il sera facile d'invoquer, pour gagner la sympathie de l'opinion publique, une tradition française, amoureuse ou pédagogique, que menacerait le spectre du « *sexuellement correct* », dont on se plaît à croire qu'il sévit sur les campus américains.

Cette logique de corps n'a rien d'improbable : après tout, c'est ainsi que, jusqu'à présent, les affaires se sont réglées, sans jamais parvenir au grand jour. Et s'il n'est pas surprenant que la remise en cause de ces règles implicites vienne de ceux qui sont exposés à les subir, il ne faudra pas non plus s'étonner si les étudiants ne parviennent pas à faire la loi dans l'Université. Au nom des bonnes manières, on continuerait alors de gérer les abus de pouvoir dans l'entre-soi des gens de bonne compagnie.

Deux scénarios sont possibles : les universitaires peuvent choisir la solidarité de corps, ou bien les valeurs qui fondent ce corps

configuration nouvelle. D'abord, l'initiative ne vient ni d'enseignants ni de responsables administratifs, mais de doctorants, c'est-à-dire d'étudiants en voie de professionnalisation, d'autant plus dépendants en cette période de précarité accrue pour ceux qui entrent dans la carrière.

Ensuite, on sort de l'Université : la plainte nous fait entrer dans le registre judiciaire.

Second scénario : l'Université choisit de combattre les empiétements non pas du monde extérieur, mais de l'autorité abusive. Elle peut le faire au nom de ses valeurs : la liberté intellectuelle s'accommoderait mal du harcèlement sexuel, et la relation pédagogique n'a rien à craindre du grand jour. Les nombreuses signatures d'enseignants et de chercheurs qui viennent grossir la pétition le

montrent bien, la solidarité professionnelle n'oblige pas à couvrir tous les errements.

Sans doute pareille autocritique expose-t-elle l'Université à ses détracteurs, du moins à court terme ; car on peut aussi penser qu'à moyen terme elle en sortirait renforcée. D'une part, il est permis

ÉRIC FASSIN EST SOCIOLOGUE ; IL ENSEIGNE À L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE (DÉPARTEMENT DE SCIENCES SOCIALES).

d'espérer que l'Université aurait ainsi montré l'exemple : d'autres professions auraient tout intérêt à s'interroger à leur tour – à commencer, sans doute, par les médias ou la justice. D'autre part, et de manière plus décisive, l'autorité intellectuelle sera d'autant plus légitime qu'on saura qu'elle s'impose plus librement, par son prestige et non son pouvoir.

Les deux scénarios sont possibles : les universitaires peuvent choisir la solidarité de corps, ou bien les valeurs qui fondent ce corps. Suggérons toutefois qu'ils gagneraient à comprendre que tout ne dépend pas d'eux. Quand bien même ils opéreraient pour une logique obsidionale, s'enfermant pour mieux se protéger, le monde n'en existerait pas moins – autrement dit, la justice, les médias et l'opinion publique, voire les tutelles administratives. Il ne suffira donc pas de nier le problème pour qu'il disparaisse.

Et c'est ici que le collectif d'étudiants vient renforcer, et non pas affaiblir, l'institution : il propose en effet un recours, en invitant l'Université à se doter d'instances internes, mais transparentes, qui règle la plupart des cas sans condamner les victimes à l'alternative exclusive du silence ou du procès.

A défaut d'idéal, la lucidité sociologique devrait donc déterminer nos choix : mieux vaut que le changement se fasse avec nous, voire par nous, que contre nous. Le monde intellectuel aurait tout intérêt à se penser comme avant-garde, pour éviter de livrer bientôt, une fois encore, des combats d'arrière-garde.

## Ni Marie ni Eve *par Nancy Huston*

**O**N dirait un retour du Nouveau Testament à l'Antique : après des siècles pendant lesquels les mères ont été hissées, bien malgré elles, sur un piédestal, adorées comme parangons de la vertu domestique et empêchées de faire de leur vie autre chose que de couvrir les petits d'homme, voilà depuis quelques années qu'on les découvre, au contraire, responsables de tous les maux de la Terre. De Marie, nous voilà revenus à Eve : ce n'est guère ce qu'on peut appeler un progrès.

Fleurissent notamment, ces dernières années en Europe, des essais consacrés au thème des rapports mère-fille : *Les Filles et leurs mères*, d'Aldo Naouri, *Entre mère et fille : un ravage*, de Marie-Magdeleine Lessana et, dernier en date, *Mères et filles : une relation à trois*, de Caroline Eliacheff et Nathalie Heinrich. D'évidence, jeter l'opprobre sur les mères, cela plaît, cela amuse, et cela se vend.

Curieux phénomène : alors qu'il est généralement admis dans nos milieux bien-pensants qu'il ne faut pas dire du mal des Arabes, des Noirs, des juifs, des femmes, des homosexuels, etc., tout le monde semble être d'accord pour dire du mal de ce groupe pourtant énorme – dont font partie, du reste, bon nombre de ceux qui tapent dessus –, les mères.

Ce consensus singulier s'explique : là où, pour ceux qui parlent, les Arabes, les homosexuels, et ainsi de suite, peuvent être perçus comme relevant de l'étranger ou de l'étrange, chacun de nous a une connaissance intime d'une mère au moins : la sienne. C'est auprès d'elle que nous avons tous

connu la chaude et belle proximité confuse, mais aussi la frustration, la faim, la rage que le monde ne se plie pas instantanément à nos moindres désirs. C'est elle, la mère, qui nous a dit non, nous a retenus, arrêtés dans nos élans, réprimandés, frappés, infligé mille petites humiliations. On l'adore et on la déteste, quoi de plus normal ? Comme le chantait Rita Hayworth dans *Gilda*, il y a plus d'un demi-siècle : « *Put the blame on mame, boys...* »

Eliacheff et Heinrich prennent soin de préciser que leur étude porte, plutôt que sur des cas cliniques ou des témoignages, sur les œuvres d'art (romans, films, pièces de théâtre) de l'Occident moderne. Il n'en reste pas moins que *Mères et filles* est encore un livre de recettes des différentes sauces de culpabilité auxquelles on peut servir les mères.

D'évidence, jeter l'opprobre sur les mères, cela plaît, cela amuse, et cela se vend

Le lisant, on est impressionné par l'ahurissante diversité de leurs défauts : elles peuvent être fortes, faibles, infantiles, mûres, narcissiques, mélancoliques, défaillantes, performantes, abandonnantes, absentes, envahissantes, belles, pas belles, attentives, indifférentes, mourantes, trop vivantes. Quoi qu'elles fassent, le résultat est le même : elles gâchent la vie de leurs filles.

A dire vrai, la seule chose que démontre bien ce livre, c'est qu'il y a de tout chez les mères. Du coup, ce n'est pas un sujet. Les mères, ce sont tout simplement, tenez-vous bien (comme les

Noirs, les juifs, etc.), des êtres humains, c'est-à-dire des êtres imparfaits, fabriqués par d'autres êtres imparfaits et donnant naissance à leur tour à des êtres imparfaits qui, avec un peu de résilience, s'en tireront peut-être malgré tout. Si elles sont « *coupables* », ce n'est pas en tant que mères mais en tant qu'êtres humains ; comme tout le monde, ni plus ni moins. Enfin, peut-être un peu moins.

Dans leur conclusion, les auteurs délaissent abruptement le monde de l'art pour écouter un certain nombre de femmes réelles : celles-ci prétendent vivre leur relation mère-fille « *dans une complicité heureuse, dont l'une et l'autre se félicitent* ». Faut-il s'en réjouir pour autant ? Non. Faut-il même prendre ces témoignages pour de l'argent comptant ?

Surtout pas. « *Cette complicité,*

passer par les hommes. « *Cette situation tend évidemment à favoriser la toute-puissance maternelle, c'est-à-dire l'absence du tiers, écrivent-elles. C'est là une donnée totalement inédite dans notre culture.* »

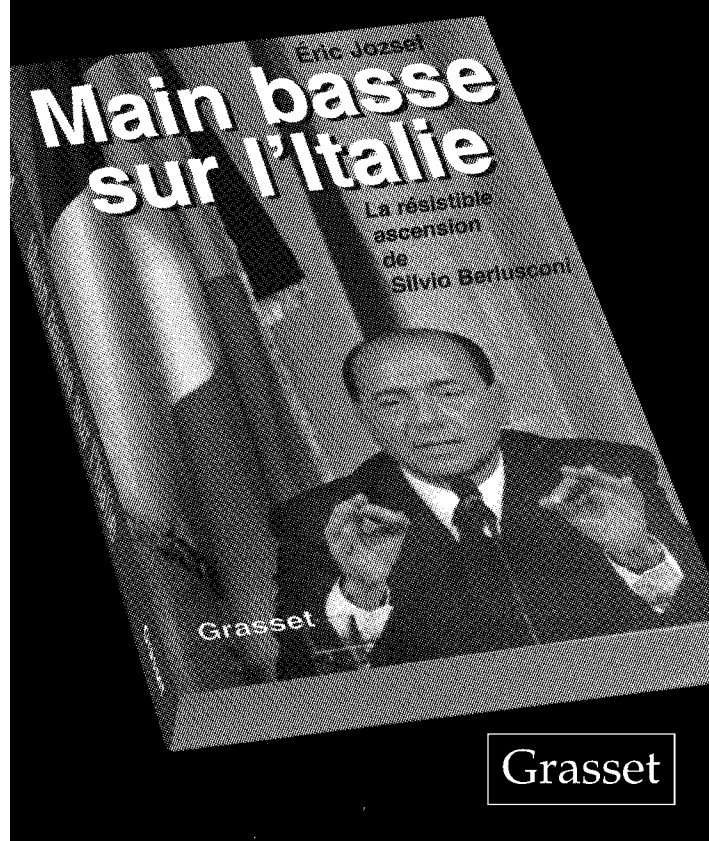
NANCY HUSTON EST ÉCRIVAIN

On croit rêver, mais non, on relit, c'est bien cela : elles pensent que les familles monoparentales sont l'effet de la procréation médicalement assistée et de l'insémination avec donneur. J'aimerais voir le visage des millions de mères seules qui, dans les quartiers pauvres des villes américaines comme dans les banlieues « *difficiles* » en Europe (mais peut-être n'est-ce pas là « *notre culture* » ?), tirent le diable par la queue, galopent entre four et moulin, culpabilisent au travail comme chez elles, et désespèrent de trouver un instant pour leur épanouissement personnel.

Allons leur annoncer : « *Attention, attention, il vous faut trianguler, sinon vous allez traumatiser vos enfants !* » Elles voudraient bien, tiens, que les hommes soient un peu plus présents auprès de leurs rejetons...

Si les mères en prennent « *plein la gueule* », c'est justement parce qu'elles se retrouvent en général seules avec les enfants à l'âge où ceux-ci découvrent, à leur grand dépit, l'imperfection du monde. Oui, en effet : un peu de triangulation, s'il vous plaît !

**POUR MÉMOIRE**



Grasset



## Pie XII : le devoir de transparence

**POUR FAIRE FACE** à la tempête qui menace avec la sortie du film *Amen* de Costa-Gavras dénonçant une nouvelle fois le « silence » de Pie XII pendant la guerre, le pape vient d'annoncer une demi-mesure : l'ouverture des archives du Vatican depuis l'année 1922 (mort du pape Benoît XV, ultime référence actuellement permise aux chercheurs) à l'année 1939, veille de la deuxième guerre mondiale. Une ouverture partielle et sélective : les historiens et les chercheurs n'auront accès qu'aux documents touchant, pendant cette période, aux rapports entre le Saint-Siège et l'Allemagne.

Chaque nouvel accès aux archives, dans toutes les démocraties du monde, devrait être salué par les historiens comme un progrès de la connaissance et de la transparence. Ce fut le cas après la chute de l'Union soviétique et l'ouverture des archives du KGB. Mais, comme toute demi-mesure, celle que vient de prendre le Vatican n'a provoqué qu'une demi-satisfaction chez les historiens allemands, français, américains et italiens, depuis longtemps à l'affût. Quant aux représentants de la communauté juive (Tullia Zevi en Italie, Seymour Reich aux Etats-Unis), ils ont exprimé une plus franche désapprobation et reproché au Vatican de maintenir le verrou sur l'affaire Pie XII.

Ouvrir les documents touchant aux relations entre le Saint-Siège et l'Allemagne de 1922 à 1939 est un progrès devant lequel les historiens et les chercheurs ne devraient pas faire la fine bouche. La période de l'avant-guerre est cruciale pour comprendre Eugenio Pacelli, élu pape et devenu Pie XII en mars 1939. Pacelli fut nonce à Munich dès 1917, à Berlin, puis secrétaire d'Etat au Vatican, numéro deux derrière Pie XI, de 1930 à 1939. C'est lui qui a négocié et signé, dès 1933, un « concordat » avec le III<sup>e</sup> Reich nazi à peine arrivé au pouvoir. On mesure le profit que les historiens pourront tirer d'une meilleure connaissance de cet avant-guerre pour accabler davantage ou pour laver la mémoire du pape des soupçons que le film de Costa-Gavras ravive aujourd'hui.

**SOUPÇON**

Mais, sans ouvrir les archives du pontificat de Pie XII lui-même – qui couvre la période du second conflit mondial, de la Shoah, de l'après-guerre jusqu'à sa mort en 1958 –, comment continuer de prétendre sérieusement vouloir faire toute la lumière et accuser de calomnies ceux qui, depuis quarante ans, reprochent à ce pape de s'être dérobé à son devoir de dénonciation des crimes nazis ? De bonne foi, le Vatican invo-

que des difficultés matérielles de « classement » des archives touchant la période 1939-1958. C'est ce qu'il avait objecté à la commission d'historiens juifs et catholiques que le pape avait lui-même mise sur pied en 1999, mais qui a interrompu ses travaux en septembre dernier, faute d'un accès direct et libre à la connaissance de cette période au cœur de la polémique.

Ce désaccord sur les archives est la face visible du soupçon qui n'en finit plus de peser sur l'Eglise catholique de vouloir taire sa responsabilité et son éventuelle complicité. Depuis des années, partisans et adversaires de Pie XII s'affrontaient déjà sur un projet de béatification qui « dérange » le pape actuel. Dans la communauté juive, à laquelle tant de manifestations de sympathie ont été exprimées ces dernières années par Rome, la béatification de Pie XII provoquerait un tollé tel que Jean Paul II ne peut avancer qu'avec prudence.

Ne faudrait-il pas méditer l'exemple de la France ? A partir du moment où, en 1989, le cardinal Albert Decourtray, alors archevêque de Lyon (aujourd'hui décédé), a décidé d'ouvrir les archives de son diocèse et de créer une commission d'historiens (présidée par René Rémond) pour faire toute la lumière sur les complicités de l'Eglise avec le milicien Touvier, il n'y a plus eu d'affaire Touvier !

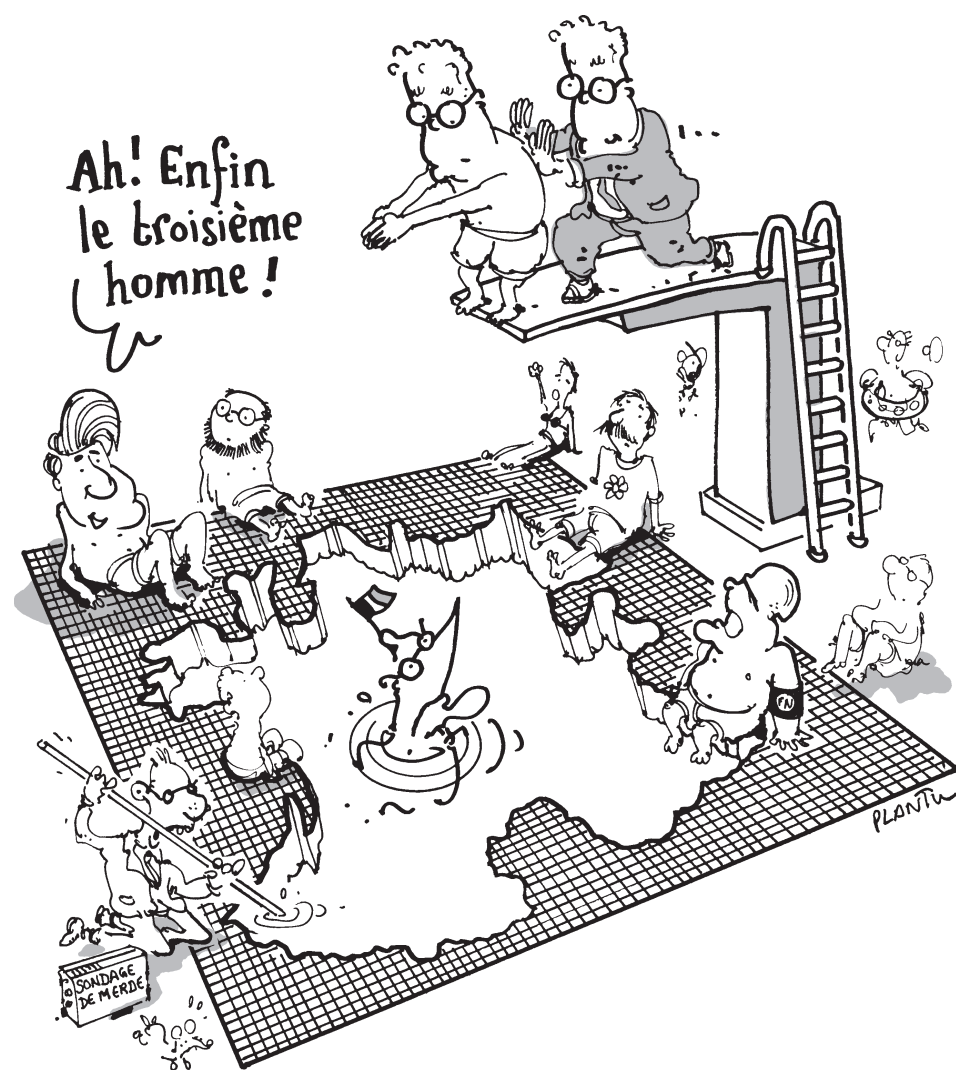
Les partisans de Pie XII estiment que tout a été dit et écrit sur le rôle de ce pape dans les *Actes et documents du Saint-Siège pendant la seconde guerre mondiale*, onze volumes rédigés et publiés, de 1965 à 1981, à l'initiative du pape Paul VI, par un groupe de quatre historiens jésuites, ainsi que dans les correspondances des évêques allemands, également publiées par les historiens de ce pays. Mais ses adversaires estiment que, malgré le progrès permis par ces sources, l'état actuel de la recherche historique sur Pie XII laisse subsister le flou sur des pans entiers de son action. Il ne répond pas aux questions posées, dès 1963, par Rolf Hochuth dans sa pièce *Le Vicaire* – dont le film de Costa-Gavras est l'adaptation – et, l'année suivante, par Saül Friedlander dans son célèbre *Pie XII et le III<sup>e</sup> Reich* : pourquoi le pape, à peine élu, n'a-t-il pas dénoncé les crimes de guerre de Hitler ? Pourquoi est-il resté muet sur la mise en œuvre de la « solution finale », alors même qu'il était informé par les organisations juives, les milieux diplomatiques, les aumôneries militaires, ses propres attachés de nonciature en Slovaquie et à Berlin ?

Personne ne peut plus ignorer les centaines d'allocutions de Pie XII dénonçant le nationalisme, le totalitarisme, le mépris des engagements internationaux par le régime nazi. Ni les actions menées à l'initiative du Vatican et de ses représentations diplomatiques dans les pays occupés en vue de sauver des juifs. Personne ne peut non plus rester insensible aux risques de représailles qu'une protestation publique pontificale n'aurait pas manqué de provoquer.

Mais, tant que les archives sur le pontificat de Pie XII ne seront pas toutes librement accessibles, autrement dit tant que la transparence ne sera pas complète, il restera des doutes et des procès d'intention. Ceux-ci ne ruineront sans doute pas le rapprochement à l'œuvre entre juifs et chrétiens depuis la guerre, ni la crédibilité des actes récents de « repentance » de Jean Paul II. Mais ils ne servent pas la connaissance de cette période, notamment celle des jeunes générations, et n'en finissent pas de maintenir des ambiguïtés inutiles.

Henri Tincq

## Présidentielle PAR PLANTU



## Les intellectuels, la guerre et M. Bush

Suite de la première page

Ils n'en soutiennent pas moins « la décision de notre gouvernement et de notre société d'utiliser contre [les terroristes] la force armée ». C'est dans cette optique que le texte reprend les arguments en faveur de la « guerre juste » dont un des théoriciens modernes, Michael Walzer, est signataire de la *Lettre*.

Notre propos n'est pas ici de discuter les justifications morales de la guerre contre le terrorisme mais de rappeler en quoi ce texte, en dépassant l'horizon de la politique présente, reflète une tendance profonde de la conception américaine des relations internationales. Une tendance qui réunit deux catégories d'Américains, les « wilsoniens », internationalistes démocrates héritiers du président Woodrow Wilson, tels Jimmy Carter et dans une certaine mesure Bill Clinton, et ceux que Henry Kissinger appelait, pour les critiquer, les néoconservateurs, autrement dit les défenseurs de principes universels et les hérauts des valeurs morales non moins universelles.

Parce qu'elle a forgé son identité sur la base des valeurs humaines universelles, la nation américaine est elle-même une « nation universelle ». Non seulement tout

le monde en principe peut devenir américain, ainsi que l'écrivent les signataires de la *Lettre*, mais les valeurs américaines ont vocation à se répandre dans le monde.

Les uns et les autres s'opposent aux isolationnistes des deux bords, ceux de gauche, qui pensent que les Etats-Unis ne sont pas dignes des valeurs qu'ils prétendent incarner, ceux de droite, qui jugent le monde extérieur trop mauvais pour accéder aux valeurs américaines. Une troisième école a marqué la diplomatie des Etats-Unis, l'école de la Realpolitik, et ce n'est pas par hasard qu'Henry Kissinger s'est opposé en même temps aux isolationnistes de droite comme de gauche et aux universalistes, démocrates ou conservateurs.

**« NATION BUILDING »**

Pour les « réalistes », la politique étrangère n'est pas envisagée comme une lutte entre le bien et le mal, entre le monde libre et le communisme au temps de la guerre froide, entre la civilisation et le terrorisme, aujourd'hui. L'homme d'Etat ne se meut pas dans des situations idéales où la vertu devrait l'emporter sur le vice ; il fait toujours des choix ambigus ; il doit chercher des issues incertaines ; il n'a pas à choisir entre des solutions morales et d'autres qui seraient immorales. Il doit se laisser guider par les intérêts nationaux, ce qui n'empêche pas ceux-ci d'être éventuellement soutenus par des valeurs et des principes, mais pour le ramener en une formule,

ce qui importe en dernière analyse, ce sont les intérêts américains, pas les droits de l'homme.

Dans une administration où coexistent comme toujours plusieurs écoles de pensée, George Bush semble se rattacher plutôt à la tendance réaliste, même s'il masque ce pragmatisme par un discours aux accents religieux. Déjà avant le 11 septembre, il avait bien fait comprendre que, contrairement à son prédécesseur, il ne s'intéresserait guère au « nation building » dans les pays en crise et ne laisserait pas les forces américaines s'empêtrer dans des conflits où elles n'avaient rien à gagner. Il avait souligné qu'il entendait réorienter la diplomatie des Etats-Unis dans une direction plus simple : la défense des intérêts américains. Comme l'écrivait Donald Rumsfeld, dans un rapport rédigé avant d'arriver au Pentagone, la politique de défense américaine doit viser à « protéger les intérêts et les investissements américains » à une époque où « le fossé s'élargit entre les possédants et ceux qui n'ont rien ».

Depuis le 11 septembre, la lutte nécessaire contre le terrorisme est aussi utilisée pour des objectifs strictement américains où les « valeurs universelles » ne sont pas la première préoccupation. « L'axe du Mal », dont a parlé le président dans son discours sur l'état de l'Union, est constitué par des régimes qui déplaisent ou s'opposent à la politique américaine dans leur région, et pas seulement à cause de leur attitude envers le terrorisme. Si ce dernier

critère était le seul déterminant, la liste devrait être plus longue et comporter aussi des pays qui ont longtemps passé pour des amis des Etats-Unis.

Dans la définition de ceux « qui sont contre nous », George Bush est allé plus loin dans une intervention faite fin janvier, au cours d'un déplacement électoral à Daytona Beach en Floride. « Si vous êtes un de ces pays qui développent des armes de destruction massive, et que vous êtes prêt à vous allier à un groupe terroriste ou que vous soutenez actuellement le terrorisme, ou si vous ne partagez pas les valeurs qui nous sont chères, alors, vous aussi, vous êtes sous surveillance. » En en appelant aux valeurs, le président a réintroduit une dimension messianique qui fait écho aux principes universels, soulignés dans la *Lettre d'Amérique*. Comme si la défense des intérêts nationaux devait toujours s'abriter derrière les valeurs supposées communes à toute l'humanité ; comme si celles-ci étaient destinées à couvrir toujours la première. Mais en écrivant que certains des signataires s'opposent, au moins en partie, à « une certaine politique américaine et occidentale », les soixante intellectuels brisent ce cercle fermé de l'autojustification. Il n'y a pas toujours adéquation parfaite entre affirmation des valeurs et défense des intérêts. C'est ce va-et-vient permanent entre les deux qui fait la richesse de la politique étrangère américaine... et son ambiguïté.

Daniel Vernet

Le Monde  
ÉDITORIAL

## Début de campagne

L'ANNONCE de la candidature de Lionel Jospin met fin à la phase de précampagne qui suscitait depuis quelques semaines un malaise certain. La course de lenteur qui s'était engagée entre le président de la République et le premier ministre donnait en effet l'impression que chacun des deux grands candidats avançait masqué. En refusant de se déclarer officiellement, l'un et l'autre laissent le terrain libre aux mille et une supputations sur la date probable de leur entrée en campagne. En même temps, la publication répétée de sondages contradictoires sur les intentions de vote des Français tenait lieu d'information principale sur ce moment essentiel de la vie publique qu'est l'élection présidentielle.

Seuls les « petits » candidats, à commencer par Jean-Pierre Chevènement, qui profitait, plus que les autres, du silence des « grands », faisaient entendre leur voix, avec des succès variables. Pour s'assurer une meilleure écoute, ils mettaient au défi le chef de l'Etat et son premier ministre d'entrer enfin en lice. Ceux-ci faisaient la sourde oreille. L'opinion, en attente de débats, s'impatientait. Il était temps d'en finir avec ces faux-semblants. Jacques Chirac et Lionel Jospin l'ont compris. Chacun à sa manière, ils ont, avec raison, précipité le mouvement.

Le président de la République a choisi de mettre en scène sa candidature dans une ville de province, « au milieu des Français », afin de faire valoir son ancrage dans la France profonde. Le chef du gouvernement a opté pour une méthode

moins solennelle, celle d'une lettre transmise à l'agence France-Presse. L'un et l'autre ont ensuite fait appel au relais de la télévision, le premier sur TF1, chaîne privée qui lui assurait la plus grande audience, le second sur France 2, chaîne publique qui correspondait le mieux à son état d'esprit. Cette bataille de symboles est légitime. Mais à condition qu'elle se double d'une bataille d'idées. Les deux candidats ont commencé à esquisser les thèmes de leurs futurs affrontements. Ils les préciseront dans les semaines qui viennent, détailleront leurs propositions, les confronteront à celles de leurs concurrents, ceux qui sont partis plus tôt en campagne et auxquels les sondages accordent moins de chances. Il est important, au nom de la démocratie, que les Français puissent débattre, dans la clarté, des grands choix qui détermineront l'avenir de leur pays.

De ce point de vue, les cinq engagements pris par Lionel Jospin en faveur d'une France « active », « sûre », « juste », « moderne » et « forte » offrent le cadre d'une vraie discussion. La multiplicité des candidatures, qui représentent la plupart des courants de pensée politiques en France, garantit la diversité des options présentées aux électeurs. Même si Jacques Chirac et Lionel Jospin ont sans doute des chances de se retrouver face à face au second tour, comme en 1995, ils devront tenir compte des idées qui se seront exprimées avant le premier. Ce sera la meilleure manière de vaincre « l'éloignement de beaucoup à l'égard de la politique » constaté par le premier ministre dans sa lettre.

## Le Monde

Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani  
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux.

Directeurs généraux adjoints : Edwy Plenel, René Gabriel  
Secrétaire général du directoire : Pierre-Yves Romain

## Directeur de la rédaction : Edwy Plenel

Directeurs adjoints : Thomas Ferençzi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomet  
Secrétaire général : Olivier Biffaud ; déléguée générale : Claire Blandin  
Directeur artistique : François Lichon

Chef d'édition : Christian Massol ; chef de production : Jean-Marc Houssard  
Rédacteur en chef technique : Eric Azan ; directeur informatique : José Bolufer

## Rédaction en chef centrale :

Alain Deboue, Eric Fottorino, Alain Frachon, Laurent Greilsamer, Michel Kajman, Eric Le Boucher, Bertrand Le Gendre

## Rédaction en chef :

François Bonnet (International) ; Anne-Line Roccati (France) ;  
Anne Chemin (Société) ; Jean-Louis Andréani (Régions) ; Laurent Mauduit (Entreprises) ;  
Jacques Buob (Aujourd'hui) ; Franck Nouchi (Culture) ;  
Josyane Savigneau (Le Monde des Livres) ; Serge Marti (Le Monde Economie)

## Médiateur : Robert Solé

Directrice des projets éditoriaux : Dominique Roynette  
Directeur exécutif : Eric Pialoux ; directrice de la coordination des publications : Anne Chaussebourg  
Directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),  
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la Société Editrice du Monde (SAS)

Durée de la société : quatre-vingt dix-neuf ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 145 473 550 €. Actionnaires directs et indirects : Le Monde SA, Le Monde et Partenaires Associés, Société des Rédacteurs du Monde, Société des Cadres du Monde, Société des Employés du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Association Hubert-Beuve-Méry, Société des Lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Europe, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude-Bernard Participations, Société des Personnels du Monde.

www.lemonde.fr édité par Le Monde Interactif.

Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani. Directeur général : Bruno Patino

**Le Monde**  
DOSSIERS & DOCUMENTS

Documentalistes et professeurs d'histoire

Ne manquez pas le numéro de mars sur :  
**LA GUERRE D'ALGÉRIE**

- Dossier exceptionnel sur une page d'histoire douloureuse
- Articles, reportages et analyses du Monde de l'époque

**OFFRE SPÉCIALE ENSEIGNANT !**  
Pour tout renseignement : hamalian@lemonde.fr  
Tél. : 01 42 17 33 29

Le Monde est édité par la Société Editrice du Monde (SAS). La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437  
ISSN 0395-2037

Imprimerie du Monde  
12, rue Maurice-Gunschou  
94852 Ivry cedex



**Le Monde**  
Président-directeur général : Dominique Alduy  
Directeur général : Stéphane Corre  
21 bis, rue Claude-Bernard - BP218  
75226 PARIS CEDEX 05  
Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

PRINTED IN FRANCE



# ENTREPRISES

## TÉLÉCOMMUNICATIONS

France Télécom connaît d'importantes difficultés avec l'entreprise allemande Mobilcom, dont il détient 28,5 % du capital. Ce **DIFFÉREND** inquiète les observateurs et les marchés financiers, qui relèvent

que l'opérateur historique français est très **LOURDEMENT ENDETTÉ**. Les comptes de l'entreprise seront publiés le 21 mars, mais il semble que sa dette atteigne 65 milliards d'euros. Cet endettement écorne

l'image de l'entreprise qui, pourtant, devrait afficher un **BON RÉSULTAT OPÉRATIONNEL**. L'action France Telecom ne vaut pas davantage que lors de l'introduction en Bourse de l'opérateur. Mobilcom n'était

pas le partenaire idéal pour France Télécom en Allemagne. Mais, après l'échec de son alliance avec Deutsche Telekom et sa tentative infructueuse de racheter E plus, le français n'avait guère le choix.

## France Télécom ébranlé par ses difficultés en Allemagne

L'opérateur téléphonique a un important différend avec l'allemand Mobilcom, dont il détient 28,5 % du capital. La dette du groupe français, qui atteint 65 milliards d'euros, pourrait dépasser ce seuil déjà jugé critique à cause de ses difficultés. L'action a chuté à son niveau d'introduction

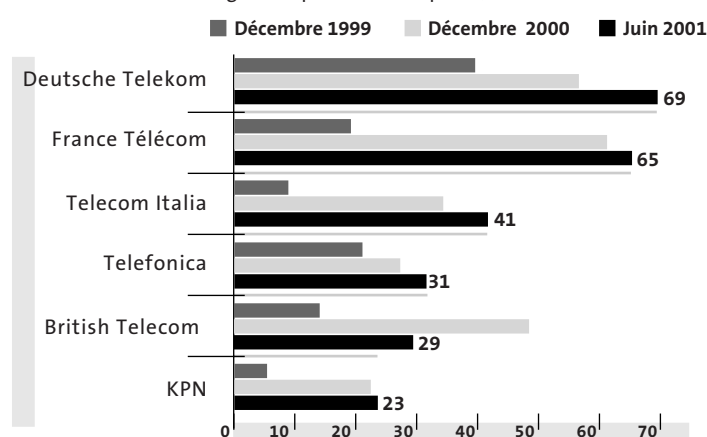
**LE CONSEIL** d'administration de Mobilcom convoqué mercredi 20 février a été houleux. Débuté à 16 heures, avec deux heures de retard, il s'est achevé vers 1 heure du matin. Le psychodrame qui oppose Gerhard Schmid, le fondateur de l'opérateur allemand, et son actionnaire minoritaire, France Télécom, s'est poursuivi.

Premier point d'achoppement : le plan d'affaires de Gerhard Schmid qui envisage d'investir près de 11 milliards d'euros dans son projet de téléphonie mobile UMTS, un investissement jugé irréaliste par l'opérateur français qui souhaiterait se contenter du minimum requis pour de pas perdre la licence UMTS et reporter de 18 à 24 mois le déploiement du réseau.

Deuxième sujet d'affrontement : la divergence d'interprétation sur le pacte d'actionnaire qui lie France Télécom et Mobilcom. Quand l'un affirme que son soutien financier est conditionné à l'approbation du plan d'affaires, l'autre, en l'occurrence Gerhard Schmid, rétorque que ce soutien est inconditionnel. Enfin, l'entrée au capital de Mobilcom de la femme de Gerhard Schmid par le biais de la société Millennium alimente également le différend. France Télécom a décidé de se saisir de cette opération, qu'elle juge douteuse, pour tenter de sortir du piège Mobilcom. Elle a saisi le conseil d'administration et a obtenu la nomination d'un expert indépendant pour déterminer si cet achat de 5 % du capital, évalué à 70 millions d'euros, a été ou non

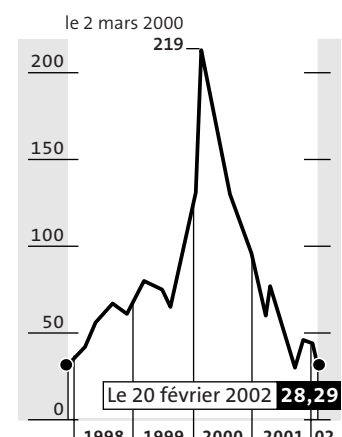
### LA DETTE ENFLE À PARTIR DE L'ANNÉE 2000

Évolution de la dette des grands opérateurs européens, en milliards d'euros



Source : Standard & Poor's

Cours de Bourse de France Télécom



Source : Bloomberg

financé par Mobilcom. Gerhard Schmid se dit prêt à ce que la part de son épouse serve pour financer un plan de stock-options.

Malgré cette pression d'ordre juridique, Gerhard Schmid n'a pas voulu admettre l'interprétation que fait France Télécom de leur pacte d'actionnaire. Le prochain acte est fixé au 7 mars. Le conseil d'administration se réunira pour examiner le rapport de l'expert. Si le délit est avéré, l'opérateur France Télécom pourrait demander la démission de Gerhard Schmid et, s'il ne l'obtient pas, demander la convocation d'une assemblée générale des actionnaires. L'objectif est de convaincre le fondateur de Mobilcom d'admettre l'interpréta-

tion du pacte d'actionnaire souhaitée par France Télécom. S'il ne se rallie pas à ses vues, France Télécom pourrait alors porter l'affaire devant les tribunaux allemands.

L'affaire Mobilcom pèse de tout son poids sur les titres France Télécom et Orange, qui ont plongé de près de 36 % chacun depuis le début de l'année. Le titre France Télécom frôle son plus bas niveau, et flirte avec son cours d'introduction de l'année. Mais si l'affaire Mobilcom a pris une telle ampleur, ce n'est pas tant à cause de l'affaire elle-même, que de l'impact qu'elle pourrait avoir sur l'endettement de l'opérateur historique. Car la véritable indérégulation porte aujourd'hui sur la dette colossale qu'a accumulée

la vision pessimiste table sur une dette stable.

Depuis, France Télécom s'est engagé dans un plan de cessions. En 2001, l'opérateur historique a tour à tour cédé ses participations dans la société informatique Sema, dans le fabricant de composants ST Microelectronics, a vendu la majeure partie de son immobilier, et introduit non sans mal sa filiale de téléphonie mobile Orange en Bourse. Mais, Olivier de Combarieu, de l'agence de notation Fitch, considère lui aussi, que la dette n'a pas décliné pour autant : « En parallèle, France Télécom a consolidé d'autres dettes, comme celle d'Equant ou de Wind par exemple. » Il reconnaît cependant « que l'endettement consolidé est moins fragile, et que le risque de liquidités s'est amenuisé ».

### MARGE DE MANŒUVRE

« France Télécom est un des cas les plus difficiles parmi les grands opérateurs européens », souligne toutefois M. Deslondes. La marge de manœuvre de l'opérateur est étroite. Le moindre dérapage est immédiatement sanctionné. A ce titre, l'inconnue que représentait l'investissement dans l'opérateur allemand Mobilcom, s'est transformé en véritable Epée de Damoclès sur la tête de France Télécom. L'agence de notation Standard & Poor's, n'a pas manqué de souligner qu'elle pourrait dégrader la note attribuée à l'opérateur français, s'il se trouvait dans l'obligation de consolider la dette de son

L. GI

## Les désillusions du français outre-Rhin

**TOUT** a commencé par des fiançailles forcées. Alors que leurs gouvernements respectifs cultivaient l'axe franco-allemand, France Télécom et son homologue d'outre-Rhin, Deutsche Telekom, qui se préparaient l'une et l'autre à l'ouverture de leur capital et à leur changement de statut, furent conviés à un échange de participation croisée entre les deux sociétés.

Bien que ne s'étant pas choisis, les deux partenaires lancèrent quelques initiatives communes et surtout instaurèrent un pacte de non-agression sur leur territoire respectif. A telle enseigne que France Télécom céda ses activités en Allemagne. Cette cohabitation sans passion prit fin soudainement, lorsque Deutsche Telekom, sans prévenir son partenaire, se lança, en avril 1999, à l'assaut de Telecom Italia. L'opération échoua mais le divorce était consommé. Cette rupture bouscula le français, qui voulut très vite rebâtir sa stratégie à l'international. Michel Bon, PDG de l'opérateur, en dessina les grandes lignes : concentrer France Télé-

com sur le marché européen et en faire un acteur de poids sur cette zone géographique. Pour cela, il fallait palier son absence du marché allemand. L'objectif étant de s'implanter sur le segment le plus prometteur, celui de la téléphonie mobile.

### RETOURNEMENT DE SITUATION

France Télécom sélectionna sa proie et se lança à l'assaut du troisième opérateur de téléphonie mobile allemand, E-Plus. Il signa une première victoire, en s'arrogeant une part du capital. L'affaire semblait entendue. Las. L'opérateur néerlandais KPN surgit alors et décrocha E-Plus à la barbe du groupe français, en décembre 1999. Cette déconvenue prit de court France Télécom. Il ne restait guère de choix pour s'implanter en Allemagne. Mobilcom, un nouvel entrant qui commercialisait des services de téléphonie mobile et fixe, profitant d'un contexte réglementaire favorable, fut le partenaire par défaut. Cette société, créée par Gerhard Schmid, à Búdelsdorf, dans le nord de

l'Allemagne, était devenue une star du Neuer Markt, le marché boursier allemand. Simple revendeur de services de télécommunications, mais dotée d'un marketing efficace, elle bénéficiait d'une valorisation exceptionnelle. Peu enclin à céder le contrôle de son entreprise, M. Schmid, laissa à France Télécom un rôle d'actionnaire minoritaire à hauteur de 28,5 %, moyennant la somme de 3,7 milliards d'euros. Le groupe français a une option d'achat sur les titres de Mobilcom à partir de 2003, et M. Schmid peut forcer son partenaire à lui racheter ses titres en cas de désaccord.

A la suite des enchères sur les nouvelles licences de téléphonie mobile - UMTS -, Mobilcom, l'un des six gagnants, a déboursé 8 milliards d'euros pour décrocher le fameux sésame et il s'est engagé sur des plans d'investissements massifs. Le choix, par défaut, de ce partenaire, s'est transformé en investissement à risque pour France Télécom.

L. GI

## La très douloureuse opération-vérité du groupe public sur ses comptes

**A UN MOIS** de la présentation des résultats annuels de France Télécom, et alors que la campagne présidentielle a commencé, la polémique enfle autour des comptes du

### ANALYSE

### Bloqué par l'interdiction de diluer la participation de l'Etat, l'opérateur s'est lourdement endetté

groupe dirigé par Michel Bon. Le dossier prend une tournure politique alors que Bercy et M. Bon s'interrogent sur l'opportunité et la façon de présenter ce qui devraient être les premières pertes historiques du groupe. Après les 5 milliards d'euros de perte affichées par Alcatel, France Télécom pourrait en effet à son tour dévoiler des résultats négatifs de plusieurs milliards

d'euros sur l'exercice fiscal 2001. Et l'endettement du groupe approcherait les 70 milliards d'euros.

« C'est plutôt l'effet psychologique de l'annonce qui est important », affirme un banquier. France Télécom ne serait pas le premier opérateur à voir ses comptes virer au rouge. Des sociétés comme le britannique Vodafone ou l'allemand Deutsche Telekom ont déjà inscrit dans leur compte des dépréciations d'actifs massives. Mais l'exercice, qui pourrait se justifier par ces précédents, est délicat car il oblige le groupe à une opération-vérité sur ses acquisitions effectuées en pleine bulle spéculative.

Entre 1999 et 2000, la société s'est lancée dans une politique de croissance externe agressive, cautionnée par son ambition d'être un acteur de stature européenne. France Télécom a donc parfois jeté son dévolu sur des proies de second ordre pour entrer coûte que coûte sur des marchés d'où il se sentait absent. C'est ainsi que

France Télécom est entré au capital du câble-opérateur britannique NTL, et de l'allemand Mobilcom. Ce sont aujourd'hui ces deux acquisitions que, selon nos informations, France Télécom s'apprête à déprécier massivement dans les résultats 2001. La participation de l'opérateur français dans NTL, qui lui a coûté 8 milliards d'euros, ne vaudrait plus que 1 milliard. Et son investissement de plus de 4 milliards d'euros dans Mobilcom n'aurait aujourd'hui pratiquement aucune valeur, avec des dettes approchant les 5 milliards d'euros.

### TIRELIRE CASSÉE

C'est en mai 2000 que M. Bon signe son plus gros chèque, de 43,2 milliards d'euros, pour prendre pied sur le marché britannique de la téléphonie mobile. Pour mettre la main sur Orange, France Télécom casse sa tirelire. Contrairement à ses concurrents qui se contentent souvent d'émettre des actions pour racheter leur proie, France Télécom, bloquée par l'interdiction qui lui est faite de diluer la participation de l'Etat, s'endette massivement. Aujourd'hui l'entreprise refuse de dévaloriser cette acquisition dans ses comptes. Pour souligner l'importance stratégique de cet investissement, France Télécom n'a pas hésité à repeindre toutes ses filiales de téléphonie mobile aux couleurs du britannique Orange.

Pour éviter d'afficher un résultat encore plus négatif, France Télécom affirme qu'Orange recèle un potentiel de valorisation. De fait, Orange est bel et bien le numéro deux européen de la téléphonie mobile en Europe, derrière le britannique Vodafone. Force est pourtant de constater que l'entreprise ne vaut plus le prix payé. Orange est valorisé environ 30 milliards d'euros en Bourse, contre plus de 40 milliards lors de son acquisition... alors même que son périmètre a été considérablement élargi avec l'apport des autres filiales mobiles de France Télécom, dont les quinze millions d'abonnés français de l'extinérés.

Laurence Girard et Christophe Jakubyszyn

## Polémique autour de Gerhard Schmid, un pionnier devenu milliardaire

Le PDG de Mobilcom a été le plus agressif vis-à-vis de l'ancien monopole public, Deutsche Telekom

### FRANCFORT

de notre correspondant

Gerhard Schmid reste une figure du monde des télécommunications allemandes. A bientôt 50 ans,

### ■ PORTRAIT

### Cet ancien entraîneur de hockey sur glace a beaucoup à perdre avec l'opérateur français

cet homme énergique est un de ceux, sinon celui, qui ont le mieux su tirer leur épingle du jeu de l'ouverture du marché. En créant Mobilcom en 1991, cet ancien entraîneur de hockey sur glace ne pesait pourtant pas bien lourd face aux fonctionnaires du monopole d'Etat, Deutsche Telekom. Il

n'a jamais disposé des moyens mis en œuvre par les grands noms de l'industrie, qui ont tenté, au milieu des années 1990, de se diversifier sur le marché des télécommunications jugé prometteur. Les Thyssen, RWE, Veba, et autres Viag ont dépensé des fortunes avant de jeter l'éponge, et Mannesmann est passé contre son gré sous la coupe du britannique Vodafone.

Seul contre tous, le pionnier Gerhard Schmid s'est hissé aux premiers rangs des opérateurs de télécommunications mobiles. Dépourvu de réseau, Mobilcom, 5 700 salariés aujourd'hui, est spécialisé dans la fourniture de services. Alors que les opérateurs les plus puissants - quatre groupes disposent en Allemagne de licences GSM - s'acharnaient à mettre en place leurs équipements, Mobilcom a su tirer le meilleur de la concurrence entre les différentes infrastructures. Marketing agressif,

guerre des prix, « M. Schmid a souvent proposé des produits et des concepts inédits », constate Wolfgang Specht, analyste télécom à la DG Bank. Mobilcom s'est diversifié à temps dans Internet et la téléphonie fixe.

Ancien cadre dirigeant du loueur de voiture Sixt, M. Schmid dispose d'une solide expérience commerciale. « C'est un patron qui sait sentir les tendances du marché, mais il est un partenaire redoutable sur le plan des affaires », dit un expert. Les campagnes publicitaires de Mobilcom ont souvent piqué au vif l'ancien monopole.

### INNOVATIONS SOCIALES

A l'affût de nouvelles sources de financement, M. Schmid a été le premier entrepreneur allemand à lancer son poulailler sur le Neuer Markt, le marché des valeurs technologiques de la Bourse de Francfort, en mars 1997. Au plus fort de

l'euphorie boursière, voici plus de deux ans, les hommes politiques, le chancelier Gerhard Schröder en tête, n'hésitaient pas à s'afficher aux côtés de ce dirigeant hors norme. Stock options, rémunérations largement dépendantes des résultats, ce dernier a innové sur le plan social : afin de lutter contre une pratique très répandue en Allemagne, Mobilcom verse une prime mensuelle aux salariés qui s'abstiennent de prendre des jours de congé maladie...

Pendant l'été 2000, l'achat d'une des six licences UMTS pour 8 milliards d'euros permet à M. Schmid d'entrer dans la cour des grands, avec un projet qui lui tient à cœur : construire, enfin, son propre réseau. C'est pour tenir cet objectif qu'il a accepté le soutien de France Télécom.

Classé par le mensuel *Manager Magazin* parmi les 100 plus grosses fortunes allemandes, M. Schmid a

désormais beaucoup à perdre dans son bras de fer avec le groupe français. Il soupçonne France Télécom, qui pourra lui racheter ses 42 % du capital à partir de 2003, de vouloir peser sur le cours pour ne pas trop dépenser le moment venu.

Philippe Ricard

Chaque lundi avec

Le Monde  
DATÉ MARDI

retrouvez

LE MONDE  
ECONOMIE



## Pour le PDG Lindsay Owen-Jones, la croissance exceptionnelle de L'Oréal « n'a rien d'automatique »

Pour la dix-septième année d'affilée, les bénéficiaires du numéro un mondial des cosmétiques connaissent une progression à deux chiffres

**IL ARRIVE** que l'exceptionnel devienne banal. Pour la dix-septième année d'affilée, L'Oréal a annoncé, jeudi 21 février, une progression à deux chiffres de ses profits. Alors que le chiffre d'affaires progresse de 8,4 %, à 13,7 milliards d'euros, le profit net opérationnel atteint 1,23 milliard, en hausse de 19,6 %.

« Nous avons encore réussi à surprendre agréablement les analystes financiers, se réjouit Lindsay Owen-Jones, le PDG. C'est quand les temps sont durs qu'ils redécouvrent à quel point le parcours de notre groupe est extraordinaire. » De fait, un tel sans-fautes est unique dans l'industrie des produits de grande consommation, où la concurrence est vive et la croissance plafonnée à 5 % par an. Depuis l'arrivée de Lindsay Owen-Jones à sa tête, en 1988, les ventes du numéro un mondial des cosmétiques ont plus que triplé et son bénéfice net plus que sextuplé, battant chaque année le record de la précédente. Comme si une formule 1 remportait tous les grands prix, sans jamais d'accident, quelle que soit la qualité des voitures adverses, les conditions de la piste et de la météo. On applaudit une telle performance... mais le championnat devient ennuyeux.

C'est bien l'attitude des investisseurs, qui, d'un côté, célèbrent « l'exceptionnelle régularité » et « l'excellente visibilité » de la société et ont multiplié le prix de l'action par plus de 22 depuis 1988, mais qui, d'un autre côté, considèrent maintenant cette performance comme un dû, à l'affût même du moindre faux pas. Lindsay Owen-Jones s'agace de cette idée que le moteur tournerait tout seul, fiable et à plein régime. « Notre croissance n'a rien d'automatique, et, chaque année, c'est un combat acharné qui mobilise nos équipes pour atteindre nos objectifs. » Craindrait-il que les atouts du bolide ne masquent les mérites du pilote ? Le patron de L'Oréal, qui s'est tenu à l'écart des effets de mode boursiers (des acquisitions spectaculaires aux mirages de l'Internet), est moins médiatique qu'un Jean-Marie Messier ou un Bernard Arnault. Au capitalisme orgueilleux, il préfère un capitalisme laborieux privilégiant « le mariage d'une forte croissance interne et d'une amélioration graduelle des marges ».

Quand « OJ », comme on le surnomme dans le groupe, prend en main, il y a treize ans, le volant de la maison de Clichy (Hauts-de-Seine), l'entreprise égrenait déjà sa longue litanie de bons chiffres. M. Owen-Jones, entré dans la société en 1969, dès la fin de ses études

(Oxford et l'Insead), a su gérer la continuité. L'obsession de la croissance organique qui passe par le culte du produit était déjà ancrée. Et « OJ » donne l'exemple, s'émerveillant du succès du rouge Water Shine Diamond, « qui fait des lèvres plus pulpeuses aux Asiatiques, qui l'ont acheté à deux millions d'exemplaires en trois mois ».

Le groupe lance ainsi plusieurs centaines de nouveaux produits chaque année, innovant grâce à l'importance accordée à la recherche, qui représente plus de 3 % de son chiffre d'affaires (contre 2 % dans le secteur). Ces lancements sont appuyés par une publicité mas-



« Tous nos employés vont toucher une semaine de salaire pour avoir rempli les objectifs de l'année »  
LINDSAY OWEN-JONES

sive (environ 10 % du chiffre d'affaires), consacrée à décortiquer les effets du dernier gel pour cheveux ou mascara. Contrairement à Nike ou H & M, « devenues des sociétés de design et de marketing, nous sommes fiers d'être des fabricants, affirme Lindsay Owen-Jones. Par choix, 94 % de notre production est en interne pour en contrôler la qualité ».

Dans son obsession double de croissance propre et de rentabilité, « OJ » a pu aussi s'appuyer sur une forte culture managériale maison, qu'il a su pérenniser. Passion pour les produits, pression pour la productivité : l'affabilité réelle de M. Owen-Jones cache une véritable poigne de fer, au point d'être surnommé « le pitbull » par certains dirigeants. Le « loréalien » doit être, explique le PDG, en état de « saine inquiétude » permanente. En conséquence, il sait que l'évolution en interne est toujours privilégiée et qu'il sera récompensé financièrement de son engagement. « Nous avons mis en place en 2001 un nouveau plan d'intéressement mondial, détaille M. Owen-Jones. Tous nos employés vont toucher une semaine de salaire pour avoir rempli les objectifs de l'année. On passera d'une semaine à un mois d'ici trois ans et, j'espère, à deux mois d'ici dix ans. »

### MONDIALISATION EFFICACE

Mais là où ce Gallois de bientôt 56 ans a fait franchir à son groupe une étape stratégique cruciale, c'est dans sa mondialisation. Jeune, étranger, rêvant un temps de devenir ambassadeur, bon marin, Lindsay Owen-Jones a mis au point un plan d'internationalisa-

tion efficace et l'a appliqué à marche forcée. En 1988, 95 % des ventes provenaient de l'Europe de l'Ouest, contre 49 % aujourd'hui et 20 % pour l'Asie, l'Amérique latine et l'Europe de l'Est. Un vrai relais de croissance, puisque les ventes ont bondi de 26 % en Chine et de 47 % en Russie en 2001, contre une hausse de 4 % à 6 % en Europe de l'Ouest et aux Etats-Unis. Et la rentabilité dans ces pays, qui grimpe pour rattraper celle des marchés matures (9 %, contre 12 % à 15 %), assure la progression des bénéfices du groupe.

La martingale internationale d'« OJ » repose sur quatre principes. D'abord, « investir dans tous les pays pour diversifier les risques ». Ensuite, réaliser, « pour aller plus vite, quelques acquisitions ciblées à l'étranger, comme Jade en Allemagne et Maybelline aux Etats-Unis dans le maquillage grand public, les américains Soft Sheen et Carson dans les cosmétiques ethniques ou 35 % du japonais Shu Uemura ». Puis « chercher des économies d'échelle en distinguant une dizaine de marques à vocation mondiale : Lancôme, Biotherm, L'Oréal, Maybelline, Garnier... » Enfin « ne pas

relâcher l'effort sur nos territoires européen et américain, où il faut grignoter encore des parts de marché ».

Tout roule, donc, et pas la peine d'attendre la panne. Le géant agro-alimentaire suisse Nestlé l'a peut-être compris trop tard : actionnaire indirect à 26,5 % depuis 1974, s'emparer de L'Oréal lui coûterait aujourd'hui trop cher. Mais il peut se consoler au vu du rendement de plus de 35 % par an offert par le titre depuis cinq ans. Une performance qui fait le bonheur de tous les actionnaires, notamment la petite-fille du fondateur, Eugène Schueller, Liliane Bettencourt, avec ses 27,5 % du capital... et celui de Lindsay Owen-Jones, patron le mieux payé de France, moins grâce à son salaire (19 millions d'euros par an) qu'à ses stock-options (plus-value potentielle de 36 millions d'euros). De quoi envisager sa sortie avec une certaine sérénité : « Je compte bien avoir désigné un successeur avant d'avoir atteint 60 ans. Diriger une telle entreprise est un sport de compétition et il faut du sang neuf. »

Gaëlle Macke

## Philippe Jaffré rejoint le groupe Alstom et devient conseiller de Pierre Bilger

Il va quitter Zebank et Europ@web

**PHILIPPE JAFFRÉ** a été nommé, jeudi 21 février, conseiller du PDG d'Alstom, Pierre Bilger, avec effet immédiat. Il devient membre du comité exécutif du groupe, au sein duquel il sera chargé des questions financières. « Les positions de responsabilité que Philippe Jaffré a exercées dans la banque, l'industrie et le service public le qualifient particulièrement pour ce rôle », précise Alstom.

Avant d'être président du conseil de surveillance de Zebank, la banque Internet fondée par LVMH et Dexia, et rachetée fin janvier par le britannique Egg, il a été PDG d'Elf Aquitaine, jusqu'à l'OPA réussie de TotalFina en 1999. Auparavant, il avait été directeur général du Crédit agricole et avait commencé sa carrière au ministère de l'économie et des finances, où il a occupé plusieurs fonctions importantes, notamment à la direction du Trésor. M. Jaffré est par ailleurs actionnaire du site Internet stock-options, fr, qui fournit des informations et un palmarès sur les stock-options des principaux dirigeants français.

M. Jaffré devrait quitter ses fonctions au sein de Zebank d'ici à la

fin mars, après avoir aidé le nouvel actionnaire britannique à prendre possession de l'entreprise. Cet été, il devrait également abandonner ses fonctions de président d'Europ@web, la holding des entreprises de la nouvelle économie de Bernard Arnault, PDG de LVMH.

En revanche, M. Jaffré, 56 ans, dément que son entrée chez Alstom prélude à la succession de son PDG, M. Bilger, 61 ans. « Je suis persuadé que l'expérience de Philippe dans les domaines financier, industriel et international sera essentielle pour Alstom à un moment où la compagnie met en place une initiative majeure pour améliorer de façon significative sa performance opérationnelle et sa structure financière », commente M. Bilger.

A l'automne 1999, M. Jaffré avait été au cœur d'une polémique portant sur le montant de la prime et des stock-options dont il disposait, en quittant la présidence d'Elf, après l'OPA réussie de TotalFina. A l'époque, la polémique avait pris d'autant plus d'ampleur que les socialistes étaient divisés sur l'opportunité de baisser la fiscalité sur les stock-options.

## Revlon, le groupe de cosmétiques américain, en plein marasme

**SI LES RIVAUX** européens de L'Oréal – les allemands Wella et Beiersdorf (Nivea) et les français Clarins – font bonne figure, ses concurrents américains – Estée Lauder et Revlon – sont en mauvaise posture. Le déclin de Revlon (marques Revlon, Almay, Flex...) est même spectaculaire. Autrefois leader national sur son marché, le groupe de cosmétiques de masse n'a cessé de perdre du terrain face à L'Oréal (avec Maybelline) et Procter & Gamble (Cover Girl). Il cumule depuis trois ans recul des ventes, pertes et endettement massif, malgré un vaste plan de restructuration qui a abouti à la suppression de 50 % des capacités de production et de 13 % des effectifs.

Sur les neuf premiers mois de 2001, le chiffre d'affaires a encore baissé de 3,1 % (à 973 millions de dollars), pour une perte réduite de 15 % (à 44,9 millions). Le cours de l'action n'a cessé de chuter.

### BÉVUES DE MARKETING

Lassé, le principal actionnaire et président, le financier Ronald Perelman, a remplacé le directeur général Jeffrey Nugent par Jack Stahl, ancien de Coca-Cola. C'est le troisième en cinq ans. Jeffrey Nugent a pourtant fait un énorme travail pour parer au plus urgent, réduisant les coûts grâce à un grand ménage dans les gammes de pro-

duits et allégeant la dette par la vente d'actifs (dont la marque brésilienne Colorama à L'Oréal).

Mais il n'a pas réussi à enrayer la désaffection pour les produits : la part de marché de Revlon a chuté de 26 % à 22 % aux Etats-Unis en cinq ans. Et les bévues de marketing s'enchaînent. En 2000, Revlon s'était ainsi séparé de la top-model Cindy Crawford, ne voulant plus associer son image à des célébrités avant de tourner casaque en 2001 pour réembaucher des mannequins connus. En janvier, Ronald Perelman a brutalement retiré son contrat à l'agence de publicité du groupe, deux semaines après le lancement d'une vaste campagne de publicité dont le message ne lui paraissait pas assez accrocheur.

Jack Stahl a donc pour mission de revitaliser la marque. Il s'agit de remédier au manque d'innovation et de créativité dans la sortie des nouveaux produits et de dépoussiérer l'image d'une marque qui a mal vieilli. Un défi à la taille d'un homme qui fut pressenti comme numéro un de Coca-Cola et qui, à la tête de l'importante division Amérique du Nord pendant six ans, lui a fait connaître une croissance des ventes annuelle à deux chiffres et une progression de part de marché de 40 % à 45 %.

Ga. M.

### Résultats annuels 2001

## 3 métiers pour une stratégie gagnante

# Résultat net de 2,15 milliards d'euros

En 2001, le groupe Société Générale a dégagé un résultat net de 2,15 milliards d'euros pour un PNB de 13,9 milliards d'euros. Obtenus lors d'une année marquée par le ralentissement économique et la faiblesse des marchés actions, ces chiffres démontrent la pertinence des choix stratégiques du Groupe.

La Société Générale est un des groupes financiers les plus importants de la zone euro. Elle est la seule banque française à figurer dans les quatre principaux indices internationaux de développement durable. Avec plus de 85 000 personnes dans le monde, les activités du Groupe se répartissent sur trois grands métiers.

**La banque de détail** compte 13,4 millions de clients en France et à l'international.

**La gestion d'actifs.** Avec 298 milliards d'euros d'actifs gérés, le Groupe se situe au 3<sup>e</sup> rang bancaire de la zone euro.

**La banque de financement et d'investissement SG** est le n°4 de la zone euro par son produit net bancaire.

**4<sup>e</sup> trimestre 2001**

Les excellentes performances de la banque de détail et les acquisitions réalisées ont accéléré la croissance du Groupe. Le PNB est en progression de 6,7 % par rapport au quatrième trimestre 2000. Le résultat brut d'exploitation a enregistré une hausse de 12,4 %.

**Résultat Net d'Exploitation (M EUR)**

**Fonds Propres (M EUR)**

La solidité financière et les perspectives de croissance du Groupe ont conduit le Conseil d'Administration à proposer le maintien du dividende à 2,20 euros par action.

Relations actionnaires individuels

Numéro vert : 0 800 850 820

Informations Groupe : [www.socgen.com](http://www.socgen.com)

**GROUPE**

BANQUE DE DÉTAIL • GESTION D'ACTIFS • BANQUE DE FINANCEMENT ET D'INVESTISSEMENT



## DaimlerChrysler enregistre une nouvelle perte et Volkswagen des résultats records

Les deux principaux constructeurs automobiles allemands ont présenté leurs résultats pour 2001. Seul point commun : leurs doutes concernant l'ampleur de la reprise américaine

### STUTT GART

de notre envoyé spécial

Les jours se suivent et ne se ressemblent pas pour les deux principaux constructeurs automobiles allemands. Mercredi 20 février, Jürgen Schrempp, président du directoire de DaimlerChrysler, a une nouvelle fois dû défendre sa stratégie, après une année 2001 des plus difficiles : le groupe a enregistré une perte opérationnelle de 1,3 milliard d'euros, y compris les charges exceptionnelles, essentiellement du fait des difficultés de sa filiale américaine, Chrysler. La veille, au contraire, Volkswagen avait communiqué des résultats records, qui viennent couronner le règne de Ferdinand Piëch. Ce dernier doit passer la main début avril, tandis que son homologue de DaimlerChrysler appelle ses actionnaires à faire preuve de patience.

Du côté du groupe germano-américain, les problèmes se sont accumulés en 2001. Le redressement de Chrysler, lancé voilà un an, est compliqué. Les pertes opérationnelles de la marque américaine ont atteint 2,1 milliards d'euros, auxquelles s'ajoutent 3,1 milliards de coûts de restructuration. Après avoir licencié plus de 16 000 personnes, Chrysler a été handicapé par la récession aux Etats-Unis. Le succès de la stratégie planétaire de M. Schrempp est encore loin. Les synergies imaginées avec le japonais Mitsubishi, dont DaimlerChrysler détient 37,3 % du capital, sont longues à se mettre en place. Mercedes, qui continue d'enregistrer des performances étincelantes, ne parvient pas à compenser les problèmes des autres divisions. Outre Chrysler, les activités poids lourds sont à la peine, notamment la filiale Freightliner, aux Etats-Unis. La maison mère a donc confirmé l'avertissement sur résultat émis voilà quelques semaines. Néanmoins, Jürgen Schrempp a cherché à couper court aux spéculations sur une éventuelle cession de Chrysler, quatre ans

après la fusion des deux groupes. « Notre stratégie mise sur une présence globale (...), Chrysler est une pierre importante », a-t-il lancé.

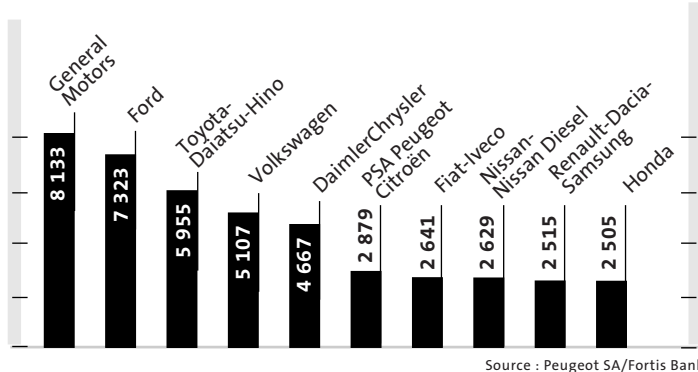
Volkswagen n'a pas ce genre de problèmes. Malgré des ventes en stagnation, la multinationale a augmenté son chiffre d'affaires et ses profits en 2001. A 4,4 milliards d'euros, le bénéfice avant impôts a fortement progressé. Les quatre pôles du premier constructeur européen (Volkswagen, Audi, Skoda et Seat) se complètent. Les modèles haut de gamme, réunis sous la marque Audi, ont connu de très bonnes ventes. La politique de plates-formes communes à plusieurs modèles mise en place ces dernières années tourne à plein régime. M. Piëch n'a certes pas atteint l'objectif de rentabilité qu'il s'était fixé (6,5 % sur le chiffre d'affaires), mais il peut partir à la tête haute. Volkswagen a conforté sa place de numéro un européen.

### PRUDENCE POUR 2002

Les deux constructeurs ont pourtant un point commun : leur grande prudence pour 2002. Contrairement aux habitudes, Volkswagen a refusé de donner le moindre pronostic pour l'exercice en cours. La tâche s'annonce délicate pour le successeur de M. Piëch, Bernd Pischetsrieder, ancien numéro un

### LES DEUX ALLEMANDS PARMIS LES CINQ PREMIERS MONDIAUX

Production des constructeurs au niveau mondial, tous véhicules confondus  
En milliers d'unités, pour l'année 2000



de BMW. Du fait du ralentissement de la conjoncture locale, le marché allemand reste mal orienté en 2002. Volkswagen a déjà perdu des parts de marché en 2001 sur son marché domestique. La crise argentine, les doutes concernant l'ampleur de la reprise américaine, notamment, incitent l'entreprise de Basse-Saxe à rester sur ses gardes.

DaimlerChrysler promet quant à lui de doubler ses profits opérationnels, hors éléments exceptionnels, pour les faire passer à au moins 2,6 milliards d'euros. Mais Jürgen Schrempp et ses collègues ont réfu-

sé d'en dire davantage. Ils reportent juste à « plus tard » les objectifs fixés voilà un an, et veulent tout faire pour que Chrysler atteigne l'équilibre dès cette année ; 3 500 emplois supplémentaires doivent être supprimés. Le redressement rapide de la division américaine laisse les experts perplexes. « Personne ne peut dire quelle sera l'évolution de la conjoncture », a d'ailleurs répété M. Schrempp, en reconnaissant que « 2002 ne sera pas une année facile ».

Ph. Ri.

## Une plainte de Bruxelles contre Philip Morris a été rejetée par un juge de New York

### BRUXELLES

de notre bureau européen

Dans la guerre de longue haleine que mène l'Union européenne contre les géants du tabac américains, ceux-ci viennent de remporter une victoire. Un juge fédéral d'un tribunal de New York a rejeté, mardi 19 février, deux plaintes déposées, l'une par l'Union européenne et dix Etats membres,

l'autre par la Colombie, contre le numéro un mondial du tabac, Philip Morris. Les Européens estiment que ce groupe ainsi que d'autres cigarettiers américains ne se contentent pas de fermer les yeux sur la contrebande de cigarettes, mais l'organisent, via des intermédiaires, ce qui représente un manque à gagner en termes de droits de douane ou de recettes de TVA non

perçus, estimés par la Commission à « plusieurs centaines de millions d'euros par an ».

Pour débouter les plaignants, le juge américain s'est fondé sur la loi du *revenu rule*, qui stipule que des gouvernements étrangers ne peuvent pas demander à des tribunaux américains de faire appliquer à leur place leurs propres dispositions fiscales et collecter leurs impôts. En un mot, la justice américaine ne peut pas faire appliquer une loi étrangère. Le juge s'est appuyé sur un précédent - à l'automne 2001, le gouvernement canadien avait été débouté pour une plainte similaire -, mais ne s'est pas prononcé sur le fond. La Commission tire même quelque satisfaction du fait que le magistrat de New York donne en quelque sorte la marche à suivre pour poursuivre l'action judiciaire.

### À « REFORMULER »

Il précise que son arrêt n'empêche nullement les Européens et la Colombie de « reformuler leur plainte » en se fondant cette fois sur l'« atteinte aux droits du public » que représente le blanchiment des capitaux issus de ces opérations de contrebande, ce que l'Union européenne a l'intention de faire. La plainte sur laquelle le tribunal new-yorkais vient de statuer avait été réintroduite le 6 août, après que la US Court District de New York eut rejeté une première plainte, pour des « raisons techniques ». L'obstination de l'Union européenne se comprend, vu l'importance des sommes en jeu. Les statistiques pour mesurer l'ampleur de ce trafic - effectué principalement par transport routier, avec une « cargaison de couverture » - ne sont pas récentes.

L'Office mondial des douanes (OMD) a cependant publié une étude qui donne des chiffres portant sur l'année 1999. Il cite notamment un rapport de la Banque mondiale montrant que le nombre de cigarettes écoulées sur le marché noir atteignait 355 milliards, soit le tiers du volume des exportations. Une autre étude de 1997, du Parlement européen, conclut que le trafic de cigarettes au sein de l'Union européenne porte sur environ 60 milliards de cigarettes par an. « On peut estimer les pertes des administrations financières nationales des Etats membres à plus de 4,3 milliards d'euros chaque année », indique l'OMD, qui ajoute : « En ce qui concerne l'ensemble de l'Europe, nous estimons que la contrebande de cigarettes porte sur un total de 7 milliards de cigarettes. »

Laurent Zecchini

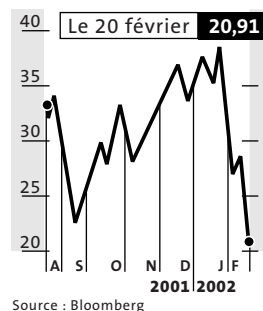
## Computer Associates soupçonné d'enfreindre les règles comptables

L'ÉDITEUR DE LOGICIELS Computer Associates s'est retrouvé dans le collimateur de la presse et des boursiers, mercredi 20 février à la Bourse de New-York. Selon le *New York Times* et *Newsday*, les procureurs fédéraux de New York ont ouvert une enquête préliminaire sur un éventuel gonflement artificiel de ses résultats financiers.

Selon le quotidien *Newsday*, le FBI et le parquet de Brooklyn ont engagé une enquête préliminaire sur le quatrième fabricant mondial de logiciels, à propos d'éventuelles infractions à la législation fédérale sur les pratiques comptables. Rien encore ne prouve la culpabilité de l'entreprise, précise le journal. Computer Associates déclare de son côté, dans un communiqué : « Nous n'avons pas été contactés par les autorités à propos de quelque enquête que ce soit et ignorons le motif de celle-ci, si elle existe, » et « la publication de nos résultats financiers a toujours été conforme à tous les principes comptables en vigueur ». Les soupçons ont trouvé leur traduction dans le cours de l'action à Wall Street : le titre a perdu 17,38 % à 20,91 dollars en clôture.

### SANCTION BOURSÈRE

Action Computer Associates  
En dollars à New York



Source : Bloomberg

## Accord à la SNPE sur le règlement de la discrimination syndicale

LA DIRECTION et les cinq organisations syndicales (CFDT, CGC, CFTC, CGT et FO) de la Société nationale des poudres et explosifs (SNPE) ont signé le 5 février un accord sur le règlement de la discrimination syndicale dans l'entreprise et ses filiales. Le texte, qui concerne un peu plus de 3 000 salariés, prévoit les modalités de dédommagement et de rattrapage en faveur des élus, délégués et mandatés dont la carrière et l'avancement ont été entravés en raison de leur engagement. 610 000 euros ont déjà été attribués à 16 délégués de la CGT et de la CFDT. La direction a prévu d'allouer au règlement de tous les dossiers 12 200 euros chaque année. Elle a aussi prévu d'attribuer 1 % de ces sommes aux syndicats au titre du rattrapage des cotisations. La CGT considère que « ce texte est une victoire sur l'injustice (...) Il permet d'assurer l'avenir des nouveaux militants qui n'auront plus à choisir entre vie professionnelle et engagement syndical ».

## Chanel installera sa plus grande boutique mondiale à Tokyo

LA MAISON FRANÇAISE de haute couture Chanel, qui appartient à la famille Wertheimer, a acquis fin janvier un immeuble prestigieux à Tokyo pour 17 milliards de yens (environ 145,5 millions d'euros), a annoncé mercredi *Le Monde* du commerce international (*Moci*). Chanel veut faire de cet immeuble de huit étages, situé sur l'avenue Ginza, « la plus grande boutique du monde », indique le *Moci*. La maison de couture y aménagerait également ses bureaux, installés actuellement à Ebisu. Le *Moci* estime que cet achat constitue un « point d'orgue » à l'année 2001 pour Chanel Japon, dont les ventes ont progressé de 25 %, à 700 millions de dollars, par rapport à 2000.

Le chiffre d'affaires de la mode a bondi de 30 %, à nombre de boutiques égal, celui des cosmétiques de 12 % et celui du maquillage de 15 %. Seules les ventes de parfum ont régressé, de 8 %. Elles sont pénalisées par les importations parallèles favorisées par la déréglementation.



YOSHIKAZU TSUNO/AFIP

### INDUSTRIE

■ **CADBURY SCHWEPPE** : le groupe agroalimentaire britannique a annoncé, jeudi, qu'il prenait une participation de 51 % dans le groupe de confiserie turc Kent pour 112 millions d'euros en numéraire.

■ **FNAC** : la réunion de négociations entre la direction et les représentants des grévistes de la FNAC Champs-Élysées qui bloquent l'accès du magasin depuis le 15 février (*Le Monde* du 21 février) s'est terminée, mercredi 20 février, sur un constat d'échec. Jeudi, 28 salariés étaient assignés devant le tribunal de grande instance pour « entrave à la liberté de circulation ».

### SERVICES

■ **CONNEX** : la filiale de Vivendi Environnement, premier opérateur privé de transports collectifs en Europe, va concurrencer à compter de mars la compagnie semi-publique des chemins de fer allemand Deutsche Bahn sur les longues distances. Connex Regiobahn, qui propose déjà des liaisons interrégionales en Allemagne, inaugurera le 1<sup>er</sup> mars sa première liaison nord-sud de 475 kilomètres.

### FINANCES

■ **ATTENTATS** : créé dans l'urgence en décembre pour répondre au problème de la couverture contre les attentats après les événements du 11 septembre, le pool de coréassurance Gareat (Gestion de l'assurance et de la réassurance des risques attentats et actes de terrorisme) est en ordre de marche, a annoncé mercredi 20 février son président, Jacques Deparis. Ce groupement, dont l'adhésion est obligatoire, dispose d'une prime de 200 millions d'euros et couvre les dommages jusqu'à 1,5 milliard d'euros. Au-delà, l'Etat intervient.

■ **ALLIANZ** : l'assureur allemand va créer une société d'assurance pour risques terroristes, à laquelle va participer notamment le réassureur suisse Swiss Re, indique le *Financial Times Deutschland* jeudi.

■ **ENRON** : le cabinet d'audit Andersen est en train de préparer un accord pour faire face aux réclamations des créanciers et actionnaires du courtier américain en faillite Enron, indique le *Wall Street Journal* jeudi 21 février. Andersen pourrait proposer une offre de 600 millions de dollars (684,8 millions d'euros).

### RÉSULTATS

■ **EULER** : le leader français de l'assureur-crédit, contrôlé à 63,2 % par les AGF (groupe Allianz), a annoncé un bénéfice net consolidé en baisse de 7 %, à 90,4 millions d'euros en 2001, pour un chiffre d'affaires en hausse de 9,8 %, à 1,263 milliard d'euros. Le résultat technique est négatif de 8 millions d'euros, contre un bénéfice de 104 millions un an plus tôt.

■ **CAP GEMINI** : le groupe de services informatiques a enregistré une baisse de 65 % de son bénéfice net en 2001, à 152 millions d'euros. Le bénéfice d'exploitation est en recul de 40 %, à 423 millions d'euros. Le chiffre d'affaires a progressé de 21,4 %, atteignant 8,41 milliards d'euros.

# Challenges

Un jeudi sur deux

Portable, Internet, télé, auto, ciné...

Quel forfait choisir

LE VRAI GÂCHIS DES IMPÔTS

le news de l'économie



# Les journalistes médicaux sous la pression des laboratoires

Un des directeurs de rédaction du groupe Impact médecin aurait été licencié pour s'être plaint des arbitrages en faveur des annonceurs publicitaires. L'affaire relance les polémiques autour de l'indépendance de la presse médicale

DEUX affaires ont relancé récemment la question de l'indépendance de la presse médicale vis-à-vis de la publicité et des laboratoires pharmaceutiques. Le directeur de la rédaction d'*Impact pharmacien*, un des titres du groupe Impact médecin, Didier Laurens, s'est vu notifier, lundi 11 février, son licenciement, parce que, selon lui, il dénonçait, neuf mois après son entrée dans l'entreprise, les ingérences publicitaires au sein de la rédaction. « *Tous les arbitrages sont faits aujourd'hui en faveur des annonceurs* », a-t-il indiqué à l'AFP. Il est question d'un « harcèlement commercial permanent » pour que les journalistes écrivent des papiers de circonstance, voire de complaisance. Soucieux de « clarifier la situation », M. Laurens avait demandé à « s'entretenir directement avec les actionnaires de l'allemand Bertelsmann », qui a racheté le groupe il y a deux ans, pour trouver « un rééquilibrage entre la rédactionnel et la publicité ». Cette demande d'une charte de déontologie aurait entraîné sa mise à pied immédiate. Par solidarité, la rédaction a observé un arrêt de travail de deux jours.

Quelques mois plus tôt, une journaliste d'*Impact médecin hebdo*, la publication phare du groupe (56 000 exemplaires), avait donné sa démission pour des motifs simi-

laire. Marie-Gaëlle Le Perff avait été chargée de rédiger, pour l'été 2001, un dossier sur les traitements des troubles de l'érection. La directrice commerciale du groupe avait transmis à la rédaction les arguments du japonais Takeda en faveur de son nouveau médicament contre l'impuissance, Ixense. Un « accident malheureux, mais qui fait exception dans la rédaction d'*Impact médecin hebdo* », estime aujourd'hui Gérard Bardy, le directeur de cette rédaction. A l'époque, le rédacteur en chef avait « corrigé » le papier. La journaliste avait refusé de le signer avant de démissionner. Aujourd'hui, soutenue par la section syndicale SNJ-CGT, elle a déposé un recours aux prud'hommes.

## « UN CONTENTIEUX INDIVIDUEL »

Bruno Thomasset, le président du groupe Impact médecin, interrogé par *Le Monde*, conteste « qu'il s'agisse, pour M. Laurens, d'un problème de pressions commerciales ». « Le motif du licenciement est lié à un contentieux individuel et à son comportement », affirme-t-il. Quant à M<sup>me</sup> Le Perff, « c'est une affaire interne à la rédaction, ressortie opportunément », déclare-t-il. « Il est légitime qu'il y ait une discussion interne de ce qui doit s'écrire dans les journaux et qu'il y ait des demandes de l'équipe commerciale pour parler de l'actualité des annonceurs.



L'équipe rédactionnelle est autonome dans ses choix », précise le PDG, visiblement embarrassé que le débat soit porté sur la place publique. Il n'est pas le seul. Le président du Syndicat national de l'industrie pharmaceutique (SNIP), Jean-Pierre Cassan, inquiet pour l'image des laboratoires, indique aujourd'hui détenir deux courriers, l'un du président du groupe Impact médecin, l'autre du laboratoire japonais. Tous deux assurent

que Takeda n'a pas exercé de pression sur la rédaction d'*Impact médecin*.

Que les frontières soient souvent perméables entre la rédaction et la publicité, notamment dans la presse spécialisée, n'est pas une nouveauté. La presse médicale peut être sujette aux pressions des laboratoires, pour qui elle représente, officiellement, la seule fenêtre d'expression. Selon le code de la santé publique, les groupes pharmaceutiques n'ont le droit de faire de la publicité sur leurs médicaments de prescription qu'auprès des seuls professionnels de santé. La communication des médicaments vendus sur ordonnance est réglementée et contrôlée par l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (Afsaps). Autrement dit, les laboratoires ne peuvent faire de publicité pour ces médicaments ailleurs que dans cette presse qui n'a pas le droit d'être vendue en kiosques à cause des annonces commerciales.

Certains ont donc tendance à penser que l'univers rédactionnel est aussi là pour abriter leur communication. Un grand laboratoire

français a privé *Impact quotidien* (aujourd'hui disparu) de recettes publicitaires pendant plus d'un an. Le journal avait fait sa « une » sur le retrait du marché de l'un des médicaments psychotiques. Un autre ne manquait jamais de téléphoner à la rédaction parce qu'il trouvait que ses concurrents occupaient trop le devant de la scène.

## PEU D'ABONNÉS

Face à ces pressions, la presse médicale s'est peu donné les moyens de résister. A quelques exceptions près, elle compte peu d'abonnés et vit de la publicité de son unique client, l'industrie pharmaceutique. « *Toute la presse médicale n'est pas sous perfusion publicitaire. Ils sont une vingtaine de titres, sur les 450 publications que compte la presse médicale, à être trop dépendants des investissements publicitaires des laboratoires* », souligne le président du Syndicat national de la presse médicale (SNPM), Alain Devanlay. Ces titres « sensibles » s'adressent surtout aux médecins généralistes. « *C'est une presse gratuite qui ne dit pas son nom. Les laboratoires disposent grâce à elle d'une info-mailing peu coûteuse, qui renforce l'impact promotionnel des visites médicales* », raconte un journaliste médical.

La presse professionnelle ne peut vivre sans annonceurs, pas plus que la presse généraliste. Pour éviter la confusion des genres, le *Quotidien du médecin*, par exemple, signale en fin d'article l'origine de son information (conférence de presse, colloque sponsorisé par tel laboratoire, etc.). D'autres refusent toute compromission : la revue *Prescrire*, née à l'initiative de professionnels de santé, n'accepte aucune publicité et s'appuie sur un lectorat de 23 000 abonnés, qui versent 183 euros pour onze numéros. C'est la seule revue qui publie, chaque mois, un état des lieux critique des nouveaux médicaments mis sur le marché.

Véronique Lorelle

Antoine Jacob (avec AFP)

## Une presse qui tente de sortir d'un système historique de collusions

DANS la presse médicale – près de 450 titres, dont 220 concernent les médecins généralistes et spécialistes –, l'affaire du groupe Impact médecin est un nouveau facteur d'irritation. Depuis quelques années, des publications, parfois centaines, qui se veulent sérieuses ou scientifiques, dénoncent l'activisme commercial de leurs confrères qui nuit, selon eux, à l'image du secteur et détourne à leur profit l'essentiel du gâteau publicitaire.

La presse médicale, aujourd'hui sur la sellette, a trouvé son essor dans les années 1970. Un décret de Simone Weil (modifié depuis) a interdit, en 1976, aux laboratoires pharmaceutiques d'adresser leurs mailings directement aux médecins. Des entrepreneurs y ont vu une opportunité : pour quoi ne pas créer des journaux qui se feraient le relais de l'industrie auprès des prescripteurs ? Le décret Weil, ainsi que le boom des médicaments et l'arrivée des laboratoires étrangers en France vont provoquer une explosion des titres spécialisés. Jusqu'à quatre quotidiens verront ainsi le jour. Chacun d'entre eux, soucieux de couvrir toute « la cible » – 60 000 médecins généralistes en France –, multipliera les abonnements gratuits, de façon à augmenter sa diffusion et le prix de ses placards publicitaires.

En 1992, 80 % du marché publicitaire – soit près de 1 milliard de francs (150 millions d'euros) – était capté par sept grands titres sur 300, relevaient Roger Lenglet et Bernard Topuz, dans leur ouvrage publié en 1998, *Des lobbies contre la santé*. Dix ans plus tard, le gâteau publicitaire s'élève à près

de 150 millions d'euros, dont 93,4 millions d'euros pour la presse destinée aux médecins. Ce budget est lui-même en baisse de 17 % en 2001, par rapport en 2000. La concurrence entre journaux et la diminution des recettes publicitaires auraient encouragé les dérives, et l'excès de zèle des équipes commerciales.

Depuis peu, les journaux sont entrés dans un cercle vertueux. Mais à marche forcée : la Commission paritaire des papiers de presse procède actuellement au réexamen des conditions qui lui permet-

La concurrence entre journaux et la diminution des recettes publicitaires auraient encouragé les dérives

tent d'accorder des avantages postaux et fiscaux à la presse. Pour bénéficier de ce dispositif, un journal doit être vendu pour au moins 50 % de son tirage. « *L'assainissement a commencé. Certains journaux ont déjà diminué leur tirage, avant de repasser l'examen. Ils ont aussi relancé la recherche de vrais abonnés et de nouvelles sources de financements, comme les petites annonces* », souligne Alain Devanlay, le président du Syndicat de la presse médicale. La presse médica-

le a demandé à être réexaminée en un seul groupe pour éviter des problèmes de concurrence. Plus encore, elle a réclamé de vrais contrôles, non plus simplement basés sur du déclaratif. Le processus est en cours, créant un certain vent de panique parmi les acteurs.

Quant aux laboratoires pharmaceutiques, leur poids commercial est incontestable. Ainsi, plus de 70 % des dépenses publicitaires des laboratoires pharmaceutiques sont allouées par une seule centrale d'achats d'espaces, à Neuilly-sur-Seine, dont les pouvoirs sont forcément régaliens. Pour le reste, les équipes commerciales tentent de trouver elles-mêmes le complément publicitaire, et font peser sur la rédaction le poids de leurs demandes : planning rédactionnel en fonction des lancements de médicaments, articles faxés aux annonceurs, papiers de complaisance.

L'histoire des laboratoires et de la presse est émaillée de précédents peu glorieux. En 1996, une ex-présentatrice du « 19-20 » de France 3 avait tourné un faux journal télévisé dans les décors du journal, avec les moyens techniques de la télévision publique, pour le compte d'un laboratoire pharmaceutique. En janvier 2001, dans *La Santé publique en otage*, Eric Giacometti, chef de service au Parisien accuse les rédactions de faiblesse, voire de collusion avec les laboratoires pharmaceutiques, pour avoir tué les effets négatifs de médicaments (vaccin contre l'hépatite B, médicament « coupe-faim »). « *Ces médias spécialisés surestiment les bénéfices des médicaments et ignorent superbement leurs effets secondaires* », résume-t-il au *Monde*. A l'été 2001, c'est la presse scientifique internationale (du *Lancet* au *New England Journal of Medicine*) qui a dénoncé les diverses pressions exercées par les multinationales pharmaceutiques pour vanter les mérites de ses médicaments : non-divulguation des résultats négatifs et présentation la plus favorable possible du point de vue de celui qui a financé les travaux. Ces journaux ont décidé de ne plus publier que les travaux validés par des experts extérieurs (*Le Monde* du 18 septembre). C'est dans ce contexte que le Syndicat national de l'industrie pharmaceutique (SNIP) a décidé de se pencher sur les pratiques de ses adhérents, lors d'une prochaine réunion de son comité d'éthique et de médiation.

V. L.

Le gratuit « Metro » porte plainte pour « entrave »

APRÈS plusieurs jours de distribution mouvementée à Paris, la société éditrice du nouveau quotidien d'information gratuit *Metro* (*Le Monde* du 19 février) a porté plainte pour « entrave, violence involontaire et menace ».

Selon la filiale française du groupe suédois Metro International, des incidents ont eu lieu depuis lundi 19 février, jour du lancement du journal, dans le 2<sup>e</sup> arrondissement, où la plainte a été déposée dès mardi. Selon une source proche du groupe, un colporteur a de son côté déposé une plainte dans le 13<sup>e</sup> arrondissement. Mardi, la chaîne LCI avait diffusé des images montrant l'agression de colporteurs par des jeunes gens. Le Syndicat du livre CGT, opposé à l'arrivée des gratuits, avait indiqué qu'il allait mener une enquête sur ces événements. Un responsable du syndicat avait par ailleurs affirmé que quelque 400 adhérents étaient « intervenus sur tous les points de distribution du titre ».

Face au tollé suscité par le lancement de *Metro*, Catherine Tasca, la ministre de la culture et de la communication, a demandé mercredi à la direction du développement des médias de procéder à une étude pour déterminer l'impact économique et rédactionnel des quotidiens d'information gratuits en France et dans les autres pays européens. Elle a indiqué qu'elle allait recevoir, peut-être ce week-end, chacune des parties concernées, en appelant tous les acteurs au dialogue et à la concertation. Nommée pour figurer dans un « comité de conseillers » de *Metro*, la journaliste Christine Ockrent défend ce genre de presse, dans un entretien publié jeudi par *Libération* : « *La démarche de Metro n'est pas de se substituer aux quotidiens de qualité qu'on peut trouver à Paris (...). C'est un produit de très bonne qualité, mais c'est de l'information brève, ça ne prétend pas à autre chose.* »

EURAZEO

## Résultats 2001

Attribution d'une action gratuite pour vingt

Le Conseil d'Administration d'Eurazeo, réuni le 19 février 2002, sous la présidence de Monsieur Bruno Roger, a arrêté les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2001.

### Résultats

Le résultat net comptable social, après impôt, s'élève à 866,2 millions d'euros.

Ce résultat se décompose en :

- un résultat de gestion, après impôt, de 133,1 millions d'euros ;
- un résultat exceptionnel, principalement composé par les plus-values dégagées au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2001, de 733,1 millions d'euros.

Ces chiffres ne sont pas comparables à ceux de l'année précédente car c'est le premier exercice d'Eurazeo après la fusion intervenue entre Eurafiance et Azeo.

Le Conseil d'Administration a arrêté les comptes consolidés de l'exercice 2001 qui font ressortir un résultat net comptable part du groupe de 583,1 millions d'euros, après impôt et après constatation d'un amortissement exceptionnel du goodwill de 263 millions d'euros. Le résultat au 31 décembre 2000 était de 163,6 millions d'euros.

D'autre part, il a été indiqué que la valeur de l'actif net réévalué d'Eurazeo, au 14 février 2002, peut être estimée, après impôt sur les plus-values latentes, à 3,5 milliards d'euros.

### Dividende – action gratuite

Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale de porter le dividende unitaire à 1 euro par action contre 0,96 euro par action (0,48 euro pour six mois), soit une progression de 4 %. La distribution de l'exercice 2001 s'élèvera à 37 millions d'euros.

Le Conseil d'Administration d'Eurazeo a décidé de poursuivre la politique d'action gratuite menée par Azeo et Eurafiance et a adopté le principe de la distribution d'1 action gratuite pour 20 actions anciennes. Cette action gratuite portera jouissance à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2002.

### Assemblée Générale annuelle

L'Assemblée Générale annuelle ordinaire et extraordinaire d'Eurazeo sera convoquée pour le mercredi 15 mai 2002 à 10 heures.

Information Actionnaires : Site Internet : <http://www.eurazeo.com>

## Le cinéma français se mobilise contre Canal+

LE MONDE du cinéma français est en colère contre Canal+. Il dénonce la diffusion prochaine par le bouquet numérique CanalSatellite de six chaînes consacrées au cinéma éditées par Groupe AB qui seront émises depuis le Luxembourg. Le Bureau de liaison des organisations du cinéma (BLOC) a écrit, mardi 19 février, au premier ministre Lionel Jospin pour exprimer « ses plus vives inquiétudes » contre cette délocalisation pour échapper à la réglementation française concernant les quotas de diffusion et de production. L'Association des auteurs-réalisateurs-producteurs (ARP) « craint un effet de dominos sur la régulation de l'ensemble des opérateurs audiovisuels ». En campagne, Jean-Pierre Chevènement a appelé, mercredi 20 février, les pouvoirs publics « à faire preuve de courage et à résister ». En réponse, Groupe Canal+ et Groupe AB « confirment leurs engagements de respecter à la lettre la législation française ». Canal+ ajoute même : « *Si ces chaînes sont commercialisées en Europe, Canal+ demandera par contrat qu'elles respectent la législation française.* »



## L'Europe et le Japon soumis à l'humeur de Wall Street

L'ORIENTATION des Bourses dans le monde ne serait-elle qu'une question d'heure et de tendance à Wall Street ? Les marchés américains ont affirmé un nouveau fois leur prédominance en influençant, mercredi 20 février, le comportement des Bourses européennes et japonaise. Le repli, à la mi-journée, des indices américains a pesé sur les places européennes, qui ferment quatre heures et demie avant que la cloche ne sonne à New York. A Paris, le CAC 40 a perdu 0,41 %, à 4 238,99 points. A Londres, le Footsie a abandonné 1,34 %, à 5 024,10 points.

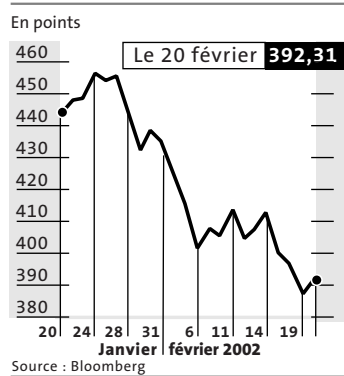
Ce n'est qu'une fois ces marchés européens fermés que les actions américaines ont pris une très nette orientation à la hausse. Le Dow Jones a fini sur un gain de 2,01 %, à 9 941,17 points, et l'indice Nasdaq

de 1,43 %, à 1 775,59 points. Francfort, qui ferme ses portes plus tard que les autres Bourses d'Europe, en a profité. L'indice DAX a gagné 0,34 %, à 4 780,24 points. C'est surtout sur le marché japonais, qui poursuit ses cotations bien après la fin de séance aux Etats-Unis, que l'effet a joué. Le Nikkei a bondi de 4,69 % jeudi, à 10 295,42 points, bénéficiant aussi de l'espoir d'un soutien prochain de l'Etat au secteur bancaire.

Ce revirement d'orientation à Wall Street s'explique par une ruée des investisseurs sur les grandes capitalisations, qu'ils ont soudainement jugées plus fiables alors que règne toujours un climat de suspicion sur la sincérité des comptes des entreprises. General Electric, qui a gagné 3,21 %, a ainsi participé à cette prise de conscience des investisseurs en affirmant qu'il publierait ses résultats financiers avec plus de détails pour augmenter la transparence de sa comptabilité. Le marché a balayé, dans sa progression, la forte baisse de 5,17 % d'AOL Time Warner, dont l'estimation de bénéfice et la recommandation ont été abaissées par les analystes de Lehman Brothers, et la chute de 17,38 % de l'éditeur de logiciels Computer Associates, qui serait sous le coup d'une enquête préliminaire pour avoir gonflé artificiellement ses résultats.

Cécile Prudhomme

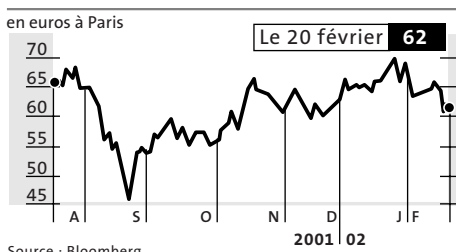
## INDICE EURO STOXX TÉLÉCOM.



## Le retournement de cycle coûte cher aux banques européennes

## CHRONIQUE DES MARCHÉS

## L'ACTION SOCIÉTÉ GÉNÉRALE SUR 6 MOIS



ces charges, la SG a pu consacrer 3,3 milliards d'euros à la croissance externe.

## LA RÉSISTANCE DES BANQUES FRANÇAISES

A la SG comme dans toutes les banques françaises, les réseaux d'agences prennent leur revanche sur les salles de marché. Ils servent de relais de croissance dans le gros temps. « Les banques françaises offrent une capacité de résistance que peu imaginaient il y a encore trois ans », relève Global Equities dans une étude du 19 février, anticipant les résultats du Crédit lyonnais le 28 février et de BNP Paribas le 1<sup>er</sup> mars. La banque Schroder Salomon Smith Barney souligne, elle, que « le marché de la banque de détail en France » est « le plus dynamique d'Europe ». « Les banques françaises, poursuit la note, restent bon marché et défensives. » Le secteur bancaire français paraît solide et bien armé face à la concurrence. Il a corrigé ses faiblesses. La crise asiatique de 1997, en particulier, a conduit les banques à revoir leur politique de gestion des risques, les conduisant à provisionner leurs engagements de manière prudente et systématique.

que. Ces efforts ne font que préparer l'étape suivante : les banques françaises doivent envisager leur avenir en Europe, en réfléchissant à d'éventuels mariages.

## UN NOUVEAU CLASSEMENT BOURSIER

Fin 1998, à la veille des grandes manœuvres boursières qui ont donné naissance à BNP Paribas, les établissements parisiens valaient sensiblement moins cher que leurs confrères de la zone euro en Bourse. Seule BNP Paribas passait la barre des 15 milliards d'euros de capitalisation (à 15,3 milliards d'euros), alors que plusieurs banques allemandes (Deutsche Bank, Bayerische Hypovereinsbank), néerlandaise (ABN Amro), espagnoles (BBVA et SCH) et italiennes (Unicredito Italiano, San Paolo) avaient franchi le seuil des 20 milliards d'euros.

Les efforts des banques françaises ont changé le classement. En février 2002, BNP Paribas a pris la tête du palmarès boursier de la zone euro avec 45,8 milliards d'euros de capitalisation, selon des données publiées par SG Equity Research le 8 février sur la base des cours du 7 février. Elle dépasse la Deutsche Bank (42,6 milliards d'euros), qui a pourtant entre temps absorbé la banque américaine Bankers Trust. La SG a réduit l'écart avec ABN Amro (elle vaut 27,8 milliards d'euros contre 29,7 d'euros pour ABN Amro). Elle se rapproche de Fortis (32 milliards d'euros). Elle reste toutefois encore loin des banques espagnoles SCH et BBVA, qui valent plus de 40 milliards d'euros. Mais elle vaut plus que les banques italiennes. Les classements de la zone euro, toutefois, n'intègrent pas les banques britanniques, qui surclassent toutes celles du continent.

Sophie Fay et Anne Michel

## LES BOURSES DANS LE MONDE 21/2, 10h

Pays	Indice	Dernier cours	% var.	Maxi 2002	Mini 2002	PER		
<b>UNION EUROPÉENNE</b>								
ALLEMAGNE	DAX Index	4842,56	21/2	1,30	5352,16	4/1 4730,70	7/2 23,00	
	Euro Neu Markt Price IX	957,92	21/2	1,94	1212,43	4/1 938,35	19/2	
AUTRICHE	Austria traded	1233,50	21/2	0,14	1234,53	19/2	1109,88	9/1 14,00
BELGIQUE	Bel 20	2708,36	21/2	0,76	2815,19	28/1	2609,61	15/1 13,00
DANEMARK	Horsens Bnex	267,46	21/2	0,90	274,11	4/1	254,91	30/1
ESPAGNE	Ibex 35	7799,60	21/2	1,08	8608,50	4/1	7645,60	7/2 17,20
FINLANDE	Hex General	7831,35	20/2	-2,19	9224,39	4/1	4,30	19/2 19,50
FRANCE	CAC 40	4293,23	21/2	1,28	4720,04	4/1	4210,30	20/2 20,30
	Mid CAC	1992,31	20/2	-0,65	2057,36	1/2	1929,16	2/1 14,00
	SBF 120	2976,55	21/2	1,19	3248,59	4/1	2924,74	20/2 20,30
	SBF 250	2782,54	20/2	-0,42	3035,25	4/1	2782,54	20/2 19,80
	Indice second marché	2375,03	20/2	-0,15	2392,26	19/2	2287,73	2/1 13,70
	Indice nouveau marché	1015,07	21/2	0,94	1175,41	7/1	992,75	20/2 14,50
GRÈCE	ASE General	2409,26	21/2	0,20	2655,07	3/1	2414,70	19/2 14,50
IRLANDE	Irish Overall	4804,92	21/2	0,23	6085,03	18/1	4636,97	6/2 11,90
ITALIE	Milan Mib 30	30263,00	20/2	1,39	32791,00	4/1	29864,00	19/2 18,50
LUXEMBOURG	Lux Index	1116,78	20/2	-1,39	1169,48	14/1	1107,46	3/1
PAYS BAS	Amster. Exc. Index	485,74	21/2	1,19	510,04	28/1	477,52	20/2 17,10
PORTUGAL	PSI 20	7305,20	21/2	0,29	7998,50	4/1	7290,96	19/2 16,80

## EUROPE Jeudi 21 février 10h

INDICES	Indice	% var.
<b>SECTEURS EURO STOXX</b>		
AUTOMOBILE	206,13	-1,44
BANQUES	260,22	-1,40
PRODUIT DE BASE	205,90	-0,42
CHIMIE	333,78	-0,96
TÉLÉCOMMUNICATIONS	399,27	-2,02
CONSTRUCTION	223,11	-0,33
CONSOMMATION CYCLIQUE	121,66	-1,33
PHARMACIE	493,06	-1,07
ÉNERGIE	330,77	-0,82
SERVICES FINANCIERS	223,43	-1,06
ALIMENTATION ET BOISSON	235,88	-0,62
BIENS D'ÉQUIPEMENT	341,99	-0,72
ASSURANCES	299,47	-1,08
MÉDIAS	264,77	-1,63
BIENS DE CONSOMMATION	364,04	-0,16
COMMERCE ET DISTRIBUTION	274,59	-0,60
HAUTE TECHNOLOGIE	446,36	-1,33
SERVICES COLLECTIFS	288,11	-0,57

## LES 50 VALEURS DE L'EURO STOXX

Code pays	Cours	% var. /préc.
ABN AMRO HOLDING	19,73	-1,86
AEGON NV	24,51	-1,28
AIR LIQUIDE	159,50	-0,57
ALCATEL A	15,61	-3,24
ALLIANZ N	250,50	-1,01
AVENTIS	83,10	-1,71
AXA	20,70	-1,07
BASF AG	41,49	-1,32
BAYER	33,78	-0,99
BAYR.HYP.U.VERBK	33,80	-0,45
BBVA	12,63	-1,12
BNP PARIBAS	52,10	-2,46
BSCH	8,73	-1,39
CARREFOUR	52,15	-0,77
DAIMLERCHRYSLER N	42,67	-2,28

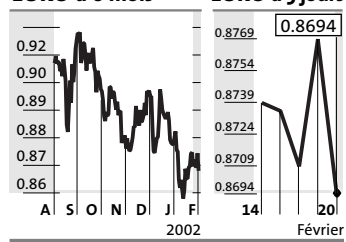
## MARCHÉ DES CHANGES 21/2, 10h

	Dollar	100 Yens	Euro	Livre	Franc S.
NEW YORK (\$)		0,74820	0,86980	1,42685	0,58765
TOKYO (¥)	133,66500		116,29000	190,71945	78,54500
PARYS (€)	1,15030	0,86060		1,63970	0,67595
LONDRES (£)	0,70085	0,52435	0,60970		0,41185
ZURICH (FR. S.)	1,70100	1,27315	1,47905	2,42915	

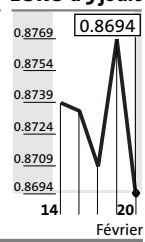
## COURS DE L'EURO

	Achat	Vente
COUILLONNE DANOISE	7,4287	7,4297
COUILLONNE NORVÈGE	7,7401	7,7451
COUILLONNE SUÉDOISE	9,1215	9,1315
COUILLONNE TCHÉQUE	31,7866	31,8846
DOLLAR AUSTRALIEN	1,6838	1,6868
DOLLAR CANADIEN	1,3811	1,3831
DOLLAR HONGKONG	6,7819	6,7869
DOLLAR NÉO-ZÉLAND	2,0755	2,0787
FORINT HONGROIS	242,4286	242,5557
LEU ROUMAIN	28185,0000	28241,0000
ROUBLE	26,8900	26,9110

## EURO à 6 mois



## EURO à 5 jours



Pays	Indice	Dernier cours	% var.	Maxi 2002	Mini 2002	PER		
<b>ROYAUME UNI</b>								
	FTSE 100 index	7921,11	20/2	8162,53	4/2	7052,97	3/1	
	FTSE techMark 100 index	1298,29	15/2	1142,62	7/1	1142,62	7/1	
SUÈDE	OMX	761,05	21/2	1,80	878,88	4/1	742,94	19/2 24,10
<b>EUROPE</b>								
HONGRIE	Bux	7940,37	20/2	0,47	8162,53	4/2	7052,97	3/1
ISLANDE	ICEX 15	1289,11	20/2	0,39	1298,29	15/2	1142,62	7/1
POLOGNE	WSE Wig	1351,65	20/2	0,46	1486,23	28/1	1200,32	2/1 16,00
TCHÉQUIE	Exchange PX 50	416,40	21/2	0,07	425,80	1/2	384,60	2/1
RUSSIE	RTS	282,56	20/2	-2,18	310,45	22/1	267,70	3/1
SUISSE	Swiss market	6259,70	21/2	0,97	6460,10	7/1	6059,10	6/2 17,20
TURQUIE	National 100	11192,21	21/2	0,90	15071,84	8/1	10775,20	8/2 11,00
<b>AMÉRIQUES</b>								
ARGENTINE	Merval	388,89	20/2	-1,67	471,34	6/2	323,69	2/1
BRESIL	Bovespa	13302,80	20/2	2,40	14412,54	7/1	12300,70	30/1 9,60
CANADA	TSE 300	7431,79	20/2	-0,52	7875,65	7/1	7432,72	19/2 19,50
CHILI	Ipsa	94,85	20/2	-0,99	102,37	4/1	94,81	12/2
ÉTATS-UNIS	Dow Jones ind.	9941,17	20/2	2,01	10300,15	7/1	9529,46	30/1 22,00
	Nasdaq composite	1775,57	20/2	1,43	2098,88	9/1	1745,05	19/2 48,00
	Nasdaq 100	1408,26	20/2	1,51	1710,23	9/1	1380,46	19/2 45,30
	Wilshire 5000	10252,24	20/2	1,32	10973,46	7/1	10077,51	7/2
	Standards & Poors 500	1097,98	20/2	1,35	1176,97	7/1	1081,66	30/1 20,90
MEXIQUE	IPC	6583,99	20/2	-0,38	7011,03	1/2	6365,72	14/1 12,20

## FRANCFORT

Valeur	Cours de clôture	% var.
<b>Meilleures performances</b>		
MUSICMUSICMUSIC	0,16	33,33
AHLERS	13,00	27,45
DIALOG SEMICONDUCT	5,30	20,45
TELEGATE	2,75	20,09
LOBSTER NETWORK	0,41	17,14
VECTRON SYSTEMS AG	1,60	15,94
BINTEC COM	1,56	15,56
<b>Plus mauvaises performances</b>		
PRODUCTA AG	0,08	-33,33
BROKAT TECHNOLOGIE	0,03	-25,00
LETSBUYIT.COM	0,03	-25,00
COMROAD	3,07	-24,20
MANAGT DATA MEDIA	0,14	-22,22
INFOMATEC	0,11	-21,43
E.MULTI DIGI DIENS	0,28	-20,00

## LONDRES

Valeur	Cours de clôture	% var.
<b>Meilleures performances</b>		
CAMBRIDGE ANTIBODY	13,99	8,37
BRITISH BIOTECH PL	0,15	5,36
WPP GROUP	7,01	3,55
SKYPHARMA	0,60	3,45
AMEC PLC	4,20	3,13
AVIS EUROPE	1,75	2,94
BALTIMORE TECHNOL	0,09	2,86
<b>Plus mauvaises performances</b>		
LOGICA	4,09	-16,85
SPIRENT	1,30	-7,31
INVENSYS PLC	0,89	-7,29
CABLE WIRELESS UK	2,12	-7,22
GRANADA	1,02	-6,64
AUTONOMY CORP	2,99	-6,56
TRAFFICMASTER	0,29	-6,45

## TAUX

Taux d'intérêt	Taux	Taux	Taux	Taux
	1 j	3 mois	10 ans	30 ans
FRANCE	3,21	3,35	5,09	5,32
ROYAUME-UNI	3,50	4,05	4,99	4,84
ITALIE	3,21	3,35	5,21	5,63
ALLEMAGNE	3,21	3,35	4,97	5,38
JAPON	0,05	0,10	1,49	2,15
ÉTATS-UNIS	1,85	1,90	5,00	5,76
SUISSE	1,65	1,68	3,53	3,92

## MARCHÉS A TERME LE 21/2, 10h

Echéance	Premier prix	Dernier Contrats	Contrats
		prix	ouverts



## MARCHÉS FRANÇAIS

## PREMIER MARCHÉ

## VALEURS FRANÇAISES

Jeudi 21 février 9h16

Valeur	Dernier cours	Cours préc.	% var. /préc.	% var. 31/12	Plus haut	Plus bas	Divid. net	Code sicoam
ACCOR	39,75	39,18	-1,45	-2,64	42,90	38,03	1,00	12040
AFFINE	38,70	39,00	-0,77	-4,87	39,40	30,34	1,20	3610
AGF	52,45	51,70	1,45	-2,69	55,50	50,20	2,00	12592
AIR FRANCE GPE NOM	18,04	17,65	2,21	9,73	18,40	16,06	0,22	3112
AIR LIQUIDE	159,40	158,60	0,50	-1,27	162,40	149,80	3,00	12007
ALCATEL A	15,70	15,12	3,84	-18,22	21,62	14,62	0,48	13000
ALCATEL O	5,52	5,25	5,14	-28,49	9,62	5,25	0,10	13015
ALSTOM	12,89	12,47	3,37	3,20	14,69	12,25	0,55	12019
ALTRAN TECHNO. #	53,60	53,25	0,66	5,61	56,20	48,50	0,14	3463
ARBEL	5,60	5,69	-1,58	80,64	7,50	2,92	0,53	3588
AREVA CIP	178,90	179,90	-0,56	12,16	183,50	160,00	22,85	4524
ATOS ORIGIN	79,50	79,05	0,57	8,08	87,25	71,15	n/d	5173
AVENTIS	82,55	81,70	1,04	3,51	84,75	74,10	0,50	13046
AXA	20,72	20,48	1,17	-11,71	25,10	19,41	2,20	12062
BACOU DALLOZ	103,70	103,70	n/d	17,84	109,40	83,30	0,90	6089
BAL INVESTIS	137,70	134,30	0,45	10,40	135,00	122,50	7,16	12018
BAZAR HOT. VILLE	n/d	131,00	n/d	1,70	152,80	124,50	3,00	12547
BEHGIN SAY	43,00	43,10	-0,23	5,39	43,95	39,20	n/d	4455
BIC	38,35	38,80	-1,16	-0,02	40,98	35,51	0,29	12096
BNP PARIBAS	51,70	50,85	1,66	2,88	54,89	49,77	2,25	13110
BOLLORE	240,00	240,00	n/d	-0,08	259,00	238,00	4,00	12585
BOLLORE INV.	53,50	53,45	0,09	4,18	55,00	50,50	0,20	3929
BONGRAIN	n/d	44,51	n/d	-1,08	45,50	41,70	1,40	12010
BOUYGUES	31,24	30,72	1,69	-15,10	38,80	30,51	0,36	12050
BOUYGUES OFFS.	39,81	40,34	-1,31	-0,59	43,15	39,30	1,10	13070
B T P (LA CIE)	n/d	1,16	n/d	n/d	n/d	0,46	3360	
BULLM	0,94	0,86	9,30	-23,57	1,27	0,83	n/d	5260
BURELLE (LY)	58,20	58,25	-0,09	17,26	60,05	49,63	0,50	6113
BUSINESS OBJECTS	43,31	42,20	2,63	15,33	47,80	37,01	n/d	12074
CANAL +	3,62	3,62	n/d	1,11	3,79	3,49	0,15	12546
CAP GEMINI	75,40	76,60	-1,57	-7,02	90,70	72,70	1,20	12533
CARBONE-LORRAINE	32,29	32,30	-0,03	7,63	32,50	28,60	1,06	3962
CARREFOUR	52,05	51,75	0,58	-10,87	58,80	50,95	0,50	12017
CASINO GUICHADP	57,00	57,30	-0,52	-8,80	63,95	56,60	1,37	12113
CASINO GUICHARD	77,00	76,50	0,65	-11,13	87,30	75,50	1,33	12558
CASTORAMA DUB.(LI)	56,10	56,65	-0,97	-3,02	61,00	54,25	2,85	12420
CEGID (LY)	77,65	77,35	0,39	-0,89	90,50	75,65	2,00	12470
CEREO	28,50	28,49	0,04	0,17	29,37	28,00	n/d	4456
CRESTAR	32,50	32,51	-0,03	5,51	32,70	30,70	n/d	4457
CFP RECYCLING	n/d	43,40	n/d	8,50	45,20	38,50	1,30	3905
CGI	37,00	37,75	-1,99	n/d	37,00	36,50	n/d	12102
CHARGEURS	72,45	74,00	-2,09	-3,33	75,80	67,00	2,13	13069
CHRISTIAN DIOR	36,95	36,32	1,73	7,19	37,80	32,50	0,28	13065
CIC - ACTIONS A	120,00	120,00	n/d	-0,41	125,00	118,70	2,29	12005
CIMENTIS FRANCAIS	48,51	48,53	-0,04	1,06	50,70	46,20	1,40	12098
CLARINS	65,30	65,00	0,46	2,99	67,00	61,00	1,10	13029
CLUB MEDITERRANEE	47,00	46,22	1,69	14,63	50,30	41,52	1,00	12156
CNP ASSURANCES	35,34	35,40	-0,17	-1,00	36,21	33,60	1,08	12022
COFACE	51,90	52,05	-0,29	9,49	54,95	46,40	1,75	12099
COFLEXIP	149,00	150,10	-0,73	-6,28	167,80	145,00	n/d	13064
COLAS	n/d	64,30	n/d	1,49	68,50	62,00	2,13	12163
CONTIN.ENTREPR.	44,10	44,10	n/d	-1,34	45,90	41,50	2,00	3664
CRED.FON.FRANCE	15,00	14,91	0,60	3,16	15,19	13,05	0,58	12081
CREDIT LYONNAIS	36,86	36,42	1,21	-1,70	38,48	36,40	0,65	18420
CS COM.ET SYSTEMES	9,20	9,20	n/d	10,84	9,90	7,60	n/d	7896
CREDIT AGRICOLE	18,72	18,66	0,32	5,22	19,18	17,58	n/d	4507
DAMART	84,90	86,00	-1,28	5,33	86,00	79,50	3,80	12049
DANONE	132,20	131,60	0,46	3,50	139,40	125,20	1,90	12064
DASSAULT-AVIATION	n/d	295,80	n/d	-6,68	325,00	291,00	6,20	12172
DASSAULT SYSTEMES	50,55	49,20	2,74	-6,38	58,10	47,80	0,31	13065
DEVA.R.N.-P.CAL LI #	14,60	14,65	-0,34	1,38	15,00	14,25	0,55	12423
DEVILUX(LY)#	67,00	67,00	n/d	-16,77	75,00	66,90	4,20	6100
DMC (DOLLFUS MI)	7,20	7,00	2,86	-3,87	8,48	7,00	0,61	12133
DYNACONT	28,25	28,20	0,18	5,01	29,80	25,41	0,50	13035
EIFFAGE	79,00	79,70	-0,88	15,49	81,00	68,80	0,78	13045
ELECT.MADAGASCAR	n/d	23,30	n/d	3,55	24,90	22,40	n/d	3571
ELIOR	8,49	8,39	1,19	5,33	9,74	8,05	0,07	12127
ENTENAL(EX CDE)	27,32	27,69	-1,34	-7,77	29,90	25,35	0,40	12093
ERAMET	39,10	39,50	-1,01	13,00	39,50	30,21	1,30	13175
ESSILOR INTL	37,00	37,03	-0,08	8,98	38,30	31,20	3,90	12166
ESSO	86,45	85,90	0,64	7,79	92,10	79,50	2,75	12066
EULER	42,51	42,30	0,50	0,02	47,40	41,01	1,40	12130
EURAZEO	58,70	58,00	1,21	-8,20	63,85	57,60	0,48	12112

## NOUVEAU MARCHÉ

20/2 : 60 millions d'euros échangés

Valeur	Cours de clôture	% var.
<b>Meilleures performances</b>		
ALPHA MOS BON SOUS	0,38	18,75
CROY #	3,02	16,15
GENESYS #	9,11	8,45
SYSTRAN	1,29	7,50
LYCOS EUROPE	0,72	7,46
CHEMUNEX	0,45	7,14
TELECOM CITY #	0,96	6,67
OPTIMS #	1,48	6,47
CROSS SYSTEMS #	1,04	6,12
FI SYSTEM #	1,33	5,56
INFOSOURCES	0,78	5,41
HIMALAYA	1,17	5,41
MEDCOST #	1,00	4,17
INTERCALL REDUCT.	12,60	4,13
<b>Plus mauvaises performances</b>		
BRIME TECHN.BON 02	4,50	-43,75
TITUS INTER.B599	0,60	-25,00
AVENIR TELEC.B500	0,30	-18,92
WESTERN TELECOM #	0,43	-14,00
QUANTEL	3,60	-12,20
PHARMAGEST INTER.	11,99	-10,79
LA TETE DS NUAGES	1,00	-9,09

## SICAV ET FCP

## SÉLECTION

Dernier cours connu le 21/2 à 9h

Valeur	Cours euro	date	% var. 31/12
<b>AGIPI</b>	www.agipi.com	01 40 08 93 00	
AGIPI ACTIONS	25,35	20/2	-0,99
AGIPI AMBITION	24,94	20/2	-0,74
<b>3615 BNP</b>	08 36 68 17 17	(0,34 €/min)	
ANTIN OBLI M.T.C	154,58	19/2	-0,04
ANTIN OBLI M.T.D	139,03	19/2	-2,05
ANTIN OBLI SPREADS	187,79	19/2	0,26
BNP MONE C.TERME	2519,11	19/2	0,43
BNP MONE PLACEM.C	13804,68	19/2	0,40
BNP MONE PLACEM.D	11606,76	19/2	-3,31
BNP MONE TRESORE	78752,08	19/2	0,45
BNP OBLI C.TERME	166,78	19/2	-0,01
BNP OBLI L.TERME	34,49	19/2	0,14
KLEBER EURO SOUV.	1977,81	19/2	0,13
<b>Fonds communs de placements</b>			
BNP MONE ASSOCIAT.	1844,45	19/2	0,37
<b>CAISSE D'ÉPARGNE</b>	08 36 68 09 00	(0,34 €/min)	
ECUR.1,2,3...FUTUR	49,57	19/2	-0,76
ECUR.ACT.EUROPE.C	16,92	19/2	-1,37
ECUR.ACT.FUT.D/PEA	60,60	19/2	-3,11
ECUR.PACIFAL	44,28	19/2	-0,06
ECUR.DYNAMIQUE +	40,83	19/2	-2,51
ECUR.ENERGIE	42,09	19/2	-2,31
ECUR.EXPANSION C	14905,06	19/2	0,47
ECUR.EXPANSIONPLUS	42,56	14/2	0,40

SELF TRADE	1,82	-9,00
PICOGIGA	3,85	-7,23
HI MEDIA	0,68	-6,85
GENERIX #	16,70	-6,70
IDP	1,40	-6,67
QUALIFLOW	3,89	-6,49
DIREKT ANLAGE BK	10,00	-5,66
<b>Plus forts volumes d'échange</b>		
A NOVO #	16,01	-0,06
AVENIR TELECOM #	1,03	-3,74
BELVEDERE	21,79	-2,59
BIOMET TECHNO. #	32,71	-1,74
CROY #	3,02	-16,15
DEVOTEM #	18,90	-4,50
EUFOPINS SCIENTIF.	16,36	-2,25
GENESYS #	9,11	-8,45
GENSET	5,82	-3,16
GL TRADE #	44,00	-2,80
HIGH CO.#	117,00	-1,35
HIGHWAVE OPTICAL	1,94	-3,19
ILOG #	14,78	-1,14
IPSO #	62,70	-2,94
MEDIPE #	27,00	-1,82
NEURONES #	3,80	-0,52
NICOX #	42,70	-0,93
SOI TEC SILICON #	22,00	0,69
VALTECH	1,83	-2,23
WAVECOM #	35,75	-1,79

ECUR.INVEST.D/PEA	50,13	19/2	-2,60
ECUR.MONETAIRE C	225,40	19/2	0,35
ECUR.MONETAIRE D	187,76	19/2	0,35
ECUR.OBLIG.INTER.	178,69	19/2	1,08
ECUR.TECHNOLOGIESC	36,19	19/2	-4,96
ECUR.TRIMESTR.D	270,80	19/2	0,07
EPARCOURT-SICAV D	28,54	19/2	0,07
GEOPTIM C	2352,42	19/2	0,49
<b>Fonds communs de placements</b>			
ECUR.EQUILIBRE C	37,17	19/2	-0,71
ECUR.PRUDENCE C	34,64	19/2	0,02
ECUR.VITALITE	39,58	19/2	-1,42
<b>Multi-promoteurs</b>			
LIV.BOURSE INV.D	173,54	19/2	-2,73
NORD SUD DEVELOP.C	522,98	19/2	0,77
NORD SUD DEVELOP.D	403,60	19/2	0,78
<b>CREDIT AGRICOLE ASSET MANAGEMENT</b>	08 36 68 56 55	(0,34 €/min)	
ATOUT CROISSANCE	348,26	19/2	1,93
ATOUT EUROPE	489,03	19/2	-4,43
ATOUT FCE ASIE	72,62	19/2	-5,61
ATOUT FRANCE C	183,71	19/2	-5,98
ATOUT FRANCE D	163,37	19/2	-5,97
ATOUT FRANCE EUR.D	166,51	19/2	-5,80
ATOUT FRANCEMONDED	42,36	19/2	-5,20
ATOUT MONDE	50,56	19/2	-6,65
ATOUT SELECTION	97,06	19/2	-6,66
CAPITOP EUROBLIG D	101,64	19/2	0,08
CAPITOP EUROBLIG D	83,85	19/2	0,08
CAPITOP MONDOBLIG	45,74	19/2	1,26
CAPITOP REVENUS	171,45	19/2	-1,19
DIEZE C	423,18	19/2	-3,56
INDICIA EUROLAND	105,32	18/2	-6,20
INDICIA FRANCE	348,86	18/2	-6,06
INDOCAM AMERIQUE	40,31	19/2	-2,85
INDOCAM ASIE	17,44	19/2	-1,80
INDOCAM FRANCE C	316,51	19/2	-5,29
INDOCAM FRANCE D	260,17	19/2	-5,29
INDOCAM MULTIOBLIG	192,82	19/2	2,62
<b>Fonds communs de placements</b>			
ATOUT VALEUR	73,67	18/2	-5,16
CAPITOP MONETAIREC	193,48	21/2	0,35
CAPITOP MONETAIRED	183,43	21/2	0,35
INDO.FONCIER	95,36	19/2	2,72
INDO.VALRES.	254,64	18/2	-3,65
MASER ACTIONS	39,84	15/2	-2,47
MASTER DUO	13,97	15/2	-1,05
MASTER OBLIG.	30,83	15/2	-0,19
MASTER PEA	11,95	15/2	-3,05
OPTALIS DYNAMIQUEC	17,96	18/2	-2,74

Valeur	Dernier cours	Cours préc.	% var. /préc.	% var. 31/12	Plus haut	Plus bas
--------	---------------	-------------	---------------	--------------	-----------	----------



# AUJOURD'HUI

## JEUX OLYMPIQUES

La Croatie **JANICA KOSTELIC**, 20 ans, a remporté, mercredi 20 février, à Salt Lake City, le **SLALOM OLYMPIQUE** sur la piste de Deer Valley, devançant de 7 centièmes la Française **LAURE PÉQUEGNOT**. Malgré des con-

ditions de course rendues difficiles par d'abondantes chutes de neige, **JANICA KOSTELIC** a décroché sa **TROISIÈME MÉDAILLE** de la quinzaine olympique, après son succès dans le combiné et sa deuxième pla-

ce dans le Super-G, où elle a été battue de 5 centièmes par Daniella Ceccarelli. Une performance d'autant plus remarquable qu'elle n'a rechaussé ses skis qu'en automne, après une nouvelle **BLESSURE AU GENOU**,

qui a nécessité une intervention chirurgicale. Elle devait tenter, vendredi 22 février, de rééditer son exploit dans le **GÉANT**. Elle serait alors la première skieuse à gagner quatre médailles lors de mêmes Jeux.

## Après l'or en slalom, Janica Kostelic a encore soif de victoire

**Slalom** • Déjà lauréate du combiné et médaille d'argent du super-G, la jeune Croate a devancé la Française Laure Péquegnot à Deer Valley, mercredi 20 février. Plusieurs fois blessée au genou au cours de sa carrière, elle espère poursuivre sa moisson dans le géant, vendredi 22 février

**SALT LAKE CITY**  
de notre envoyé spécial

Le combiné a des vertus insoupçonnables pour le moral de Janica Kostelic. Que la skieuse croate échoue dans la discipline la plus exigeante du ski alpin, comme lors des championnats du monde de Sankt Anton (Autriche) en février 2001, et elle envoie tout promener, devient acariâtre et assimile la suite de la compétition à « de la merde ». Qu'elle enlève la médaille d'or de la spécialité, comme aux JO de Salt Lake City, jeudi 14 février, et elle devient la plus décontractée des jeunes filles, capable des plus grands exploits pour s'élancer à pleine vitesse vers une razzia de médailles jamais vue aux Jeux olympiques.

Quelques jours après avoir survolé le combiné, Janica Kostelic a laissé échapper d'un rien (5 centièmes) l'or du super-G. Mercredi 20 février, elle a dominé la Française Laure Péquegnot de 7 centièmes dans le slalom. Si elle parvient à monter sur le podium du géant, vendredi 22 février, Janica Kostelic deviendra la première skieuse de l'histoire à ramener quatre médailles d'une même quinzaine olympique. « Si cela doit arriver, ce sera très bien. Si cela n'arrive pas, ce sera très bien aussi », affirme-t-elle.

Pour s'imposer dans le slalom de Deer Valley, Janica Kostelic a su déjouer des conditions de course rendues exécrables par la météo. Quelques heures avant le départ, une tempête avait déposé trois ou quatre pouces de neige mouillée sur la piste, curieusement baptisée « Know you don't » (jeu de mots qu'on pourrait traduire par « Sache que tu ne le peux pas »). De difficile, car plus pentu qu'à l'habitude, le tracé est devenu impitoyable : cinq des quinze meilleures spécialistes, dont la Française Christel Pascal-Saïoni, ont chuté dans la première manche. En tout, trente slalomeuses sur soixante-dix n'ont jamais atteint l'aire d'arrivée.

« Cette piste était trop difficile pour les filles, à cause de l'état de la



Janica Kostelic (à droite) tombe dans les bras de Laure Péquegnot à l'issue du slalom, mercredi 20 février, à Salt Lake City. C'est la Croate qui empoche la médaille d'or à la faveur d'une avance de 7 centièmes de seconde sur la skieuse française.

neige, regrette l'entraîneur français Jacques Théolier. C'est un peu dommage. » « Ce n'était pas très juste, ajoute Janica Kostelic. Les skieuses qui sont parties trop tard ne pouvaient rien faire. »

### HISTOIRE DE REVENANTE

En tête de la première manche, la Croate a su préserver l'essentiel de son avantage dans le deuxième tronçon. De justesse. Avant de s'élancer, elle a entendu son entraîneur lui raconter la deuxième manche parfaite de Laure Péquegnot. Elle s'est concentrée sur son parcours, s'est fait un peu peur en skiant « mal dans le milieu du tracé », avant de réussir un final idéal, qui a impressionné son ancienne adversaire, la jeune retraitée suédoise Pernilla Wiberg.

« Il y a trois ans, Janica Kostelic avait surpris tout le monde par son aisance technique sur les skis courts,

explique l'ancienne championne du monde de slalom. Aujourd'hui, les autres ont rattrapé leur retard en s'adaptant au nouveau matériel, mais Janica a toujours l'une des plus belles techniques. Elle a gagné grâce à son toucher de neige plus doux. » « Elle skie d'une manière très stable,

très centrée, précise une autre championne du monde de slalom, l'Australienne Zali Steggall. Elle ne se trouve jamais près du piquet, elle reste toujours dans sa ligne. »

Trois médailles en trois courses, dont deux d'or : voilà deux mois, ni la jeune Croate ni ses concu-

### Didier Gailhaguet entendu par la commission

Le président de la Fédération française des sports de glace (FFSG), Didier Gailhaguet, et Marie-Reine Le Gougne, la juge française soupçonnée de tricherie lors de la compétition de patinage artistique (couples), ont été entendus mercredi 20 février par la Fédération internationale de patinage (ISU). Selon Didier Gailhaguet, qui tenait à donner son témoignage à la commission créée par l'ISU et composée de deux membres anonymes, celle-ci a recueilli spontanément les informations qu'il voulait lui livrer. L'entrevue a duré « environ quarante minutes », selon Didier Gailhaguet.

Par ailleurs, il a indiqué que Marie-Reine Le Gougne était, elle aussi, passée devant la commission pour une deuxième audition. « Je ne l'ai pas revue depuis, mais je suppose qu'elle a donné des arguments déjà détenus par la presse », a déclaré Didier Gailhaguet, également chef de la mission française à Salt Lake City.

rentes de la Coupe du monde n'auraient parié sur un tel comeback. Depuis son retour de blessure, en automne, la dernière lauréate de la Coupe du monde de slalom n'avait impressionné personne.

Après ses échecs répétés, elle-même avait réussi à se persuader qu'elle ne retrouverait plus ce niveau d'excellence, qui lui avait permis de s'imposer dix fois en slalom. Le 20 janvier, à Berchtesgaden (Allemagne), des témoins se souvenaient de l'avoir vue pleurer, tant ses genoux et son dos la faisaient souffrir. « Elle n'arrivait pas à se baisser pour attacher ses fixations, c'est son technicien qui était obligé de le faire pour elle », se souvient Jacques Théolier.

La Croate aux tresses brunes vient d'avoir 20 ans, mais elle a déjà derrière elle une longue histoire de revenante. En 1999, elle

avait à peine eu le temps d'apprécier ses deux premières victoires en slalom – et de faire oublier sa réputation de jeune insolente – qu'une vilaine chute survenue pendant un entraînement de descente, à Saint-Moritz, l'avait envoyée à l'hôpital de Bâle avec le genou droit en capitotade. Une opération de six heures avait été nécessaire pour remettre en place le tendon rotulien, les deux ligaments latéraux et le ligament croisé antérieur, complètement arrachés. Déjà, on la dit fichue pour le ski de compétition. Elle refuse de se laisser abattre et file se refaire une santé à Serre-Chevalier (Hautes-Alpes).

### APPÉTIT D'OGRE

Pendant toute son enfance, Janica Kostelic a suivi un régime d'entraînement intensif, auprès de son père Ante : « Je pouvais effectuer vingt ou trente passages par jour, ça ne me gênait pas. » Les travaux de force ne lui font pas peur. Pour son retour en Coupe du monde, un an plus tard, son tour de cuisse et son tour de taille étonnent.

Elle a gagné plus de 10 kg et a un appétit d'ogre. Elle s'offre huit victoires d'affilée en slalom, le globe de cristal de la spécialité et la tête du classement général de la Coupe du monde. C'est un triomphe. Jusqu'à ce qu'elle se blesse à nouveau au genou, dans la dernière épreuve de l'année, à Åre (Suède). Ce nouvel accident l'oblige à écarter sa préparation. « Je n'ai fait que 100 jours de ski cette année, au lieu de 200 sur une année normale, a-t-elle confié après sa victoire de Deer Valley. L'année dernière, j'étais beaucoup plus forte. »

Son entraînement, ses méthodes de préparation ont évolué à l'été 2001. Elle ne « peut pas dire » ce qui a changé : « Ce serait beaucoup trop long à expliquer. » Après une bonne journée de ski, il lui arrive toujours de connaître des douleurs terribles. Elle refuse de s'alarmer : « Je peux toujours marcher, vous savez. Sur les mains, s'il le faut. »

Eric Collier

## La Norvège jubile grâce à Ole Einar Björndalen

**Biathlon** • La France obtient la médaille de bronze du relais masculin

**SALT LAKE CITY**  
de notre envoyé spécial

Un véritable cavalier seul ! Personne n'a pu s'opposer, mercredi 20 février sur les pistes de Soldier Hollow, aux Norvégiens dans l'épreuve du relais masculin de biathlon. Halvard Hanevold a pris d'emblée les commandes de la course (4 x 7,5 km, avec deux séances de tir par relais, couché et debout). Ses compatriotes Frode Andersen, Egil Gjelland, puis Ole Einar Björndalen, ne les ont plus lâchées, laissant finalement l'équipe allemande à quarante-cinq secondes.

Mais le cavalier seul, c'est aussi sur l'ensemble des épreuves olympiques masculines de biathlon que la Norvège l'a réalisé : elle s'est adjugé les quatre courses inscrites au programme. Un grand chelem dû à un seul homme : Ole Einar Björndalen, déjà victorieux en individuel sur le 20 km, le sprint et la poursuite, avant de couper en vainqueur la ligne d'arrivée du relais.

A 28 ans, « OEB », comme il est familièrement surnommé dans le milieu, s'est ainsi paré de sa cinquième médaille d'or olympique (il avait gagné le sprint en 1998 à Nagano) et de sa sixième médaille olympique au total (avec l'argent en relais en 1998). S'il est devenu une star en Norvège, celui qui, dans sa prime jeunesse, s'intéressait plus au football qu'au ski, n'a cependant pas encore atteint le statut d'un Björn Dählie : véritable légende vivante dans son pays, ce skieur de fond, aujourd'hui retiré des pistes en raison de problèmes de dos, a conquis à huit reprises l'or olympique.

Le camp français dans son ensem-

ble a savouré la médaille de bronze décrochée par Gilles Marguet, Vincent Defrasne, Julien Robert et Raphaël Poirée, les quatre membres du relais masculin. « Ils ont tous admirablement joué, ils n'ont rien laissé filer », s'est félicité Joël Besson, directeur des équipes de France.

### « TOUT FINIT BIEN »

« Cela fait quatre ans que nous travaillons. L'an dernier, au Mondial, nous avions fait une belle course [médaille d'or]. Troisième ici, ce n'est pas un aboutissement, mais nous avons fait une vraie course d'équipe et je suis vraiment heureux », a assuré Raphaël Poirée, qui, au coude à coude dans le dernier relais avec le Russe Pavel Rostovtsev et l'Allemand Frank Luck, a eu « la chance » de voir le premier connaître des ratés lors des derniers tirs, avant de devoir s'incliner dans les derniers hectomètres face au second, plus rapide que lui à skis. « Je repars avec quatre médailles [avec l'argent de la poursuite et les deux médailles d'argent glanées par sa femme, la Norvégienne Liv Grete Poirée]. Certains médisants me diront que je n'ai pas eu l'or. Mais je suis vraiment ravi », a assuré Raphaël Poirée qui a remporté les deux dernières éditions de la Coupe du monde, devant Ole Einar Björndalen.

Alors que les équipes de France (féminine et masculine) de biathlon étaient réparties bredouilles de Nagano en 1998 – s'exposant à leur retour à de sérieux remaniements –, avec deux médailles d'argent à Salt Lake City, « tout finit bien », a estimé Joël Besson.

« Deux médailles, on pourrait dire :

seulement deux. Mais, pour une nation moyenne comme nous le sommes, par rapport aux poids lourds que sont la Norvège, l'Allemagne ou la Russie, le bilan est globalement positif. Nous sommes à notre valeur du moment. Le travail qui a été fait l'a été correctement. C'est important de finir comme cela. »

A en croire Joël Besson, ce bilan olympique, qui « évite les remises en cause », serait « l'idéal pour continuer à construire des choses ». « Nous ne sommes pas encore la Norvège, l'Allemagne ou la Russie, avec un nombre d'athlètes importants, un encadrement plus volumineux, plus expérimenté. C'est tout cela qu'il nous faut nous attacher à faire et obtenir », a expliqué le patron des équipes de France.

Philippe Le Cœur

## RÉSULTATS

### SKI ALPIN

#### DAMES

#### SLALOM

1. Janica Kostelic (Cro), 1 min 46 s 10
2. Laure Péquegnot (Fra), 1 min 46 s 17
3. Anja Paerson (Sue), 1 min 47 s 09
4. Nowen (Sue), 1 min 47 s 18 ; 5. Ertl (All), 1 min 47 s 82 ; 6. Bergmann (All), 1 min 47 s 98 ; 7. Vidal (Fra), 1 min 48 s 11 ; 8. Raita (Fin), 1 min 48 s 40.

#### BIATHLON

#### MESSIEURS

#### RELAIS 4 x 7,5 KM

1. Norvège, 1 h 23 min 42 s 3
2. Allemagne, à 45 s 3
3. France, à 54 s 3 ; 4. Russie, à 1 min 12 s 1 ; 5. République tchèque, à 2 min 53 s 8 ; 6. Autriche à 3 min 16 s 6 ; 7. Ukraine, à 3 min 19 s 9 ; 8. Biélorussie à 3 min 29 s 7.

#### SKELTON

#### DAMES

1. Tristan Gale (Usa), 1 min 45 s 11
2. Lea Ann Parsley (Usa), 1 min 45 s 21

### SALT LAKE CITY

de notre envoyé spécial

Après le patinage artistique, le short-track. Le Delta Center aura été, en quinze jours de compétitions, le théâtre de plus de polémiques que pendant tout le reste de l'année, quand les patineurs cèdent la place aux basketteurs des Utah Jazz. Après les Canadiens Jamie Salé et David Pelletier, installés sur la première marche du podium de l'épreuve de couples sous la pression populaire, cela a été, mercredi 20 février, au tour de l'Américain Apolo Ohno de bénéficier d'une décision contestable. Ce jeune homme de 19 ans était présenté comme l'une des futures vedettes des Jeux. L'hebdomadaire *Sports Illustrated* lui avait même consacré sa couverture, une première pour un sport confidentiel.

L'objectif d'Apolo Ohno à Salt Lake City était d'enlever quatre titres. Dimanche 17 février, il s'envolait quand, en finale du 1 000 m, le jeune homme chutait à quelques mètres de la ligne d'arrivée en compagnie de trois de ses concurrents, laissant l'Américain Steven Bradbury cueillir une improbable victoire. Mais l'Américain avait la présence d'esprit de ramper jusqu'à la ligne afin d'empocher la médaille d'argent. Entaillé à la cuisse, il devait se faire poser six points de suture et devenait illico l'enfant chéri du sport américain.

### « DÉCISION INJUSTE »

Sans doute Apolo Ohno devoit-il impérativement couronner l'histoire par un titre olympique. Mercredi, il n'a franchi la ligne d'arrivée du

1 500 m qu'en deuxième position, derrière le Sud-Coréen Kim Dong-sung. Les huées des 15 000 spectateurs sont venues saluer la victoire du champion olympique 1998 du 1 000 m.

Celui-ci entamait un tour d'honneur, sous les yeux d'un Apolo Ohno figé sur le bord de la patinoire, dans l'attente d'une possible disqualification de son vainqueur. Celle-ci, prononcée pour un changement de trajectoire peu évident, survenait dans les secondes qui suivaient. De rage, Kim Dong-sung jetait son drapeau national à terre.

« Je trouve cette décision injuste, a déclaré le Français Bruno Loscos, cinquième de cette finale. Le Coréen a commis sans doute une petite faute, mais il fait la même depuis des années et les juges ne l'avaient jamais sanctionné. Dans notre sport, les disqualifications permettent de savoir jusqu'où l'on peut aller. Là, Kim Dong-sung se fait sanctionner pour la première fois, alors que nous sommes en finale des Jeux, et aux Etats-Unis. Bizarrement, Apolo Ohno n'est pas disqualifié en finale du 1 000 m, alors qu'il avait commis deux fautes évidentes. »

L'Italien Fabio Carta, lui aussi finaliste, a trouvé la décision « absurde ». Le Canadien Marc Gagnon, médaillé de bronze, qui a assisté aux premières loges à l'incident, fait bande à part en estimant que la décision prise a été une « bonne chose ». Un avis évidemment très différent de celui de l'entraîneur coréen Jun Myung-kyu, qui a affirmé que « le niveau de l'arbitrage devrait être amélioré ».

Gilles van Kote

### PATINAGE DE VITESSE

#### DAMES

#### 1 500 M

1. Anni Friesinger (All), 1 min 54 s 02 (record du monde)
2. Sabine Völker (All), 1 min 54 s 97
3. Jennifer Rodriguez (Usa), 1 min 55 s 32
4. Klassen (Can), 1 min 55 s 59 ; 5. Witty (Usa), 1 min 55 s 71 ; 6. Pechstein (All), 1 min 55 s 93 ; 7. de Jong (Pbs) 1 min 56 s 02 ; 8. Sannes (Usa), 1 min 56 s 29.

#### HOCKEY SUR GLACE

#### MESSIEURS

**Quarts de finale** : Biélorussie-Suède 4-3 ; Russie-République tchèque 1-0 ; Etats-Unis - Allemagne 5-0 ; Canada-Finlande 2-1.

#### CURLING

#### DAMES

**Demi-finales** : Grande-Bretagne - Canada 6-5 ; Suisse - Etats-Unis 9-4.

#### MESSIEURS

**Demi-finales** : Canada-Suède 6-4 ; Norvège-Suisse 7-6.

3. Alex Coomber (Gbr), 1 min 45 s 37
4. Sartor (All), 1 min 45 s 53 ; 5. Pedersen-Bieri (Sui), 1 min 45 s 55 ; 6. Alcock (Can), 1 min 45 s 69 ; 7. Mironova (Rus), Hanzlik (All), 1 min 45 s 95.

#### MESSIEURS

1. Jim Shea (Usa), 1 min 41 s 96
2. Martin Rettl (Aut), 1 min 42 s 01
3. Gregor Staehli (Sui), 1 min 42 s 15
4. Wrottesley (Idn), 1 min 42 s 57 ; 5. DeWitt (Usa), 1 min 42 s 83 ; 6. Pain (Can), 1 min 42 s 92 ; 7. Soule (Usa), 1 min 42 s 98 ; 8. Kos hi (Jap), 1 min 43 s 02 ; ... 17. Cavoret (Fra), 1 min 43 s 88.

#### SHORT-TRACK

#### DAMES

#### RELAIS 3 000 M

1. Corée du Sud, 4 min 12 s 793 (rec. monde)
2. Chine, 4 min 13 s 236
3. Canada, 4 min 15 s 738
4. Japon, 4 min 21 min 107

#### MESSIEURS

1. Apolo Anton Ohno (Usa), 2 min 18 s 541
2. Li Jiajun (Chn), 2 min 18 s 731
3. Marc Gagnon (Can), 2 min 18 s 806
4. Carta (Ita), 2 min 18 s 947 ; 5. Loscos (Fra), 2 min 19 s 587.





L'attaquant suédois Michael Nylander tente de passer entre deux défenseurs biélorusses. La défaite (3-4) de la Suède face au Petit Poucet de la compétition constitue la surprise des quarts de finale du tournoi de hockey. La République tchèque a été battue par la Russie. Canada et Etats-Unis sont aussi qualifiés.

## Allez les Autrichiens !



**LES AUSTRALIENS** se marrent. Depuis des années que, sur les patinoires et les pistes de ski, on les prenait pour des Autrichiens... « Je ne peux pas vous dire le nombre de fois où, dans le portillon de départ, le speaker m'a présentée comme étant une skieuse autrichienne », assure Alisa Camplin, la nouvelle championne olympique de saut acrobatique, qui est née à Canberra, ce qui fait très, très loin d'Innsbruck. C'est que de « *austrian* » à « *australian* », en version anglaise, on a vite fait de franchir un hémisphère. « *Notamment les Américains, qui ne font pas la différence entre un petit pays des Alpes et un grand pays de l'hémisphère Sud* », s'amuse Robert Lussetich, journaliste au quotidien *The Australian*.

Mais les Australiens tiennent leur revanche. A Salt Lake City, à quatre jours de la fin des Jeux, ils devançant l'Autriche au tableau des médailles. Ils n'en comptent peut-être que deux - Steven Bradbury a remporté le 1 000 m en short-track en bénéficiant de la

chute des quatre autres finalistes, mais peut-on lui reprocher d'être le seul concurrent à avoir terminé debout ? —, mais elles sont d'or, et c'est ce qui fait toute la différence. L'Autriche en est à 14 médailles, mais seulement une d'or - celle de Fritz Ströbl, en descente - et neuf de bronze, ce qui est en passe de se transformer en affaire d'Etat et a fait titrer à un journal : « *C'est le retour à l'âge de bronze.* »

L'Australie, dont le palmarès aux Jeux d'hiver s'élevait en tout et pour tout, depuis 1924, à deux médailles de bronze (contre 145, tous métaux confondus, pour l'Autriche), n'en revient pas. Trois jours après la victoire de Steven Bradbury, un timbre à l'effigie du héros a été émis par la poste australienne. Alisa Camplin aura bientôt le sien, comme tous les champions olympiques australiens des Jeux de Sydney l'ont eu. Pourtant, avec une dizaine de stations de ski et à peu près autant de patinoires réparties entre les grandes villes, l'Australie n'est pas près de devenir un pays de sports d'hiver. Pas sûr que ça console les Autrichiens.

G. v. K.

## PROGRAMME

### JEUDI 21 FÉVRIER

**Ski alpin** : géant messieurs (18 heures et 21 heures, heure française).  
**Ski de fond** : relais dames 4 x 5 km (20 h 30).  
**Combiné nordique** : épreuve de saut à skis tremplin 120 m (18 h 30).  
**Hockey sur glace** : match pour la médaille de bronze (20 heures) et finale dames (1 heure).  
**Patinage artistique** : programme libre dames (2 h 45).  
**Curling** : match pour la médaille de bronze (Finlande-Suède, à 17 heures) et finale dames (Etats-Unis - Canada, à 22 heures).

### VENDREDI 22 FÉVRIER

**Ski alpin** : géant dames (18 heures et 21 heures).  
**Combiné nordique** : épreuve de ski de fond 7,5 km (18 heures).  
**Bobsleigh** : 1<sup>er</sup> et 2<sup>es</sup> manches bob à quatre (23 h 30).  
**Hockey sur glace** : demi-finales messieurs (Canada-Biélorussie, à 20 heures, et Russie-Etats-Unis à 0 h 15).  
**Patinage de vitesse** : 10 000 m messieurs (20 heures).  
**Curling** : match pour la médaille de bronze (Suisse-Suède, à 17 heures) et finale messieurs (Canada-Norvège, à 22 h 30).

### TABLEAU DES MÉDAILLES

Norvège, 18	(10 or ; 6 argent ; 2 bronze)
Allemagne, 31	(9 or ; 15 argent ; 7 bronze)
Etats-Unis, 26	(9 or ; 9 argent ; 8 bronze)
Russie, 13	(5 or ; 5 argent ; 3 bronze)
France, 9	(3 or ; 4 argent ; 2 bronze)
Italie, 9	(3 or ; 2 argent ; 4 bronze)
Finlande, 6	(3 or ; 2 argent ; 1 bronze)
Suisse, 7	(2 or ; 3 argent)
Pays-Bas, 5	(2 or ; 1 argent ; 3 bronze)
Canada, 9	(2 or ; 1 argent ; 6 bronze)
Croatie, 3	(2 or ; 1 argent)
Corée du Sud, 3	(2 or ; 1 argent)
Australie, 2	(2 or)
Espagne, 2	(2 or)
Autriche, 14	(1 or ; 4 argent ; 9 bronze)
Chine, 5	(1 or ; 2 argent ; 2 bronze)
République tchèque, 2	(1 or ; 1 bronze)
Estonie, 2	(1 or ; 1 bronze)

# Tout le talent de Mickaël Landreau n'a pas suffi à remettre Nantes à flot

**Football** • Face à Manchester United, les joueurs d'Angel Marcos ont dû concéder le match nul (1-1) dans les dernières secondes

### NANTES

de notre envoyé spécial

L'Écossais en a presque perdu son flegme légendaire. « *Landreau is incredible, absolutely fantastic. How old is he ?* » De la part d'Alex Ferguson, entraîneur écossais de Manchester United, le club le plus riche du monde, le compliment vaut son pesant d'or. Lorsqu'un peu plus tard les propos du manager lui seront rapportés, Mickaël Landreau lèvera les yeux au ciel avant d'esquisser un sourire timide, flatté et déçu à la fois.

Car, mercredi 20 février, lors du 3<sup>e</sup> match de la 2<sup>e</sup> phase de la Ligue des champions, Nantes (13<sup>e</sup> du classement du championnat de France de Division 1), a dû concéder un résultat nul (1-1) devant le nouveau leader de la Premier League, Manchester United.

A 22 ans, le « *french goalkeeper* » a livré une partie dont il se souviendra longtemps. S'il avait arrêté le penalty du Néerlandais Ruud van Nistelrooy (il est parti du bon côté de la tir surpuissant de l'attaquant manucien), à la 93<sup>e</sup> minute, il aurait confiné la perfection. « *Vu la qualité de sa prestation, j'ai vraiment pensé qu'il allait le stopper* », a reconnu Angel Marcos, son entraîneur.

Les Nantais, davantage préoccupés par leur maintien en D1 (ils comptent seulement trois longueurs d'avance sur le premier relégable) que par la Coupe d'Europe, voyaient leur rencontre face à Manchester United comme « *un cadeau* », l'occasion « *idéale* » d'oublier ce titre de champion de France décidément lourd à porter.

A peine déballé, le « *cadeau* » réservait une magnifique surprise : à la 9<sup>e</sup> minute, le Roumain Viorel Moldovan, d'un tir du droit, trompait Fabien Barthez pour ouvrir le score. Et le public du stade de la Beaujoire a alors assisté, presque incrédule, à une démonstration de jeu dites « *à la nantaise* », une Appellation d'origine contrôlée qui consiste à faire circuler le ballon jusqu'au but en

une touche de balle, un produit en rupture de stock depuis le début de la saison 2001-2002. Moribond en championnat, le FC Nantes-Atlantique allait-il à nouveau étonner un grand club européen ? Déjà, en septembre dernier, alors encloué à la dernière place du classement de D1, le club avait écrasé le PSV Eindhoven (4-1) avant de s'imposer à Rome contre la Lazio (1-3).

### LES ASSAULTS DES REDS

Pour que le scénario se reproduise, encore fallait-il être capable de résister aux assauts orchestrés par l'insatiable Roy Keane et de repousser les centres ajustés par Ryan Giggs et David Beckham. Quand Manchester United, meilleure attaque du championnat d'Angleterre (avec 66 buts en 26 journées), a repris l'offensive pour tenter de revenir au score, la charnière centrale sud-américaine composée du Colombien Mario Yepes et de l'Argentin Nestor Fabbri, arc-boutée à tenu bon. Mickaël Landreau aussi.

Le gardien de l'équipe de France Espoirs s'est illustré dans tous les domaines de son poste : le face à face (29<sup>e</sup>), le plongeon « *téméraire* » dans les pieds de l'attaquant lancé (31<sup>e</sup>), l'arrêt réflexe (52<sup>e</sup>) ou les parades face aux tirs d'Ole Gunnar Solskjær (65<sup>e</sup>) ou de Ryan Giggs (75<sup>e</sup>) et à la tentative à bout portant de Paul Scholes (87<sup>e</sup>). Le tout sous une pluie battante, autant dire britannique, qui rendait la trajectoire de la balle bien plus aléatoire et sa capture terriblement plus délicate. Mais Mickaël Landreau a su lire toutes les trajectoires et repousser - presque - tous les ballons.

Lorsque l'arbitre grec Kyros Vassaras a sifflé un penalty, à quelques secondes de la délivrance, pour une main de Mario Yepes, initiative désespérée d'un défenseur ténébreux par l'épuisement face à des attaquants infatigables, le cœur des Nantais s'est arrêté de battre. Et Ruud van Nistelrooy n'a pas manqué l'occasion d'égaliser pour don-

ner un point, somme toute mérité, à son équipe.

A la fin de la rencontre, tout comme son entraîneur Alex Ferguson, Fabien Barthez a rendu hommage à son jeune homologue. « *Micka a fait un grand match, a-t-il assuré. Il a été fantastique, c'a été du 100 %.* *Il est jeune. Ce serait bien qu'il rentre dans le groupe France pour la Coupe du monde. C'est mon souhait, en tout cas. Mais ce n'est pas moi qui prend les décisions. On a un sélectionneur qui est là pour ça.* » Sensible aux compliments de celui qu'il reconnaît comme un modèle, Mickaël Landreau a avoué qu'il songeait à cette sélection chez les Bleus pour la Coupe du monde. « *J'y pensais déjà avant la rencontre face à Manchester, a-t-il confié. Ce soir, j'ai certainement marqué des points.* »

Pierre Lepidi

### NANTES-MANCHESTER U. 1-1

Ligue des champions (2<sup>e</sup> phase, 3<sup>e</sup> journée, groupe A)  
Stade de la Beaujoire, à Nantes ; bon terrain ; temps frais ; 55 000 spectateurs ; arbitre : M. Vassaras (Gré)

### BUTS

FC NANTES : Moldovan (9<sup>e</sup>)  
MANCHESTER U. : Van Nistelrooy (90<sup>e</sup>+3)

### AVERTISSEMENTS

FC NANTES : Yepes (32<sup>e</sup>)  
MANCHESTER UNITED : Keane (32<sup>e</sup>)

### EXPULSION

FC NANTES : Yepes (90<sup>e</sup>+3)

### LES ÉQUIPES

• **FC NANTES** (entraîneur : C. Marcos) : Landreau • Cetto, Yepes, Fabbri, Armand • Ziani, Savinaud, Berson, Quint (Bilayi Ateba, 78<sup>e</sup>) • Vahirua (Da Rocha, 60<sup>e</sup>), Moldovan (André, 76<sup>e</sup>).  
• **MANCHESTER U.** (entraîneur : A. Ferguson) : Barthez • P. Neville (Forlan, 78<sup>e</sup>), Blanc, G. Neville, Silvestre • Beckham, Keane, Veron (Solskjær, 64<sup>e</sup>), Scholes, Giggs • Van Nistelrooy.

## VENDREDI 22 FÉVRIER 2002 - 20H50

TF1

ET



PRÉSENTENT EN SIMULTANÉ ET EN STÉRÉO

TOUS DANS LE MÊME BATEAU



LES ENFOIRÉS 2002

AVEC ALIZÉE • JEAN-LOUIS AUBERT • AXEL BAUER • ISABELLE BOULAY  
DANY BRILLANT • PATRICK BRUEL • FRANCIS CABREL  
GERALD DE PALMAS • ELSA • EMMÉ ET IMAGES • PATRICK FIORI  
LIANE POY • GAROU • JEAN-JACQUES GOLDMAN • DAVID HALLYDAY  
MICHAEL JONES • GÉRARD JIGNOT • PATRICIA KAAS • IJAN  
SERGE LAMA • CATHERINE LARA • MICHÈLE LABOQUE • MARC LAVOINE  
MAXIME LE FORESTIER • LORIE • MAURANE • MC SOLAAR  
YANNICK NOAH • PASCAL OBISPO • PIERRE PALMADE • MURIEL ROBIN  
HÉLÈNE SÉGARA • PATRICK TIMST • TITOFF • ROCH VOISINE  
LAURENT VOUTZY • ZAZIE...



Double CD disponible dès le 23 février 2002

Toutes les fréquences RTL2 au 08 92 68 78 02 (0,34 €/min) et sur www.rtl2.fr

Envoyez vos dons aux Restaurateurs du Cœur 75615 Paris Cedex 15 (CCP 830 03 B) www.restoaucoeur.org



## Le « Barça » rêve d'absolu mais cale face à l'AS Rome

### BARCELONE

de notre envoyé spécial

Combien de temps le FC Barcelone va-t-il encore pouvoir résister ? Depuis sa création, en 1899, le club catalan a toujours refusé de faire figurer de la publicité sur son maillot. A l'heure du foot-business sans limites, le Barça est le dernier grand club à se vanter d'un tel particularisme. Son nouveau directeur général, Javier Perez Farguell, se garde bien d'assurer qu'il en sera toujours ainsi. « *Il n'y a pas eu de publicité jusque-là, constate-t-il. Je ne sais pas de quoi sera fait l'avenir. Mais on fera tout ce qui est possible pour continuer à nous en passer.* » Un premier pas a été franchi puisque, prochainement, le sigle d'une marque connue fera son apparition sur les tenues portées à l'entraînement par les joueurs du Barça. Une petite révolution à l'aune de la tradition *blaugrana*.

S'il est un club qui entretient une fierté sans pareil pour son passé,

### FC BARCELONE-AS ROME 1-1

Ligue des champions (2<sup>e</sup> phase, 3<sup>e</sup> journée, groupe B)

Stade Nou Camp, à Barcelone ; bon terrain ; temps frais ; 95 000 spectateurs ; arbitre : M. Veissière (Fra.)

### BUTS

FC BARCELONE : Kluivert (82<sup>e</sup>)  
AS ROME : Panucci (57<sup>e</sup>)

### AVERTISSEMENTS

FC BARCELONE : Rivaldo (43<sup>e</sup>)  
AS ROME : Samuel (32<sup>e</sup>) ; Panucci (85<sup>e</sup>)

### LES ÉQUIPES

• **FC BARCELONE** (entraîneur : C. Reixach) : Reina • Puyol, Christanval, De Boer, Sergi (Xavi, 75<sup>e</sup>) • Motta (Rocheback, 68<sup>e</sup>), Cocu, Luis Enrique • Rivaldo • Saviola (Overmars, 55<sup>e</sup>), Kluivert.

• **AS ROME** (entraîneur : F. Capello) : Antonioli • Panucci, Samuel, Zebina, Cafu • Tommasi, Candela, Emerson, Lima (Guigou, 75<sup>e</sup>) • Totti (Delvecchio, 81<sup>e</sup>), Batistuta.

c'est bien le FC Barcelone. En ce jour de reprise de Ligue des champions, mercredi 20 février, le monumental Nou Camp (98 000 places) s'est rempli en seulement quelques minutes : les Barcelonais sont connus pour ne pas arriver en avance au stade. Quatre-vingt-dix minutes plus tard, quand l'arbitre français Gilles Vessière siffla la fin du match, renvoyant le Barça et l'AS Rome dos à dos (1-1), les travées se vident aussi rapidement, dans un silence d'une froide brutalité. Ni huée ni remerciement. Le résultat, moyen, ne risque guère d'être goûté au siège du club, un bâtiment luxueux rempli d'œuvres d'art contemporain et dont les toilettes, comble du raffinement, sont dotées de vaporisateurs d'eaux de toilette françaises.

### L'EUROPE CHAQUE ANNÉE

Avec une victoire et deux nuls, le Barça est encore loin, en effet, d'avoir assuré sa qualification pour les quarts de finale de la Ligue des champions. Une élimination au terme de la deuxième phase serait une catastrophe pour cette institution qui s'enorgueillit de n'avoir jamais vécu de saison sans jouer de coupe d'Europe. Le FC Barcelone se flatte également d'être parmi les clubs les plus riches du monde. Son budget se situe aux alentours de 200 millions d'euros. Un chiffre qui augmentera sensiblement ces prochaines années si le club réussit à réaliser ses projets de développement.

Le Barça vient ainsi de trouver un accord avec la National Football

League (NFL), l'organisation qui chapeaute le football américain, dans le but d'organiser une tournée aux Etats-Unis et au Mexique, à l'image de celle que fait Manchester United en Asie chaque été. Le Barça vient également de signer un partenariat avec le groupe de marketing sportif français Havas Advertising Sports qui devrait lui rapporter 40 millions d'euros sur six ans.

Le club s'approprie également à lancer la construction d'une « cité sportive » qui comprendra huit terrains de football, trois gymnases et une résidence pour les joueurs en formation. D'un coût de 30 millions d'euros, elle sera financée par la vente de ses terrains d'entraînement.

Trouver de nouvelles recettes n'est jamais un exercice très simple pour un club qui continue de fonctionner sous un régime associatif et dont la particularité est d'appartenir à ses 105 000 socios. « *Par tradition, nous maintenons volontairement le prix des abonnements à des tarifs qui restent bon marché* (entre 240 et 620 euros pour une saison complète de championnat et de Ligue des champions). *Il faut que le Barça puisse rester le club de tout le monde* », explique Javier Perez Farguell. Pas question, ici, de parler d'introduction en Bourse : « *Nous, quand on fait la fête sur les Ramblas, c'est parce que le Barça a remporté un titre. Et non parce que nous avons fini la saison avec un bon budget* », observe Javier Perez Farguell.

Frédéric Potet

### RÉSULTATS

LIGUE DES CHAMPIONS (2<sup>e</sup> phase, 3<sup>e</sup> journée)

GROUPE A  
Real Madrid (Esp)-FC Porto (Por) 1-0  
Sparta Prague (TTC)-Panathinaïkos (Gré) 0-2  
**Classement** : 1. Real Madrid, 9 pts ; 2. Panathinaïkos Athènes, 4 ; 3. Sparta Prague, 3 ; 4. FC Porto, 1.  
**Prochaine journée (27 février)** : Panathinaïkos-Sparta Prague ; FC Porto-Real Madrid.  
GROUPE B  
Bayer Leverkusen-Arsenal 1-1  
Juventus Turin-Deportivo La Corogne 0-0  
**Classement** : 1. Juventus Turin, 4 pts ; 2. Arsenal, 4 ; 3. Bayer Leverkusen, 4 ; 4. Deportivo La Corogne, 4.  
**Prochaine journée (27 février)** : Arsenal-Leverkusen ; La Corogne-Juventus.  
GROUPE C  
Real Madrid (Esp)-FC Porto (Por) 1-0  
Sparta Prague (TTC)-Panathinaïkos (Gré) 0-2  
**Classement** : 1. Real Madrid, 9 pts ; 2. Panathinaïkos Athènes, 4 ; 3. Sparta Prague, 3 ; 4. FC Porto, 1.  
**Prochaine journée (27 février)** : Panathinaïkos-Sparta Prague ; FC Porto-Real Madrid.  
GROUPE D  
Bayer Leverkusen-Arsenal 1-1  
Juventus Turin-Deportivo La Corogne 0-0  
**Classement** : 1. Juventus Turin, 4 pts ; 2. Arsenal, 4 ; 3. Bayer Leverkusen, 4 ; 4. Deportivo La Corogne, 4.  
**Prochaine journée (27 février)** : Arsenal-Leverkusen ; La Corogne-Juventus.



# Les portes glacées du Pacifique

Le passage du Nord-Ouest par l'océan Arctique a longtemps fait rêver les explorateurs. Près d'un siècle après Roald Amundsen, Michèle Demai et Sabrina Thiery devraient être le premier équipage féminin à le réussir

**BIEN AVANT** d'être confirmée par l'expédition du Norvégien Roald Amundsen (1903-1905), l'existence d'un passage d'un Nord-Ouest pour relier l'Atlantique au Pacifique à travers le Grand Nord a motivé des explorateurs. Dès 1490, l'Italien Jean Cabot, envoyé par le roi d'Angleterre Henri VII, avait émis l'idée d'une route septentrionale vers la Chine. Il découvrit Terre-Neuve et explora en vain les côtes du Groenland, du Labrador et de la Nouvelle-Angleterre.

Le contrôle des Espagnols et des Portugais sur les routes maritimes par le cap de Bonne-Espérance ou le détroit de Magellan incita les grands marchands de Londres et d'Amsterdam à financer des expéditions afin de rechercher cette troisième voie dès le XVI<sup>e</sup> siècle. Martin Frobisher, John Davis, Henry Hudson, Thomas Button,

## « Nuage », le quinzième voilier

Depuis Roald Amundsen, quatorze voiliers ont franchi le passage du Nord-Ouest entre l'Atlantique et le Pacifique.

1903-1905 : *Gjoa* (Nor) ;  
1940-1942-1944 : *Saint-Roch* (Can) ;  
1977 : *Williwaw* (Bel) ;  
1976-1978 : *Bernier II* (Can) ;  
1979-1982 : *Mermaid* (Jap) ;  
1982-1988 : *Vagabond* (Fra) ;  
1983-1988 : *Belvedere* (Usa) ;  
1988-1989 : *Northanger* (Gbr) ;  
1990 : *Asma* (All) ;  
1993 : *Agmar Aaen* (All) ;  
1995 : *Dove III* (Can) ;  
1995 : *Croatian Tern* (Cro) ;  
1999 : *Ocean Search* (Fra) ;  
2001 : *Northabout* (Irl).

William Baffin, Robert Bylot, Luke Foxe, Thomas James, Christopher Middleton, Edward Parry, John Ross, John Franklin, Peter Warren Dease, Thomas Simpson, Charles Francis Hall, ont ainsi fait progresser la connaissance et la cartographie de ces zones, malgré le froid, le scorbut ou les Inuits qui ont décimé les équipages. Mais, à l'aube du XX<sup>e</sup> siècle, aucun navigateur n'avait su déjouer ce dédale de baies et de détroits glacés la majeure partie de l'année, pour trouver le passage du Nord-Ouest entre les océans Atlantique et Pacifique.

Grâce à un financement pour la localisation du pôle Nord magnétique, Roald Amundsen a quitté la Norvège en juin 1903. A la fin de l'été, *Gjoa*, son cotre de 70 pieds,

avait remonté le détroit de Lancaster avant d'être immobilisé par les glaces. L'explorateur mit à profit les vingt-deux mois d'hivernage à Gjoa Haven (la baie du Gjoa) pour étudier le magnétisme, le mode de vie des Inuits et la conduite d'un traîneau en vue de ses expéditions futures vers les pôles. Sa progression vers l'Ouest a pu reprendre en août 1905. Fin septembre, avant d'être à nouveau bloqué par les glaces, le *Gjoa* croisa un baleinier de San Francisco. C'est en traîneau que Roald Amundsen ralliera Eagle City (Alaska), distante de plus de 800 km, pour télégraphier, le 5 décembre 1905, la réussite du premier passage du Nord-Ouest.

### TROIS ÉTÉS DE CABOTAGE

Près d'un siècle plus tard, le 1<sup>er</sup> octobre 2001, Michèle Demai et sa fille cadette, Sabrina Thiery, n'étaient pas peu fières d'avoir refait en partie, sur 4 750 milles du Pacifique jusqu'à Cambridge Bay, le chemin parcouru dans l'autre sens par Amundsen. Elles devraient le compléter cet été. *Nuage*, leur cotre de 42 pieds, deviendrait le quinzième voilier à franchir le passage du Nord-Ouest. Le premier avec un équipage exclusivement féminin, si on excepte Pungo, le chat du bord.

Pour cette expédition, Michèle Demai préfère parler de « voyage », plutôt que d'« aventure » : « Le plus grand risque que j'ai pris a été de quitter la télévision pour devenir nomade. Mais je reste casanière. C'est ma maison qui me transporte. » Journaliste à l'ORTF, puis à Antenne 2 dans l'équipe d'Armand Jammot, elle a, pendant quinze ans, concilié son métier et sa passion pour la voile. Jusqu'en 1986, où elle a acheté une coque à un chaudronnier de marine. Avec les conseils de l'architecte naval Guy Saillard, elle a construit et aménagé *Nuage* dans son jardin.

Après une croisière vers la Corse, l'île de sa famille, en 1987, Michèle Demai a suivi de Sabrina « la route du laitier » par Gibraltar, Madère, les Antilles, le canal de Panama, les Galapagos, les Marquises et Tahiti. Dix mois de travail dans les îles ont « renfloué la caisse » avant de mettre le cap sur l'Alaska. Trois étés de cabotage, suivis de séjours à Paris pour ses activités de journaliste et d'écrivain, lui ont fait apprécier ces contrées où la montagne plonge dans l'océan. Après un aller-retour en France par le canal de Panama, puis un hivernage de six mois pour maîtriser la navigation polaire, Michèle Demai totalise 80 000 mil-

les à bord de *Nuage* et s'estime prête pour tenter le passage du Nord-Ouest.

## « Vagabond » vers le passage du Nord-Est

**DÈS JUILLET 1879**, le baron suédois Adolf Erik Nordenskjöld a été le premier navigateur à passer de l'Atlantique au Pacifique en longeant les côtes de la Sibérie. Partie de Göteborg le 4 juillet 1878, la *Vega*, une baleinière de 45 mètres, a été stoppée par les glaces début septembre, peu après le cap Chelagsky, à quelques jours de navigation du détroit de Béring. Cette expédition de scientifiques a dû hiverner dix mois avant de franchir le passage du Nord-Est.

Il faut attendre quarante ans pour trouver trace du deuxième passage par Roald Amundsen. Le pionnier du passage du Nord-Ouest, qui était devenu entre-temps le premier homme à atteindre le pôle Sud en décembre 1911, appareilla d'Oslo le 24 juin 1918. *Maud*, la réplique du *Fram*, avec lequel son compatriote Fridtjof Nansen s'était laissé dériver sur la banquise de juin 1893 à août 1896 pour tenter d'atteindre le pôle Nord, est bloquée par les glaces en septembre. L'hivernage se prolongera vingt-deux mois au cours desquels Amundsen se cassera un bras en glissant, aura le dos lacéré par un ours et sera gravement intoxiqué par les émanations

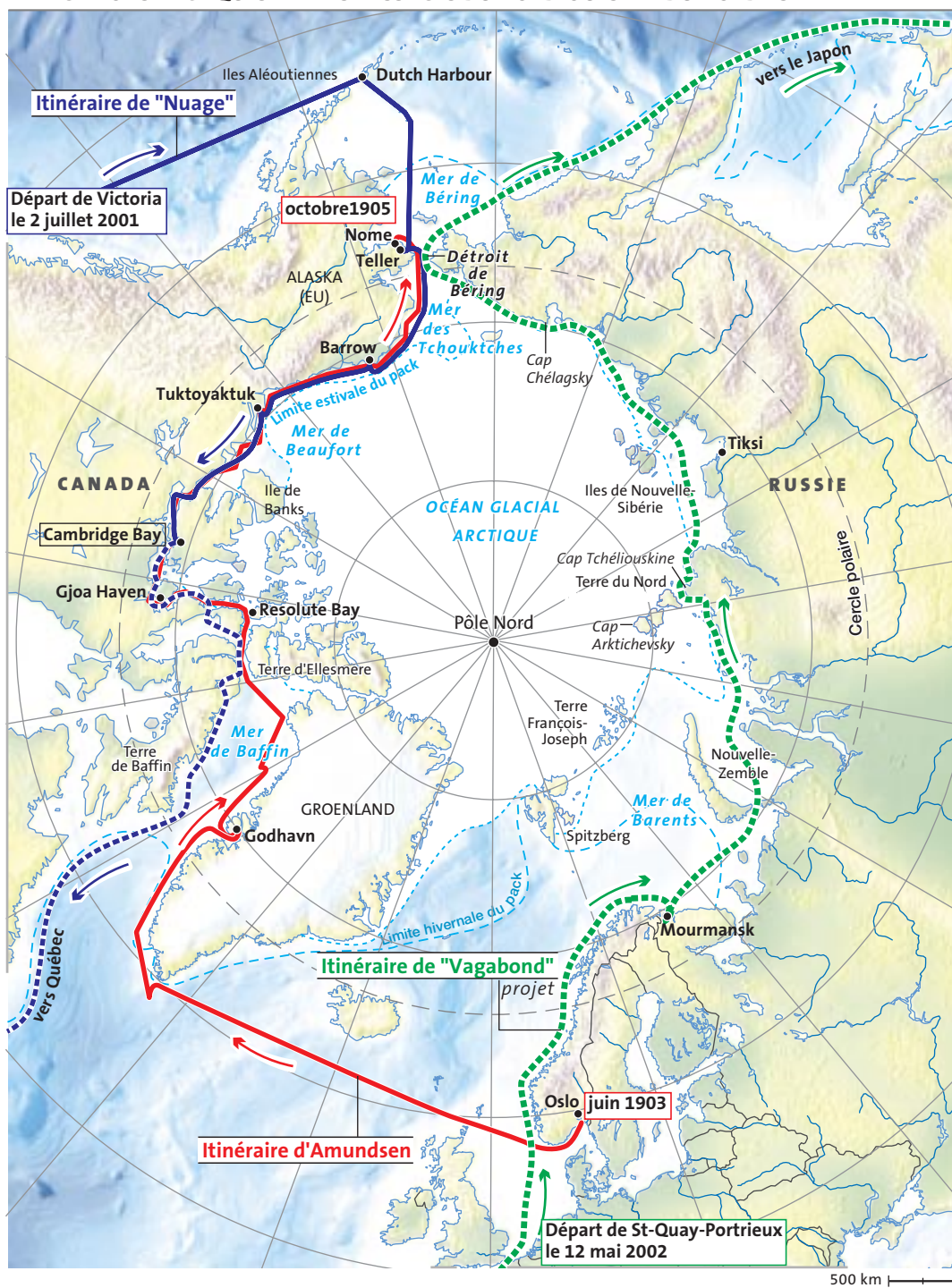
d'une lampe à pétrole. Il atteindra Nome le 27 juillet 1920. C'est aujourd'hui encore le seul navigateur à avoir bouclé le tour de l'océan Arctique.

### NECESSITÉ D'UN BRISE-GLACE

Plus encore que la banquise, la révolution d'Octobre et la militarisation de zones stratégiques comme les mers de Barents et des Tchouktsches ou le détroit de Béring ont interdit le passage du Nord-Est jusqu'au voyage de l'*Astrolabe* de Pierre Sauvadet en 1991. Depuis, les Russes s'efforcent de développer cette voie maritime qui permet de mieux exploiter les richesses du sous-sol de la Sibérie. Cinq brise-glaces à propulsion nucléaire ont été construits. Mais seul un voilier russe bouclant un tour du monde, l'*Apostol*, a pu forcer ce passage en 1999 avec l'aide d'un brise-glace.

Lorsqu'il quittera Saint-Quay-Portrieux (Côtes-d'Armor) avec *Vagabond* le 12 mai, Eric Brossier espère pouvoir tenter une première : le passage du Nord-Est sans hivernage. A trente-deux ans, cet ingénieur en génie mécanique a déjà un passé de boulingueur : traversées du Grand Nord québécois

### NAVIGATIONS ARCTIQUES PAR LES PASSAGES DU NORD-OUEST ET DU NORD-EST



les à bord de *Nuage* et s'estime prête pour tenter le passage du Nord-Ouest.

Le départ de Victoria (Colombie-Britannique), précédé d'une minutieuse préparation du bateau et de 3 tonnes de pièces de rechange et de nourriture pour l'expédition, est fixé au 2 juillet 2001. Dès la première étape vers l'arc volcanique des Aléoutiennes, la navigation au près contre des vents d'ouest de 50 nœuds s'avère pénible. Des calmes plats et une avarie de moteur à proximité de Dutch Harbor, dont la prospérité est assurée par les crabes bleus et les crabes royaux, contraignent les deux femmes à franchir la passe en remorquant d'un bateau de pêche.

La mer de Béring est fidèle à sa mauvaise réputation. Des coups de vent de force 9 (75 à 88 km/h) interdisent l'accès du chenal menant à Nome, le terminus de la ruée vers l'or de l'Alaska au début du XX<sup>e</sup> siècle. Plus au nord, elles devront attendre trois jours au mouillage, ballottées comme un



« Vagabond » dans le fjord Mikis, sur la côte nord-est du Groenland.

m'est apparu comme un beau moyen de voyager en le transformant en outil de travail et d'accueil ou en camp de base pour des expéditions », dit-il. A son retour en métropole, il enchaîne les missions de prospection sismique pour la Compagnie générale de géophysique et fait part de ses projets sur Internet. On lui parle de *Vagabond*.

### SURVOLER LA BANQUISE

Conçu en 1978 par l'architecte Gilbert Caroff pour Janusz Kurbiel, ce voilier polaire de 15,30 mètres compte cinq hivernages dans l'Arctique et a franchi dans les deux sens le passage du Nord-Ouest en 1982 et 1988. L'aventurier polonais n'a pu mener à terme des travaux de rénovation pour tenter un tour de l'Arctique en quatre ans. Eric Brossier a acquis *Vagabond* en octobre 1999 pour un investissement proche de 150 000 euros. Le rêve de rallier le Japon par le passage du Nord-Est prend corps.

Au Salon nautique, Eric rencontre France Pinczon du Sel. Ancienne étudiante des Beaux-Arts et diplômée en design naval, cette aquarelliste a été subjuguée par les

paysages de l'Antarctique en participant en 1997 à l'expédition Océanarctis sur *Pen-Duick III*. En 2000 et 2001, ils font ensemble deux navigations estivales d'entraînement au Groenland sur *Vagabond* en accompagnant des géologues de l'Institut polaire, puis sélectionnent quatre équipiers pour le passage du Nord-Est : un architecte naval finlandais, une spécialiste néerlandaise des ethnies sibériennes, un ingénieur géophysicien russe et un mécanicien français adepte de parapente, pour survoler la banquise.

Il ne reste plus à Eric Brossier qu'à conclure les démarches auprès des administrations et des ministères russes concernés (défense, tourisme, environnement, FSB [l'ex-KGB]) pour obtenir les autorisations, faire un dépôt pour payer les secours éventuels et préparer l'inspection de *Vagabond* à Mourmansk. Faute de parrainage pour cette expédition, il ne peut recourir aux services du Club aventure de Moscou, qui propose de régler ces formalités en échange de 20 000 dollars. Les aventuriers russes sont aussi devenus des hommes d'affaires.

G. A.

boxeur dans les cordes, avant de débarquer à Teller, où Amundsen et Umberto Nobile avaient posé le dirigeable *Norge*, le 14 mai 1926, après le premier survol de la banquise arctique depuis le Spitzberg. Le 23 août, elles franchissent le détroit de Béring par le chenal entre la grande Diomède russe et la petite Diomède américaine, sentinelles de pierre des deux superpuissances durant la guerre froide.

### COUPS DE VENT ET FROID

Les conditions de navigation se détériorent. Aux coups de vent s'ajoutent le froid, le blizzard et la menace permanente de la banquise et de ses growlers. A la pointe Barrow, l'extrême nord du territoire des Etats-Unis, les deux femmes doivent changer de mouillage cinq fois durant la nuit pour éviter des blocs de glace de plusieurs dizaines de tonnes qui dérivent vers *Nuage*. Après avoir fonctionné avec des quarts de douze heures, Michèle et Sabrina se relayent à la barre toutes les heures tandis que l'équipière surveille la progression au radar pour détecter la glace et au sonar pour les hauts fonds. Elles arriveront épuisées à Cambridge Bay.

De cette première partie du passage du Nord-Ouest, les deux navigatrices retiennent la solidarité et la chaleur de l'accueil des petites communautés de Teller, Barrow ou Tuktoyaktuk. Mais le plus fascinant reste l'environnement arctique. « L'impression de naviguer dans une quatrième dimension, au cœur d'un grand désert où les aurores boréales durent des heures et occupent le ciel tout entier, où les mirages font flouter les îles dans les nuages, où les arcs-en-ciel sont blancs, où le soleil se multiplie par trois dans les cristaux de glace et où l'on se sent tout petit », raconte Michèle. « Une navigation cosmique », s'émerveille Sabrina, qui, après avoir suivi ses cours par correspondance sur *Nuage* de la quatrième à la terminale, a obtenu son doctorat en astrophysique et physique solaire.

Gérard Alboury



# Un forage au Yucatan pour élucider la disparition des dinosaures

Des chercheurs tentent d'extraire, à 1 500 mètres de profondeur, des échantillons du cratère caché de Chicxulub, au Mexique, formé par l'impact d'un astéroïde géant avec la Terre. Cette collision serait à l'origine de l'extinction des grands reptiles, il y a 65 millions d'années

**EXTÉRIEUREMENT**, il s'agit d'un forage ordinaire. Pourtant, le carottage, qui a commencé le 12 décembre et doit se terminer le 23 février au Yucatan (Mexique), près de la bourgade côtière de Chicxulub, a pour objectif d'élucider le mystère de la disparition des dinosaures il y a 65 millions d'années. Une météorite géante d'un diamètre de 12 à 14 km avait alors percuté la Terre à la vitesse de 25 km par seconde, provoquant la disparition de 80 % des espèces vivantes et des animaux d'un poids supérieur à 25 kg. Parmi les victimes figuraient les reptiles géants, maîtres du monde pendant 200 millions d'années.

## Un précédent il y a 250 millions d'années

Selon une équipe de chercheurs américains de l'université de Washington, une très importante extinction massive d'espèces aurait aussi été provoquée, il y a 250 millions d'années, par un impact météoritique. Ces scientifiques ont en effet trouvé dans la couche de sédiments marquant la fin du permien et le début du trias des molécules-cages (les fullerènes) contenant une proportion d'isotopes de l'hélium et d'argon caractéristique des météorites. Selon eux, la comète ou l'astéroïde qui aurait frappé la Terre aurait un diamètre compris entre 6 et 12 km. Cette hypothèse, présentée dans la revue *Science* du 23 février 2001, est contestée par d'autres chercheurs, qui voient mal comment les fullerènes auraient pu rester intacts aussi longtemps. Pour d'autres encore, cette extinction a été causée par d'immenses coulées de lave – les trapps – qui se sont répandues sur la Sibérie il y a 248 millions d'années.

Cette tragédie, qui marque pour les paléontologues le passage du crétacé (ère secondaire) à l'ère tertiaire, a permis aux mammifères de prendre leur essor sur le globe.

Grâce aux radars embarqués à bord des navettes spatiales ainsi qu'aux relevés gravimétriques et magnétiques du sous-sol, le site d'impact est connu depuis 1991. C'est un cratère en partie sous-marin, recouvert d'une épaisse couche de sédiments et dont le diamètre a été évalué à 200 km ; ce qui en fait le plus grand des cratères d'impact terrestres. Afin d'analyser les effets géophysiques et climatiques d'un tel cataclysme, une équipe internationale de chercheurs a lancé le Chicxulub Scientific Drilling Project (CSDP), un programme qui consiste à réaliser un forage sur 1,5 km de profondeur, à environ 60 km du centre du cratère d'impact.

Financée à hauteur de 1,5 million de dollars (1,71 million d'euros) par l'International Continental Scientific Drilling Program (ICDP), l'opération est supervisée par l'université nationale autonome du Mexique, à laquelle sont associés l'Allemagne, les Etats-Unis, le Canada, la Chine, la Pologne et l'Unesco. Les carottes prélevées – tronçonnées à des longueurs de 6 mètres pour un diamètre de 64 mm – seront expédiées aux laboratoires associés à l'étude.

Prévu initialement pour durer soixante-neuf jours, le programme a été rallongé en raison d'un incident. Après avoir dépassé la couche de sédiments et atteint les brèches (des roches anguleuses spécifiques des impacts violents) vers 1 000 m de profondeur, le tuyau de forage s'est bloqué. Il a fallu le remplacer par un tuyau de diamètre inférieur. « Nous espérons atteindre 1 500 mètres avant la fin du program-

## UN ÉNORME CRATÈRE MÉTÉORITIQUE ENFOUI SOUS HUIT CENTES MÈTRES DE SÉDIMENTS



Vue d'artiste

Chicxulub

Merida

Yaxcopoil

YUCATAN

MEXIQUE

Golfe du Mexique

Mer des Caraïbes

200 km

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE

MEXIQUE



# AUJOURD'HUI

## La série noire continue

**VENDREDI 22 FÉVRIER**  
 Lever du soleil à Paris : 7 h 48  
 Coucher du soleil à Paris : 18 h 21

Une nouvelle perturbation traverse la France avec son lot de pluie, de vent, de nuages et de neige sur le relief de l'est. Le mistral et la tramontane, bien que moins violents que la veille, soufflent encore de façon soutenue.

**Bretagne, pays de la Loire, Basse-Normandie.** Sous un ciel gris, il pleut faiblement du matin au soir. Seules la Normandie et les Côtes-d'Armor aperçoivent le soleil en fin d'après-midi. Les rafales de vent atteignent 80 km/h près des côtes. Il fait de 12 à 13 degrés.

**Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes.** Nuages et pluies souvent continues sont au programme jusqu'en milieu d'après-midi. De belles éclaircies se dessinent sur le nord puis s'étendent en soirée aux autres régions. Il fait de 12 à 13 degrés.

**Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté.** Les petites chutes de neige matinales se transforment rapidement en pluie qui perdure jusqu'en soirée. Dans l'après-midi, il neige au-dessus de 1100 m. Les températures varient entre 5 et 9 degrés.

**Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées.** Le ciel est très nuageux dès le début de matinée. Sous un ciel de plus en plus gris, il tombe quelques gouttes dans l'après-midi. Les températures s'échelonnent entre 10 et 13 degrés.

**Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes.** Alors que les Alpes se réveillent sous le soleil, le ciel se couvre en matinée sur le Limousin puis l'Auvergne. L'après-midi, les nuages ont gagné toutes les régions, il pleut et neige au-dessus de 1200 m. Il fait entre 5 et 8 degrés.

**Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse.** Le soleil brille le matin puis le ciel se voile dans l'après-midi. Côté vent, il souffle encore en rafales proches de 90 puis 70 km/h. Les températures s'échelonnent entre 11 et 14 degrés.

**22 FÉV. 2002 PRÉVISIONS**  
 Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; \* : neige.

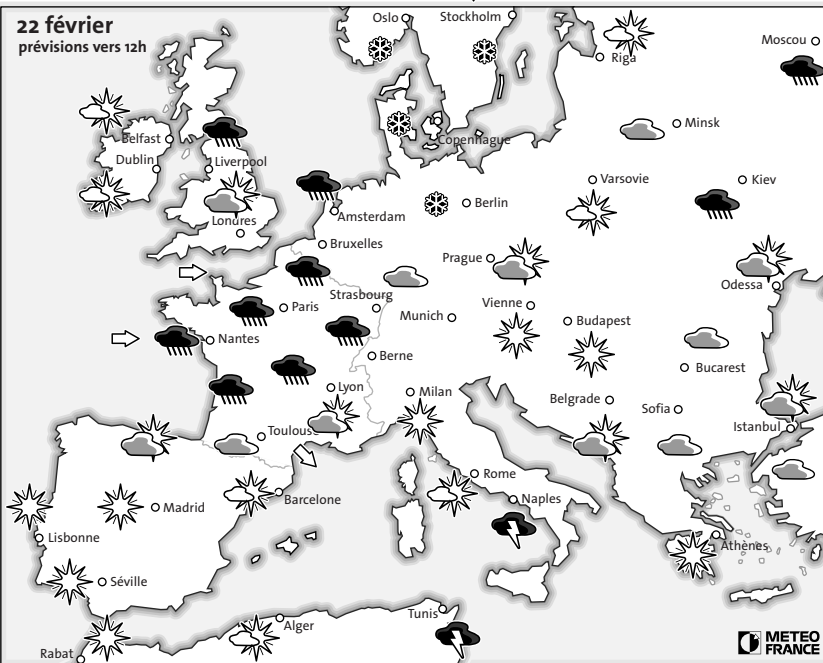
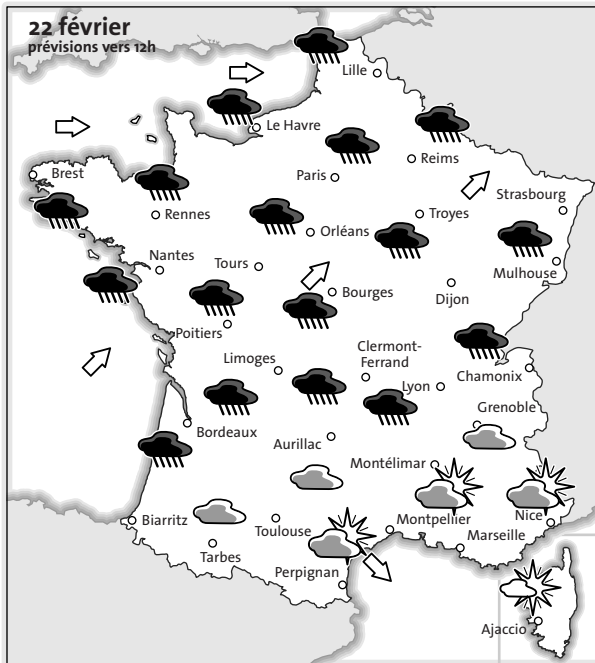
FRANCE MÉTROPOLE		
Madrid	1/14 S	
Ajaccio	3/14 S	
Biarritz	6/13 C	
Bordeaux	3/13 C	
Bourges	0/11 P	
Brest	7/11 P	
Caen	4/11 P	
Cherbourg	5/12 P	
Clermont-F.	-2/11 P	
Dijon	-1/10 P	
Grenoble	-4/9 P	
Lille	3/13 P	
Limoges	0/9 C	
Lyon	-1/9 P	
Marseille	1/13 N	
Nancy	1/10 P	
Nantes	4/12 P	
Nice	5/12 S	
Paris	3/13 P	
Pau	1/11 C	
Perpignan	3/14 N	
Rennes	5/13 P	
St-Etienne	-2/10 P	
Strasbourg	-1/9 P	
Toulouse	2/12 C	
Tours	3/12 P	

AMÉRIQUES		
Brasilia	20/28 P	
Buenos Aires	15/27 S	
Caracas	23/29 S	
Chicago	-5/1 S	
Lima	19/26 P	
Los Angeles	16/26 S	
Mexico	4/13 P	
Montréal	1/3 P	
New York	7/11 S	
San Francisco	10/17 C	
Santiago Ch.	13/28 S	
Toronto	-3/2 P	
Washington DC	6/13 S	

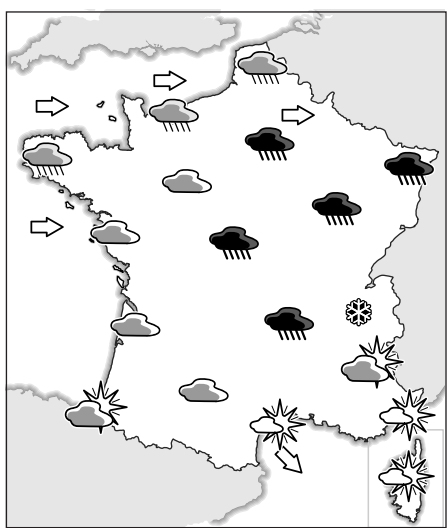
AFRIQUE		
Alger	6/15 N	
Dakar	18/22 S	
Kinshasa	22/30 P	
Le Caire	14/25 S	
Nairobi	15/26 S	
Pretoria	18/23 P	
Rabat	7/19 S	
Tunis	9/12 P	

EUROPE		
Amsterdam	4/11 P	
Athènes	7/16 S	
Barcelone	5/12 S	
Belfast	3/11 N	
Belgrade	1/8 N	
Berlin	-4/7 *	
Berne	-7/7 C	
Bruxelles	4/13 P	
Bucarest	-4/16 C	
Budapest	-3/4 S	
Copenhague	-2/5 *	
Dublin	4/10 N	
Francfort	-2/9 *	
Genève	-11/8 C	
Helsinki	-8/3 N	
Istanbul	9/16 N	
Kiev	-3/6 P	
Lisbonne	10/17 S	
Liverpool	6/11 P	
Londres	7/14 N	
Luxembourg	0/8 P	

ASIE-OcéANIE		
Bangkok	24/36 S	
Beyrouth	17/23 S	
Bombay	24/33 S	
Djakarta	24/28 P	
Dubaï	16/23 S	
Hanoï	20/25 S	
Hongkong	18/23 S	
Jérusalem	4/21 S	
New Delhi	14/28 S	
Pékin	-3/12 C	
Séoul	3/9 S	
Singapour	25/28 P	
Sydney	19/25 S	
Tokyo	9/17 S	



**Soleil** ☀ **Peu nuageux** ☁ **Couvert** ☁  
**Brèves éclaircies** ☁☀ **Averses** ☔ **Pluie** ☔  
**Orage** ⚡ **Neige** ❄ **Brouillard** 🌫 **Vent fort** ➡



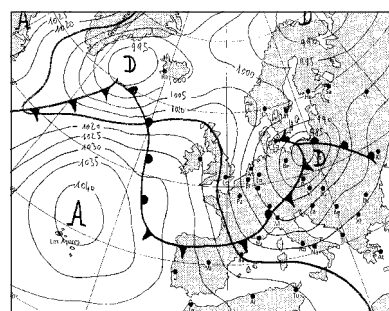
PRÉVISIONS POUR LE 23 FÉVRIER

**1°, 2° et 3°... Adjugé.**  
**Partez au soleil avec airfrance.com**

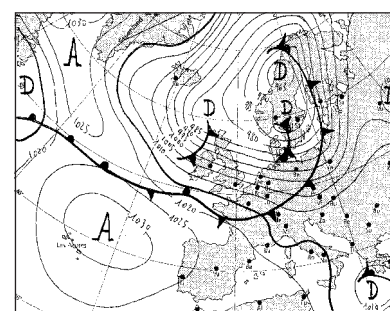
**Enchères** faire du ciel le plus bel endroit de la terre

**AIR FRANCE**

**Le 23 février**  
 Encore une journée sous le signe des nuages et de pluies plutôt faibles. Le soleil se montre temporairement le matin sur le nord, de façon plus durable près des côtes de la Manche et plus généralement autour de la Méditerranée.



SITUATION LE 21 FÉVRIER À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 23 FÉVRIER À 0 HEURE TU

## Un ensemble de verseuses en argent proposé à Morlaix

**VENTES**  
 Tous les jeudis datés vendredi, l'agenda du chineur

**AU XVII<sup>e</sup> SIÈCLE**, l'extension du commerce et des échanges d'un continent à l'autre permet aux Français de découvrir des boissons exotiques qui vont devenir un plaisir quotidien : café, thé et chocolat. Ces délices du bout du monde engendrent tout de suite la fabrication de contenants spécifiques pour les servir, la plupart en argent. Produites en nombre toujours croissant aux XVIII<sup>e</sup>, XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, ces verseuses se trouvent à foison sur le marché. Elles sont considérées comme anciennes jusqu'aux années 1950, où des machines ont remplacé le martelage à la main.

Selon l'ancienneté, la beauté des décors et la renommée de l'orfèvre, elles se négocient à partir de 300 à 400 €, et jusqu'à 50 000 € pour les plus prestigieuses. Entre

ces deux extrêmes, tout un choix de formes et de décors sont proposés aux amateurs. Un large ensemble de verseuses en argent, qui sera vendu lundi 25 février à Morlaix (Finistère), propose des pièces significatives de ces différentes époques.

La verseuse est ainsi nommée à cause de son bec verseur, et peut s'utiliser indifféremment pour les trois boissons. La théière se reconnaît à sa forme ventrue, qui garde bien la chaleur pendant que le thé

infuse. La cafetière, dont la silhouette est fixée depuis la Régence (1715-1724), ressemble à un demi-balustre, dont la sphère se resserre vers le haut pour former un col. La chocolatière a l'aspect d'une cafetière mais s'en distingue par un petit trou dans le couvercle où l'on glisse le « mousoir », une tige en bois que l'on fait tourner pour que la boisson soit servie de manière appétissante, mousseuse.

Au XVIII<sup>e</sup>, les modèles classiques présentent un corps uni, posé sur

trois patins ou un piedouche, une anse galbée ou un manche en bois horizontal, comme ce modèle exécuté à Paris en 1783 par le maître orfèvre Antoine Lucas, qui est rehaussé d'armoiries gravées (4 800 à 5 000 €). Mêmes lignes, même motif d'armoiries pour une chocolatière attribuée à Noël Léonard, Paris 1727-1732, de dimension nettement plus petite (2 200 à 3 200 €). Plus que le poids du métal, de peu d'importance pour l'argenterie ancienne, la dimen-

sion des objets influence leur prix, les plus beaux en général de taille plus grande que la norme. Réduite à l'échelle d'une timbale, « l'Egoïste » permet de servir une ou deux tasses de café. En vogue depuis le XVIII<sup>e</sup>, elle est illustrée par une verseuse XIX<sup>e</sup> à fond plat, munie d'une anse latérale en bois (340 à 380 €).

Au début du XIX<sup>e</sup>, les orfèvres inventent une nouvelle verseuse de forme ovoïde, agrémentée d'un bec en col de cygne, fabriquée

sous l'Empire et la Restauration. L'une d'entre elles proposée ici, datée 1798-1809, offre un bec verseur terminé par une tête de cheval sculptée (1 900 à 2 900 €). Cette version très marquée par son style est vite abandonnée au profit d'un retour au classique, dont on retrouve les lignes sur un modèle balustre à décor de côtes pincées du XIX<sup>e</sup> (300-400 €).

Le service à trois, quatre ou cinq pièces assorties sur un plateau s'impose à partir du Second Empire. Il se vend à partir de 2 000 € : quatre pièces balustre sur piedouche en argent uni (1 850 à 2 000 €), quatre pièces balustre sur pieds à attaches feuillagées (2 200 à 2 400 €).

Catherine Bedel

★ Hôtel des ventes de Morlaix, lundi 25 février. Exposition samedi 23, dimanche 24 et lundi 25 au matin. Etude Oriot et Dupont, 37-39, rue de Paris, 29600 Morlaix ; tél. : 02-98-88-08-39.

### Calendrier

ANTIQUITÉS-BROCANTES

- Paris (Espace Champerret), du vendredi 22 février au dimanche 3 mars ; tél. : 02-33-47-56-57.
- Amiens (Somme), du vendredi 22 au lundi 25 février ; tél. : 03-22-91-53-11.
- Rodez (Aveyron), samedi 23 et dimanche 24 février ; tél. : 05-55-48-36-50.
- Pléneuf - Val-André

- (Côtes-d'Armor), du samedi 23 au lundi 25 février ; tél. : 06-15-64-26-32.
- Aigues-Mortes (Gard), samedi 23 et dimanche 24 février ; tél. : 04-66-22-79-51.
- Verdun (Meuse), samedi 23 et dimanche 24 février ; tél. : 03-29-86-73-78.
- Tarbes (Hautes-Pyrénées), samedi 23 et dimanche 24 février ; tél. : 06-08-10-71-63.

- Strasbourg (Bas-Rhin), samedi 23 et dimanche 24 février ; tél. : 03-88-37-21-21.
- La Roche-sur-Yon (Vendée), samedi 23 et dimanche 24 février ; tél. : 05-57-43-97-93.

COLLECTIONS

- Paris (Espace Champerret), livres et vieux papiers, du jeudi 21 février au dimanche 3 mars ; tél. : 01-56-53-93-93.

- Saint-Chamas (Bouches-du-Rhône), minéraux et fossiles, samedi 23 et dimanche 24 février ; tél. : 04-90-50-76-41.
- Saint-Louis (Haut-Rhin), militaria, samedi 23 février ; tél. : 03-89-69-87-40.
- Paris (Carrousel du Louvre), bibliophilie, du samedi 23 au lundi 25 février ; tél. : 01-45-32-12-75.

### MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 02 - 046

Retrouvez nos grilles sur [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I											
II											
III											
IV											
V											
VI											
VII											
VIII											
IX											
X											

#### HORIZONTALEMENT

I. Comme une information que *Le Monde* n'oserait pas publier. - II. Confiance et ignorance. Possessif. - III. Protection rapprochée en tête. Procure autant de plaisir une fois renversé. - IV. Grecque. Norme européenne dans les transmissions. - V. La grande nous empoisonne. Colorée et volubile. - VI. Pâté en ville. Evite les heurts dans les mots. - VII. Personnel. Attend à la cave.

A dit et donné bons vents à Ulysse. - VIII. Sans charme. Refus anglais. Belle anglaise bien carrossée. - IX. Ont de la suite dans les idées. Sa cathédrale et ses blancs valent le détour. - X. Font du mal. Font plus souvent le bien que le mal.

#### VERTICALEMENT

1. Perte de temps. - 2. Vit dans les fonds depuis le fond des âges. Descendu. - 3. Dame de

mauvaise compagnie. Chez les Grecs. - 4. Arrivée par la côte. Qui devraient servir un jour ou l'autre. - 5. A reçu un choc. Qu'il faudra relever. - 6. Dans l'ensemble. Dix pour George W. - 7. Qui devrait donner beaucoup. Conjonction. - 8. Très mauvais si on les voit au travail. - 9. Le plus fort sur le tapis. Capitale européenne. - 10. Double la moitié. Roule une fois lancé. - 11. Madame Jacob. Deux points opposés. Sa tendresse ne dure pas. - 12. Vous entraînent dans le système.

Philippe Dupuis

#### SOLUTION DU N° 02 - 045

##### Horizontalement

I. Introduction. - II. Narine. Havre. - III. Jointure. Elu. - IV. Os. Xérès. - V. Pairies. Pô. - VI. Charbon. Tell. - VII. Tondeuse. PAO. - VIII. INA. Ré. Poing. - IX. Ondées. Ab. Tu. - X. Niées. Brimée.

##### Verticalement

1. Injonction. - 2. Naos. Honni. - 3. Tri. Panade. - 4. Ringard. Ee. - 5. Ont. Ibères. - 6. Deux-roues. - 7. Reins. - 8. Chère. Epar. - 9. Ta. Est. Obi. - 10. Ives. Epi. - 11. ORL. Planté. - 12. Neurologue.

### L'ART EN QUESTION

N° 262

En collaboration avec la

Réunion des Musées Nationaux

## Curieux et passionné

**EVERHARD JABACH** (1619-1695) est collectionneur de dessins et de peintures, de marbres et de bronzes, de planches de cuivre gravées à l'eau-forte et d'estampes. Il aime surtout Raphaël et les Carrache, Rubens et Paul Bril, ou Dürer. Des artistes français, il collectionne les œuvres de ses contemporains Le Brun et Poussin. En 1671, il vend à Louis XIV quelque cinq mille feuilles qui furent à l'origine de l'actuel cabinet des dessins du Musée du Louvre.

Après cette première vente, il continue d'enrichir sa collection, si bien qu'à sa mort, en 1695, il laisse plus de quatre mille feuilles réunies en vingt-six portefeuilles. En 1741, Pierre-Jean Mariette fait le point sur cette collection en ces termes : « Monsieur Jabach, dont le nom subsistera pendant longtemps avec honneur dans la Curiosité, en vendant au Roi ses Tableaux & ses Dessins, s'était réservé une partie des Dessins, & ce n'étoient pas certainement les moins beaux. » Le département des arts graphiques présente un florilège de



Federico Baroccio, « Tête d'homme barbu ». Pierre noire et sanguine, papier bleu-vert, 39,1 x 25,1 cm. Paris, Musée du Louvre. Actuellement à l'exposition « L'honneur de la curiosité - De Dürer à Poussin, dessins de la seconde collection Jabach », au Louvre, jusqu'au 15 avril.

cette « seconde » collection et publie en même temps l'inventaire des dessins de 1695, dressé après la mort de Jabach. De magnifiques dessins de draperies sont curieusement attribués à Dürer.

De qui sont-ils réellement ?

- Léonard de Vinci ?
- Titien ?
- Van Dyck ?

Réponse dans *Le Monde* du 1<sup>er</sup> mars.

#### Réponse du jeu n° 261 paru dans *Le Monde* du 15 février.

Picasso a peint *Guernica* dans l'immense atelier de la rue des Grands-Augustins, où il avait emménagé vers le mois de mars 1937.



# CULTURE

## PHOTOGRAPHIE



Ci-dessus : « Piscine à Ratingen », 1987 (107,5 x 131 cm).  
Ci-contre : « 99 Cent », 1999 (207 x 336 cm), une acquisition récente de la collection du Musée national d'art moderne (Centre Pompidou).



PHOTOS ANDREAS GURSKY

# Andreas Gursky, le grand spectacle de la banalité

Après New York et Madrid, le photographe allemand le plus cher du monde, champion des formats XXL, est au Centre Pompidou jusqu'au 29 avril

IL EST le photographe vivant le plus cher du monde. Le 6 février, une devanture épurée de centaines de chaussures de sport est partie chez Christie's à Londres pour 432 750 livres, soit 650 000 euros. Il est le champion du format XXL, avec des « tableaux » colorés qui se mesurent en mètres. Il est encore le chef de file des *golden boys* allemands – Ruff, Struth, Hütte –, tous un temps élèves du couple Bernd et Hilla Becher à Düsseldorf, adeptes d'un précisionnisme léché qui joue avec le style documentaire. Il est enfin l'emblème d'une photographie consacrée par l'art contemporain.

On finirait par oublier l'œuvre d'Andreas Gursky, comment elle s'est développée depuis le milieu des années 1980, ce qu'elle signifie. Sa rétrospective au Centre Pompidou, après avoir été montrée à New York et à Madrid (*Le Monde* du 9 août 2001), est l'occasion de l'évaluer et de retracer le parcours d'un beau gosse de 47 ans, aux yeux verts, qui a confié la rénovation de son atelier, installé dans une ancienne centrale électrique à la périphérie de Düsseldorf, aux architectes suisses très *tendance* Herzog et de Meuron (Tate Modern à Londres, Equerre d'argent 2002).

**Exposer au Centre Pompidou est-il une consécration ?**

C'est d'abord un symbole d'ordre biographique. J'ai fait le voyage à Paris en 1977, et j'ai cherché dans la ville le « motif » du Centre, qui venait d'être inauguré. Je commen-

çais mes études de photographie. J'avais un Leica et un Nikon et j'ai réalisé deux prises de vue dans les ascenseurs. Je me sens bien dans cet espace généreux et muséal, où, pour la première fois, j'associe des grands et des petits formats.

**Comment avez-vous pris conscience qu'en adoptant un style documentaire, vous pouviez entrer dans le monde de l'art ?**

Je suis surpris de ce phénomène ! Quand j'ai commencé, je ne me sentais pas artiste, je ne savais pas ce qui relevait ou non de l'art. La réponse change en fonction de l'époque. Je suis fils et petit-fils de photographes commerciaux. Mon père m'a formé à Düsseldorf, où j'ai d'abord été chauffeur de taxi avant de faire des photos commerciales de natures mortes. Entre l'activité professionnelle de mon père et mon travail d'artiste, la photographie a changé de statut. Pourtant, nous partons tous deux du

monde visible. A la fin des années 1970, j'ai d'abord étudié avec Otto Steinert à la Folkwangschule d'Essen, qui a été le berceau de la photo artistique en Allemagne. Mais c'est surtout Bernd Becher, à Düsseldorf, qui m'a fait comprendre que l'on peut faire de l'art à partir d'un document.

La notion de documentaire est auréolée d'un grand malentendu puisque la réalité ne peut être restituée à l'échelle de la photographie. En même temps, la photo permet de restituer une réalité qu'on ne perçoit pas. Le bâtiment Mouchotte que j'ai photographié à Montparnasse n'est jamais visible de cette façon-là. J'ai enlevé à l'ordinateur des éléments, donc une partie de la réalité, notamment des voitures qui passent devant le site. L'image ne restitue ni la lumière ni le bruit. Pour moi, réaliser une œuvre documentaire n'a aucun sens sans une réflexion artistique.

**Le subjectivisme de Steinert et**

### Une guirlande de prix records

En cinq ans, la cote d'Andreas Gursky en salle des ventes a été multipliée par cinquante – en galerie, la progression est spectaculaire, mais plus sage. Son prix record, de 611 000 dollars, date du 6 février à peine, pour *Untitled V* (1997), qui mesure près de 2 m x 4 m. Le 15 novembre 2001, à New York, son immeuble de Montparnasse atteignait 600 000 dollars. Trois jours plus tôt, une image de la série « Prada » partait pour 280 000 dollars, et une vue de Times Square pour 200 000 dollars. Soit une guirlande de records. C'est en 1999 que les prix s'envolent. Peter Galassi se souvient d'une même épreuve – « pas la meilleure » – passant alors en un an de 20 000 dollars à 160 000 dollars. « *Le problème de Gursky*, dit Herbert Molderings, historien allemand, est qu'on parle plus des prix que des images, notamment de sa façon de reproduire un espace. Les derniers articles le concernant dans la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* étaient classés dans les pages Bourse. »

## Aux confins du formalisme décoratif

TROIS CENT VINGT images de Nan Goldin étaient accrochées au Centre Pompidou à l'automne 2001. Dans le même espace, Andreas Gursky en a retenu quarante-quatre. Une profusion passionnée pour l'Américaine, une retenue minimaliste pour l'Allemand. Dans ce débat, le format joue une place centrale. Car, s'il y a peu d'images de Gursky, il y a néanmoins beaucoup à voir et à déchiffrer à l'intérieur de ces « tableaux » immenses et pesants, d'une précision optique sans faille, accrochés bas, grouillants de personnages ou vides, réalistes ou abstraits, qui, assemblés, définissent une symphonie formelle et colorée.

On regrettera l'absence d'images comme le diptyque en plongée sur un carrefour du Caire, mais on découvre des photos nouvelles, un concert de Madonna, une vue nocturne d'un hôtel à New York et la version définitive d'un conseil d'administration. Le petit catalogue, le premier en français, fort bien fait, complète l'imposant ouvrage américain et reproduit en

couverture une vue de circonstance du Centre Pompidou. Les rares petits formats instruisent sur les premiers pas de l'artiste, paysagiste d'une Allemagne verdoyante ou industrielle, jouant sur l'assemblage des plans. L'intérêt de Gursky est ailleurs, dans le monde qu'il cerne à partir de 1990, quand il plante sa chambre dans une salle de Bourse à Tokyo.

### DANDY CYNIQUE ?

Un monde presque parfait, mondialisé, lisse, dominé par l'argent, la consommation, les messes sportives, les palaces, les boîtes de nuit, la formule 1, les chaussures Nike, les magasins Prada. On voit en quoi les nouveaux collectionneurs, nourris aux stock-options, peuvent être fascinés par ces gestes d'une beauté édénique qui transforment le paysage, urbain ou rural, en écran d'Internet.

La question réside dans le point de vue de Gursky sur ce monde : dandy cynique ou critique visionnaire ? L'intéressé préfère orienter l'œil vers des formes qui vont l'ins-

crire dans l'histoire de la peinture. Car Gursky veut battre la peinture sur son terrain. Non sans savoir-faire, tant il sait monumentaliser ou séquençer l'espace, assembler les couleurs et les formes, donner sa chance au détail. Mais, à force de prendre du recul, Gursky tutoie le formalisme décoratif, l'académisme glacé, et fournit des images qui entrent dans la gamme des produits qu'il montre. Il manque du mystère, de la fragilité, de l'épaisseur et de l'émotion pour, comme le disait Walter Benjamin, que la photographie ne serve plus à idéaliser le monde mais à le reconnaître.

M. G.

### ANDREAS GURSKY.

CENTRE POMPIDOU, galerie Sud, niveau 1. Tél. : 01-44-78-12-33. Tous les jours, de 11 heures à 21 heures ; fermé le mardi. 6,5 € et 4,5 €. Jusqu'au 29 avril. Catalogue : texte de Jacinto Lageira, éd. du Centre Pompidou, 64 p., 25 ill., 14,5 €. Catalogue en anglais : texte de Peter Galassi, éd. MoMA, 198 p., 133 ill., 78,13 €.

« Je pense que la photo, mieux que la peinture, permet d'entrer sous la peau de la réalité »

**L'objectivisme de Becher semble inconciliable. Est-ce cette double influence qui vous permet d'associer des images hyper-réalistes à d'autres presque abstraites ?**

Steinert et Becher sont en effet opposés. Sans doute suis-je un caméléon. Je vois mon travail comme un laboratoire où j'essaie d'explorer tout ce qui est explorable par la photographie. Peter Galassi écrit que je suis imprégné d'influences empruntées à l'histoire de l'art et de la photographie. C'est possible mais je ne m'y perds pas.

**Comment a évolué votre méthode de travail ?**

Dans les années 1980, je photographiais de façon traditionnelle et romantique. Je voyageais, je cherchais des lieux, des motifs, et je prenais les photos, en général très peu. J'ai beaucoup marché dans les Alpes, d'où j'ai ramené plusieurs tableaux. Je n'étais pas éloigné des photographes du XIX<sup>e</sup> siècle, qui se déplaçaient lentement avec du matériel lourd. Il m'est souvent arrivé de revenir les mains vides, ne trouvant rien de formellement satisfaisant. J'avais épuisé cet environnement.

La technique digitale a été une réponse à cette crise. Elle m'a permis de dissoudre l'image de départ et de la recomposer. Depuis 1991, j'interviens avec l'ordinateur, parfois de façon importante, parfois minimale mais ce processus ne doit pas être visible ni modifier la perception de l'œuvre. Mon tableau d'une course de chevaux, qui n'est pas dans l'exposition, est un enregistrement strict alors que mon image de boxe est reconstruite.

Mais cette dernière composition aurait pu exister dans la réalité. J'ai la nostalgie de mon approche romantique d'il y a quinze ans. Je vais sans doute y revenir. Je me trouve devant une telle quantité d'images à retravailler... C'est un travail de bureau ennuyeux.

**L'aspect spectaculaire des images est-il lié au format ?**

En partie. Mais un bon tableau est un bon tableau, petit ou grand. Souvent quand on parle de mes œuvres, on se réfère à des reproductions dans les catalogues sans avoir vu les originaux en grand format. Gunther Förg, puis Thomas Ruff pour ses portraits, ont utilisé le grand format avant moi. Le spectaculaire vient aussi des thèmes retenus. Je privilégie les signes du monde contemporain sans les répertorier méthodiquement ni les analyser : la Bourse, le sport, la mode, les boutiques, l'architecture, les concerts... Cela dit, le spectaculaire repose sur un malentendu.

### Le monument et le fragment

Peter Galassi a monté l'exposition Gursky au Musée d'art moderne de New York, en 2001. Il explique pourquoi : « *Gursky est passionnant car il emprunte à la photo publicitaire, aux magazines et calendriers, aux couleurs de la carte postale. Des tableaux romantiques de Friedrich, il retient la structure abstraite, même si on exagère cette influence, comme celle des Becher. Gursky est stupéfié par sa façon de digérer tout cela et de créer une œuvre propre. Il combine le monument et le fragment, une structure simple et un fourmillement de détails qui donnent l'illusion de la réalité. Les formats sont logiquement énormes, alors que d'autres agrandissent sans pensée. Ses couleurs existent dans la photographie, pas dans la nature. Ses sujets représentent notre monde médiatique. Le spectateur en est exclu et, en même temps, c'est le sien. Je ne sais si les images sont pour ou contre ce monde. Gursky le sait-il lui-même ? »*

Nombre de motifs sont d'une banalité totale mais n'en sont pas moins dignes de constituer un tableau : une moquette grise, le hall vide et la piste d'un aéroport... Le tableau de Madonna n'est pas spectaculaire, pas à cause de Madonna mais à cause de la façon dont je l'ai travaillé. Madonna, au premier coup d'œil, on ne la voit pas. Ce qui est important, ce sont les niveaux de lecture qui sont joints à l'événement et renvoient à notre mémoire visuelle. Les mannequins suspendus la tête en bas me font penser au *Jugement dernier*. Quand j'ai photographié une banque hypermoderne, j'y ai vu un détail d'une cathédrale gothique. Le savoir-faire technique permet de lire le tableau à la fois sur le plan microscopique et macroscopique. Je tiens cela de mon père. Chez les Becher, on n'enseignait pas le flash ou la couleur.

**Ces signes contemporains, vous les critiquez ?**

On peut lire beaucoup de choses dans mes tableaux, il y a beaucoup d'informations. Mais je ne me prononce pas directement, sauf dans le choix des thèmes. Je laisse interpréter, même s'il existe des phénomènes que je montre et que je déteste. Mon travail est plus une réflexion sur l'identité des lieux.

**Pourquoi dites-vous tableau et non image ou photographie ?**

On peut réaliser de bons tableaux au moyen de la photo ou de la peinture. Quels sont les sujets et expressions les mieux adaptés à la photographie ? En quoi convient-elle à la création de tableaux ? Je pense que la photo, mieux que la peinture, permet d'entrer sous la peau de la réalité.

**On vous assimile souvent à un phénomène de marché, avec des prix records. Cela vous gêne-t-il ?**

Je suis conscient de ce phénomène, que j'observe de façon relative et détachée. En même temps, me plaindre serait une attitude déplacée.

Propos recueillis par Michel Guerrin

ce week-end, il danse avec les femmes.

projets du week-end : 3 films + 1 bonus de 13'

vendredi 22 / une bouteille à la mer  
samedi 23 / le prix de l'exploit  
dimanche 24 / Wyatt Earp

cine mas au cœur du cinéma  
sur le câble et CANALSATÉLITE



**DANSE** • Le City Theater and Dance Group de Johannesburg est une nouvelle fois l'invité du Théâtre de la Ville, à Paris, pour la création d'une pièce sur le thème du sida, qui fait des ravages dans son pays et divise les hommes politiques

## Robyn Orlin, chorégraphe et chef de bande, combat en scène la pandémie de sida

LE NOUVEAU SPECTACLE de Robyn Orlin est un tour de force. Il réussit à réconcilier, dans un même geste dramatique, un genre que l'on croyait perdu pour la scène le « théâtre d'intervention », surgi dans les années 1960 pour dire les dérèglements sociaux et politiques de l'époque, le « théâtre d'images », apparu un peu plus tard pour décrire le monde avec les armes des plasticiens, et la « danse-théâtre » dont l'emblème est définitivement l'Allemande Pina Bausch et son Tanztheater de Wuppertal.

Le thème choisi par la chorégraphe et chef de bande sud-africaine est la pandémie de sida qui décime les populations de son pays et divise violemment le monde politique, à un point tel que Nelson Mandela est intervenu récemment pour dénoncer avec force l'attitude frileuse de son successeur, le président Thabo Mbeki (*Le Monde* du 15 février). Clairvoyant, la chorégraphe et ses seize interprètes, tous diplômés du Market Theater Laboratory de Johannesburg, n'avaient pas attendu ces développements de l'actualité pour se lancer dans les répétitions de leur spectacle, qui en paraît encore plus nécessaire.

### BAROMÈTRE À LA TEMPÊTE

Son titre ne peut être plus clair. Traduit, il devient : « On doit manger nos sucettes avec leur emballage ». Quand le baromètre est à la tempête, il faut sortir couvert. Ce parti étant pris, comment figurer le virus du sida, au-delà de la douleur qu'il inscrit dans les visages et dans les corps ? Par des accessoires très



Par des moyens simples, un seau, des ampoules rouges, la troupe constituée par les élèves diplômés du Market Theater Laboratory de Johannesburg crée une symbiose inattendue avec le public.

simples, comme toujours avec Robyn Orlin, et tous rouges. Les désormais fameuses sucettes dont il est question dans le titre de la pièce, qui joncheront bientôt le plateau après un va-et-vient avec les spectateurs ; des seaux, prétextes de toutes les manipulations, de tous les échanges. Le sang, lui, sera montré par l'épandage d'un peu de sable au centre du plateau, et, à la faveur d'une scène finale extraor-

dinaire, par soixante dix-sept ampoules suspendues sur onze barres qui descendront lentement au-dessus de la tête des acteurs mais aussi des spectateurs. Alors, l'émotion sera à son comble et la réponse du public à la mesure de cet instant : inoubliable.

En chemin, Robyn Orlin aura abandonné l'essentiel de sa patte jusqu'ici, l'humour, à l'exception de quelques moments souriants,

pour lui préférer le sérieux, et une poésie qu'on pouvait soupçonner mais qu'on ne lui connaissait pas. Les seize acteurs-danseurs, tous pauvrement habillés en femme, sont aussi chanteurs, et leurs mélodies appuient des textes très simples – « la lutte continue », « aujourd'hui, mon heure est venue », « il nous frappe l'un après l'autre avec la lenteur du caméléon » – qui sont autant de coups au cœur.

Une nouvelle fois, la vidéo tient toute sa place dans *We must eat...*, mais d'un usage singulier : une mini-caméra, très mobile, saisit les expressions des interprètes comme celles des spectateurs, plusieurs fois sollicités dès leur entrée dans la salle, tandis qu'une autre, accrochée dans les cintres, nous rapproche – ou nous éloigne – de l'action au centre du plateau. Ces images en noir et blanc sont projetées en direct sur un écran géant en fond de scène, créant une symbiose inhabituelle entre les acteurs et le public et suscitant des effets de sens qui frappent juste, comme ce plan très large qui, furtivement, transforme les interprètes en autant de bacilles d'un bouillon de culture effroyable.

Robyn Orlin, depuis qu'elle est partie à la conquête des scènes qui la reçoivent, chaque année plus prestigieuses, n'a jamais voulu « distraire » le public mais choisi d'en appeler systématiquement à sa conscience. Tandis qu'elle réfléchit à l'espace, au mouvement et à la composition d'images à couper le souffle, elle élabore un théâtre politique, comme trop peu d'artistes aujourd'hui.

Olivier Schmitt

**WE MUST EAT OUR SUCKERS WITH THE WRAPPER ON**, de Robyn Orlin. Avec la collaboration des étudiants diplômés du Market Theater Laboratory de Johannesburg. THÉÂTRE DE LA VILLE, 2, place du Châtelet, Paris-4<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Châtelet. Tél. : 01-42-74-22-77. 11 € et 15 €. Les 21, 22 et 23 février, à 20 h 30. Durée : 55 minutes.

**MUSÉES** • Universitaires et professionnels des métiers d'art pourraient intégrer l'Institut national du patrimoine

## Une troisième voie de recrutement pour les conservateurs

EN 1990, Jack Lang, alors ministre de la culture, rêvait d'une ENA du patrimoine. Les musées s'étaient beaucoup développés au cours de la dernière décennie, et il leur manquait une école d'application prestigieuse qui donnerait aux futurs conservateurs des éléments de gestion à côté des études scientifiques qu'ils poursuivaient.

Aujourd'hui, l'école, devenue institut en décembre 2001, s'est adjoint, en 1996, l'Institut français de restauration des œuvres d'art (Ifroa), où les restaurateurs sont formés dans tous les domaines, de la peinture à la photographie, du textile aux arts graphiques et du mobilier à la sculpture. L'institut tente désormais d'élargir sa base de formation.

Pour participer à son concours d'entrée, il fallait au minimum être titulaire d'une licence (bac + 3). La plupart des candidats sont, en réalité, au niveau de bac + 5. De leur

côté, les élèves de l'Ecole des chartes sont dispensés des épreuves écrites quand ils postulent à l'administration des archives. Il devrait exister, demain, une troisième voie destinée aux universitaires titulaires d'un doctorat, également ouverte à ceux qui n'ont en poche qu'un simple DEA mais qui peuvent justifier d'une expérience professionnelle de cinq ans (salles des ventes, galeries...), validée par une commission.

Pourquoi cet élargissement ? Si les beaux-arts restent la voie royale des musées, ces derniers se sont largement ouverts : histoire, société, ethnologie, architecture... Or, dans ces domaines, les compétences des conservateurs sont insuffisantes. Du coup, des postes vacants ne sont pas pourvus. Et les prochains départs à la retraite vont accélérer ce phénomène. Par exemple, le futur musée du quai Branly a du mal à recruter car les arts, dits primitifs, ont longtemps

été négligés, pour ne pas dire méprisés par la filière traditionnelle. Par ailleurs, certains spécialistes d'art contemporain, qui n'ont pas le titre de conservateurs, ont été recrutés par le Centre Pompidou et se retrouvent coincés dans cette institution, n'ayant pas les bagages officiels pour rejoindre d'autres musées.

Geneviève Gallot, la présidente de l'Institut national du patrimoine, parle donc sur un recrutement diversifié pour faire venir des spécialistes. Elle veut aussi encourager les passerelles avec le monde universitaire. Or une sourde hostilité continue de séparer ces deux mondes. Si un universitaire comme Roland Recht a pu devenir directeur des musées de Strasbourg, Serge Lemoine, brillant professeur à la Sorbonne, organisateur d'expositions remarquées et directeur chevronné du Musée de Grenoble, a eu beaucoup de mal à s'imposer à la tête du Musée d'Orsay, où il a été nommé après d'interminables épisodes administratifs. La rivalité est ancienne. Les universitaires contestent le travail scientifique des conservateurs et les conservateurs estiment que les universitaires sont incapables de gérer des collections. Or aujourd'hui, à l'heure où se pose l'ouverture de la profession à l'Europe, cette querelle franco-française paraît absurde.

D'autant plus que la profession a quand même largement évolué. Avant 1990, il y avait un corps de conservateurs disparate (conservateurs des musées, des archives, de l'inventaire, des monuments historiques, etc.). Il n'existe aujourd'hui que des conservateurs du patrimoine, financièrement alignés sur les administrateurs civils, qui reçoivent une formation commune tout en choisissant des « spécialités », archives, musées, monuments historiques, inventaire... L'institut forme les futurs conservateurs de l'Etat mais aussi ceux des collectivités territoriales. Un élève peut présenter le concours de l'Etat comme celui du Centre national de la fonction pu-



L'Institut national du patrimoine, installé boulevard Saint-Germain, dans l'ancien hôtel du Cercle de la librairie, fut construit en 1879 par Charles Garnier, l'architecte de l'Opéra de Paris.

*Les universitaires contestent le travail scientifique des conservateurs et les conservateurs estiment que les universitaires sont incapables de gérer des collections*

blique territoriale (CNFPT), voire les deux. Si les épreuves et le jury sont en effet communs (depuis 2001), la filière reste double – encore une incohérence.

Chaque année, un millier d'étudiants s'inscrivent au concours de l'Institut national du patrimoine et la moitié environ s'y présente. Le nombre des lauréats est fonction des disponibilités et des besoins de l'administration de l'Etat ou des collectivités territoriales. « Une promotion ne dépasse pas quarante personnes, explique

### DÉPÊCHES

■ **DANSE** : les représentations prévues à l'Opéra royal de Versailles, du 7 au 17 mars, de l'étoile française Sylvie Guillem avec les danseurs du Royal Ballet et de la Scala de Milan (*Le Monde* du 28 janvier), sont annulées, a annoncé, mercredi 20 février, l'Établissement public du château et du domaine de Versailles. Les organisateurs précisent que des « obstacles pratiquement insurmontables » sont à l'origine de ces annulations, qui ne sont en rien le fait de Sylvie Guillem.

■ **OPÉRA** : la convention conférant le label « national » à l'Opéra de Montpellier devait être signée le 21 février par le ministre de la culture, la ville, le département de l'Hérault et la région Languedoc-Roussillon. Dirigé par l'Allemand Christoph Seufferle, l'Opéra de Montpellier est le troisième établissement lyrique en région à obtenir ce statut après les Opéras de Lyon et du Rhin. Ce label signifie pour Montpellier un doublement des subventions de l'Etat (de 820 000 euros en 2001 à 2 millions d'euros d'ici à 2006). Les collectivités locales augmenteront également leur participation.

■ **ARCHIVES** : la Bibliothèque nationale de France (BNF), où doivent être déposés tous les documents écrits et audiovisuels connaissant une diffusion publique, se prépare à archiver, à titre expérimental, l'ensemble des sites Internet relatifs aux élections présidentielle et législatives du printemps 2002. En attendant le projet de loi qui pourrait être soumis au Parlement en 2003 consacré à la société de l'information et aux réglementations à édicter pour les nouveaux médias, les procédures techniques vont donc être testées par la BNF pour leur application à grande échelle.

■ **MUSIQUE** : *L'Album*, disque des finalistes de l'émission de TF1 « Star Academy », figure toujours en tête au classement des meilleures ventes d'albums de la semaine du 10 au 16 février (Top IFOP/Tite-Live diffusé par le SNEP).

### INSTANTANÉ ATELIERS D'ARTISTES EN DANGER

Deux ateliers d'artistes, situés au 1 bis, rue Raffet dans le 16<sup>e</sup> arrondissement de Paris, risquent de disparaître. Les pavillons sont en retrait derrière un rideau de bambous. Ce sont des éléments de récupération d'une exposition universelle. Ils ont été édifiés ici en 1905. La vertu de ces modestes ensembles, devenus rares, tient à leur charme, à la légèreté de ces constructions bricolées, un peu de guingois, et à l'histoire de leurs occupants.

Ceux de la rue Raffet ont été occupés par deux générations de sculpteurs. Paul-Albert Bartholomé (1848-1928), l'ami intime de Degas, fut le sculpteur de la douleur et des femmes en larmes, l'auteur du *Monument aux morts* du Père-Lachaise. Maurice Calka (1921-1999), artiste polyvalent, travailla avec de nombreux architectes comme Robert Mallet-Stevens, imagina le monumental *Lion de Juda* qui trône à Addis-Abeba et dessina de nombreux meubles pendant les années pop. Ces édifices fragiles, cette mémoire qui s'efface peuvent-ils être sauvés ? Les propriétaires veulent vendre. La Cogedim, puissante société immobilière, s'est portée acquéreur. Un permis de construire lui a été délivré en juillet 2001. L'immeuble qu'elle se propose d'édifier à la place des pavillons sera, si l'on en croit quelques images, banalement affligeant. La commission régionale du patrimoine et des sites a refusé toute forme de protection. Les normes des monuments historiques peuvent difficilement s'appliquer à ces modestes constructions anonymes.

Pour le moment, le permis de démolir est bloqué : une association (Cité 16, 4, square du Mont-Blanc, Paris-16<sup>e</sup>) et quelques personnalités se battent pour préserver les deux bâtiments. Elles proposent d'installer ici un centre de documentation pour l'architecture du XX<sup>e</sup> siècle, très bien représentée dans ce quartier (Mallet-Stevens, Le Corbusier, Pol Abraham, Jean Ginsberg). La Mairie de Paris avait émis l'idée de s'intéresser à ce projet. Mais l'enjeu n'en vaut sans doute pas la chandelle : deux ateliers d'artistes égarés dans un quartier bourgeois...

Emmanuel de Roux

E. de R.

**CONCERTS**

MERCREDI 27 FÉVRIER  
JEUDI 28 FÉVRIER - 20 H

SALLE PLEYEL

CHRISTOPH VON DOHNÁNYI  
direction

ALFRED BRENDDEL  
piano

THOMAS ADÈS  
Asyla

LUDWIG VAN BEETHOVEN  
Concerto pour piano et orchestre n° 1

JOHANNES BRAHMS  
Symphonie n° 2

Présentation des concerts par  
Marc-André Dalbavie, mercredi et jeudi  
à 18 h 30 - salle Pleyel - Accès libre

de 14€ à 53€ - tarif jeunes : 8€

**RÉSERVATIONS**  
0 825 000 821 (0,15€/mn)  
www.ticketcliv.fr

**ensemble**  
inter  
contemporain

Vendredi 1<sup>er</sup> mars 20 h  
Centre Pompidou, grande salle

**Créations-découvertes**

Emanuele Casale  
2, création mondiale

Giacinto Scelsi  
Pranam II

Michael Edwards  
Slippery when wet, pour violon,  
ensemble et bande

György Ligeti  
Melodien

Rand Steiger  
Écosphère, création mondiale

**Ensemble Intercontemporain**  
direction Patrick Davin

ircam réservation  
Centre Pompidou 01 44 78 48 16



## Arts Claude Lévêque voit rouge à la Salle de bains



**LYON** La Salle de bains n'est pas une salle de bains, mais un lieu pour l'art contemporain que l'on découvre au bout d'un étroit couloir d'immeuble de la vieille ville, près de la cathédrale Saint-Jean. Ce sont trois jeunes architectes « déviant » – ils n'exercent pas le métier – qui gèrent l'espace, avec l'aide principale de la Région. La Salle de bains est dépourvue de tout luxe, petite, voire étouffante, mais rendue un peu plus vivable par une vitrine qui ouvre sur une arrière-cour, laquelle n'est, au demeurant, pas plus grande que la pièce et complètement murée. Le programme ne manque en tout cas pas d'intérêt. Depuis une couple d'années, des artistes du coin, par exemple les Lyonnais Frédéric Rouarch et Sylvie Seupic, y ont été invités en alternance avec des artistes connus sur le plan

national, sinon international, mais n'ayant jamais exposé à Lyon. Xavier Veilhan y a produit ses vélos. Elisabeth Ballet y a exposé des œuvres récentes et Thomas Hirschorn réalisé une installation inédite. Comme aujourd'hui Claude Lévêque. L'artiste a aimé ce lieu à part et la possibilité d'y réaliser un travail de proximité. Son côté claustrophobique, plus d'une fois souligné par les artistes invités, ne pouvait pas, non plus, ne pas retenir ce créateur d'espaces qui mettent mal à l'aise, secouent en profondeur, projettent le visiteur dans quelque abîme physique et mental. Avec pas grand-chose. Disons des effets spéciaux particulièrement simples : flashs sonores et lumineux, échos et reflets, tôles froissées, noir d'encre ou rouge torride. Ici du rouge, dont ce n'est pas la première fois que Lévêque explore la charge passionnelle, incendiaire, mortelle. Du rouge avec de la bière, en un environnement particulièrement étouffant, qui pèse son poids d'alcool, d'allusions et de désillusion. Cet environnement est fait de quelque neuf cents caisses de bouteilles de bière vides qui doublent les murs de la salle et ceux de la cour. Les caisses sont rouges. Une ligne de lumière rouge au plafond contribue à la saturation chromatique de l'es-

pace. Le reflet de cette ligne dans la vitre donne l'impression que la cour est une illusion. On voit double. La bière a gardé sa marque, Kronenbourg, la plus répandue en France. Lévêque en a détourné l'étiquette pour inscrire le titre de son exposition, un titre provocateur : « *Mon combat* ».

L'environnement de Lévêque est dur, trivial, si chargé. Physiquement lourd, il renvoie à l'usage de la bière comme compagne bon marché des soirées et des nuits de la jeunesse d'aujourd'hui, comme le punk, que l'artiste a été, en a connues. Mais Lévêque l'inscrit aussi dans une histoire synonyme de mort : le nazisme. On peut déduire son efficacité d'une formulation plastique qui met en jeu le réel et l'illusion. Plus précisément, la réalité de l'objet ordinaire détourné, la caisse de bière, sert à la définition d'un espace sans échappatoire, sans illusion. Lévêque colle au monde d'aujourd'hui sans perdre de vue la nécessité de travailler un langage artistique, ce en quoi il se distingue de la plupart des artistes « réalistes » d'aujourd'hui. A la question du sens qu'il donne à l'environnement de la Salle de bains, il répond après avoir cité le « Loft » et « Star Academy » : « *C'est une accumulation de bouteilles vides, qui signifie pour moi la fin de tout idéal* ». Une œuvre constat, qui peut être aussi une forme de combat.

Geneviève Breerette

Claude Lévêque : « *Mon combat* ». La Salle de bains, 56, rue Saint-Jean, Lyon-5<sup>e</sup>. Tél. : 04-78-38-32-33. Ouvert du mardi au samedi, de 15 heures à 19 heures. Jusqu'au 9 mars. Photo : « *Mon combat* », de Claude Lévêque © Claude Lévêque / La Salle de bains.

## MUSIQUE

## Les transes urbaines et futuristes d'Ekova en tournée européenne

**LA ROBE** est noire, largement décollée, les épaules dénudées. Sur la tête, Dierdre Dubois porte un chapeau haut-de-forme. Une coquetterie, ou peut-être un souvenir de cette époque où, en Angleterre, elle s'occupa autrefois à la confection de chapeaux. Un certain chic aussi. Décalé. Une tenue sans âge, un indice, déjà, avant que la musique ne s'élançe.

Présenté dans le cadre du festival « Tout Azimuth », Ekova jouait à guichets fermés ce soir-là à L'Européen. Un concert supplémentaire a été rajouté au même endroit le 13 mars, pour la deuxième phase de ce festival à l'éclatisme de bon aloi organisé par Azimuth Productions, qui se déroulera entre le 12 (Kery James) et le 16 mars (Ferro Gaita).

Le voyage commence. Sans carte ni boussole, sans repères. La chanteuse Dierdre Dubois, les musiciens Mehdi Haddab (oud) et Arash Khalatbari (percussions), le trio Ekova, accompagné désormais sur scène par Hermione Franck aux programmations, joue la carte du dépaysement total. Le registre est celui du mélange, du métissage absolu. Sorte de Babel linguistique et musicale, Ekova, comme d'autres, invente son folklore imaginaire. Dans sa fusion énigmatique surgissent des airs évoquant tout à la fois le Moyen Age, les Balkans, l'Asie, le Grand Nord, l'Afrique et le monde celte. Toute une géographie musicale, bousculée, dessinée dans un habillage électronique qui la rend encore plus singulière.

Réunissant une chanteuse d'origine irlandaise et américaine, un oudiste kabyle et un percussionniste iranien, Ekova, basé à Paris, rêve d'universel, de mélange de cultures. Au risque de désorienter, de se voir reprocher une démarche trop artificielle, trop fabriquée, Dierdre Dubois va jusqu'à utiliser une langue inventée, à côté de l'anglais. Une langue nulle part répertoriée. Sur scène, la chanteuse ne joue plus du violoncelle, avec lequel on l'avait connue au début. Plus libre de ses mouvements, elle danse désormais beaucoup, se déhanche le cou, façon orientale, ou gesticule comme une marionnette libérée de ses fils. La voix est d'une présence remarquable, peut prétendre à la clarté limpide

autant qu'aux profondeurs abyssales. Arash Khalatbari cavale avec un à-propos vivifiant sur son zarb, de dimension suffisamment imposante pour ne pas étouffer sous le tumulte des rythmiques électroniques. Mehdi Haddab insuffle une rage guerrière à son oud, un instrument que l'on n'a plus l'habitude d'entendre en broderies délicates, dans des espaces aérés de silence.

*Le registre est celui du mélange, du métissage absolu. Sorte de Babel linguistique et musicale*

Hormis *In The Garden*, chanté à cappella, accompagné par le chuintement de ses chaussures sur le sol, étrange moment de mystère et d'émotion, peu de place s'offre au silence. Le propos est à la transe, urbaine et futuriste. D'où la densité du son, tournant sur des boucles électroniques aux effets irrésistibles. Comme la plupart des titres composant le répertoire de leur concert, *In The Garden* est tiré du deuxième album studio *Space Lullabies And Other Fantasmagore* (Epic), paru en octobre 2000, mais récemment réédité augmenté d'un inédit pour lui donner une seconde chance (justifiée).

Une sortie accompagnée par une tournée qui mènera le groupe jusqu'en Italie, où le constructeur automobile Opel vient de choisir sa musique (*Siip Siie*) en illustration sonore d'une de ses campagnes publicitaires. On ne devrait pas tarder à parler d'Ekova dans les foyers italiens.

Patrick Labesse

**EKOVA**, le 14 février, L'Européen (Paris). En tournée. Prochains concerts : Bordeaux (Théâtre Barbey) le 22 ; Lyon (Nikasi) le 27 ; Montpellier (Rockstore) le 28 ; Grenoble (Entre-pôt) le 1<sup>er</sup> mars ; Paris (L'Européen, concert supplémentaire) le 13 mars. [www.sonymusic.fr/ekova](http://www.sonymusic.fr/ekova)

## Théâtre

PARIS  
Die Möwe/  
La Mouette

C'est l'année de toutes les *Mouette*. Après celle mise en scène par Stéphane Braunschweig, et en attendant celle que va présenter Philippe Calvario en mars à Rennes, voici la *Mouette* vue par Luc Bondy. Créé à Vienne, en 2000, le spectacle est porté par une distribution de toute première grandeur : Gert Voss, Jutta Lampe – pour les aînés –, August Diehl et Johanne Wokalek (rôle-titre) – pour les plus jeunes. Luc Bondy les dirige en jouant sur ce qui l'habite et qui l'obsède : la possession et la dépossession. Tchekhov n'en est que plus vivant, et sa *Mouette*, vibrante. Mais il faut faire vite : le spectacle n'est présenté que quatre fois.

Odéon - Théâtre de l'Europe, place Paul-Claudel, Paris-6<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Odéon. Tél. : 01-44-41-36-36. Les 22 et 23, à 20 heures ; le 24, à 15 heures ; le 26,

à 20 heures. De 5 € à 28 €. En allemand surtitré.

## Danse

LA ROCHELLE  
Régine Chopinot

*Chair Obscur* : avec un titre aussi paradoxalement explicite, la chorégraphe Régine Chopinot, directrice du Ballet atlantique à La Rochelle, nous invite à une plongée dans les souterrains du corps et du mouvement. Autour d'interrogations sur la présence, le toucher, la sexualité, l'anatomie, elle pousse les corps nus de ses danseurs (elle est également sur le plateau) dans un écartèlement entre poids et légèreté, présence et absence, extase et torture. Elle est épaulée par le scénographe Jean-Michel Bruyère, le violoniste Fabio Biondi avec sa formation Europa Galante dans un répertoire d'œuvres allant de Vivaldi à Arvo Pärt.

Chapelle Fromentin, 14, rue du Collège,

La Rochelle (Charente-Maritime). Jusqu'au 23 février, à 20 h 30.

Tél. : 05-46-00-00-46. De 7 € à 15 €. Représentations au Théâtre Beaulieu de Poitiers, les 26 et 27 février ; au Théâtre de la Ville à Paris, du 5 au 9 mars.

## Jazz

PARIS  
Joëlle Léandre, Bruno  
Chevillon Duo

Un homme, une femme. Deux contrebasses. Deux approches, deux touchers, deux virtuosités. Un bref écart d'expériences, de générations. Deux styles a priori éloignés : Joëlle Léandre, Kersaizon de l'aventure et de la colère ; Bruno Chevillon, un exercice intérieur et la science des grandes enjambées. Passons à ce qui les rapproche : la générosité du jeu, un Sud original, le même goût (et le même talent) du théâtre musical. Passionnant. A suivre. Deux soirs pour se faire une idée. Ce n'est pas trop.

Sept Lézards, 10, rue des Rosiers, Paris-4<sup>e</sup>. Les 21 et 22 février, à 22 heures. Tél. : 01-48-87-08-97.

## Musique

LILLE  
Bonga

L'une des plus belles voix du continent africain. Bonga, exilé de son pays natal, l'Angola, pour le Portugal en 1966 puis pour les Pays-Bas au début des années 1970, ancien champion d'athlétisme, chanteur dès son plus jeune âge, a dosé les mélanges entre la rumba zairoise, la samba brésilienne, divers rythmes des campagnes africaines ou les expressions musicales du Cap-Vert. Timbre profond et éraillé de bluesman, vague à l'âme des lusophones, feeling au plus près du frisson et engagement citoyen. Bonga sur scène est un bonheur.

L'Aéronef, 168, avenue Willy-Brandt, Lille (Nord). Tél. : 03-28-38-50-50. Le 22 février, à 20 heures. De 9,15 € à 13,72 €.

## Sélection disques jazz par Sylvain Sicrier

## DUKE ELLINGTON

The Popular  
Duke Ellington

Trois jours en mai 1966, dans les studios RCA de Hollywood, pour enregistrer quatorze des titres les plus connus du répertoire ellingtonien. Le Duke ne savait jamais laisser son orchestre jouer deux fois la même chose. Il ne cessait de repren-

dre, réarranger, parfois dans l'instinct du concert ou de l'enregistrement, ses partitions. Ralentissement du tempo habituel de *Take The « A » Train*, appel au baryton de *Mood Indigo*, sa *Sophisticated Lady* devient arpenteuse des trottoirs. Des petits riens. Harry Carney, Paul Gonsalves, Johnny Hodges sont aux saxophones, Cootie Williams, Cat Anderson aux trompettes, Sam Woodyard à la batterie. Trois inédits ont

été ajoutés à l'édition en CD de 1996. Ellington, en majesté, en renouvellement constant.

1 CD RCA Victor / BMG.

ERIC WATSON  
Sketches  
of Solitude

Le piano en solo est l'une des manières les plus intenses et bouleversantes de jouer le jazz pour Eric Watson. Dans *Sketches of Solitude*, il rend grâce à cinq compositions à jamais inscrites dans le répertoire (*The Peacocks*, *Blue in Green*, *Monk's Mood*...) avant d'aborder quatre de ses propres thèmes (dont *Love Letters*). Chez Watson la rigueur de la pensée musicale n'est jamais un frein à l'émotion et l'un ne va pas sans l'autre. Il n'a pas besoin de sortir les pleins et les déliés pour toucher juste. Le tempo lent, certainement pas retenu, permet d'ouvrir la musique au silence, cet espace où tout se dit. Watson est au-delà de l'interprétation respectueuse. En se jouant, il affirme ses racines d'homme du jazz dans cet exposé intime, tout entier dévoué à la musique, pas à l'affichage de l'ego.

1 CD Night Bird Music / Night &amp; Day.

## PAT METHENY GROUP

## Speaking of Now

Le Pat Metheny Group est la part rassembleuse du guitariste américain. Toujours avec Lyle Mays aux cla-

vières, son double en fluidité du toucher, lyrisme de l'expression et façonnage des compositions, Metheny privilégie le tempo tranquille, les atmosphères acoustico-électriques avec le Brésil et l'Afrique bien en vue. *Speaking of Now* ne remet pas en question ce modèle sans creux et bosses trop marqués, comme le rock attend des Rolling Stones qu'ils soient les Rolling Stones. Belles, très belles, parties vocales de Richard Bona et mélodies chantantes déjà dans la tête.

1 CD Warner Bros. Records / Warner Music.

## MICHEL MARRE

## Indians Gavachs

En séjour au Rajasthan en 1998, Michel Marre entend des fanfares, dont la pratique date de l'ancien Empire britannique, des joueurs de crotales, plaques de fer au manie-ment proche de celui des castagnettes, et perçoit aussi des éléments de l'expression gitane nomade, qui le renvoie à ses racines, le pays d'Occident. D'où ce CD, *Indians Gavachs*, qui rend compte des rapprochements possibles entre ces cultures comme avec le jazz d'où vient Michel Marre. Le trompettiste a trouvé des thèmes porteurs pour les interventions solistes (Dolac) et des équilibres harmoniques dans les ensembles où les douze musiciens – hommes de tous les jazz ou des musiques traditionnelles, tel Gazzi Khan aux crotales, qui humilie nombre de batteurs – vibrent d'un formidable élan (Batucada).

1 CD Nord-Sud Music / Nocturne.

CULTURE  
Publicités  
EN  
RÉGIONS

Maison d'Izieu  
Institut National  
des Sciences Appliquées  
cycle de conférences  
Savoir, c'est aussi se souvenir  
Pierre  
VIDAL-NAQUET  
lundi 25 février - 20h30  
INSA  
Bât. et amphi Eugène Freyssinet  
20, av. A. Brézin - Villeurbanne  
Entrée libre - Tél. : 04 79 87 21 05

Conférence-débat  
Qu'est-ce que  
l'ostéopathie?  
Par Jean-Pierre GUILIANI.  
JEUDI 28 20h30  
FÉVRIER 2002  
THÉÂTRE DU CHÊNE NOIR  
8 bis rue Ste-Catherine - AVIGNON  
04 90 82 40 57

THÉÂTRE GYPTIS  
CHATOT-VOUYOUCAS  
jusqu'au 16 mars 2002  
Méfiez-vous des femmes !  
A. Bennett / Traduction J.-M. Besset  
J.-C. Danaud  
mise en scène A. Vouyoucas  
création Gyptis  
04 91 11 00 91 - Marseille  
Rens. publicité : 01.42.17.39.65



# Nasrin Seraji, architecte des émotions

D'origine iranienne, cette enseignante combative vient d'être nommée directrice de l'Ecole d'architecture de l'université de Cornell, dans l'Etat de New York

À LA VOIR en photo, on ne l'imagine pas en train de préparer un riz safrané pour accompagner un de ces plats de viande en sauce qui attestent d'une civilisation millénaire. Nasrin Seraji, née à Téhéran en 1957 (père ingénieur dans la recherche pétrolière), a l'intelligence en perpétuel voyage : « De l'Iran, il ne me reste presque rien, dit-elle pourtant, sauf un souvenir d'ordre spatial, aux répercussions inconscientes, s'il y en a, et un rapport émotionnel profond avec la langue : je la ressens encore comme la condition même de la pensée. » Lorsqu'elle se rapproche de la Terre, c'est toujours, même quand elle rit, avec la distance grave d'un habitant de Saturne. Diplômée de la prestigieuse école de l'Architectural Association (AA) de Londres, elle est trop poète pour être seulement sérieuse, et trop obstinément combative pour ne pas rester sur le qui-vive des familiers d'aérogares. Elle est arrivée samedi de l'université de Cornell, dans l'Etat de New York, où elle vient de prendre la direction de l'école d'architecture, 420 étudiants à mettre en piste pour le troisième millénaire.

Dimanche, il faisait une de ces lumières de février qui semblent faites pour les commémorations guerrières, et donc pour découvrir le chemin des Dames, dans l'Aisne, resté tristement célèbre pour l'offensive Nivelles. Le photographe Gérard Rondeau, pour une fois, n'a pas eu à aller bien loin. Il vient en voisin d'un village où sa maison résonne encore du bruit des obus : « Dans la région, tout le monde vit encore dans le souvenir de la guerre. » Alors, la caverne du Dragon, pathétique refuge souterrain où se côtoyaient un temps Allemands et Français, il la connaît comme sa poche, et c'est en familier qu'il accompagne Nasrin Seraji dans le pavillon d'accueil qu'elle a achevé en 1998, où dans les méandres de la grotte humide dont elle a réorganisé, tout en retenue, le parcours.

La caverne tirait son nom – le Dragon – des sept bouches de feu qu'y avaient creusées les troupes allemandes pour réduire en charpie les Français. Cela pouvait appeler une réponse gestuelle. Seraji, pourtant, reste éloignée du lyrisme formel de ce mouvement disparate qu'on a rassemblé sous le nom de déconstructivisme : « Ces tendances ne m'intéressent pas. Elles engendrent des formes dont on fait usage pour combler un vide théorique passager en espérant le dépasser. Je me situe à l'inverse dans un mouvement de recherche constant, que j'exploite de façon différente pour chaque projet. » Pour autant, elle avait imaginé de dessiner une entrée fortement expressive pour ce gouffre mal

## BIOGRAPHIE

► **1957**  
Naissance à Téhéran (Iran).

► **1983**  
Diplômée de l'Architectural Association School (Londres).

► **1998**  
Pavillon d'accueil de la caverne du Dragon, chemin des Dames, Aisne.

► **2002**  
Prend la direction du département d'architecture de l'université de Cornell (Etat de New York).

nommé, seul endroit de calme relatif sous la ligne de crêtes : un grand éclat de verre lumineux, assez détaché de la colline pour qu'on approche la caverne à pas lent, utile effet de distance qu'elle a dû en partie abolir. L'histoire est classique, un propriétaire n'a pas voulu céder le bout de terrain qui aurait donné sa pleine dimension au projet. L'éclat reste, et l'intelligence de cette architecture d'approche aussi, dont témoigne le sourire des cerbères de l'endroit.

## LES FAILLES DE LA VALLÉE SANGLANTE

De cet éclat de lumière, une plate-forme de bois et d'acier jaillit vers l'Aisne, avec l'ambition, restreinte par le même propriétaire, d'abolir les distances de la géographie, de projeter les visiteurs vers les failles de la vallée sanglante. Le silence, devenu mat, a une allure de surdité, le paysage gémit toujours comme une gueule cassée. Ce n'est pas l'histoire de Nasrin Seraji l'Iranienne, mais elle l'a faite sienne : « Pour moi, l'architecture relève à la fois de la responsabilité intellectuelle face à la société ou à la cité, et de la responsabilité du maître d'œuvre par rapport à l'édifice qu'il conçoit. Il y a ce que l'édifice va générer du seul fait de son existence, et il y a l'édifice en

tant que tel : son espace, ses circulations, son aspect plastique. »

C'est le Centre américain provisoire, édifié rue de Bercy en attendant l'édifice de Frank Gehry, qui la propulse sur la scène internationale, à l'issue d'un concours où elle faisait figure d'outsider. La cruauté de l'alphabet l'avait placée en fin de liste devant un jury anglophone et épuisé par des heures de présentations en français. Le handicap s'était alors inversé. L'anglais est devenu, avec le persan, une seconde première langue pour la jeune architecte. Pas un anglais pour voyages touristiques, mais une langue apprise d'arrache-pied pour comprendre et convaincre, qui ne laisse aucune part au flou ni à la séduction rhétorique. Dans le même esprit, Seraji, une fois son passeport britannique en main, délaissera à temps partiel une Angleterre peu ouverte aux nouveaux architectes et apprendra le français. En France, elle gagne un ou deux concours, pour d'autres puis pour elle-même, à Bercy et en région parisienne, puis en Autriche, aux Etats-Unis, et s'y essaie jusqu'à Pretoria.

En même temps, elle s'est attelée à réinventer pierre à pierre la tour de Babel, toujours à reconstruire, qu'est l'enseignement

de l'architecture : Vienne, en Autriche ; Princeton, Tulane et Columbia, avant Cornell, aux Etats-Unis ; Toronto, au Canada ; l'« AA » bien sûr, à Londres ; et même l'Ecole spéciale d'architecture, à Paris. « L'enseignement est pour moi indissociable du métier. C'est le terrain d'une recherche continue et constante, une réflexion en mouvement que j'essaie de faire partager aux élèves, car elle permet de donner son sens à la pratique. »

Mais, de ce côté-ci de la barrière, c'est à l'occasion d'un jury que nous l'avons rencontrée, découvrant en même temps chez elle une redoutable capacité d'analyse qui vous révèle instantanément les faiblesses des mauvais projets, et celles d'ailleurs des autres, pour mettre en valeur la pertinence de dessins moins séduisants d'apparence, mais rigoureux par leur conception. Une méthode qu'elle n'applique pas seulement aux autres comme professeur ou comme juré de concours : elle la met en œuvre dans sa pratique personnelle, tranquille travail de critique sur ses propres constructions qu'elle regarde avec la tendresse d'une mère qui sait, lorsqu'il le faut, élever ses enfants à la dure.

Frédéric Edelmann



GÉRARD RONDEAU

## LES GENS DU MONDE

► **Julia Roberts** soutient l'acteur noir américain **Denzel Washington**, à qui fut décerné, en 1989, l'Oscar du meilleur second rôle. Dans un entretien au magazine *Newsweek*, l'actrice affirme qu'il est « le meilleur acteur de sa génération ». Elle ajoute qu'« il devrait déjà en être à son troisième Oscar et ce ne serait pas encore suffisant. Je ne peux pas me faire à l'idée de vivre dans un monde où je serais récompensée par un Oscar alors que Denzel n'aurait pas le sien en tant que meilleur acteur ».

► Un nouveau mensuel, *It's Only Rock*, est apparu le 20 février dans les kiosques, lancé et dirigé par le journaliste spécialisé **Thierry Cattier**, 37 ans. Vendu 4 euros, ce journal, qui est édité à Brunoy, dans l'Essonne, entend défendre le rock « avec une passion héritière des fanzines ». Au sommaire de son premier numéro, **Mick Jagger**, en couverture, et les **Cranberries**, **John Lee Hooker**, **Reverend Horton Heat** et les **Little Rabbits**.

► Le roi japonais du dessin animé, **Hayao Miyazaki**, dont le dernier long-métrage, *Spirited Away*, vient de remporter l'Ours d'or du Festival de Berlin, a exposé ses doutes, le 19 février, jour de son retour à Tokyo, sur les vertus éducatrices des vidéos et autres dessins animés. « Aujourd'hui, les enfants ne savent pas faire un feu ou utiliser un couteau comme il le faut, la seule chose qu'ils savent faire, c'est taper sur les touches de l'ordinateur », a-t-il expliqué. « Est-ce que les enfants apprennent quelque chose en restant assis à regarder des vidéos pendant quatre ou cinq heures ? Rien. Les enfants ne peuvent pas grandir de cette manière. » *Spirited Away* a battu tous les records d'audience au Japon, depuis sa sortie en juillet 2001, avec près de 23 millions de spectateurs.

► Le ministre socialiste de l'intérieur, **Daniel Vaillant**, a assisté, le 18 février au Théâtre Fontaine, à Paris, à la représentation de *La Griffe*, nouvelle pièce de Claude d'Anna et de Laure Bonin, dont le rôle principal est tenu par **Murriel Robin** (*Le Monde* du 9 février). **Charlotte Rampling**, **Annie Girardot**, **Darry Cowl**, **Claude Berri**, **Philippe Labro** et **Bernard Pivot** faisaient partie des personnalités invitées à cette « générale ».

► Le 14<sup>e</sup> prix **Simone-Genevois**, qui récompense le meilleur ouvrage cinématographique de l'année, a été décerné, le 20 février, à **Gérard Langlois**, auteur de *Claude Sautet, les choses de sa vie*, biographie du cinéaste parue aux éditions NM7. Le jury, présidé par **André Conti**, fondateur du prix, a également distingué une étudiante de l'université Paris-I - Sorbonne, **Priska Morrissey**, 24 ans, pour sa thèse sur la collaboration entre les cinéastes et les conseillers historiques.

## RADIO

### VENDREDI 22 FÉVRIER

► **L'Eloge du savoir**  
6 h 00, France-Culture  
L'université de tous les savoirs se consacre jusqu'au 29 mars à la guerre d'Algérie. Aujourd'hui « Guerre et diplomatie » : victoire militaire, défaite diplomatique ? Une conférence de Maurice Vaisse.

► **Papier à musique**  
10 h 30, France-Musiques  
Fin de la semaine consacrée à Paul Hindemith, grand compositeur allemand, mort en 1963, qui écrivit des pages sans pareilles pour l'alto. Un instrument qu'il pratiqua lui-même et pour lequel il a laissé sept sonates, dont trois avec piano, qui révèle une frénésie créatrice rompant avec l'image d'un instrument mélancolique et effacé.

► **Concert avec Myung-Whun Chung**  
20 h 00, France-Musiques  
Concert franco-allemand en direct de la Salle Pleyel, en simultané sur les radios de Berlin, Leipzig, Sarrebruck et Francfort. L'Orchestre philharmonique de Radio France, sous la direction de Myung-Whun Chung, interprète des œuvres de Durieux, *Pièce traversière n° 1*, de Debussy, *La Mer*, et de Bruckner, *Symphonie n° 4*, version originale de 1880.

## DOMINIQUE DHOMBRES

### Candidat faxeur

UNE CANDIDATURE sans images, à une époque qui ne jure que par elles, il fallait le faire. Lionel Jospin s'est en effet déclaré par un simple fax envoyé à l'Agence France-Presse, ce qui constitue presque un crime de lèse-médias audiovisuels. La journaliste de LCI, qui commentait à chaud cette incongruité mercredi à 18 h 30, trouvait même qu'il en faisait décidément un peu trop en passant ce fax de son domicile parisien. Aurait-il tellement alourdi la facture de téléphone de Matignon s'il avait utilisé une ligne officielle ? C'était donc le premier paragraphe d'une dépêche d'AFP qui était montrée par Antoine Cormery au début du journal télévisé de France 2. Pas question de céder, sur TF1, au caprice d'un candidat iconoclaste. Patrick Poivre d'Arvor déléguait à François Bachy le soin de décrire le fax litigieux, lequel François Bachy, tout en répétant à plusieurs reprises que ce document était fort détaillé, se gardait bien de dire quels étaient les détails en question. Les images, rien que les images, c'est la devise de TF1.

Et précisément, des images, il y en avait, puisque le candidat faxeur, une fois son forfait accompli, avait eu la bonne idée de des-

endre dans la rue, en bas de chez lui, parler devant les caméras. C'était la même scène, certes filmée sous deux angles différents, qu'on voyait sur TF1 et sur France 2. « Je suis plutôt content d'entrer dans cette rencontre avec les Français. (...) J'y vais avec sérénité, avec joie, j'espère avec force », disait Lionel Jospin sur fond de rue tranquille du 6<sup>e</sup> arrondissement de Paris. On remarquera, une fois de plus, que l'intéressé prononçait le mot « joie » sans manifester aucun signe extérieur du sentiment correspondant au terme utilisé. Au fond, il avait eu bien raison de renoncer à la déclaration solennelle devant toutes les caméras de France et de Navarre.

Et, fatalement, on avait droit aux réactions. Noël Mamère, qui ne manque pas d'air, lançait sur LCI : « Bienvenue au club ! ». Sur France 2, Jean-Marie Le Pen disait, visiblement alléché par cette perspective : « Désormais, les lièvres sont sortis de leur gîte, et, par conséquent, on va pouvoir commencer la chasse. » La palme revient à Jean-Pierre Chevènement, sur TF1, avec ce commentaire cinéphilie : « Le tramway nommé désir arrive enfin à quai. » Comparer Lionel Jospin à Marlon Brando, là aussi, il fallait le faire.

## TÉLÉVISION

### Nouvelle bobine

Ballotté au gré des réaménagements de grille, lâché par le public puis par ses animateurs – Isabelle Giordano et Philippe Vecchi –, « + de cinéma » est, depuis le 4 février, repris en main par Nathalie Cuman. Débauchée de TPS, où elle présentait, avec un enthousiasme et une fraîcheur de regard remarquables, « Comme la vie est belle », un magazine consacré au cinéma, la jeune femme fait désormais partager aux téléspectateurs de Canal+, du lundi au vendredi, ses coups de cœur de spectatrice. « J'essaie de présenter le cinéma dans toute sa diversité mais je m'arrête surtout sur les films qui me semblent de qualité », explique Nathalie Cuman qui, rédactrice en chef du magazine, revendique une certaine subjectivité. Les mercredis et vendredis, elle reçoit dans « Encore + de cinéma » des acteurs et des réalisateurs qu'elle admire ou qui l'émeuvent, comme Mathieu Kassovitz ce vendredi. Pour inaugurer le rendez-vous, le 8 février, elle avait ainsi convié Maurice Pialat – « un rêve ! ». En jeans et chemise blanche, Nathalie Cuman reçoit en toute simplicité à son bureau encombré d'un fouillis ordinaire. Attentive et passionnée, elle interroge ses invités avec une ferveur qui fait plaisir à voir. En toute indépendance, assure-t-elle : « On ne m'oblige à rien, sinon à répondre aux attentes d'un public divers. » – S. Ke.

« + de cinéma », du lundi au vendredi, 19 h 25 ; « Encore + de cinéma », mercredi, 20 h 45, et vendredi, 20 h 45 et 22 h 45, Canal+.

### VENDREDI 22 FÉVRIER

#### ► Mariages arrangés en Inde

16 h 05, France 5  
En Inde, le mariage est considéré comme une affaire trop grave pour être confiée à des jeunes gens amoureux. L'hindouisme entend que les parents soient responsables de l'éducation et du mariage des enfants. Au père de famille de chercher un parti convenable pour sa fille, laquelle appartiendra à sa belle-famille.

Ce documentaire montre qu'il peut y avoir plusieurs modalités de mariages arrangés mais ne sont filmées ici que des jeunes filles de familles urbaines aisées à qui leurs parents permettent de suivre leurs études avant de se marier. Il n'en va pas de même pour des milliers de fillettes de caste inférieure, mariées parfois à 10 ou même 3 ans.  
► **La Folie MS 13**  
20 h 15, Arte  
Treize secondes pendant

lesquelles la nouvelle recrue de Mara Salvatrucha 13 (MS 13) se fait tabasser avant de devenir un membre de la bande.

Au Honduras et au Salvador, ce rite d'initiation a été vécu par quelque 30 000 jeunes gens et filles qui sèment la terreur. Enquête de Stephan Ecker.

#### ► Elie et le chêne

21 h 00 Seasons  
Enfant, Elie Bertrand détestait la promenade du dimanche avec ses parents dans la forêt de chênes de Tronçais (Allier). En 1943, à l'âge de 21 ans, il a dû s'y cacher pendant huit mois et c'est là qu'il a appris la nature. L'ancien exploitant forestier, qui a consacré sa vie au chêne, nous fait découvrir le peuple qui l'entoure, forestiers, négociants en bois, guides nature, fendeurs de merrain...

#### ► Les Animaux du stade

21 h 35, Planète  
Quoi de commun entre l'athlète et l'animal ? Rapides, endurants, précis, tous deux auraient conscience de leurs performances et des limites de leur corps. Mais la raison qui les pousse à se surpasser est différente. Hilary Jenkins utilise une caméra de haute technologie pour établir un parallèle instructif entre les deux espèces au moment de l'effort.



## RADIO-TÉLÉVISION

JEUDI 21 FÉVRIER

## TF1

**16.30** Alerte à Malibu Tremblement de terre. Série **17.25** Melrose Place La vipère. Série **18.15** Exclusif Magazine **18.55** Le Bigdil **19.55** Météo, Journal **20.42** JO : Image des JO Magazine **20.45** Météo.



**20.55** JULIE LESCAUT L'Ecole du crime. Série. Avec Véronique Genest, Samuel Dupuy, Mousse Diouf. 4781266 *L'équipe de Julie Lescaut est amenée à s'occuper du dossier Grandet. Ces derniers ont été retrouvés assassinés à leur domicile ; leur fille de 6 mois a été épargnée, mais leur fils a disparu. La piste de la vengeance est privilégiée.*

**22.45** CRUELLES INTENTIONS Film. Roger Kumble. Avec Robin Dunne, Sarah Thompson, Keri Lynn Pratt, Mimi Rogers (Etats-Unis, 2000) **3355841** **0.20** Les Coulisses de l'économie Magazine.

**1.00** Exclusif Magazine **1.40** Du côté de chez vous **1.42** Météo **1.45** Vis ma vie Magazine **3.20** Reportages Un médecin de montagne. Magazine **3.45** Les Errances de l'amour La colère de Cain. Série **4.35** Musique (25 min).

## CÂBLE ET SATELLITE

## FILMS

**15.15** Cheyenne ■■ Raoul Walsh (Etats-Unis, 1947, N., v.o., 105 min). TCM  
**15.30** Liaisons secrètes ■■ Richard Quine (Etats-Unis, 1960, 115 min) **Cinétoilette**  
**15.35** Tucker ■■ Francis Ford Coppola (Etats-Unis, 1988, v.m., 110 min) **CineCinemas 1**  
**16.15** Le Massacre de Fort Apache ■■ John Ford (Etats-Unis, 1948, N., 110 min) **CineClassics**  
**18.05** Madame Miniver ■■ William Wyler (Etats-Unis, 1942, N., v.o., 130 min) **CineClassics**  
**19.00** Un été 42 ■■ Robert Mulligan (Etats-Unis, 1971, v.m., 105 min). TCM  
**20.30** Traffic ■■ Jacques Tati (Fr., 1971, 90 min) Canal J  
**20.45** 2 ■■ Costa-Gavras (France - Algérie, 1969, 130 min) **13<sup>ème</sup> Rue**  
**21.00** Manhattan ■■ Woody Allen (Etats-Unis, 1979, N., v.o., 95 min). Paris Première  
**21.00** Sur les ailes de la danse ■■ George Stevens (Etats-Unis, 1936, N., v.o., 105 min) **Cinétoilette**  
**22.45** Le Danseur du dessus ■■ Mark Sandrich (Etats-Unis, 1935, N., v.o., 98 min) **Cinétoilette**  
**22.55** Les Félines ■■ René Clément (France, 1964, N., 95 min) **13<sup>ème</sup> Rue**  
**0.30** Anna Karénine ■■ Clarence Brown (Etats-Unis, 1935, N., v.o., 95 min). TCM

## FRANCE 2

**17.20** Les Jeux de Salt Lake City Curling. Tournoi D. ; Ski : Slalom géant H. ; Combiné nordique : saut à skis, K120 **19.50** Un gars, une fille Best of **20.00** Journal. Invité : Lionel Jospin **20.50** Météo.



**21.00** ENVOYÉ SPÉCIAL Présenté par Guilaine Chenu. Trafic d'organes : un rein à tout prix ; Didier Schuller ; Pollutions.com ; Polygames au nom de dieu. 8494266 *Trafic d'organes s'intéresse à la mafia des organes qui, de Moldavie, en passant par la Turquie pour finir en Israël, permet à des malades de se procurer un rein contre 150 000 €.*

**23.10** CAMPUS, LE MAGAZINE DE L'ÉCRIT Les polars, les livres qui flinguent. Magazine présenté par Guillaume Durand. Invités : Umberto Eco, Pascal Bruckner, Jérôme Charyn. 4107247

**0.45** Journal, Météo **1.10** Nikita Personne n'est éternel. Série **0.150** Fallait y penser ! Magazine **3.50** L'Arche de la Défense **3.55** 24 heures d'info **4.10** Météo **4.15** Doc Urti l'Veuil de Bouddha. Documentaire (45 min) **0.**

## FRANCE 3

**17.50** C'est pas sorcier Les sorciers refont le monde **18.20** Questions pour un champion **18.45** La Santé d'abord **18.50** Le 19-20 de l'information **19.55** et **20.35** JO de Salt Lake City **20.25** Tout le sport Magazine **20.43** Météo.



**20.55** JO DE SALT LAKE CITY Ski de fond (relais 4 x 5 km Dames) ; Ski (slalom géant Hommes, 2<sup>e</sup> manche). 676150 *Frédéric Covili rejoindra-t-il au palmarès des JO Bonlieu et Killy, médaillés d'or du Géant, en 1964 et 1968, malgré Stephan Eberharter, Michael Von Grünigen ou Bode Miller ?* **22.25** Météo **22.30** Soir 3.

**23.05** JO DE SALT LAKE CITY Curling (tournoi Dames, finale) : Suisse - Grande-Bretagne, au Ice Sheet d'Ogden ; Hockey sur glace (tournoi Dames, finale) : Canada - Etats-Unis, au E Center de West Valley City (Utah) ;

Patinage artistique : programme libre Dames. Cérémonie de remise de médailles. En direct (415 min). 82146150

## CANAL+

**17.05** Le Petit Vampire Film. Ulrich Edel. Avec Jonathan Lipnicki. *Comédie* (All. - PB, 2000) **0** **► En clair jusqu'à 20.45** **18.40** Daria Série **19.05** Le Journal **19.25** + de cinéma, + de sport **19.50** Le Zapping **19.55** Les Guignols de l'Info.



**20.05** FOOTBALL Coupe de l'UEFA (huitièmes de finale aller) : Lille - Borussia Dortmund. 20.45 Coup d'envoi. En direct du stade Grimonprez-Jooris. 873570 *Les Lillois, qui viennent de l'emporter à Nantes (1 à 0), reçoivent l'équipe allemande du Borussia Dortmund, en tête de son championnat après vingt-trois journées.*

**22.50** JEUDI BOXE Spécial lourds-légers. Magazine présenté par Christian Delcourt et Jean-Claude Bouttier. 661228

**0.20** Les Cinq Sens Film. J. Podeswa. *Drame* (Canada, v.o., 2000) **0.20** Les Tontons flingueurs ■■ Film. G. Lautner. *Comédie policière* (Fr. - It. - All., vers. col., 1963) **4.05** Shanghai Kid Film. Tom Dey (EU, 1999, DD, 105 min) **0.**

## FRANCE 5 / ARTE

**18.05** C dans l'air Arafat, le dernier combat ? Invités : Leïla Shahid, Elie Barnavi. **19.00** Voyages, voyages La Nouvelle-Orléans **19.45** Arte info, Météo **20.15** Reportage Bébé cherchent mamies. Documentaire.



**20.45** PREMIÈRE SÉANCE - COURS TOUJOURS ■■ Film. Dante Desarthe. Avec Clément Sibony, Rona Hartner, Isaac Sharry. *Comédie* (France, 2000) **0.** 936044 *Les tribulations d'un jeune père juif, entraîné par les circonstances dans un Paris en ébullition en raison de la visite du pape. Une alerte et agréable comédie de mœurs.*

**22.15** THEMA - LE VISAGE Le Roman du visage. Documentaire. Nicole Avril et Jacques Barsac (France, 2002). 100537131

**23.20** Thema - Les Yeux sans visage ■■ Film. Georges Franju. Avec Pierre Brasseur. *Fantastique* (Fr. - It., 1959, N.) **0.50** La Peau douce ■■ Film. François Truffaut. Avec Françoise Dorléac. *Drame* (Fr., 1964, N., 110 min) **0.**

## M6

**17.05** Le Pire du Morning **17.30** Gundam Wing Les larmes de la vérité **17.55** Powder Park Dancer : avalanche **18.55** The Sentinel Le Grand Œil **19.54** 6 minutes, Météo **20.05** Notre belle famille Série **20.40** Caméra Café.



**20.50** BLACKJACK Téléfilm. John Woo. Avec Dolph Lundgren, Kate Vernon, Padraig Murphy, Fred Williamson, Phillip MacKenzie (Etats-Unis - Canada, 1998) **0.** 121150 *Un garde du corps (Dolph Lundgren) doit faire face à un psychopathe menaçant la vie d'un mannequin. Un affrontement qui va faire resurgir une étrange phobie.*

**22.50** DANGEREUSE ALLIANCE Film. Andrew Fleming. Avec Robin Tunney, Fairuza Balk, Neve Campbell, Cliff De Young, Rachel True (Etats-Unis, 1996) **0.** 5188773

**0.40** Ca me révolte ! Magazine **2.34** Météo **2.35** M6 Music **4.05** Jazz 6 Magazine. Festival Jazz à Vienne 2001 : la vocaliste cubaine Celia Cruz et l'orchestre du violoniste Alfredo de la Fé **4.55** M6 Music (125 min).

## RADIO

## FRANCE-CULTURE

**19.30** Cas d'école. Ateliers d'écriture. **20.30** Radiodrames. *Projet secret*, de Louise Doutreligne. **21.00** Le Gai Savaioir. **22.00** Journal. **22.10** Multipistes. **22.30** Surpris par la nuit. David Sylvester : l'expérience d'un regard.

## FRANCE-MUSIQUES

**19.05** Le Tour d'écoute. **20.00** Concert. En direct. Par l'Orchestre national de France, dir. Richard Hickox, Vladimir Viardo, piano : œuvres Elgar, Scriabine, Sibelius. **22.00** En attendant la nuit. **23.00** Jazz, suivez le thème.

## RADIO CLASSIQUE

**20.00** Les Rendez-Vous du soir. **20.40** Concert. Par l'Orchestre philharmonique de Bergen, dir. Ole Kristian Ruud, Havard Gimse, piano : œuvres de Johannes, Grieg, Sibelius. **22.30** Les Rendez-Vous du soir (suite).

## VENDREDI 22 FÉVRIER

## TF1

**13.00** Journal, Météo **13.55** Les Feux de l'Amour Feuilleton **14.45** Rex Téléfilm. Oliver Hirschbiegel. Avec Raphael Ghabadloo (All., 1997). **16.30** Alerte à Malibu Mauvaise pêche. Série **17.25** Melrose Place Psychothérapie. Série **18.15** Exclusif Magazine **18.55** Le Bigdil **19.55** Météo, Journal **20.40** JO : Image des JO Magazine. **20.42** Météo **20.45** Trafic infos Magazine.



**20.50** LES ENFOIRÉS 2002 Magazine présenté par Muriel Robin et les Enfoirés. Invités : Jean-Louis Aubert, Alizée, Axel Bauer, Gérard de Palmas, Patrick Bruel, Francis Cabrel, Julien Clerc, Elsa, Emile & Images, Patrick Fiori, Garou, Jean-Jacques Goldman, David Hallyday, Låam, Maxime Leforestier, Frank Leboeuf, Pierre Palmade, MC Solaar, Titoff, Zazie. 71176754

**23.30** SANS AUCUN DOUTE Magazine présenté par Julien Courbet, avec la participation de maître Didier Bergès. 1821984

**1.50** Les Coups d'humour Invité : Didier Gustin **2.30** Exclusif Magazine.

**3.05** Reportages Transhumance : des moutons et des hommes. Magazine **3.30** Les Errances de l'amour Cœurs invincibles. Série **4.20** Histoires naturelles La louveterie. Documentaire. **4.50** Musique (60 min).

## CÂBLE ET SATELLITE

## FILMS

**14.05** Kwaidan ■■ Masaki Kobayashi (Japon, v.o., 155 min) **0.** **CineClassics**  
**14.45** Le Danseur du dessus ■■ Mark Sandrich (Etats-Unis, 1935, N., v.o., 95 min) **0.** **Cinétoilette**  
**16.00** Benny's Video ■■ Michael Haneke (Autriche - Suisse, 1992, v.o., 105 min) **0.** **CineCinemas 3**  
**16.35** Crash ■■ David Cronenberg (Can. - Fr. - GB, 1996, v.o., 100 min) **0.** **Cinéfaz**  
**16.40** La Maison des sept péchés ■■ Tay Garnett (Etats-Unis, 1940, N., 85 min) **0.** **CineClassics**  
**16.55** Un monde parfait ■■ Clint Eastwood (Etats-Unis, 1993, v.m., 125 min) **0.** TCM  
**19.00** Ivanhoë ■■ Richard Thorpe (Etats-Unis, 1952, v.m., 105 min). TCM  
**20.45** Le Tendre piège ■■ Charles Walters (Etats-Unis, 1955, v.m., 115 min). TCM  
**21.00** La Charge fantastique ■■ Raoul Walsh (Etats-Unis, 1941, N., v.o., 140 min) **0.** **Cinétoilette**  
**22.25** Les Tontons flingueurs ■■ Georges Lautner (Fr. - It. - All., 1963, N., 110 min) **0.** Canal + Vert  
**22.45** Tucker ■■ Francis Ford Coppola (Etats-Unis, 1988, v.m., 110 min) **0.** **CineCinemas 3**  
**23.00** Double messieurs ■■ Jean-François Stevénil (France, 1986, 90 min) **0.** **CineCinemas 2**  
**23.20** Vacances romaines ■■ William Wyler (Etats-Unis, 1953, N., v.o., 115 min) **0.** **Cinétoilette**  
**0.45** Sept morts sur ordonnance ■■ Jacques Rouffio (France, 1975, 105 min) **0.** **CineCinemas 1**

## FRANCE 2

**13.45** Derrick Série **14.45** Un cas pour deux l'enfant indésirable. Série **15.50** Commissaire Lea Sommer Les coursiers de la mort. Série **16.40** Un livre **16.45** Des chiffres et des lettres **17.20** JO de Salt Lake City Curling. Tournoi H. Match pour la 3<sup>e</sup> place ; Combiné nordique. Epreuve de ski de fond. 7,5 km sprint ; Ski. Slalom géant D. 1<sup>er</sup> manche **19.50** Un gars, une fille **20.00** et **0.25** Journal, Météo.



**20.55** UNE SOIRÉE, DEUX POLARS **20.55** La Crim' Le dernier convoi. Série. Avec Isabel Otéro, Jean-François Garreaud. 4421377 *Le meurtre d'un sympathisant nazi réveille de mauvais souvenirs et les démons du passé.* **21.50** Groupe flag Chèques en noir. Série. Avec Sophie de la Rochefoucauld, Franck Jolly **22.45** Bouche à oreille Magazine.

**22.50** NEW YORK 911 Le repos du guerrier. 7583754. Des bleus au cœur. 4552342. Série. Avec Molly Price, Jason Wiles, Skipp Sudduth, Bobby Cannavale. *Dans le repos du guerrier, les policiers du 911 enquêtent sur une série de meurtres qui visent des malfrats.*

**0.50** Histoires courtes Les Frères Hélias. Fredy Busso **0.** ; **1.10** La Revanche. Roger Boudreau.

**1.15** Envoyé spécial **3.15** Paysages humides **0.340** 24 heures d'info **4.00** Paris sur l'inconnu Documentaire **4.20** Thaïlande La longue route du docteur Lekagul **4.30** Campus, le magazine de l'écrit Magazine (90 min).

## FRANCE 3

**13.50** Keno **13.55** C'est mon choix Magazine **15.00** Kin Téléfilm. Elaine Proctor. Avec Miranda Otto (Etats-Unis, 2000). **16.30** MNK Magazine **17.35** A toi l'actu Magazine **17.50** C'est pas sorcier Magazine **18.20** Questions pour un champion **18.50** Le 19-20 de l'information **19.55** et **20.50** JO de Salt Lake City Magazine **20.00** Tout le sport Magazine **20.43** Météo.



**20.55** JO DE SALT LAKE CITY Patinage de vitesse. 10 000 m H ; Ski. Slalom géant D. 2<sup>e</sup> manche. En direct. 9271396

**22.20** Météo **22.25** Soir 3.

**22.50** JO DE SALT LAKE CITY Curling. Tournoi H. Finale ; Hockey sur glace. Tournoi H. 1<sup>er</sup> demi-finale ; Bobsleigh. Bob à quatre H. 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> manches ; Hockey sur glace. Tournoi H. 2<sup>e</sup> demi-finale ; Patinage artistique. Gala exhibition. Cérémonie de remise des médailles. En direct (430 min). 45229174

## CANAL+

**14.00** Histoire clandestine de ma région Documentaire **15.10** The Patriot, le chemin de la liberté ■■ Film. Roland Emmerich. Avec Mel Gibson. *Aventures* (EU - All., 2000) **0.** **17.50** Star Hunter Série **► En clair jusqu'à 21.00** **18.40** Daria A l'ombre des tournesols. Série **19.05** Le Journal **19.25** + de cinéma, + de sport **19.50** Le Zapping **19.55** Les Guignols **20.05** Burger Quiz **20.45** Encore + de cinéma.



**21.00** BARNIE ET SES PETITES CONTRARIÉTÉS Film. Bruno Chiche. Avec Fabrice Luchini, Nathalie Baye, Marie Gillain (France, 2000) **0.** 2257862 *Un homme voit débarquer, en même temps, sa maîtresse et son amant.*

**22.20** H Une histoire de compétence. Série **0.** **22.45** Encore + de cinéma Magazine.

**23.00** 60 SECONDES CHRONO Film. Dominic Sena. Avec Nicolas Cage, Giovanni Ribisi, Angelina Jolie (EU, 2000) **0.** 6049464 *Un voleur doit dérober cinquante voitures en une nuit pour sauver son frère. Poursuites spectaculaires.*

**0.55** Libero burro Film. Sergio Castellitto. Avec Sergio Castellitto. *Comédie dramatique* (It., v.o., 1999) **0.**

**2.30** In the Mood for Love ■■ Film. Wong Kar-wai. *Comédie dramatique* (Fr. - H.K., 2000) **0.** **4.05** Un thé avec Mussolini Film. Franco Zeffirelli. Avec Cher. *Comédie dramatique* (It. - GB, 1999, 85 min) **0.**

## FRANCE 5 / ARTE

**20.00** Une saison sèche impitoyable. **20.15** Les Grandes Rivières du Canada. [8/13]. **20.20** Hollywood Stories. Jerry Seinfeld. **20.30** Un siècle de sport. 1955-1960. **20.45** Le Mystère du papillon monarque. **20.55** Il était une fois la 2 CV. **21.00** Les Enfants de Berklee. **21.00** Civilisations. Afrique, je te plumerai. **21.05** Les Dossiers de guerre. Guerre dans le Pacifique. **21.35** Les Animaux du stade. **21.50** Notre XX<sup>e</sup> siècle. Le siècle de l'automobile. **22.00** Quand la terre gronde. **22.05** Quatre femmes de premier plan. [3/4]. **22.20** Les Nouveaux Détectives. Point de mire. **22.35** 2001, l'odyssée de l'assiette. **22.45** Titanic, au-delà du naufrage. La route. **23.00** Pearl Harbour. [1/2]. **23.00** La Grande Aventure de la presse filmée. [1/4]. Le temps des pionniers : 1896-1914.

## SPORTS EN DIRECT

**18.00** JO. Ski. Slalom géant dames (1<sup>re</sup> manche). Eurosport **22.00** Golf. Championnat du monde. Match Play Championship (3<sup>e</sup> jour). Pathé Sport

## MUSIQUE

**20.35** Scriabine. *Etude* n° 2 opus 8 et deux poèmes. En 1988. Avec Ivco Pogorelich (piano). Mezzo

## FRANCE 5 / ARTE

**22.25** Nirvana. Au Sony Music Studios, à New York, le 18 novembre 1993. Canal Jimmy **23.00** Prokofiev. *Sonate pour piano* n° 3. A Paris, en 2001. Avec Ying Feng (piano). Mezzo **0.00** Jazz à Vienne 1999. Avec Randy Weston (piano), Billy Harper (saxophone), Neil Clarke (batterie), The Masters Gnawa (karkbars), Randy Weston, etc. Muzikk **21.00** Bartok. *Le Château de Barbe-Bleue*. En 1980. Par l'Orchestre philharmonique de Londres, dir. sir Georg Solti. Mezzo

## TÉLÉFILMS

**20.40** La Confrérie de la rose. Marvin J. Chomsky [1 et 2/2]. Festival **21.00** Le Visage du tueur. Farhad Mann. **0.** RTL 9 **21.00** Les Filles de l'océan. Joyce Chopra. Disney Channel **23.40** Enquête d'échanges. David Gilbert **0.** TF 6

## SÉRIES

**18.35** Homicide. Retrouvailles. Série Club **20.45** New York District. Killerz **0.** Meurtre à retardement **0.** **21.40** Total Recall 2070. Justice virtuelle. Série Club **23.15** Les Chemins de l'étrange. Phoenix. **0.** **23.40** Michael Hayes. La loi des armes. Monte-Carlo TMC **0.05** Le Caméléon. Crash (v.o.) **0.** **0.05** Friends. Celui qui rencontrait l'auteur de ses jours (v.o.) **0.** Canal Jimmy **0.25** That 70's Show. Château d'eau (v.o.) **0.** Canal Jimmy

## M6

**13.35** Les Déchirements du passé Téléfilm. Glenn Jordan. Avec Glenn Close (EU, 1999) **0.** **15.15** Destins croisés Thérapie de couple. Série **16.05** Loïs et Clark Joyeux Noël. Série **17.00** Le Pire du Morning **17.30** Gundam Wing Série **17.55** Powder Park Série **18.55** The Sentinel Les Champions. Série **19.54** Le Six Minutes, Météo **20.05** Notre belle famille Le Trianon club. Série **20.40** Caméra Série.



**20.50** STARGATE SG-1 1969 **0.** 9567735. Après un long sommeil **0.** 9863822. Dans l'ancre des Goa'uld **0.** 9868377. Série. Avec Richard Dean Anderson, Michael Shanks, Amanda Tapping. *Dans 1969, l'équipe SG-1 se retrouve malencontreusement en 1969 et va devoir retourner dans le présent sans influencer sur le cours du temps.*

**23.25** SPÉCIAL O.P.S. FORCE Le joker **0.** 434377. Le témoin **0.** 2599656. Série. Avec Brad Johnson, Mindy Clarke, Tim Abell, David Eigendeg. *Dans Le joker, enrichie d'un équipier supplémentaire, la « Spécial OPS Force » doit faire face à une nouvelle mission, sauver l'Amérique.*

**1.00** et **3.30** M6 Music **2.30** Fréquentar Magazine. Alain Souchon (60 min) **0.**

## RADIO

## FRANCE-CULTURE

**19.30** Appel d'air. **20.30** Black and Blue. **21.30** Cultures d'Islam. Italie et Maghreb au Moyen Age. **22.00** Journal. **22.10** Multipistes. **22.30** Surpris par la nuit. **0.05** Du jour au lendemain.

## FRANCE-MUSIQUES

**19.05** Le Tour d'écoute. **20.00** Concert franco-allemand. Par l'Orchestre philharmonique de Radio France, dir. Myung-Whun Chung : Œuvres de Durieux, Debussy, Bruckner. En direct. **22.30** Alla breve. **22.45** Jazz-club. Le trio Jean-Michel Pils.

## RADIO CLASSIQUE

**20.00** Les Rendez-Vous du soir. Œuvres de Hassan, Weber, R. Schumann, Bruch. 20.40 La Musique dans les films de Michel Deville. Œuvres de Rebel, Haydn, Beethoven, Rossini, Puccini, Gottschalk, Schubert, Janacek. **22.35** Les Rendez-Vous du soir (suite). Œuvres de Beethoven, Saint-Saëns, Ormandy, Bizet, De Falla, Chostakovitch. **0.00** Les Nuits de Radio Classique.



PIERRE GEORGES

## Du Jospin pur fax

COMME dirait l'autre, les fax sont têtus. Ainsi donc, c'est fait. L'équipe est au complet, désormais, et que le match commence ! Hier, vers les 17 h 40, à quelques minutes près, le préposé aux fax du service politique de l'Agence France-Presse, sans doute alerté par quelque coup de téléphone prémonitoire, vit la machine cracher deux, peut-être trois feuillets d'une haute importance.

A dire vrai, dans l'avalanche neigeuse qui, en permanence, submerge toute machine à transmettre de l'écrit pour peu que l'intendance ait pensé à assurer un approvisionnement constant du magasin de papier, rien ne distingue un fax d'un autre.

C'est neutre un fax. C'est sobre un fax. C'est simple comme bonjour un fax. C'est bien pratique et pas cher un fax. C'est rapide et ne risque pas la chute de vélo, le facteur Fax. Le seul inconvénient, parfois, c'est que les faxeurs, et parfois même les mauvais faxeurs, se bousculent au portillon pour vous signifier en quelle importance suprême, en quelle priorité rouge, il faut tenir leur envoi. Que ce soit pour faire part de l'organisation d'un débat sur les déboires de l'Association des fils-pères ; adresser un texte définitif et protester déjà contre sa non-publication probable ; ou annoncer les 18<sup>es</sup> Olympiades du Jésus de Morteau.

Tout cela pour dire que, a priori, un fax peut toujours vivre dangereusement. Connaître, dans sa courte et éphémère vie, le sort funeste de la boulimique poubelle à fax. Et risquer, au motif que les bons fax peuvent payer pour les fâcheux, les inutiles, les maniacos-faxeurs, l'horreur du classement vertical.

Imaginez un instant quelle affaire cela eût pu être si ce fax

jospinien, et de la plus démocratiquement importante, avait par mégarde ou étourderie somnolente échappé à l'Histoire de France.

Au lieu de quoi, fort heureusement, cet envoi d'une rigueur et d'une sobriété toutes cisterciennes toucha son but, pleine cible : un « urgent » de l'AFP séance tenante, et, à suivre, la publication de ce fax aux Françaises et Français, comme une demande en mariage présidentiel.

La façon de se déclarer valant bien, par ces temps médiatiques, autant que le contenu de la déclaration elle-même, aussitôt on disserterait sur la méthode. Comment cela, un simple fax ! Dans toute la platitude d'un fax ! Dans le dépouillement sobre, austère et délicieusement orgueilleux d'un fax ! Ah, du Jospin pur fax !

Oui, la méthode fut débat. Il y avait des pour, des contre, des sans-opinion aussi. Dont nous fûmes, saisi d'une douce hilarité sur ce coup de Jarnac faxeur venant parachever le concours Lépine 2002 de la plus efficace déclaration de candidature. Car depuis des semaines, alors que les « petits » candidats mettaient au défi les deux cadors de descendre dans l'arène au motif assez présomptueux, quoique démocratique, de leur casser l'argumentaire, des torrents d'encre et de salive avaient coulé. Ce sera quand ? ce sera comment ?

Eh bien, maintenant, nous savons. Ce fut Avignon un lundi. Et Fax-City un mercredi. Ce fut départ en avion - aller-présidentiel et retour-TGV-candidat dans un cas. Et fax-lettre-aux-Françaises-Français dans l'autre. Ce fut mise en scène ici. Et tout aussi mise en scène là. On doute que, d'ici mai joli, ces considérations stratégiques gardent encore quelque importance !

## Trois ans de sécheresse en Afghanistan : on se nourrit de racines

## VALLÉE DE TACHBOUQAQ (Afghanistan)

de notre envoyé spécial

Saïd Ziaudin est un homme d'une considérable énergie. Le buste penché en avant, un dossier sous le bras, il bat la montagne et s'agite, le pan de son long turban flottant derrière lui. Personnage digne d'un conte oriental, génie bienfaisant surgi de sa bouteille, M. Ziaudin est responsable de l'administration de Qala Nau. Ce gros bourg d'un autre âge s'articule autour de quelques rues boueuses et d'une mosquée est le chef-lieu de Badghis, l'une des provinces les plus déshéritées de l'Afghanistan : ici, après trois ans de sécheresse, certains paysans en sont réduits à se nourrir de racines, surtout dans les plus reculés des villages, que l'aide internationale n'a pas encore atteints.

Saïd Ziaudin se targue d'avoir connu plusieurs prestigieuses positions : professeur de chimie et de biologie à l'université de Kaboul, prisonnier politique des Russes (il apprit leur langue durant ses trois ans d'incarcération), puis chef moudjahid dans les collines arides de Badghis. « Après m'avoir libéré, les Soviétiques m'ont demandé de collaborer avec eux. J'ai fait mine d'accepter et puis, un jour, je me suis enfui dans la montagne avec cinquante kalachnikovs ! Et je me suis mis à tuer des Russes ! » M. Ziaudin en rit encore, ponctuant ses souvenirs d'une claque sèche à l'orientale dans la paume de son interlocuteur.

Aujourd'hui, le nouveau chef d'une administration balbutiante se rend dans la vallée de Tachboulaq, à trois heures de piste défoncée de Qala Nau. La route est difficile, même pour un véhicule tout-terrain récupéré aux talibans. Quand la voiture s'embourbe ou menace de glisser dans des précipices, M. Ziaudin houspille le chauffeur et recrute des hommes surgis du néant le long du chemin pour pelleter la boue ou dégager la neige. Il claque du doigt, il est aussitôt obéi.

Sous un ciel immense qui fuit vers le Turkménistan tout proche, une succession de collines gris-vert s'étend à l'horizon, fendues parfois de



DANIEL SWARTZ/LOOKAT PHOTOS

« Ici, c'est comme si les gens avaient été oubliés. »

canyons profonds. Au bout d'un étroit défilé, la vallée de Tachboulaq s'ouvre, haut dans la montagne. « Ici, c'est comme si les gens avaient été oubliés. Ils ont vendu leurs troupeaux ou les ont mangés, ils n'ont plus de graines pour planter du blé », explique l'administrateur en chef devant les maisons du premier village, Ziaoudoul.

On distingue à peine les fermes couleur de terre se confondant avec la montagne qui les enserme. Puis le village apparaît dans sa magie moyenâgeuse, peuplé de personnages enturbannés vêtus de vastes houppelandes. Ce sont des Aimaqs, des tribus apparentées aux Tadjiks parlant un persan mâtiné de mots turcs. « Le premier de nos problèmes, c'est la faim », expli-



que un homme à la barbe soigneusement taillée, au profil parfait. Une foule nombreuse s'est rassemblée autour des visiteurs. Un tapis est déroulé en plein air, des coussins sont amenés, des tasses de thé vert apportées. « Avant, nous étions des gens riches, déclare un autre paysan, la sécheresse nous a ruinés. » Si la famine n'a pas dévasté l'Afghanistan, la disette reste sévère dans certaines régions. « Cet hiver, il a neigé, et la situation semble s'améliorer. Mais les paysans attendent encore de voir si les pluies de printemps seront suffisantes pour annoncer la fin de la sécheresse », avance Saïd Ziaudin.

Et voilà déjà l'intrépide administrateur reparti, à cheval, vers le prochain village : Tehidare, bâti au fond d'une profonde vallée où les maisons sont parfois creusées à même le roc. Sur la falaise dominant ce bourg où vivent 300 familles, des hommes sont venus à sa rencontre : ostensiblement, ils mâchent des racines pour bien montrer leur misère. Ils affirment qu'ici les gens ne se nourrissent plus que

de sortes de topinambours et d'une variété de radis. Souvent, ils font leur pain avec de l'avoine, en arrosant le tout de thé vert non sucré. « Dans le village, constate l'un d'entre eux, il n'y a plus qu'une famille à posséder une paire de bœufs pour les labours. »

« 80 % des terres cultivées dans le coin dépendent des pluies, et, depuis trois ans, les récoltes n'ont presque rien donné », conclura M. Ziaudin, revenu dans son bureau de Qala Nau où trône un antique téléphone à manivelle. Il évoque alors, avec une certaine tristesse, une époque révolue, quand Badghis était encore la « capitale de la pistache ». « Durant le choul (la cueillette), des foules entières se déplaçaient ici pour se ruer sur les pistachiers. C'était un commerce florissant : on avait les plus belles pistaches d'Afghanistan. » Saïd Ziaudin couve un ambitieux projet : replanter sur les collines desséchées de Badghis le plus grand nombre de pistachiers possible. Quand la faim aura été conjurée.

Bruno Philip

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

## A l'Opéra en costume de golf

LE PRÉSIDENT SAUVÉ, juge unique de la 6<sup>e</sup> chambre du tribunal de la Seine, vient de rendre un jugement qui fixe un petit point de droit bien parisien : la tenue du spectateur au théâtre, et en particulier à l'Opéra. Le procès était intenté par un dentiste dijonnais, M. Claude Coulon, qui, avec sa fiancée, se rendit le 17 mai 1950 au spectacle de ballets à l'Opéra, où il avait loué deux fauteuils de corbeille. M. Coulon portait une gabardine. Au

contrôle, on le pria de l'enlever : il apparut alors vêtu d'une culotte de golf. Etant donné la catégorie de ses places, l'entrée de la salle lui fut refusée. Dans son jugement, le président Sauvé fixe d'abord quelle doit être la tenue au théâtre. « En règle générale, le spectateur n'est pas obligé de se soumettre à des exigences de toilette ; cependant, l'administration d'un théâtre peut exiger le port d'une toilette spéciale à certaines places déterminées, à condition que le spec-

tateur en soit averti. » Pour un spectacle de ballets et en raison du prestige de l'Académie nationale de musique, il est de coutume, poursuit le jugement, « qu'à des places en vue et qui permettent l'accès au foyer les spectateurs doivent avoir une tenue très habillée ». Comme un costume de golf, si beau soit-il, ne rentre pas dans cette catégorie, M. Coulon a été débouté de sa demande et condamné aux dépens.

(22 février 1952.)

EN LIGNE SUR lemonde.fr



■ A gagner, trente CD de la bande originale du film de Ridley Scott *La chute du faucon noir*. Ce CD sera offert aux trente premiers internautes qui enverront un e-mail à une adresse à découvrir sur la page d'accueil du site lemonde.fr

■ JO : l'année de toutes les contestations. Un article à lire dans le dossier « Salt Lake City » du monde.fr

■ Les archives du Monde depuis 1987. 700 000 articles à consulter en ligne.

CONTACTS

## ► RÉDACTION

21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05. Tél : 01-42-17-20-00 ; télécopieur : 01-42-17-21-21 ; télex : 202 806 F

## ► ABONNEMENTS

Par téléphone : 01-42-17-32-90  
Sur Internet : <http://abo.lemonde.fr>  
Par courrier : bulletin p. 12  
Changement d'adresse et suspension : 0-825-022-021 (0,15 euro TTC/min)

## ► INTERNET

Site d'information : [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr)  
Site finances : <http://finances.lemonde.fr>  
Site nouvelles technologies : <http://interactif.lemonde.fr>

Guide culturel : <http://aden.lemonde.fr>

Marché de l'emploi :

<http://emploi.lemonde.fr>Site éducation : <http://educ.lemonde.fr>

Marché de l'immobilier :

<http://immo.lemonde.fr>

## ► TÉLÉMATIQUE

3615 lemonde

## ► DOCUMENTATION

Sur Internet : <http://archives.lemonde.fr>

## ► COLLECTION

Le Monde sur CD-ROM :

01-44-88-46-60

Le Monde sur microfilms

03-88-71-42-30

## ► LE MONDE 2

Abonnements : 01-42-17-32-90

En vente : « La France sur le déclin ? ».

■ Tirage du Monde daté jeudi 21 février 2002 : 506 554 exemplaires.

1 - 3

Chaque week-end, retrouvez « les grands dossiers » du Monde

Cette semaine :

Victor Hugo,  
la légende d'un siècle

8 pages à explorer et à conserver

samedi 23 dans Le Monde daté dimanche 24 - lundi 25 février



« CONTINENTS NOIRS »

Boniface  
Mongo-Mboussa,  
Nuruddin Farah,  
Ananda Devi,  
Henri Lopes  
Page II



ZERUYA SHALEV  
Page III

EN PRISON

Chester Himes,  
Philippe Claudel,  
Denis Montebello,  
Christian Giudicelli  
Page IV



HISTOIRE DU TRAVAIL  
Page V

GÉOGRAPHIE

Portraits de la France  
et des Français par  
Henri Mendras et  
Armand Frémont.  
L'engouement  
pour les atlas  
Page VI



SERGE PICARD POUR « LE MONDE »

# Charyn, Balzac de l'Hudson

Isaac le rouge, roi de New York. Qui aurait pu imaginer, il y a près de trente ans, une telle ascension pour ce héros né « par défaut » ? Son créateur, Jerome Charyn ? Rien n'est moins sûr. Car le « chemin du langage » – comme aime à le dire Charyn – fut long et difficile. Dans l'appartement parisien où il réside depuis une dizaine d'années, surplombant le cimetière Montparnasse, le visage de cet éternel adolescent à l'air triste s'éclaircit dès que l'on évoque cette rencontre de hasard.

En 1973, tandis qu'il s'engluait dans l'écriture d'« une espèce de livre-dinosaure sur un roi barbare », Charyn a été comme sauvé de la noyade par la découverte d'un roman de Ross MacDonald, *L'Affaire Galton*. « J'étais dégoûté de mes propres mythologies, indique-t-il en introduction à *Zyeux-Bleus*, premier volume de la série. Je voulais quelque chose de facile à lire. Pour qu'on ne dise pas un roman policier ? » De la

lecture à l'écriture, l'idée le conduit à la brigade criminelle de Brooklyn où officie son frère aîné, le lieutenant Harvey Charyn. « Pour moi, sa vie était très troublante », explique-t-il dans un français hésitant. Au côté de Harvey, pendant des semaines, jour et nuit, il fréquente les cellules du commissariat, la morgue et les hôpitaux, arpente les trottoirs et découvre une sorte de jungle où se mêlent et s'affrontent détresse, misère et folie. De cette matière brute, alliée aux retrouvailles des deux frères, va surgir un duo de personnages : Isaac Sidel et Manfred Coen.

Le premier, commissaire, est un flic cynique et faussement dur, passé maître dans l'art du déguisement et de la disparition imprévue. Il fut abandonné, tour à tour, par son père, sa femme, et enfin par sa fille unique, Marilyn. C'est d'elle que Manfred Coen, alias Zyeux-Bleus, lieutenant un peu paumé et fidèle ange gardien de Sidel, va tomber amoureux entre deux parties de ping-pong. « Manfred, explique Charyn, est un personnage qui me touche profondément. A cause de cette tristesse que l'on peut lire sur son visage. Une tristesse née de cette absence de langage que

je suis parvenu à surmonter par l'écriture. Il est comme un mélange bizarre entre mon frère et moi. » *Zyeux-Bleus*, enfant sauvage et orphelin, donne donc son nom au premier titre de la série. « Au début ce fut vraiment lui mon héros, précise-t-il. Aussi, lorsqu'il est mort, j'ai eu immédiatement envie de le ressusciter. » Avec *Marilyn la dingue*, l'écrivain se joue du temps et de la chronologie. En 1977, la France, grâce au flair de Marcel Duhamel, alors patron de la Série noire, découvre ces deux livres (publiés dans un ordre inverse à celui de leur création) ainsi que *Kermesse à Manhattan*. Cette fois, Manfred Coen « ressuscite »

■ **Christine Rousseau**

sous les traits, d'un ver solitaire... qui ronge l'humeur et la culpabilité d'Isaac. A l'instar de ce singulier « duo », romancier et commissaire s'approprient peu à peu. Un long périple à Dublin, en hommage à Joyce, dans *Isaac le mystérieux*, finira de lier définitivement le créateur à sa créature (1). « Ce quatrième livre est vraiment à part. Grâce à ce voyage en Europe, Isaac est devenu un homme de langage, il peut tuer et

Le romancier américain, aujourd'hui parisien, a gardé sa passion pour ses deux personnages fétiches, Isaac Sidel et Manfred Coen

flinguer avec les mots. Non seulement il s'impose à moi mais, en même temps, mon écriture change et s'éloigne du roman noir. »

Qu'on évoque la « disparition » d'Isaac Sidel pendant douze ans (1978-1990) et Jerome Charyn réplique : « Vous savez, lorsque j'ai mis un point final à Isaac le mystérieux, je ne savais pas si c'était terminé ou non. Et puis d'autres romans m'ont occupé, mais Isaac était toujours en moi. » D'autres romans, certes, et surtout le somptueux *Metropolis* (2), une ode intime et douloureuse à New York, dont les échos vont résonner dans l'œuvre à venir – et qui préfigure le départ de l'écrivain pour l'Europe. Mais d'abord, Charyn songe à Balzac « sur un rythme de jazz ». Porté par lui et nourri de ses recherches sur l'histoire, l'architecture, l'art et les mythologies de sa ville natale, il attaque le deuxième mouvement de sa comédie humaine.

Avec ce nouveau quatuor, la « famille » Sidel s'agrandit de façon exponentielle. Au côté des anciens, tels le cardinal O'Bannon (fidèle ami d'Isaac) et de Leo Sidel père, le clan sicilien des DiAngelis s'impose, après la tribu des Guzmans. Becky Karp devient la première femme maire de New York, tandis que le fantôme de Manfred Coen prend les traits de Joe Barbarossa, nouvel ange gardien d'Isaac et dixième époux de Marilyn. « Le dernier, sans doute, affirme en souriant Jerome Charyn. Enfin, peut-être... »

Côté cœur, apparaît surtout l'insaisissable et mystérieuse Margaret Tolstoï (pour le FBI) – Anastasia (pour le KGB). Le grand d'amour d'enfance d'Isaac, pour laquelle cet incurable romantique serait prêt à tout. Sous le signe d'Anastasia, se place *Rue du Petit-Ange*, huitième et dernier opus du quatuor d'« Odessa ». On l'aura compris, la liste est loin d'être exhaustive. Mais que les néophytes se rassurent, Jerome Charyn, qui estime approcher aujourd'hui des 300 personnages, prend soin à chaque récit de resituer, sans que cela nuise au rythme de la lecture, les membres principaux de cette troupe délirante et bigarrée.

Irlandais, Italiens, Noirs, Latinos ; clochards, banquiers, petites frappes ou parrains, flics marrons ou politiciens véreux, tous le savent : le commissaire principal de New York Isaac Sidel, alias Isaac le Pur, est un homme de parole. Même si parfois ses manières laissent à désirer et qu'il aime se promener sur « l'extrême bord de la légalité », ce fou de Joyce (il peut réciter *Ulysse* par cœur) est un homme pour qui le langage n'est pas un vain mot. D'ailleurs, à l'orée de *La Rue du Petit-Ange*, sans doute Becky Karp, qui lui cède son fauteuil de maire, s'est-elle souvenue de la mise en garde lancée par Isaac

dans *Un bon flic* : « Il n'est pas impossible que je décide de me présenter contre toi aux primaires. » Trois romans plus tard, marqués, entre autres, par un petit séjour en prison (*Un Bon flic*), une tentative d'assassinat qui faillit lui coûter la vie (*Les Filles de Maria*) et une virée à Palerme (*L'Homme de Montezuma* [3]), c'est chose faite. Et ce malgré les atermoiements de cet ours mal léché qui connaît trop bien le dessous des cartes. Mais voilà. De son Bronx natal à Harlem en passant par Brooklyn, tout New York le réclame. Auréolé de 86 % des suffrages, le « Chevalier noir des démocrates » s'apprête donc à quitter le 1 Police Plaza pour l'hôtel de ville. Sauf qu'avec Jerome Charyn les chemins ont une fâcheuse tendance à zigzaguer. Sous l'effet conjugué de son imagination sans limite et de sa prose chahuteuse, le rire, la tristesse et la nostalgie se rendent coup pour coup...

Est-ce pour fêter dignement la promotion de son flic préféré et, avec elle, la fin du deuxième quatuor que le romancier américain lui a concocté un menu plus déjanté que jamais ? Car, une nouvelle fois, force est d'avouer qu'on serait bien en peine de résumer ce récit échelonné. L'odyssée débute dans les bas-fonds de la ville par une série de meurtres de SDF, se poursuit dans une usine à porno versée dans le trafic d'enfants roumains, puis file à Carcassonne pour une partie mémorable de ping-pong, et rebondit enfin du côté du cimetière Montparnasse, où l'on se livre, raquette d'une main et surin de l'autre, au commerce d'œuvres d'art.

Barcelone, Palerme, Odessa, Carcassonne, Paris... Ainsi que le préfi-

gurait *Metropolis*, à la fin des années 1980, Jerome Charyn multiplie les allers-retours entre New York, qui « l'étouffe de plus en plus », et l'Europe. « C'est à ce moment-là que j'ai commencé à vivre à Paris quelques mois par an. Evidemment, cela a influencé mes livres, notamment *La Rue du Petit-Ange*. Je l'ai commencé à Odessa et l'ai terminé ici. » Bien que ce faux sédentaire ait planté sa tente à Paris, il retourne plusieurs fois par an en « visiteur » à New York, où l'« attend » son alter ego promis, paraît-il, à un bel avenir. « Dans El Bronx, Isaac reste maire, mais dans Citizen Sidel (4) il devient vice-président », annonce l'écrivain. Dernière marche avant la présidence ? « Peut-être. Enfin, j'espère pour lui, car c'est un rêve de gosse. Mais vous savez ce chemin-là est très dangereux. » « *Le rêve* » est le seul guide de Charyn dans l'écriture, pour ne pas devenir « cinglé » ; alors rêvons avec lui d'un flic bolcho à la Maison Blanche...

- (1) Toute la série est en « Folio », Gallimard : *Marilyn la Dingue* (n° 14), *Zyeux-Bleus* (n° 2025), *Kermesse à Manhattan* (n° 2385) et *Isaac le mystérieux* (n° 2904).
- (2) Ed. Métropolis 2000.
- (3) *Un bon flic* (n° 2528), *Les Filles de Maria* (n° 2863), *L'Homme de Montezuma* (n° 3573).
- (4) A paraître au Mercure de France.

**RUE DU PETIT-ANGE (Little Angel Street)** de Jerome Charyn. Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Marc Chénétier, Mercure de France, « Bibliothèque étrangère », 356 p., 22 €.

LUDOVIC JANVIER



Encore un coup au cœur  
Brèves d'amour, 3

Tue-le !  
(voix)  
l'arbalète



GALLIMARD



« CONTINENTS NOIRS »

Les « **Etonnants voyageurs** » de Michel Le Bris font escale à Bamako (Mali). De nombreux écrivains africains, anglophones et francophones, résidant en Afrique ou

exilés, y parleront de leur quête d'identité, de leurs difficultés à se faire connaître chez eux et ailleurs, de leurs ambitions, de **la confrontation des cultures**. Parmi eux,

la romancière de l'île Maurice Ananda Devi et le Congolais Henri Lopes... **Le Somalien Nuruddin Farah**, lui, évoque le sort douloureux de ses compatriotes réfugiés

L'Afrique à la conquête du monde

Boniface Mongo-Mboussa donne la parole aux héritiers d'Aimé Césaire et de Léopold Sédar Senghor, et plaide la cause d'une littérature en quête de reconnaissance et en pleine métamorphose

**DÉSIR D'AFRIQUE** de Boniface Mongo-Mboussa. Gallimard, « Continents noirs », 326 p., 19,90 €.

On se souvient de la célèbre phrase alarme d'Amadou Hampaté Bâ : « *Un vieillard qui meurt, c'est une bibliothèque qui brûle.* » L'écrivain malien rendait ainsi hommage à une tradition littéraire orale menacée de disparition, où le griot monopolisait la parole. Mais depuis 1930 et l'apparition des chantres de la négritude, les littératures africaine et antillaise ont subi des métamorphoses. Leurs premiers maîtres fondateurs (Aimé Césaire, Léopold Sédar Senghor) sont devenus classiques. Et puis, d'essentiellement poétique ou calquée sur le modèle du conte, elles sont devenues, au fil de la décolonisation, puissamment romanesques, protéiformes, bourrées d'inventions narratives et de créations langagières décapantes, un chant polyphonique tissé d'ironie où se mêlent slogans, chansons, pamphlets politiques, commérages de radio-trottoir, voix du muezzin... « *Sans joug dans la mise en jeu des mots* », dit Jean-Noël Schifano qui a créé chez Gallimard la collection « Continents noirs » afin de prouver que la voix des auteurs africains et leur puissance créatrice pourraient bien dégeler la science du récit et décrire les langues du nouveau siècle.

La littérature française est concernée au premier chef par le tohu-bohu de cette écriture qui mêle « *la langue de la Sévigné avec des couilles de nègre* », pour reprendre le mot du Congolais Henri Lopes. Et à lire la préface qu'Ahmadou Kourouma a consacrée au recueil de Boniface Mongo-Mboussa, on mesure l'importance avec laquelle les Africains francophones attendent une reconnaissance : « *Ils [les Occidentaux] sont anti-esclavagistes et sans cesse nous leur murmurons à l'oreille qu'ils ont été d'impénitents esclavagistes. Ils sont anticolonialistes et sans cesse nous leur murmurons à l'oreille qu'ils ont été d'abominables colonialistes. Ils sont des démocrates et sans cesse nous leur murmurons à l'oreille qu'ils ont installé et soigné chez nous, pendant la guerre froide, les dictatures sanguinaires. Ils sont antiracistes et sans cesse nous leur murmurons à l'oreille que nos frères qui vivent chez eux sont soumis à des exclusions vexatoires...* »

**SORTIR DE L'IMPASSE**

Tous, natifs du Bénin, du Cameroun, du Togo, de Djibouti, d'Algérie, d'Haïti, de l'île Maurice, de Madagascar, et d'ailleurs, écrivant non pas français mais « en » français, s'autorisant à enrichir la langue de Saint-Simon de mots nouveaux afin de pouvoir exprimer ce qu'ils pensent (le « *mangeur d'âmes* », le « *pleurer-rire* », etc.), se sentent prisonniers de « *la mau-*



ABBAS/MAGNUM PHOTOS

Un pêcheur sur le fleuve Niger, au Mali

vaïse conscience de l'Occident et de la France » et souhaitent sortir de l'impasse réductrice, condescendante, nationaliste où on les cantonne. Passer du murmure au « *soleil des indépendances* ».

Le Congolais Boniface Mongo-Mboussa est journaliste et professeur de littérature francophone à la Columbia University de Paris.

Son livre, mosaïque de textes historiques et d'interviews, est construit comme un happening dont les acteurs « *chevaliers de la plume* » viennent tour à tour dire l'urgence à sortir d'un rapport où les puissants imposent leur imaginaire, où leur seul public (le marché européen) se désintéresse d'eux, où leur faible tirage leur impose

une quasi-clandestinité. D'aucuns prédisent que la littérature dite « africaine » (terme qu'ils réfutent, à l'instar du Togolais Kossi Efooui ou du Djiboutien Abdourahman Waberi, revendiquant plutôt leurs différences, des filiations universelles, l'influence de Borges ou de Faulkner) pourrait être à la littérature française ce qu'est la littéra-

ture latino-américaine à la littérature espagnole, ou, mieux encore, devenir un patrimoine mondial.

Cette littérature dont les personnages sont en quête d'identité, des personnages « *d'identité variable* » comme dit Henri Lopes, composée en grande partie par des gens exilés, en errance, et porteurs d'un « *désir de mémoire* », y compris de ce passé colonial qui ne passe pas, accorde une grande importance au témoignage, qui « *peut devenir le seul accès humain à l'inhumain* ». Des écrivains en résidence d'écriture au Rwanda ont néanmoins préféré écrire des romans sur le génocide, tel Boubacar Boris Diop pour « *trouver M. Tout-le-Monde dans son salon et l'amener à comprendre que les luttes pour le pouvoir peuvent le plonger un jour ou l'autre dans une situation tout aussi infernale* (1) ».

Jean-Luc Douin

(1) Murambi, le livre des ossements, Stock.

★ On lira aussi avec profit le n° 146 de la revue *Notre librairie*, vouée aux littératures du Sud, consacré à la « nouvelle génération » de la littérature africaine. Un panorama des auteurs d'Afrique noire, du Maghreb, des Caraïbes, de l'océan Indien (édité par l'ADPF, 6, rue Ferrus, 75683 Paris Cedex 14, 10,50 €). Ainsi que *Littératures d'Afrique noire de langue française*, de Jacques Chevrier (Nathan Université, collection « 128 », n° 229, 128 p., 7,92 €).

La rumeur dit vrai

**DOSSIER CLASSÉ**, de Henri Lopes. Seuil, 252 p., 18 €.

Sans doute parce qu'elle est libre. La rumeur, c'est Robin des Bois. Cette réplique, c'est la réponse que fait Antoinette Polélé à Lazare Mayélé venu dans un pays africain plus ou moins imaginaire, le Mossika, pour enquêter sur l'assassinat de son père, l'avocat Bossuet Mayélé, par les sbires du régime. Antoinette avait épousé un journaliste qui a été enlevé et tué comme Bossuet Mayélé, la même nuit que lui. La rumeur veut qu'Antoinette n'ait pas pu, dans l'obscurité, distinguer les traits du chef des sbires, un certain Mamba, mais qu'elle aurait reconnu son corps en l'agrippant pour défendre son mari : car Mamba avait été son amant. Et il est probable que ce soit Mamba qui ait aussi arrêté et enlevé Bossuet Mayélé. Mais là encore, ce n'est qu'une rumeur.

Cette enquête sur la mort du père, est aussi une quête d'identité, car Lazare est métis, fruit d'une liaison de son père avec une Française lorsqu'il était étudiant à Paris. Emigré aux Etats-Unis, devenu journaliste, marié à une Américaine blanche, il avait pourtant voulu rompre toute attache avec le Mossika. Au point qu'il avait maquillé son écriture pour adresser à ses parents africains une lettre d'un ami supposé annonçant sa propre mort. Aussi bien, il se sent mal à l'aise dans ce pays d'Afrique où son enquête piétine. En Afrique, et ailleurs sans doute, il faut savoir, semble nous dire Henri Lopes, se contenter de la rumeur.

Claude Wauthier

Nées enfermées

Entre cri et silence, Ananda Devi suit la dérive de femmes folles et libres

**SOUPIR** d'Ananda Devi. Gallimard, « Continents noirs », 226 p., 16,50 €.

Avec sa longue chevelure, son goût des saris chatoyants, sa voix douce, Ananda Devi ressemble à une rêveuse, flottant entre l'Inde de ses ancêtres et le continent africain, entre le Sud - l'île Maurice où elle est née - et le Nord - le village français où elle vit. Comme une partie des habitants de l'île Maurice et de la Réunion, elle descend de ces ouvriers de la canne à sucre, recrutés en Inde juste après l'abolition de l'esclavage. Ananda Devi a grandi à Maurice dans les années 1960. Son père lui parlait créole et lui lisait des romans français. Sa mère s'exprimait en telugu, l'une des langues indiennes, et lui contait les grandes œuvres de la mythologie hindoue. Adolescente, elle lit Shakespeare, Victor Hugo ou Rabindranath Tagore et publie un roman et des poèmes, en français, « *la langue dans laquelle j'avais appris à lire* ».

Son île est un microcosme perdu dans l'océan Indien, à la fois créole et asiatique, français et anglais : « *Les Mauriciens n'ont pas conscience de cette richesse ; chacun vit de son côté.* » Monde étriqué, codes étouffants, chacun des romans d'Ananda Devi dénonce ces blocages dont les fillettes et les femmes sont les principales victimes. Enfant, elle comprend vite : les voisins ont pitié de sa famille où il n'y a « *que* » des filles. « *La tristesse, je suis née avec.* »

Silencieuse dès l'enfance, elle va inventer des héroïnes qui glissent vers les marges et donner une voix à « *celles qu'on n'écoute pas* ». Ses deux précédents romans, *Moi l'in-*

terdite (Dapper) et *Pagli* (Gallimard), sont d'éblouissants portraits de femmes folles - et libres. « *En allant chercher leur colère, elles sortent de l'enfermement pour s'assumer seules. Il faut savoir s'aimer, aimer sa solitude.* » Ananda Devi a toujours admiré la romancière noire américaine Toni Morrison.

*Soupir*, un titre entre cri et silence, emprunte son nom au lieu-dit où survivent une troupe d'hommes et de femmes, perdus, perdants, imaginant trouver un avenir dans la culture de ganja (la marijuana locale). *Soupir* est le point le plus isolé de l'île Rodrigues, située à une heure d'avion de l'île Maurice : « *Eux, ils construisent, s'élargissent, s'épanouissent. Nous, nous avons l'impression que nous nous réduisons peu à peu et que les gens, rentrés en eux-mêmes, deviennent de plus en plus silencieux* », écrit-elle. A *Soupir*, où se sont retranchés une cinquantaine de desperados, enfants nés du viol, adolescents handicapés, amoureux éconduits, femmes trompées, « *les jours tombent raides comme des dominos sur le sol dur* ».

Écrits de douleur, vies perdues, l'œuvre d'Ananda Devi charrie avec elle ses cyclones émotionnels : tantôt c'est la tristesse qui tombe en pluie ; tantôt c'est la sensualité des mots qui explose. « *J'écris d'une manière presque inconsciente* », affirme l'auteur. Dans cet inconscient affleure une jouissance mystérieuse. Au début de *Soupir*, il lui suffit de quatre lignes pour dépeindre son monde : « *La terre est enflée comme une langue qui n'a pas bu depuis longtemps. Le sable colle aux pores. Les horizons et les regards sont scellés. Au-dessus de nous, le ciel semble ouvert. Mais il n'y a rien d'ouvert, ici. Nous sommes nés enfermés.* »

C. Ba

La douleur d'être somalien

Nuruddin Farah a recueilli les témoignages de ses compatriotes réfugiés. Un tableau accablant, tant pour l'Afrique que pour l'Occident

**HIER, DEMAIN (Yesterday, Tomorrow)** de Nuruddin Farah. Traduit de l'anglais (Somalie) par Guillaume Cingal, Le Serpent à plumes, 360 p., 20 €.

Romancier connu et reconnu, Nuruddin Farah a dû fuir son pays, la Somalie, à l'âge de trente ans, menacé par le chef d'Etat Syaad Barré, adepte du « socialisme scientifique ». Depuis, il a vécu dans une quinzaine de pays africains, avant de se poser en 1999 en Afrique du Sud, où il a suivi sa femme, sociologue nigérienne qui enseigne dans une université du Cap. L'auteur de romans graves et poétiques, tels *Territoires et Dons* (Le Serpent à plumes), a ressenti le besoin d'écrire un livre-essai, qui mêle son parcours personnel d'exilé et celui des centaines de milliers de Somaliens réfugiés en Afrique ou en Europe.

*Hier, demain* (Voix et témoignages de la diaspora somalienne) est le fruit d'un impressionnant travail à l'écoute de ces hommes et de ces femmes contraints de quitter leur pays dans les années 1990 au plus fort des crises politiques somaliennes. L'auteur en a interviewé 350, dans six pays d'Afrique et d'Europe, hanté par le besoin de restaurer leur dignité bafouée. « *J'ai pensé plus d'une fois renoncer à mon projet, tant j'étais accablé par la douleur d'être somalien* », écrit-il. Du camp de Mombasa, au Kenya, où des milliers de Somaliens croupissent dans l'indifférence du Haut-Commissariat aux réfugiés, jusqu'à l'accueil glacial et humiliant de plusieurs pays européens, Nuruddin Farah a suivi le parcours de ses compatriotes. Il en tire un tableau accablant, à l'égard de l'Afrique comme de l'Occident.

A Nairobi, il observe les anciens membres du gouvernement somalien qui, tels des pillards, vendent les biens de l'Etat pour se procurer argent et passeports. Plus tard, un ancien milicien explique comment, sous l'emprise de la drogue et de l'alcool, il a violé une petite fille. L'ancien directeur d'un camp de réfugiés éthiopiens en Somalie, qui se retrouve réfugié à son tour au Kenya, commente : « *C'est une vie incroyablement précaire, la vie d'un Africain.* »

Ces rescapés restent obsédés par les scènes de torture dont ils ont été témoins ; leur sommeil est hanté par le souvenir de leurs familles assassinées. « *Depuis le jour où j'ai assisté au massacre de mes parents, je ne suis plus capable de distinguer la vie de la mort, ni la vérité du mensonge. J'ai le moral tellement en dents de scie qu'il m'arrive de me demander si je ne suis pas folle, si je suis morte ou vive* », explique une réfugiée.

**« EMPIRES DESSÉCHÉS »**

Nuruddin Farah accuse aussi les anciennes puissances coloniales, qui entrouvrent si difficilement leurs portes aux victimes de conflits dont elles portent une part de responsabilité. Il voit une Europe qui cède « *à la mélancolie, à la paranoïa et à la peur* » et ses habitants gagnés par une « *rhétorique de la peur et du désarroi* ». Sommes-nous face à un « *monde formé d'empires desséchés, de pense-petit, d'îlots repliés sur eux-mêmes* » ?

A travers la Suisse, la Suède, l'Italie et l'Allemagne, l'écrivain décrit les souffrances de l'exil. Comme dans tous ses romans, seule la femme somalienne trouve grâce à ses yeux, à côté de ses compatriotes masculins résignés à l'inactivité ou aux trafics. Face aux réfugiés,

l'auteur avoue avoir parfois éprouvé de la colère. Pourquoi avaient-ils fui ? « *Notre clan nous a dit de le faire* », lui répond son propre père. « *J'avais des envies de meurtre quand je pensais aux conséquences désastreuses de la guerre civile, qui était l'œuvre des hommes, comme tous les conflits de l'histoire de l'humanité.* » Victimes, les femmes somaliennes sont pourtant les seules à travailler et à chercher une dignité perdue. En Italie, l'auteur décrit une ancienne directrice d'école qui travaille comme domestique, faisant vivre une demi-douzaine d'hommes inactifs.

Les descriptions des brimades infligées par les administrations européennes sont aberrantes. Nuruddin Farah détaille les instructions et contre-instructions qui humilient les réfugiés. Perdus dans le dédale des contrôles administratifs, les Somaliens se sentent maltraités par les sociétés européennes confortables. « *Cela faisait presque un an et demi qu'on avait pris ses empreintes et qu'on lui avait fait le test de dépistage du VIH, mais [l'homme] semblait ne pas s'être remis de l'humiliation.* »

Au fil de ce travail sensible qui constitue une véritable anthropologie du réfugié, bien au-delà du cas somalien, Nuruddin Farah analyse les mécanismes qui amènent à une dépossession de soi. Comme lui, quelques-unes des personnes interviewées parviennent à se reconstruire, en acceptant de plonger dans les failles de ces vies brisées. « *Je ne suis pas "aliéné", comme les réfugiés, écrit Nuruddin Farah, parce que je me suis habitué à "apprivoiser" les phases de profonde dépression qui sont le lot de l'exilé en en faisant le combustible privilégié de ma névrose et des pouvoirs créatifs.* »

Catherine Bédarida



# Misères conjugales selon Zeruya Shalev

Après « Vie amoureuse », la romancière israélienne publie « Mari et femme », où elle continue sa description acerbe de la vie de couple : jalousies, rancœurs, amertumes, rien n'épargne ses héroïnes accablées par la « flétrissure du temps »

C'est d'abord une mince silhouette qui s'avance, une de ces arabesques gracieuses que Modigliani a su admirablement peindre. L'œil s'arrête ensuite sur ces cheveux noirs, si longs qu'ils encadrent parfaitement ce visage étiré dont la pâleur contraste avec le bleu roi du pull dans lequel Zeruya Shalev s'est aujourd'hui glissée. En Israël, Shalev est un nom bien connu des cercles littéraires : « Dans la famille, on a ça dans les gènes ! Mon père est critique littéraire à Haaretz [le grand quotidien national]. Mon oncle est un poète reconnu. Mon cousin,

■ PORTRAIT

« Nous sommes plus fous, plus ouverts, que la génération précédente »

Meir Shalev, est romancier. Mon frère est mathématicien, mais a écrit deux livres ! J'ai commencé à écrire quand j'avais 6 ans, publié un recueil de poèmes il y a quinze ans, puis trois romans et un livre pour enfants. Mon mari, Eyal Megged, également romancier, vient lui aussi d'une famille d'écrivains. Tous ces ouvrages à lire, c'est presque un travail à temps complet », confie-t-elle amusée, avant d'ajouter, pensive : « Sans compter ceux de mes amis... C'est bien, on forme une équipe, on se soutient les uns les autres. »

A 42 ans, Zeruya Shalev fait partie de cette nouvelle génération d'auteurs israéliens - parmi lesquels les très talentueux Alona Kimhi et Etgar Keret (1) - qui ont laissé à leurs aînés le soin de par-

ler de conflits religieux et politiques, quand eux s'intéressent davantage aux crises intérieures et drames personnels. Editrice chez Keter puis chez Keshet, Zeruya Shalev témoigne de ce « changement radical » : « Même si la menace est toujours là, et que la deuxième Intifada rend les choses extrêmement difficiles, notre génération essaie d'écrire comme si elle vivait dans un pays normal. Nous nous concentrons davantage sur l'individu, les thèmes sont plus universels. Nous sommes plus "wild" [fous], plus ouverts, que la génération précédente. La littérature israélienne aujourd'hui est plus osée aussi. »

Plus osé, *Vie amoureuse* - son deuxième roman, mais le premier à avoir été traduit en France (Gallimard, 2000) - l'était certainement, puisqu'il fit scandale lors de sa sortie en Israël. Zeruya Shalev y mettait en scène une jeune femme mariée qui s'abandonnait à une passion dévorante avec un homme dont l'épouse était en train de mourir d'un cancer et qui fut l'amant de sa mère avant d'être le sien. Pourtant ce n'était pas tant le récit d'un adultère incestueux que Zeruya Shalev contait - et qui a pu choquer certaines âmes sensibles - que celui d'une femme, Ya'ara, qui réalisait soudain qu'elle avait épousé un homme capable de s'endormir le jour de leur nuit de noces, un homme capable de lui offrir une lune de miel cinq ans après leur mariage, et surtout un homme capable de lui répondre « J'ai faim » quand elle lui propose de faire l'amour. « Tirailée entre l'humiliation, le remords et le désir », Ya'ara se jette dans l'adultère, abandonnant ses études et cet homme aux « roubignolles flasques » qu'elle a épousé parce qu'il fut le premier à lui dire qu'il l'aimerait toujours. Et même si la narra-



FRANCK CHRISTEN POUR « LE MONDE »

Zeruya Shalev, 42 ans, fait partie de ces auteurs israéliens qui s'intéressent plus aux drames intimes qu'à l'Intifada

trice, confondant passion amoureuse et amour fonctionnaire, en vient parfois à regretter sa vie d'avant, elle sait que la séparation sera, in fine, une « délivrance ». Elle apprendra à vivre seule puisque, de toute façon, « être deux signifie deux solitudes côte à côte ».

#### UNE VERTIGINEUSE DÉBÂCLE

Une vision - noire, mais réaliste - du couple que l'on retrouve dans *Mari et femme*. Dès la première page, Shalev n'épargne rien au lecteur qui, entraîné dans la prose sinueuse de la narratrice, assiste, plus impuissant que jamais, à la vertigineuse débâcle d'un couple. Dans un lit acheté d'occasion à

des divorcés, Naama et Oudi se réveillent. Et alors qu'il lui sert un : « Même au fond d'un sac de couchage dans la vallée la plus profonde du monde, j'ai mieux dormi ici qu'avec toi », elle note : « Une odeur de vieille chaussure lui sort de la bouche. » Ce matin-là, Oudi ne peut se lever : il a perdu l'usage de ses jambes. Pour le médecin, c'est un trouble psychosomatique. Effroi et impuissance de Naama : « Je tente de le soigner par mon regard, l'angoisse me grimpe dessus comme une chenille velue, est-ce l'instant que j'ai toujours redouté parce que je le savais inéluctable, l'instant qui coupe la vie en deux, qui transforme tout, ne

laisse après lui qu'un reflet grimaçant de ce qui l'a précédé ? » Telle une vulgaire « vendeuse de prêt-à-porter », Naama en arrive à mentir à leur fille, Noga. Noga dont elle redoute tant la réaction face à une éventuelle séparation qu'elle en vient à la considérer comme « un paquet suspect déposé à une station de bus ». Refusant de voir que le mariage, ce n'est pas, comme elle le croyait, du « définitif » et de « l'absolu », refusant de voir que le fossé qui s'est peu à peu creusé entre eux est devenu « vide lancinant », Naama s'accroche à ce passé qu'elle trouvait hier encore si pesant. Et telles les narratrices de Régis Jauffret qui s'inventent une vie au conditionnel pour échapper à la morne réalité, Naama se prête à rêver que, comme avant, son mari lui « caressera les cuisses, glissera subrepticement ses doigts frais sous [sa] robe ».

Zeruya Shalev raconte aujourd'hui comment, s'identifiant à sa narratrice, elle a pleuré en écrivant la scène où ses deux personnages réalisent enfin que tout est fini : « Etre écrivain, c'est comme être Dieu : avec l'ordinateur, on peut tout effacer, tout changer en une seconde. Et pourtant, non, pas vraiment. Je ne pouvais pas rendre Naama heureuse, il fallait qu'elle aille au bout. » Naama ira donc au bout à la fois de cette histoire et au bout d'elle-même : « Je ne pense pas qu'il faille souffrir pour souffrir ; mais pour changer, je pense que c'est parfois la seule façon », ajoute l'auteur qui, dans un grand rire, avoue son penchant pour les « situations extrêmes et désespérées ». Une fois que Naama aura accepté qu'« il ne s'agit pas d'un pull défilé que l'on peut retricotter », elle devra encore apprendre à vivre pour et par elle-même. Elle cessera alors d'être cet

animal en cage qui se cogne aux barreaux d'une morale judéo-chrétienne. Pour la première fois, elle pourra totalement s'abandonner et lâcher prise dans les bras d'un inconnu, se laissant guider par son désir sans penser à l'après ni aux pourquoi, s'étonnant simplement de n'avoir pas « compris plus tôt qu'on ne pouvait vraiment aimer qu'un étranger ».

#### À L'OPPOSÉ DES CONTES

Plus encore que dans *Vie amoureuse* - premier volet d'une trilogie, dont le troisième est en cours d'écriture - Zeruya Shalev écrit ici les non-dits et les compromis, la jalousie et les rancœurs, l'amertume et la culpabilité - « cette fausse amie aussi invisible que perfide ». Elle dit ces blessures qui ne cicatrisent pas, ces « indélébiles injures » et la « flétrissure du temps ». Elle dit tout simplement que la vie de couple ne ressemble en rien à celle des contes sirupeux dont certains d'entre nous ont été abreuvés depuis l'enfance, mais qu'elle se rapproche plus probablement de cette maxime célinienne : « Chacun sa merde et Dieu pour tous. » Oui, Zeruya Shalev appuie là où ça fait mal, et met en scène, avec une cruelle précision et un souci aigu des détails les plus sordides, ce qu'elle appelle si justement « la tragédie quotidienne de l'existence ».

Emilie Grangeray

(1) Voir « Le Monde des livres » du 24 août 2001 et du 11 janvier 2002.

**MARI ET FEMME**  
(Baal ve-isha)  
de Zeruya Shalev.  
Traduit de l'hébreu  
par Laurence Sendrowicz,  
Gallimard,  
« Du monde entier »,  
416 p., 22,50 €.

## L'appel à témoin

Réédition de deux admirables proses de Paul Celan qui comparait la poésie à « une poignée de main »

**LE MÉRIDIDIEN et autres proses**  
(Der Meridian)  
de Paul Celan.  
Edition bilingue, traduction de de l'allemand et annotations de Jean Launay, Seuil, « Librairie du XXI<sup>e</sup> siècle », 122 p., 19,50 €.

**ENTRETIEN DANS LA MONTAGNE**  
(Gespräch im Gebirg)  
de Paul Celan.  
Edition bilingue, traduction et postface de Stéphane Moses, Verdier, 50 p., 7,50 €.

La notoriété et le respect attachés au nom de Paul Celan n'y changeront rien : son œuvre, célébrée, traduite et largement reconnue est une œuvre solitaire, esseulée. Ce qui la rend bouleversante est ce double caractère, comme un signe marquant pour toujours son front : solitude essentielle et appel désespéré, pathétique, à l'écoute, à la compréhension, au partage.

Dans le discours que Celan prononça en janvier 1958 lors de la réception du prix littéraire de la ville de Brême, il comparait le poème à « une bouteille à la mer, mise à l'eau dans la croyance - pas toujours forte d'espérances, certes - qu'elle pourrait être en quelque lieu et quelque temps entraînée vers une terre, Terre-Cœur peut-être ». Il poursuivait : « Les poèmes sont aussi de cette façon en chemin : ils mettent un cap. Sur quoi ? Sur quelque chose qui se tient ouvert, disponible, sur un Tu, peut-être, un Tu à qui parler, une réalité à qui parler. » Et deux ans plus tard, dans une lettre à Hans Bender : « Je ne vois pas de différence de principe entre une poignée de main et un poème. » Enfin, le 14 octobre 1969 à Tel-Aviv, c'est-à-dire moins d'un an avant son suicide à Paris, il conclut un discours par ces mots : «... je crois avoir rencontré dans nos entretiens la résolution sereinement confiante de persévérer dans l'humain. »

Comme toutes ces lignes le montrent, nous ne sommes nullement dans l'espace d'un idéalisme tardif, ou dans un avatar du romantisme. Simplement, dans le temps présent, qui est celui d'après Auschwitz. De ce présent d'angoisse et de solitude, d'espoir aussi bien, toute la poésie de Celan est issue. De même l'appel constant à ce « Tu » qu'elle module de diverses manières. Certes, la poésie de Celan est difficile, souvent obscure (1). Le passage par une autre langue que cet allemand repensé et modelé par le poète ne facilite rien. C'est pourquoi les proses rassemblées ici par Jean Launay sont précieuses - notamment dans les variantes et passages supprimés. Elles accompagnent et expliquent, sinon les poèmes, du moins la pensée poétique de Celan.

Deux admirables proses dominent cet ensemble. La première, *Dialogue dans la montagne*, a été écrite en août 1959, un mois après un rendez-vous manqué en Engadine (Suisse) avec Theodor Adorno : à partir de cette absence, Celan reconstruit d'une manière bouleversante le destin du peuple juif. Le 22 octobre 1960, le poète prononce un discours à Darmstadt à l'occasion de la remise du prix Büchner qui vient de lui être attribué. Cette allocution, intitulée *Le Méridien*, est à la fois une méditation sur l'œuvre de Büchner et une approche, par des voies propres, de cette pensée de la poésie qu'il a la volonté d'explicitement. Les deux textes se répondent. La fiction a minima de *Dialogue dans la montagne* comme la réflexion profondément singulière du *Méridien* n'ont d'autre motif que celui de chercher, de trouver, cet interlocuteur, ce témoin dont l'absence fait tant souffrir.

Patrick Kéchichian

(1) A ce propos lire Didier Cahen, dans un ensemble d'essais récents parus sous le titre : *Qui a peur de la littérature ?* (éd. Kimé, 320 p., 28,20 €).

## Muriel Spark s'amuse

La vieille dame espiègle des lettres anglaises revient sur un fait divers qui n'a jamais été élucidé dans un polar loufoque, à la fois noir et burlesque

**COMPLICES ET COMPARSE**  
(Aiding and Abetting)  
de Muriel Spark.  
Traduit de l'anglais  
par Claude Demanueli,  
Gallimard, « Du monde entier », 208 p., 14,90 €.

Ce qui me fascine le plus dans mon personnage principal, c'est sa bêtise. » L'espièglerie éclaire l'œil bleu de Muriel Spark. A quatre-vingt-trois ans, la vieille dame des lettres anglaises a beau marcher difficilement, à l'aide de cannes en attendant une seconde opération de la hanche, son esprit, lui, est agile comme jamais : il bondit d'anecdote en boutade, détaille voluptueusement les épisodes sanglants de son dernier roman, feint de regretter le coup de griffe qui vient de lui échapper, aiguise les formules, tranchantes comme des lames, qu'elle plantera dans le dos de ses protagonistes... Installée dans le salon d'un hôtel

Muriel Spark



Poète, nouvelliste, romancière, Muriel Spark, née en Ecosse, a vécu en Afrique noire et à Londres avant de s'installer en Italie. « C'est la première fois, dit-elle, que l'un de mes livres a pour origine un fait divers. J'aurait pu être un récit journalistique, d'ailleurs j'ai travaillé sur Internet. La fiction doit avoir la texture de la réalité, comme un trompe-l'œil. »

parisien, en compagnie de Penelope Jardine - l'amie sculpteur qui partage depuis plus de vingt ans sa retraite toscane -, Muriel Spark est intarissable sur Lord Lucan, le mystérieux Ecossais qui lui a inspiré son dernier récit. « Personne ne l'a jamais revu depuis ce soir de 1974 où sa femme a été admise à l'hôpital avec de profondes blessures à la tête et où l'on trouva chez lui, ficelé dans un sac postal, le corps de la nurse de ses enfants, expliqua-t-elle. Il voulait se débarrasser de son épouse, mais, dans le noir, il a tué la nanny par méprise. Comment a-t-il pu être assez stupide pour penser qu'il s'en tirerait ? » Pourtant, et évidem-

ment cela enchante la romancière, le comte a bien échappé à la police. Si bien que cette histoire vraie est devenue l'une des plus passionnantes affaires criminelles non élucidées en Grande-Bretagne. L'homme a été officiellement déclaré mort en 1999, mais son corps n'a jamais été retrouvé : qui sait si, comme sa veuve qui apparaît parfois à la télévision anglaise, il n'est pas bien vivant, quelque part parmi nous ?

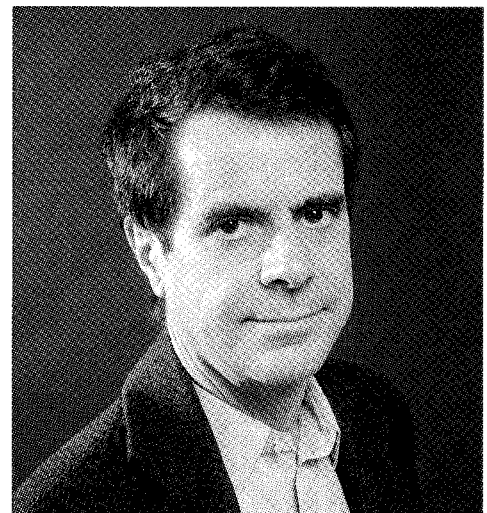
C'est la première fois que Muriel Spark construit l'un de ses livres sur un fait divers. « Ça aurait pu être un roman journalistique, dit-elle. En tout cas, c'est sûrement, avec *La Place du conducteur*, le plus psychologique de mes récits. » Scrutant de vieilles photographies, fouillant les archives de la police, échangeant des informations sur Internet avec des journalistes, l'écrivain a librement reconstitué, à la manière d'un court polar, les années de cavale de Lord Lucan : la clandestinité, la chirurgie esthétique, le besoin d'argent... Manifeste-

détraqués et de doux pervers. Mais c'est surtout un divertissement que l'on y verra. Comme si après une vingtaine de romans, de nouvelles, de poèmes, « Dame » Muriel s'était offert un petit plaisir, acide et sucré à la fois, comme un bonbon anglais qu'on laisserait gaiement

fondre dans la bouche.  
Florence Noiville

★ Signalons également la parution en poche du *Banquet (Symposium)*, traduit de l'anglais par Léo Dillé, La Table ronde, « La petite vermillon », 224 p., 8,50 €.

MATTHIEU  
DE BOISSÉSON



Le Grand Chariot

roman



GALLIMARD



# LITTÉRATURES

## PRISONS

### Faux témoignages sur un monde de peines

Trois écrivains, Philippe Claudel, Denis Montebello et Christian Giudicelli, tentent d'approcher par le récit la réalité carcérale, sans voyeurisme ni complaisance. Michèle Sales raconte, elle, la place du livre et des mots dans la « Grande Maison »

**LA GRANDE MAISON**

de Michèle Sales.  
Ed. du Rouergue, « La Brune »,  
160 p., 10,5 €.

**LE BRUIT DES TROUSSEAUX**

de Philippe Claudel.  
Stock, 96 p., 10,55 €.

**ARCHÉOLOGUE D'AUTOROUTE**

de Denis Montebello.  
Fayard, 130 p., 12 €.

**PARLOIR**

de Christian Giudicelli.  
Seuil, 172 p., 13 €.

Rencontre au cœur de l'exil. « Ils ont écouté, dans un silence de plus en plus profond, ce texte dit par un comédien, texte contemporain réputé difficile. Ils étaient venus par hasard, une ou deux heures un peu différentes du quotidien. Mais ce texte-là leur parle. Les mots s'insinuent, ils parviennent d'un ailleurs, ils rejoignent juste l'endroit où c'est sensible, où il y a quelque chose qui saigne. C'est fini. Le silence dure. Ils sont quelques-uns qui voudraient parler avec l'acteur, savoir d'où viennent les mots, où les retrouver. Mais ils ne doivent pas s'attarder, on ne les laisse pas parler. Pendant des semaines à la bibliothèque on attend que le livre revienne, l'exemplaire de Koltès circule, se prête de main en main, et un jour il disparaît. Le dernier qui l'a lu a été libéré, il a gardé le livre. »

Avec une sobriété sans faille, Michèle Sales rapporte, dans *La Grande Maison*, les surprises, les bonheurs et les échecs de sa pratique dans les établissements pénitentiaires, où elle s'efforce de promouvoir les activités culturelles, de faire vivre le livre, d'y faire accueillir les mots d'un autre comme les siens. Puisque, pour une bibliothécaire infatigable, chargée de cartons trop lourds et

d'une tacite générosité sans limite – elle sait désamorcer les réticences et rendre aux plus durs leur visage d'enfant attentif en ménageant le suspense dans ses lectures –, il n'y a pas de « déteus » mais seulement des « lecteurs » dans l'immense maison. Un mot bien singulier, gage de chaleur et d'intimité, pour un lieu où celui de « famille » convient à peine.

Si le lieu commun veut que la lecture soit une évasion, alors le livre a tout naturellement sa place en prison. Rare nouveauté ou rebut d'une bibliothèque désuète, conservé avec un soin que ne garantissent pas les lignes budgétaires, sous la responsabilité d'un détenu dont la mission est parfois compromise par une libération anticipée, l'objet-livre est un esquif ballotté sur un océan sombre dont les marins aux longues peines espèrent, une fois la terre retrouvée, ne plus avoir à se rapeler le furtif secours. Mais l'écrivain, lui, qu'y fait-il ? Simple visiteur, enseignant ou amateur d'atelier d'écriture, quand il n'est pas, citoyen ordinaire, retenu aux marges de l'univers carcéral, en visite au parloir d'une maison d'arrêt où un proche attend la recharge d'énergie qui permet de tenir dans un monde clos à l'humanité incertaine.

**UNE TERRIBLE LUCIDITÉ**

Par le récit, trois écrivains témoignent, chacun à sa façon, d'un monde qui résiste toujours à celui qui ne fait qu'y passer, même si la fréquence de ses visites dessille son regard, tempère la folle appréhension initiale de ne pas être à sa place, les notions de défi, de mission comme de nécessité ne résistant pas à la sinistre succession de portes blindées, sas et verrous, soupiraux et barreaux, labyrinthes obscurs où la peinture murale, terne, semble sale,



Cour de promenade de la prison de Clairvaux, dans l'Aube

RAYMOND DEPARDON/MAGNUM PHOTOS

même tout juste sèche. S'il déclenche sans plus s'en affoler les alarmes des portiques de détection (la couverture d'un livre de science-fiction, métallisée, peut suffire), il lui manque « quelque chose d'essentiel pour parler de la prison, c'est d'y avoir passé une nuit ».

Philippe Claudel livre un superbe récit sans voyeurisme ni complaisance, où le romancier observe avec un soin clinique son sentiment autant que les ratés d'une utopie sociale monstrueuse qui conjugue arbitraire, promiscuité et violence, désespérance aussi. Au terme du *Bruit des trousseaux*, l'auteur s'incolpe, avec une terrible lucidité, de « faux témoignage » : « Toutes les heures où j'ai été dans ces murs composent bien des jours, oui, des mois même, mais pas une nuit, pas une seule. Et puis, ce qui alourdit mon faux témoignage, c'est que je n'ai connu la prison que d'un seul côté. » Pourtant Claudel entend la prison, ses bruits et son murmure, résonances d'une architecture inhumaine, rumeur inextinguible des téléviseurs et des plaintes retenues ; il la sent, jusqu'à la retrouver dehors dans les odeurs saturées de tabac ; il la parle, avec la trentaine de mots qui composent comme une langue commune, ciment

d'une fraternité qui nie l'écart entre le notable et le beur de banlieue, illusion égalitariste qui ne résiste pourtant pas à l'analyse. Soucieux de ne pas enfreindre la seule règle déontologique qui puisse valoir ici – ne pas oublier de quel côté de la peine on est –, celui que les détenus appellent « prof », avec l'évidence d'un signe distinctif, se méfie de l'écrivain en visite, bonne action pour bonne conscience (« le vieux fond en somme »), même s'il ne s'exempte pas d'acheter lui aussi, à sa manière, sa « part de sommeil du juste ».

**UNE GIGANTESQUE CASSE**

A sa façon, Denis Montebello n'est pas plus tendre. Evoquant dans *Archéologue d'autoroute*, un récit constitué d'éclats minuscules sur les « tourne-à-gauche » – « graine d'herbe folle et qui voyage », « c'est beaucoup de vent, de hasard, et presque rien de sol. Ça n'a pas besoin de le chercher, pas de mal à le trouver. Un bout de terre suffit où se poser, un coin de cour, celle de la prison si ça me chante, j'en fais mon jardin » –, le romancier met en scène un double transparent, Ulysse Sapin, venu en centrale les mettre en mots, « les sortir de l'enveloppe »,

désincarcérer des vies broyées comme on extirpe des véhicules accidentés les corps des grands blessés. Mais la prison est-elle autre chose qu'une gigantesque casse ? « Les bagnoles n'en finissent pas d'arriver. Elles s'arrêtent et ne repartent pas. Ne veulent plus démarrer. Vous comprenez pourquoi ça s'entasse. Ce n'est pas un garage ici, c'est un cimetière. Le cimetière des bagnoles. » Un détenu l'interpelle : « C'est le pittoresque, avouez, que vous venez chercher en prison. Vous êtes en mal de sujet, je me trompe ? Vous pensez trouver ici des personnages. Des vies. Qui dépassent la fiction. Qui nourrissent la vôtre. Vous dispensent de l'inventer. C'est facile. Mais il ne faudra pas mollir. A 18 h 30, l'atelier est fini. » Avec les clés dont il dispose, l'écrivain va cependant ouvrir les voies, guider les premiers pas d'un récit qui parle de fouilles (une polysémie troublante dans un univers où le corps est si peu intime) et d'antiques plans secrets qu'on ne lit que d'avion, l'icône sorti du labyrinthe.

Parloir, de Christian Giudicelli, ne se veut pas un témoignage, mais le simple récit d'une histoire d'amour, mûrie au fil des rendez-vous hebdomadaires dans les

minuscules alvéoles que la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis réserve aux visites. « Dans cette cabine où nous sommes coincés, où l'on ne nous autorise que de pauvres gestes, ce "je t'aime" discret, nettoyé de toute passion, résonne tel un coup de tonnerre. » Ecrivain solitaire bouleversé par la grâce dangereuse de Kamel, un jeune beur qu'il a ramené chez lui tel un « ange peu catholique » que son compagnon décédé lui aurait offert, le narrateur, Christian, se voit confronté à un drame stupide, une rixe de fêtards qui conduit son jeune amant en prison pour tentative de meurtre.

**UNE USINE PARADOXALE**

Le romancier découvre une vie qui l'effraie, comme la nécessité de masquer son angoisse pour que Kamel tienne le coup, dans un monde que les médias, plus que les confidences, presque arrachées comme des paroles coupables de rendre réelle une vérité indicible, lui révèlent grâce au témoignage d'un médecin de la Santé. « Un constat affligeant : insalubrité, viols, suicides, de quoi m'empêcher de dormir. » De quoi motiver surtout l'invention d'une autre vie, dans un ailleurs qui nie la prison comme les normes sociales. Marge de la littérature – Christian met en scène leur idylle qu'il caricature par un penchant « indécent » à l'autocritique morale (1) –, de l'écriture plus simplement, les lettres prolongeant l'enchantement de l'empathie, triomphant du scandale de l'oubli. Une bulle qui puisse se partager.

Philippe Claudel voit la prison comme une usine paradoxale. « Une grande usine qui ne produit rien, sinon du temps limé, broyé, réduit, des vies étouffées et des mouvements restreints. » Par l'écriture, elle peut cependant offrir un germe d'humanité ténue, comme le rappel que la cellule est l'unité de base du vivant.

Philippe-Jean Catinchi

(1) Christian Giudicelli publie simultanément *Karamel*, une pièce correspondant au projet du narrateur, y compris avec le masque des prénoms, puisque Kamel y conserve seul son identité. Si l'intrigue y déborde le cadre du récit, les scènes de parloir y ont une force inentamée, les fragments de visites à Fleury s'enchaînant en un crescendo impeccable (Seuil, 128 p., 12 €).

### Un an avec Hugo : 1834

Il écoutait d'ailleurs le prêtre avec une attention extrême, en s'accusant beaucoup et en regrettant de n'avoir pas été instruit dans sa religion (...).

Il pria ceux qui lui lièrent les mains de mettre dans sa main droite la pièce de cinq francs que lui avait donnée la sœur, la seule chose qui lui restât désormais.

A huit heures moins un quart, il sortit de la prison, avec tout le lugubre cortège ordinaire des condamnés. Il était à pied, pâle, l'œil fixé sur le crucifix du prêtre, mais marchant d'un pas ferme.

On avait choisi ce jour-là pour l'exécution, parce que c'était jour de marché, afin qu'il y eût le plus de regards possible sur son passage, car il paraît qu'il y a encore en France des bourgeois à demi sauvages où, quand la société tue un homme, elle s'en vante.

Il monta sur l'échafaud gravement, l'œil toujours fixé sur le gibet du Christ. Il voulut embrasser le prêtre, puis le bourreau, remerciant l'un, pardonnant à l'autre. Le bourreau le « repoussa doucement », dit une relation. Au moment où l'aide le liait sur la hideuse mécanique, il fit signe au prêtre de prendre la pièce de cinq francs qu'il avait dans sa main droite, et lui dit : « Pour les pauvres. » Comme huit heures sonnaient en ce moment, le bruit du beffroi de l'horloge couvrit sa voix, et le confesseur lui répondit qu'il n'entendait pas. Claude attendit l'intervalle de deux coups et répéta avec douceur : « Pour les pauvres. »

Le huitième coup n'était pas encore sonné que cette noble

et intelligente tête était tombée.

Admirable effet des exécutions publiques ! Ce jour-là même, la machine était encore debout au milieu d'eux et pas lavée, les gens du marché s'ameutèrent pour une question de tarif et faillirent massacrer un employé de l'octroi. Le doux peuple que vous font ces lois-là !

Nous avons cru devoir raconter en détail l'histoire de Claude Gueux, parce que, selon nous, tous les paragraphes de cette histoire pourraient servir de tête de chapitre au livre où serait résolu le grand problème du peuple au dix-neuvième siècle. Dans cette vie importante il y a deux phases importantes, avant la chute, après la chute ; et sous ces deux phases, deux questions, question de l'éducation, question de la pénalité ; et entre ces deux questions, la société tout entière.

Cet homme, certes, était bien né, bien organisé, bien doué. Que lui a-t-il donc manqué ? Réfléchissez.

C'est là le grand problème de proportion dont la solution, encore à trouver, donnera l'équilibre universel : *Que la société fasse toujours pour l'individu autant que la nature.*

Voyez Claude Gueux. Cerveau bien fait, cœur bien fait, sans nul doute. Mais le sort le met dans une société si mal faite qu'il finit par voler. La société le met dans une prison si mal faite qu'il finit par tuer.

Qui est réellement coupable ? Est-ce lui ? Est-ce nous ?

★ Claude Gueux, Robert Laffont, « Bouquins ».



**HIER TE FERA PLEURER (Yesterday Will Make You Cry)** de Chester Himes. Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Daniel Lemoine, Gallimard, « La Noire », 424 p., 27,50 €.

Le premier roman de Chester Himes était donc si choquant pour qu'il ait dû attendre près d'un demi-siècle avant d'être publié sous sa forme originale ? S'il doit essentiellement sa réputation aux aventures des deux flics de Harlem, Ed Cerbueil et Fossoyeur Jones parues chez Gallimard, et écrites sur le conseil de Marcel Duhamel, Chester Himes avait déjà publié aux Etats-Unis avant sa venue en France et sa rencontre en 1957 avec le directeur de la Série noire.

Pendant les sept années – de 1929 à 1936 – passées au pénitencier d'Etat de l'Ohio pour vol à main armée, Himes avait écrit de nombreuses nouvelles inspirées par l'univers carcéral qu'il avait réussi à faire paraître dans plusieurs magazines. Mais ces nouvelles étaient soumises à la censure de l'administration pénitentiaire, particulièrement sévère dans cette période de crise économique où la position officielle était que « les condamnés étaient en prison pour purger leur peine pas pour gagner de l'argent ».

On peut donc s'attendre à ce que *Hier te fera pleurer*, son premier roman largement autobiographique, écrit juste après sa sortie de prison, constitue une accusation plus directe du système pénitentiaire. Le manuscrit fut d'ailleurs refusé par de nombreux éditeurs et Chester Himes mit seize ans à le faire accepter après de nombreux remaniements. C'est seulement en 1952 (entre-temps il avait publié *S'il braille lâche-le* et *La Croisade de Lee Gordon*) que le livre parut sous le titre *Cast the First Stone*, dont la traduction française, *Qu'on lui jette la première pierre*, a été publiée chez Rivages en 1990. Et il fallut attendre 1998, quatorze ans après la mort de Chester Himes, pour que le manuscrit de ce premier livre, conservé à l'université Yale, soit enfin publié sous sa forme originale, celle qui paraît aujourd'hui en français.

Le héros, Jimmy, ressemble à Chester Himes, même enfance, même histoire avec toutefois une différence de taille, la couleur de la peau : « Il avait des traits fins, patriciens, et de grands yeux bleus, aux cils aussi longs que ceux d'une femme. Ses cheveux étaient ondulés et blonds, sa peau très blanche, de celles qui marquent facilement, et rougissent aussi facilement. » Les Noirs, curieusement, ne font

qu'une apparition fugitive dans le roman. On les entend vaguement chanter le blues à l'arrière-plan, au fond d'une cellule. Le racisme de l'institution judiciaire, si présent dans *Justice blanche*, mise en scène de Donald Goines par exemple, est ici à peine évoqué. Quant à la critique de fond du système carcéral, elle existe, bien sûr, mais ne constitue pas l'essentiel du propos. Jimmy ne se présente pas comme une victime, il plaide coupable même si la peine dont il a écopé, vingt-cinq ans qui seront finalement réduits à huit, paraît disproportionnée. D'ailleurs, il s'adapte assez vite au système et améliore considérablement l'ordinaire en devenant un des chefs des jeux de poker clandestins.

**UN INCENDIE MEURTIER**

Le pénitencier apparaît comme un lieu de barbarie absolue où la vie des détenus n'a aucune valeur, où l'occupation favorite des gardiens est de leur fracasser littéralement le crâne à coups de matraque. Chester Himes s'attarde longuement sur le récit de l'incendie qui détruisit une partie des bâtiments et fit plus de trois cents victimes qu'on laissa volontairement griller dans leurs cellules. « Et ce fut à cet instant qu'il les vit, ces silhouettes grises, allongées çà et là dans la cour... et d'autres arri-

vaient, masses de chair calcinée, noircie par la fumée, soigneusement enveloppées dans les couvertures grises neuves qu'ils avaient réclamées tout l'hiver et n'avaient pu obtenir. »

Mais la révolte de Jimmy est plus ou moins occultée par un autre aspect qui aurait pu choquer dans les années 1950 : c'est le récit de la passion qui l'unit à un autre détenu, Rico. Pourtant, il est difficile de voir dans le roman de Chester Himes une préfiguration de la lutte contre l'homophobie, et le narrateur met un soin touchant et un peu naïf à présenter cette liaison comme une belle histoire d'amitié virile dénuée de toute relation sexuelle. *Hier te fera pleurer* n'a rien d'un roman à thèse, et c'est peut-être ce qui l'a rendu tellement inclassable dans le contexte éditorial des années 1950. Ce n'est pas un plaidoyer contre le racisme ou en faveur de l'homosexualité, ce n'est pas seulement une dénonciation du système pénitentiaire même s'il en brosse un tableau effarant. C'est un admirable roman de formation où l'on voit un jeune homme en colère exprimer sa rage dans des « nouvelles hystériques, des flets incohérents de protestation », avant de mûrir, de se structurer et de devenir l'écrivain que l'on sait.

Gérard Meudal



## L'illusoire partage du travail

Deux historiennes veulent en finir avec le lieu commun selon lequel les femmes ne seraient entrées massivement dans la vie active qu'avec la première guerre mondiale. « Elles ont toujours travaillé », dit Sylvie Schweitzer

**L'INÉGALITÉ À LA CHAÎNE**  
La division sexuée du travail dans l'industrie métallurgique en France et en Angleterre 1914-1939 (Manufacturing Inequality) de Laura Lee Downs. Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Eli Commins, Albin Michel, « L'évolution de l'humanité », 480 p., 22,90 €.

**LES FEMMES ONT TOUJOURS TRAVAILLÉ**  
Une histoire du travail des femmes aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles de Sylvie Schweitzer. Odile Jacob, 336 p., 24,40 €.

À la fin de *La Vie rêvée des anges*, le film d'Erik Zonca (1998), Isa-Elodie Bouchez abandonne son style de vie bohème et devient ouvrière dans un atelier de pièces électroniques. Elle semble spontanément manifester quelque talent pour assembler les connecteurs d'un câblage : « On dirait que vous avez fait ça toute votre vie », lui dit le contremaître. La caméra quitte Isa en travelling latéral et s'arrête devant une autre femme qui effectue des tâches répétitives. Nouveau mouvement de caméra. Autre femme. Mêmes gestes.

Dans *L'Inégalité à la chaîne*, Laura Lee Downs explore les origines, en France et en Angleterre, du travail des femmes aux postes les moins qualifiés des ateliers d'assemblage, d'abord dans la métallurgie, puis dans l'automobile et l'électronique. C'est sur le front industriel de la première guerre mondiale que se déroule cet épisode d'une histoire croisée des femmes et du travail. L'entrée en guerre est synonyme de chômage de masse pour les employées de la confection, du luxe. La main-d'œuvre ainsi libérée couvre les besoins croissants des usines, en particulier celles qui produisent des munitions. Les femmes représentent 10 % des ouvriers de la métallurgie à la fin de la guerre, une part qui continue de croître pendant l'entre-deux-guerres.



Fabrication de manchons à incandescence en 1908

Fondé sur des sources inédites – en particulier les journaux tenus par les élèves de l'École des surintendantes –, le travail de Laura Lee Downs montre que l'entrée des femmes dans les ateliers est contemporaine d'un profond bouleversement des pratiques industrielles. La généralisation des méthodes d'organisation scientifique du travail et la conversion des ateliers à la production de masse bouleversent une hiérarchie sociale et professionnelle fondée sur les « secrets de métier », en particulier le réglage des machines. La recomposition de l'ordre industriel s'opère en fine au détri-

ment des femmes, même si, en Angleterre, elles bénéficient d'une politique de formation jamais envisagée en France.

Ces nuances nationales sont dépassées par une vision partagée de la femme au travail qui s'appuie sur leurs prétendues « qualités naturelles » – dextérité, coup d'œil, minutie – pour légitimer leur affectation aux travaux peu qualifiés. Pour Laura Lee Downs, la division sexuelle du travail est la manifestation d'une « logique aristotélicienne de l'ordre social et de l'être social » qui serait refoulée dans le langage de l'économie politique. Cette explication souligne

tout le moins que les savoir-faire ouvriers, qu'ils soient masculins ou féminins, ne ressortissent pas d'une seule vision macroscopique de la production.

#### LE SCANDALE D'UNE EXCLUSION

Regard sur le genre comme catégorie de l'analyse historique, la pertinente contribution de l'historienne américaine ruine le truisme qui fait de la Grande Guerre le moment où les femmes entrèrent massivement dans la vie active. Pour en finir avec cette fable – tout au plus reconnaîtra-t-on alors leur accès à des métiers qui leur étaient jusque-là fermés –, l'historienne Sylvie Schweitzer brosse une synthétique « histoire du travail des femmes » en France à l'époque contemporaine qu'elle a intitulé, d'un ton explicite, *Les Femmes ont toujours travaillé*. Après une brève et tonique introduction qui rappelle le scandale d'une exclusion que les faits n'ont jamais justifiée, Sylvie Schweitzer campe le cadre juridique largement responsable d'une éviction qui coïncide avec l'affranchissement du déterminisme de la naissance, emporté dans la tourmente révolutionnaire. Les Lumières ou la défaite des femmes ? Il y a de ça, puisque, au nom d'une différenciation désormais biologique, les hommes s'arrogent une position de supériorité que le code civil résume.

Dans une subordination renforcée, la femme perd plus encore que sa possible participation à la direction des affaires ou aux métiers qualifiés, sa visibilité comme personne active – ne l'attend-on pas d'abord en épouse et mère ? Cette cécité statistique si longue à corriger ne facilite pas la tâche de l'historienne, qui pointe la difficulté double des femmes à obtenir l'égalité prônée dans l'idéal démocratique sinon dans le monde du travail, salaires, retraites et pensions, temps partiel ou non, jusqu'à la représentation syndicale, discriminante encore.

Conciliant une vision chronologique et un regard typologique,

Sylvie Schweitzer est particulièrement convaincante lorsqu'elle singularise les « métiers de toujours » : paysannes, travailleuses à domicile (dont les nourrices) côtoient bonnes et boutiquières... Ou les activités abandonnées au bénévolat des femmes, soin et secours, enseignement des petits, dont la lente et tardive professionnalisation marque un premier sursaut, quand le monde du travail s'ingéniait à créer des emplois « féminins », inventant les stéréotypes de l'exécutante docile, appliquée et sans initiative qui assureront la pérennité de la ségrégation. Car pour « servir les machines » ou « gérer les papiers », pas plus de formation prévue que de promotion à envisager. Ces impasses, d'autant plus confortables à assumer pour les hommes que les femmes sont longtemps exclues des voies émancipatrices de l'enseignement secondaire, a fortiori supérieur, achèvent de gommer la place que les femmes occupent dans la vie active.

Certes, les avancées successives au XX<sup>e</sup> siècle (moins la relève inopinée des hommes dans des emplois jusqu'alors interdits à l'occasion de la Grande Guerre, que l'accès au baccalauréat, puis aux grandes écoles, l'égalité civique enfin reconvenue, avant le contrôle de la maternité et la mixité de l'enseignement) ont corrigé en théorie la situation. La recomposition est d'autant plus accélérée que les valeurs qui présidaient à la ségrégation sexuelle ont bien souffert depuis trente ans. Mais la revendication actuelle de la parité est aussi l'aveu d'une impuissance à lire dans les faits le juste rééquilibrage que seuls le passage du temps et la relève des générations permettent d'envisager. Il n'est pas simple d'abandonner le confort d'une morale masculine du travail que bien des femmes ont intériorisée aussi. On comprend dès lors que les historiennes du travail aient aujourd'hui encore un engagement militant.

Vincent Guigueno et Philippe-Jean Catinchi

**ORGANISER À L'AUBE DU TAYLORISME**  
La pratique d'Ernest Mattern chez Peugeot, 1906-1919 d'Yves Cohen. Presses universitaires franc-comtoises, 490 p., 29 €.

Issu d'une thèse soutenue il y a vingt ans, ce livre témoigne de la double expérience d'Yves Cohen, militant « établi » dans les ateliers des automobiles Peugeot après mai 1968 et spécialiste français de l'histoire des ingénieurs et des techniques. Ernest Mattern, ingénieur des Arts et Métiers de Châlons-sur-Marne devint directeur de l'usine Peugeot d'Audincourt (Doubs) en 1912, puis directeur technique de la firme en 1917. Ni biographie ni étude de micro-histoire à la Ginzburg, l'examen du cas Mattern ne s'inscrit pas dans l'histoire sociale d'une profession – celle des ingénieurs –, mais offre une réflexion en actes sur l'exploitation de ses archives techniques.

Avec une grande invention documentaire pour traquer les faits et gestes du technicien des usines Peugeot, à partir de ses graphiques, plans, organigrammes, notes et photographies, Cohen peut ainsi d'abord entreprendre un considérable travail de reconstruction des processus de production à l'aube du taylorisme. Dans la seconde partie du livre, consacrée à l'effort de guerre, une description minutieuse des opérations qui transforment l'acier importé d'Amérique en obus de tous calibres entraîne le lecteur au plus près des hommes, des machines et des objets qui peuplent l'atelier. Car le Mattern d'Yves Cohen n'a aucune vie en dehors de son usine : il fait corps avec l'ordre productif qu'il organise par ses pratiques de commandement. Un portrait de l'ingénieur en homme efficace et sans qualités, très différent de celui des organisateurs pour qui l'action au sein des ateliers portait le projet d'une transformation plus globale de la société : la régulation scientifique du conflit entre capital et travail.

V. G.

## D'un guichet à l'autre

Delphine Gardey s'est penchée sur un pan délaissé de l'histoire, celui du monde des employés de bureau, notamment chez Renault

**LA DACTYLOGRAPHIE ET L'EXPÉDITIONNAIRE**  
Histoire des employés de bureau 1890-1930 de Delphine Gardey. Belin, « Modernités », 336 p., 19 €.

Est-ce parce que la France a produit Courteline, dont les descriptions angoissantes de la direction des dons et legs font une sorte de Kafka de l'administration française, que ses historiens restent si timorés devant l'immense continent des bureaux ? Ceux-ci restent le champ de prédilection du pamphlet, de la lamentation et, en période électorale, du catalogue de bonnes intentions ; mais de l'étude scientifique presque jamais, d'où l'intérêt de la publication par Belin – qui apparaît comme l'éditeur qui monte dans le champ de l'histoire sociale – du travail que Delphine Gardey consacre au monde des employés au début du XX<sup>e</sup> siècle.

Car c'est bien au tour d'un monde qu'est convié le lecteur. De deux mondes plutôt : d'abord celui des employés dans leur ensemble, le terme perdant à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle son sens général, qu'utilisait encore Balzac pour décrire ceux que nous appelons aujourd'hui fonctionnaires, pour désigner, non sans flou, les métiers que le développement des activités de service génère dans toutes les sphères de la vie économique. Mais aussi, second volet de l'enquête, le monde de Renault, dont Delphine Gardey a dépouillé archives et registres du service du personnel, en même temps que

documentation photographique, particulièrement révélatrice, pour restituer la montée en puissance des cols blancs dans une entreprise longtemps pensée sous son seul aspect de forteresse ouvrière. Renault, entreprise emblématique du siècle, et aussi de la tertiarisation de la société, comme l'auteur le démontre avec talent en proposant une histoire que l'on eût jadis qualifiée de totale : histoire sociale certes, mais aussi histoire des pratiques professionnelles, intellectuelles, autour des débats sur l'organisation, histoire de l'histoire aussi, avec un rappel historiographique qui souligne le retard français par rapport aux travaux anglo-saxons et allemands, tels ceux de Jürgen Kocka (*Les Employés en Allemagne 1850-1980*, éd. de l'EHESS, 1989).

#### DES ESPACES « SÉGRÉGÉS »

Et c'est aussi, centré autour de la figure de la dactylographe, une histoire du genre, ici posé comme « définition sexuée des identités sociales ». Celle-ci se construit d'abord par la représentation des qualités idéales que valorisent les dossiers individuels : la bonne travailleuse se caractérise par sa ponctualité, sa conscience professionnelle, son sérieux, sa tenue correcte enfin, aux antipodes de l'attitude de cet employé dont les inspecteurs de l'entreprise parviennent à prouver que, tout malade qu'il se prétend, il va « charlestonner » tous les soirs... Elle se construit tout autant par une analyse, quasi à la Perce, des espaces et des temps. Espaces métrés, à mesure que les progrès des systèmes d'organisation cherchent à optimiser la performance individuelle, espa-

ces « ségrégués » pour faire coexister populations masculines et féminines, espaces spécialisés, dédiés à des fonctions tertiaires apparues dans l'entreprise : standard téléphonique, pool dactylographique, service du courrier, documentation.

On pourrait citer aussi, constitutives de cette histoire de la vie quotidienne au meilleur sens du terme, les hésitations d'un expert de l'époque, professeur de droit, face à la semaine anglaise : l'adjonction du samedi après-midi au repos dominical permettrait certes à la mère de famille de disposer de plus de temps pour les tâches familiales, mais ne risquerait-elle pas de développer, chez certains caractères faibles, « l'amour du plaisir » ? On laisse la question en suspens.

La richesse des analyses, comme le bonheur d'écriture de Delphine Gardey, rendent certes la lecture toujours instructive et agréable. Mais elles rendent aussi songeur devant l'ampleur du travail qui reste à effectuer, dans d'autres domaines, tels ceux de la banque et de l'assurance, secteurs alors perçus comme emblématiques de la modernité, pour édifier cette histoire sociale des pratiques professionnelles tertiaires dont ce livre pionnier indique le chemin.

Marc-Olivier Baruch

★ Dans la même collection, Belin publie *Le Receveur des Postes entre l'Etat et l'usager (1944-1973)*, d'Odile Join-Lambert, belle étude des rapports croisés entre un corps de fonctionnaires, l'Etat-employeur et une société française en pleine (ré)évolution des « trente glorieuses » (320 p., 19,65 €).

## L'invention du Nylon

Comment la firme américaine d'explosifs DuPont de Nemours réussit à associer son nom au fil qui révolutionna la vie des femmes

**DU NYLON ET DES BOMBES**  
DuPont de Nemours, le marchand et l'Etat américain 1900-1970 de Pap Ndiaye. Belin, « Cultures américaines », 400 p., 21,19 €.

En 1945, « à Tulsa (USA), un journaliste demanda à soixante jeunes femmes ce dont elles avaient manqué le plus pendant la guerre : vingt répondirent des hommes, quarante des [bas] Nylon ». Commercialisés à l'aube de la deuxième guerre mondiale, les bas tissés à l'aide de cette fibre synthétique supplantèrent-ils dans l'ordre du désir l'étreinte des mâles partis outre-Atlantique ? L'anecdote rapportée dans le livre de Pap Ndiaye, *Du Nylon et des bombes*, en dit long sur le succès foudroyant du produit inventé par la firme DuPont de Nemours dans les années 1930.

Comment cette firme spécialisée dans les explosifs et les poudres depuis le début du XIX<sup>e</sup> siècle, dopée par les profits de la Grande Guerre, a-t-elle associé son nom à un bien de grande consommation « pacifique » ? C'est à cette question que l'historien répond en mettant en évidence la contribution d'un groupe social et professionnel, les ingénieurs chimistes. L'auteur décrit leur ascension au sein de l'entreprise, où ils fondèrent dans les années 1920 un département de génie chimique. Les capitaines d'industrie du XIX<sup>e</sup> siècle n'avaient pas attendu les ingénieurs pour se développer et construire des usines. Cependant, la complexité croissante des procédés en chimie minérale et l'avance prise par l'Allemagne en chimie

organique contribuèrent à renouveler les arrangements sociaux entre la plus grande firme chimique américaine et les professionnels, pour la plupart formés au Massachusetts Institute of Technology. La légitimité professionnelle de l'ingénieur s'est donc construite simultanément dans la firme et en dehors d'elle, une institution universitaire conférant aux pratiques des techniciens le statut de discipline savante. L'histoire précise de ces allers et retours constitue l'un des coins que l'auteur enfonce dans une histoire de l'innovation sous l'emprise d'Alfred Chandler et de ses émules, qui cherchent le moteur du changement technique dans les organigrammes des entreprises, leurs règles de gestion et l'engagement des managers.

#### UN MÉNAGE À TROIS

L'alliance entre la firme et l'université se transforma en un ménage à trois quand l'Etat américain fit appel aux ingénieurs de DuPont pour construire les unités de production des bombes atomiques, le célèbre projet Manhattan. Sans expérience dans le domaine nucléaire, les techniciens traduisirent pourtant en actes industriels et en plans d'usines les équations de fission tracées au tableau noir par les physiciens. Ndiaye n'exploire pas ce volet méconnu de l'histoire de la bombe atomique pour dénoncer l'alliance pour le pire entre l'Etat et les firmes capitalistes, même si sa critique des choix politiques plus que réactionnaires des dirigeants de DuPont est sévère. Fervents défenseurs de l'ultralibéralisme, alliés à des groupes d'extrême droite racistes et anti-

sémites, les DuPont acceptèrent à reculons l'intervention publique dans l'économie américaine : la réélection triomphale de Roosevelt et les premiers succès du Nylon scellèrent une réconciliation de raison.

Ces développements sur la culture politique de l'entreprise ne détournent pas l'auteur de ses « héros », les ingénieurs du département de génie chimique dont il décortique les carrières, les discours et les pratiques. Sont-ils d'ailleurs des héros ? Aucun d'entre eux n'a accédé à la gloire sulfureuse des physiciens du projet Manhattan. Ni mémorables, ni attachants, les personnages qui peuplent le récit de Ndiaye ont conçu des objets techniques qui bouleversèrent radicalement le quotidien de leurs contemporains : le Nylon et la bombe atomique.

Le projet de ce livre qui emprunte le chemin des paillasses et des éprouvettes est de contribuer à une vision moins naïve des relations entre technique et politique. Citant Primo Levi, qui s'interrogeait dans *Le Système périodique* sur la méséstime dont souffrait sa vie de chimiste chez ses contemporains, Pap Ndiaye nous invite à être plus attentif aux héros très discrets de nos sociétés technologiques : les ingénieurs.

V. G.

★ Signalons qu'une large part du numéro de novembre-décembre 2001 des *Annales. Histoire, Sciences sociales* (éd. de l'EHESS, 56<sup>e</sup> année, n° 6) est consacrée à des comptes rendus sur « Industrie et main-d'œuvre » et « Histoire des entreprises ».



# DOSSIER ESSAIS

## GÉOGRAPHIE

La sphère du géographe s'est précisée sans que le double primat de l'observation et de l'analyse soit remis en question. Le savant se tient plus résolument aux

confluences de l'histoire, de la sociologie et de la géopolitique, expert-recours pour comprendre le monde. A l'heure où Henri Mendras et Armand Frémont, dans des

optiques contrastées, scrutent la France contemporaine, retour sur la cartographie comme arme idéologique masquée, puisque l'atlas est le lieu de toutes les fictions

### Déclinaison de la France

En parallèle avec « L'Atlas des Français », bilan de santé de l'Hexagone établi par Laurence Duboys Fresney, Henri Mendras livre son diagnostic, « La France que je vois », examen scrupuleux qui croise l'information de l'historien, la lecture du géographe et l'analyse du sociologue

**ATLAS DES FRANÇAIS**  
Grand angle sur un peuple singulier de Laurence Duboys Fresney. Ed. Autrement/Sciences humaines, « Atlas/Monde », 172 p., 25 €.

**LA FRANCE QUE JE VOIS** de Henri Mendras. Ed. Autrement, « Frontières », 184 p., 14,95 €.

Citation liminaire pour qui veut découvrir le fruit des recherches menées sous la direction du sociologue Henri Mendras à l'Observatoire français des conjonctures économiques, dans le cadre de la Fondation nationale des sciences politiques : « Rien n'est mort de ce qui n'existe pas encore/Près du passé luisant, demain est incolore. » Cette formule d'Apollinaire, aux premières pages de l'Atlas des Français, dit bien la perspective de cette somme, présentée, au nom de ceux qu'elle appelle joliment ses « camarades de jeu », par Laurence Duboys Fresney. Loin des bilans ou synthèses dont la leçon obère les avenir possibles, ce « grand angle sur un peuple singulier » dont on se garde bien de flatter l'originalité se veut un portrait, bilan de santé ou contrôle technique, dont le diagnostic plus serré est réservé au « patron », Mendras lui-même, pleinement impliqué dans son cursif essai, *La France que je vois*.

En 72 doubles pages, réparties en sept entrées, des « grands cadres » à l'ouverture finale, « autres lieux, autres vues », c'est

le pouls d'une population souvent réduite à des comportements caricaturaux qui s'entend, rendu immédiatement perceptible par une représentation figurée (cartes, courbes, graphiques, diagrammes circulaires, etc.), toujours lisible et judicieusement colorée, qu'une courte analyse nuance, le détail des observations tempérant l'effet niveleur de toute synthèse.

On observe ainsi que le dynamisme régional n'oppose plus la ville à son hinterland, qu'elle « pompait » jusqu'ici démographiquement, mais que les deux stagnent ou progressent ensemble désormais ; que les « âges de la vie » ont gagné en subtilité, la jeunesse, domiciliation parentale ou dépendance financière, se prolongeant jusqu'à frôler la trentaine, tandis que le troisième âge, amorcé dès 55 ans, devient une « génération pivot », avant un quatrième âge, marqué par la dépendance ; que la famille change, révoquant sans appel la vision traditionnelle du couple, mais ne s'affaiblit pas, redéfinissant ses usages avant même que le législateur ne l'entérine ; que les « passions françaises » se portent bien, bouffe, chasse, pêche et jardinage, que rejoignent, préoccupations plus directement physiques, le sport et plus globalement le souci de son corps ; que les piliers de la nation s'effritent, pratiques religieuses, civique, militante aussi, tandis que le regard sur l'armée comme la justice change et que seul le miroir collectif de la vie associative résiste ; ou que la culture est diversement comprise, fascinante et irritante incarnée par les intellectuels médiatiques, de plus en plus loin-

taine, quand ses temples sont les théâtres et les musées, proche grâce à l'écran (télévision et informatique), vécue enfin par la pratique en amateur (écriture, instrument ou arts plastiques)...

#### LA FIN DU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE

Ces constats, éclatés, dont le plan amorce une judicieuse composition confirment le postulat d'Henri Mendras qui annonçait avec *La Seconde Révolution française* (Gallimard, 1988) la désacralisation des symboles idéologiques majeurs qui avaient fondé la Répu-

laire enfin, rallumée en 1984, mettant un terme à un conflit constitutif du régime. Comme le point final à un interminable XIX<sup>e</sup> siècle, où dire l'identité nationale revenait à reprendre l'histoire de la Révolution comme un récit des origines.

Observant douze ans plus tard cette France nouvelle dont il s'était fait le prophète, Henri Mendras met en perspective les évolutions récentes, décisives, qui l'ont fait entrer dans ce qu'il appelle désormais la « modernité tardive », parodiant Marrou quand

et d'éthique, c'est du côté des acteurs qu'il les trouve, jeunes agriculteurs des années 1950, utopistes de mai 1968 et nouveaux - jeunes - retraités (« les catégories d'âge se structurent, créent des modes de vie contrastés qui scandent le cycle de la vie de chaque individu et organisent la société sur un principe nouveau »). Du côté des femmes, du couple aussi : « En vingt ans, la monogamie absolue instaurée par le Christ et réitérée avec force par saint Paul (...), ce fondement de la civilisation de l'Occident chrétien s'écroulait sous l'influence de quelques jeunes soixante-huitards : révolution de mœurs à l'échelle millénaire dont on n'a pas encore mesuré les conséquences ultimes sur notre système de filiation et sur la construction de la personnalité des enfants. » Pour lui, c'est clair, « le social entraîne l'économique ».

#### FRONTIÈRES OBSOLÈTES

Récapitulant les façons de voir la société, Mendras propose son propre modèle, « cosmographique », la toupie, qui concilie l'exigence de souplesse pour dire la mobilité et la structure hiérarchique qui ordonne les constellations en mouvement. Scrutant un territoire « en travail », des classiques mouvements d'héliotropie ou thalassotropie aux clivages en voie de partielle péremption entre secteurs privé et public, mondes de l'éducation et de l'entreprise, le sociologue fait aussi une lecture décapante des mouvements sociaux de décembre 1995 comme du discours du candidat Chirac, qui lui avait, huit mois plus tôt, ouvert l'Elysée ; il lit dans les clôtu-

res, bornes romaines et haies de bocage, la forme matricielle de la frontière, désormais obsolète. Car, à le suivre, c'en est fini du cloisonnement dont le legs historique a fait l'image fossilisée de la société française. La logique nouvelle est celle du réseau, même si le terme n'est guère bien vu que dans le contexte de la Résistance, suspect de ne désigner que d'occultes alliances ou des connivences souterraines dans le langage commun. Mais Mendras y tient, prônant même contre les orgueilleuses architectures minérales, aujourd'hui bien fissurées quand elles ne sont pas à terre, l'image du tapis persan, « trame complexe de réseaux sociaux enchevêtrés et de nœuds innombrables qui font son dessin et ses couleurs », vantant la souplesse et le chatoisement des contrastes qui font sa robustesse et sa séduction. Comme un plaidoyer pour une France toujours plus ouverte, à l'heure où « notre société a réduit l'écart entre les valeurs qu'elle proclame et la façon dont les gens vivent ».

Au terme d'un examen scrupuleux qui croise l'information de l'historien, la lecture du géographe et l'analyse du sociologue, le clinicien peut conclure, retrouvant une préoccupation éthique : « Cloisons et hiérarchies ont cédé devant le développement des réseaux et de l'individualisme qui rejette toute règle imposée par une autorité. La descente du pouvoir et la montée du niveau culturel ont donné à chacun de meilleurs moyens de construire son individualité, entraînant une difficulté d'être soi. »

Ph.-J. C.

#### Henri Mendras



Né à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine) en 1927, Henri Mendras enseigne la sociologie à l'Institut d'études politiques de Paris de 1956 à 1997 et fut membre du Conseil économique et social (1995-1997). Aujourd'hui directeur de recherche émérite au CNRS, il reste membre de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE-FNSP) et se consacre aux études comparatives internationales. Il a notamment publié *La Fin des paysans* (1967, rééd. 1992), *Éléments de sociologie* (1967), *La Seconde Révolution française 1965-1984* (1988) et *L'Europe des Européens* (1997), ainsi que des *Mémoires* (*Comment devenir sociologue*, 1995).

blique. Puisque la gauche, seule capable de virer de bord sans raviver des tensions désormais séculaires, venait, dès le début du premier septennat de François Mitterrand, de bouleverser radicalement la donne, les lois de décentralisation entamant l'intégrité de principe d'une République une et indivisible, l'abandon du colbertisme pour construire l'Europe réconciliant l'Etat avec le capitalisme, tout en préparant à la mondialisation, l'extinction de la guerre sco-

l'historien cherchait à lever la péjoration sensible dans l'évocation d'une « basse Antiquité ». D'où cet essai accessible, qui est aussi une synthèse d'histoire immédiate bien éloignée des leçons des instituts de sciences politiques. Tournant le dos à Karl Marx comme à Max Weber, Mendras cherche les moteurs du changement qu'il étudie : négligeant le primat donné par l'un au mode de production et à l'innovation technique, par l'autre au changement de mœurs

### Livraisons

#### LE L'EAU DES HOMMES, d'Yves Lacoste

Autour d'un thème grave - la question des ressources et de la gestion de l'eau sur l'ensemble de la planète -, le géographe Yves Lacoste propose un album surprenant, qui ne se contente pas de croiser des analyses d'une évidente clarté et des images, photos ou gravures qui hésitent entre le reportage pour *Géo*, la commande d'entreprise et le livre d'histoire, scènes de mœurs ou d'urbanisme, mais joue de la pédagogie nationale sans négliger l'angle géopolitique qui a fait sa réputation. Alarmiste sans catastrophisme, le texte épouse selon les chapitres et les partis pris d'exposition le ton de l'enseignant ou celui du journaliste expert. Si le plan retenu peut surprendre, conclut sur une logique de manuel, voilà une introduction utile à un problème majeur que le siècle nouveau n'a pas le loisir de négliger (éd. Cercle d'Art, 176 p., 38,11 €).

#### ATLAS DES MÉDIAS DANS LE MONDE, de Mark Balvanes, James Donald et Stephanie Hemelryck Donald

A la fois très documenté, didactique et remarquablement illustré, ce livre décrypte l'univers de la communication à l'échelle de la planète. Trois universitaires y dressent un constat précis de la diffusion des journaux et de la liberté de la presse, décortiquent le paysage des nouvelles technologies, de la publicité ou de la télévision, et analysent les clés de la rentabilité du système cinématographique hollywoodien. Cet atlas, qui présente des statistiques sur plus de 170 pays, s'intéresse aussi aux dépenses publicitaires visant les téléspectatrices en Inde ou au comportement des enfants des îles Fidji, où la télévision n'est apparue qu'en 1995 (traduit de l'anglais par Sylvie Perron, éd. Autrement, 128 p., 25,76 €).

#### CARTOGRAPHIE DE LA FRANCE ET DU MONDE DE LA RENAISSANCE AU SIÈCLE DES LUMIÈRES, de Monique Pelletier

Les quatre conférences réunies ici inscrivent résolument la cartographie dans l'histoire générale de l'édition. Portraits de provinces par les peintres et graveurs de la Renaissance, analyse des globes des collections de l'époque moderne, apport des ingénieurs militaires dans la description du territoire dès le Grand Siècle et rôle des sciences dans la nouvelle cartographie des Lumières : autant d'occasions d'évaluer l'intérêt des puissants pour un art dont les réalisations flattent le monarque guidé par des préoccupations stratégiques. En prime, la rivalité des topographes et des géomètres, lorsque la science de l'ingénieur réclame au XVIII<sup>e</sup> siècle de croiser les compétences (Bibliothèque nationale de France, 108 p., 15,2 €).

#### LE ROYAUME DE CONGO & LES CONTRÉES ENVIRONNANTES (1591), de Filippo Pigafetta

Pour inaugurer une série éditoriale consacrée à l'Angola et au Congo à l'époque moderne, la collection « Magellane » reprend, dans la version établie par Willy Bal dans les années 1960, la relation du commerçant portugais Duarte Lopes, telle que l'a codifiée le Vicentin Filippo Pigafetta (1533-1604), lui-même grand voyageur, en 1589 et publiée à Rome deux ans plus tard. Une synthèse extraordinaire des données topographiques, naturelles, humaines, voire fantasmagiques - terres d'amazones et d'anthropophages - du lieu, avec un historique d'un siècle de présence portugaise. Une édition superbement illustrée, avec deux cartes en planches hors-texte (traduit de l'italien, annoté et présenté par Willy Bal, mise à jour de Xavier de Castro, éd. Chandeigne/Unesco, 384 p., 30 €).

#### PORTRAIT DE LA FRANCE Villes et régions d'Armand Frémont. Flammarion, 782 p., 45 €.

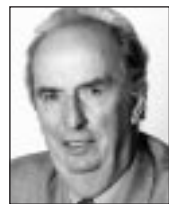
Écrire un dictionnaire des régions et des villes de France, n'est-ce pas courir le danger de mécontenter tous les oubliés de la table synoptique ou de l'index des noms ? « Je ne crois plus possible un tel livre sans prendre ce risque, prévient d'emblée Armand Frémont, tant est considérable la documentation qui s'y rapporte. Le géographe contemporain redevient un voyageur parce qu'il ne lui suffit plus d'accumuler telle ou telle connaissance scientifique, mais parce qu'il lui faut maintenant naviguer dans un univers documentaire et un monde réel aussi redoutables et séduisants que l'Océan de Christophe Colomb ou les îles de La Pérouse ».

Muni du portulan d'Armand Frémont, le lecteur tracera sa propre route : il déterminera un point de départ - sa région d'origine, la ville où il habite - et choisira ses étapes, au hasard d'une association d'idées, d'un itinéraire déjà emprunté, ou, plus scolairement, en suivant les suggestions qui concluent chaque article. L'écriture savante chemine en compagnie d'écrivains célèbres, chaque région, chaque ville étant associée à un auteur : Julien Gracq et Nantes ; Pierre Jakez Hélias et la Bretagne ; Robert-Louis Stevenson et les Cévennes. Les descriptions érudites du dictionnaire témoignent de la connivence assumée par le

géographe entre sa discipline, la littérature et le voyage.

Pour le lecteur fidèle d'Armand Frémont, un pèlerinage s'impose à l'article « Francheville », la commune de l'Eure où vit l'auteur. Depuis la description qui en avait été faite dans *France. Géographie d'une société* (1988), Francheville a bénéficié du « renouveau rural » des campagnes situées à la frontière entre Normandie et Ile-de-France, grâce aux vertus de « l'intercommunalité

#### Armand Frémont



Né au Havre en 1933, Armand Frémont, élève de l'École normale supérieure de Saint-Cloud et agrégé de l'Université, est ancien recteur des académies de Grenoble et Versailles et ancien directeur de la Programmation et du développement universitaire au ministère de l'éducation nationale. Géographe renommé, il est professeur à l'université Paris-I, président du Conseil scientifique de la Datar et vice-président du conseil d'administration de la Fondation nationale des sciences politiques.

et du développement local ». La commune doit donc son rebond démographique au profond mouvement qui recompose le paysage des collectivités françaises - la constitution de communautés de communes, de communautés d'agglomération, de pays - et à l'articulation vertueuse entre un territoire et son système productif, ici « cinq petites usines qui prolongent avec un réel dynamisme l'ancienne métallurgie », une sorte de terroir industriel qui concilie art de vivre rural et efficacité productive. On retrouve dans chaque article cette grille de lecture attentive aux dimensions politiques, cultu-

relles et économiques des villes et des régions qui, avec 87 entrées, représentent la majorité des textes composant l'ouvrage. Les 22 régions métropolitaines et les différentes collectivités territoriales de l'Outre-mer commandent la table synoptique du dictionnaire.

La région, « espace vécu » et territoire, est au cœur de l'œuvre d'Armand Frémont. Il est donc un observateur avisé de ses évolutions depuis le milieu des années 1970,

France est plus institutionnelle. Elle détrône les départements comme pivot de l'organisation spatiale de la France dans le contexte européen. Entre-temps, les idées du géographe ont été reconnues par les chercheurs et ses collègues de l'université, mais également par des acteurs, hommes politiques ou fonctionnaires, pour qui la région est un espace d'action. L'ouvrage s'inscrit dans un champ, l'aménagement du territoire, sans doute le plus important des huit « mots communs qui donnent un sens à toute la démarche » d'Armand Frémont dans la préparation de son dictionnaire. Le géographe ne fait pas mystère des liens personnels et institutionnels qu'il a tissés avec les représentants de ce champ, en particulier la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (Datar). *Portrait de la France* peut donc être lu dans la continuité d'une œuvre, ou bien dans l'actualité d'une idéologie d'Etat dont la Datar est le porte-parole. On retrouvera donc, au fil de la lecture, des cartes de la France et des expressions - les « systèmes productifs locaux » du Choletais - que l'on pourrait rencontrer dans l'abondante production éditoriale de la Datar, en particulier les petits volumes de sa nouvelle collection, *Territoires en mouvement* (La Documentation française).

Prolongeant la métaphore maritime qu'il emploie pour décrire sa démarche, on dira donc que la navigation proposée par Armand Frémont dans les villes et les régions de France est bien balisée.

V. G.

## Les mots du territoire

Le dictionnaire des régions et des villes de France d'Armand Frémont est attentif à toutes les dimensions, de l'économie à la politique en passant par la littérature



## DOSSIER ESSAIS

## GÉOGRAPHIE

## La carte, légendes et mensonges

La publication d'atlas connaît un regain d'activité. La représentation du monde change sans cesse, au gré de l'actualité internationale, mais aussi des susceptibilités

Est-ce pour répondre à une curiosité sans cesse relancée par l'actualité internationale ? Toujours est-il que la publication d'atlas connaît depuis peu un regain d'activité qu'on ne peut réduire à un phénomène de mode quand on sait le coût prohibitif de l'élaboration de ce genre d'outil de référence. Au point même que la solution de l'achat de titres choisis dans le catalogue de maisons d'édition étrangères apparaît comme une solution commode, même si elle ne résume pas l'engagement des éditeurs les plus militants – aujourd'hui Autrement et La Découverte. Ce recours, outre le discernement nécessaire et le souci d'adaptation qui s'impose pour un public différent de celui initialement visé, suppose que la carte détiendrait une vérité suffisamment universelle pour dépasser les frontières.

Sans doute recourir à la lecture d'une carte est-il d'abord une marque de confiance et d'espoir, la foi assumée en une information capable d'orienter déplacements et jugements. Mais l'axiome d'une vérité intangible du document laisse rêveur quand il n'inquiète pas. Et il suffit de parcourir, en annexe de l'*Atlas historique de l'Arménie*, de Claude Mutaïan et Eric Van Lauwe (éd. Autrement, « Atlas/Mémoires », 144 p., 25,76 €), la brève anthologie des cartographies successives de l'espace arménien, d'Hécate de Millet (VI<sup>e</sup> siècle av. J.-C.) à l'ère fasciste, intéressée à alimenter le rêve d'une splendeur antique à restaurer, pour mesurer la naïveté de l'illusion (ainsi, sur la mappemonde de Fra Mauro réalisée vers 1460 pour le roi portugais, figure encore le dernier royaume d'Arménie tombé en 1375, comme la négation de l'avancée ottomane, qui venait juste d'abattre l'Empire romain d'Orient).

Dès les premiers voyages de découverte de l'ère moderne, la représentation du monde change, même si les préceptes hérités de la

*Géographie* de l'astronome grec antique Ptolémée, systèmes de projection et recours aux calculs des coordonnées géographiques pour élaborer les cartes, restent en vigueur dans les ateliers d'où les puissants attendent mieux qu'une vision territoriale, une image de leur autorité, l'administration et la défense du territoire commandant autant que l'aventure des conquêtes lointaines un outil fiable, précis et flatteur à la fois. Ainsi, dès les premières réalisations de la Renaissance, le double enjeu d'un outil masqué – s'il est de portée stratégique – ou ostensible – quand il doit proclamer la puissance nouvelle du monarque – fait des cartes des documents trompeurs.

Cinq siècles plus tard, rien n'a naturellement changé et l'intention propagandiste est explicite lorsque Saddam Hussein présente lui-même à la télévision, au lendemain de l'invasion du Koweït par les troupes irakiennes, la nouvelle géographie nationale, comptant l'ancien territoire indépendant au nombre des provinces « naturelles » de l'Irak, carte – forcément élaborée bien en amont – à l'appui. Ou plus récemment lorsque la délégation de la Chine populaire claque la porte de la réunion ministérielle du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), à Nairobi en février 2001, parce qu'un document de travail mentionne Taïwan comme un Etat indépendant. Intimidation payante : cette fois-là, comme souvent, la représentation des territoires contestés se règle par une forme d'autocensure bien plus préoccupante qu'on ne l'imagine. Ainsi on ne rencontre guère de carte de l'espace chinois figurant le Tibet comme un pays indépendant. Résignation larvée quasi universelle à l'annexion d'un Etat indûment occupé depuis 1950, devenu, par un douteux euphémisme, une « région autonome » de la République populaire en 1965. Même le fort recommandable *Atlas des peuples d'Asie méridionale et orientale*, de Jacques Sellier (1),

n'aborde le cas tibétain qu'à l'occasion de son entrée chinoise.

Et que dire des versions en circulation de la frontière entre le Maroc et le Sahara occidental (encore souvent mentionné, parce que l'histoire pèse aussi sur la terminologie des cartographes, « Sahara espagnol », à moins que ce soit là une façon de ne pas trancher le dilemme de la souveraineté du territoire), de la partition du Proche-Orient, Cisjordanie, Gaza, Golan aussi, au cœur d'un brasier qui n'en finit plus de dévorer ces terres, de la démarcation politique entre le Yémen et l'Arabie saoudite, officiellement admise en juin 2000 mais dont le *Monde* publiait récemment une version erronée, accueillant une page de publicité du Conseil de coopération du Golfe qui ignore l'accord trouvé il y a près de deux ans...

## « UN DOCUMENT FILTRÉ »

Il est vrai que la représentation des frontières est un exercice périlleux où la rigueur peine à résister aux « accommodements » susceptibles de ménager un pays qui entretiendrait des rapports « quasi paranoïaques » aux territoires qu'il revendique – en Inde les autorités, si elles n'interdisent pas la diffusion d'une presse étrangère dont la présentation cartographique ne respecterait pas les contours « admis » du territoire, surchargent le document incriminé d'un tampon rouge qui prévient que « les frontières ne représentent pas la réalité ». Un moindre mal puisque la censure s'y affiche. D'où la pratique prudente de « versions autorisées », qui ménagent les susceptibilités des puissances que les intérêts économiques ou politiques commandent de préserver.

Dans l'excellent article de Philippe Rekacewicz du *Monde diplomatique* (mai 2000), « La représentation cartographique des territoires : un regard politique », l'universitaire, qui signe une bonne part des cartes de la publication, sait dépasser le simple repéra-

ge de manipulations plus ou moins grossières. « La carte, représentation en minuscule d'immenses territoires, est une image tronquée de la réalité, une sorte de mensonge par omission. La représentation symbolique exige le sacrifice d'une partie de l'information : tout ce qui se passe sur des centaines de milliers de kilomètres carrés ne peut tenir sur une feuille de papier. Le créateur de la carte fait un choix (théoriquement) raisonné des éléments qu'il veut représenter. En présence des données, il doit synthétiser, simplifier, renoncer. Sa carte finale est un document filtré ; il l'a censurée d'éléments parfois importants, le plus souvent jugés secondaires ou inutiles ; il l'a simplifiée pour la rendre lisible ; il y a imprimé sa manière de concevoir le monde et sa sensibilité. »

Comme s'il s'autorisait en légende de livrer les siennes, puisque c'est le même terme qui, dans la langue française, désigne la fable enchanteresse plus ou moins mythologique qui ouvre de nouveaux espaces à l'imaginaire et l'information qui donne, en marge de la carte, échelles, signes et symboles, le mode d'emploi impératif de sa juste lecture. Croisement révélateur de l'invention la plus folle et de l'affirmation la plus haute de la précision scientifique, qui aggrave cette « confluence de la science exacte et de l'art » pointée dès 1980 par Jean-Claude Groshens dans sa présentation de la mémorable exposition, proposée au Centre Pompidou à Paris, « Cartes et figures de la terre ».

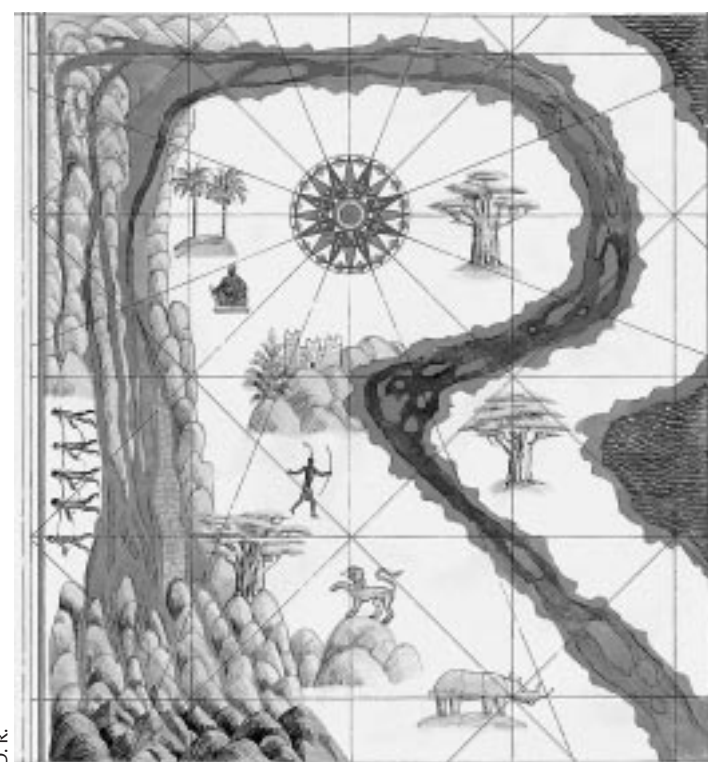
Ph.-J. C.

(1) éd. La Découverte (208 p., 37,90 €). Il ne confond jamais, à l'inverse de la plupart des cartographes, le Timor-Oriental avec l'Indonésie, qui voulut en faire, dès 1976, une de ses provinces avant d'y renoncer fin 1999, même s'il cautionne, contre la vision coréenne, l'appellation « mer du Japon » pour l'espace océanique qui sépare les deux territoires, moins neutre que la « mer de l'Est » effacée des mémoires par d'anciennes manipulations nippones.

## L'atlas, terre de fiction

Suivons Hermann Melville, en pleine mer, à bord du *Péquod*, un fier trois-mâts armé à Nantucket pour la course à la baleine sous les ordres du capitaine Achab : « Il les sortait presque chaque nuit. Presque chaque nuit, quelques traits de crayon étaient effacés et remplacés par d'autres. Les cartes des quatre océans devant lui, Achab traçait un labyrinthe de courants et de remous, pour serrer de plus près le but qu'il s'était proposé dans la folie de son âme. Tandis qu'il était ainsi occupé, la lourde lampe d'étain suspendue par des chaînes au-dessus de sa tête se balançait continuellement avec les mouvements du bâtiment et projetait des lueurs et des ombres dansantes sur son front ridé, et il semblait que, tandis que le capitaine marquait lignes et courses sur les cartes froissées, un invisible crayon traçait courses et lignes sur la carte fortement accusée de son front. »

Chacun connaît l'issue du duel féroce et fougueux opposant le capitaine Achab à Moby Dick, la terrible baleine blanche, croqueuse d'hommes et briseuse de navires, baleine dont le portrait n'aurait pas dépareillé ces atlas médiévaux peuplés de monstres et de chimères barbotant au beau milieu de la « mer des Ténèbres ». Nous l'aurions retrouvée, cette baleine, ou bien sa sœur, un peu plus tard, sur une carte du Nouveau Monde, crachant son jet à trois encablures d'une caraque portugaise, dans le cabinet d'un cosmographe s'efforçant de fixer l'image de la Terre à l'aide des cartes, portulans et journaux de bord de quelques marins, partis au grand péril de leur vie et de leur âme, à la découverte des terrae incognitae, aux temps lointains où la Terre avait encore une face cachée, aussi inaccessible et mystérieuse que celle de la lune.



Encre et aquarelle de François Place, extraite de « De la rivière Rouge au pays des Zizotls »

Quelle folie de vouloir faire tenir sur une surface plane la masse des continents, la découpe des côtes, la résille des fleuves et des rivières, les étendues désertiques ou montagneuses, et de partout vouloir nommer ce qui existe sans nous ! Les îles se perdent et se retrouvent, les détroits sont des culs-de-sac, la terre australe, si vaste, si longtemps rêvée et caressée, disparaît au profit d'un continent gelé à l'abri de sa barrière de glaces. Le visage de la Terre est décidément fuyant : un palimpseste couvert de ratures et de repentirs. Quittant le bureau de notre studieux géographe, nous aurions suivi la baleine blanche dans les

palais des puissants, rois, princes ou marchands, tous dépendants de l'état des sciences et des savoirs, et capables, pour déplacer une frontière ou simplement accroître leurs richesses, d'écrire l'histoire à grands traits de sang : monstrueux pouvoir des cartes, qui tient parfois le sort d'un peuple tout entier suspendu entre la plume et le papier. Aujourd'hui Moby Dick fuirait toujours les navigateurs de baleines. Mais des centaines d'yeux mécaniques, lancés haut dans le ciel, suivraient le blanc sillage de ses vagabondages.

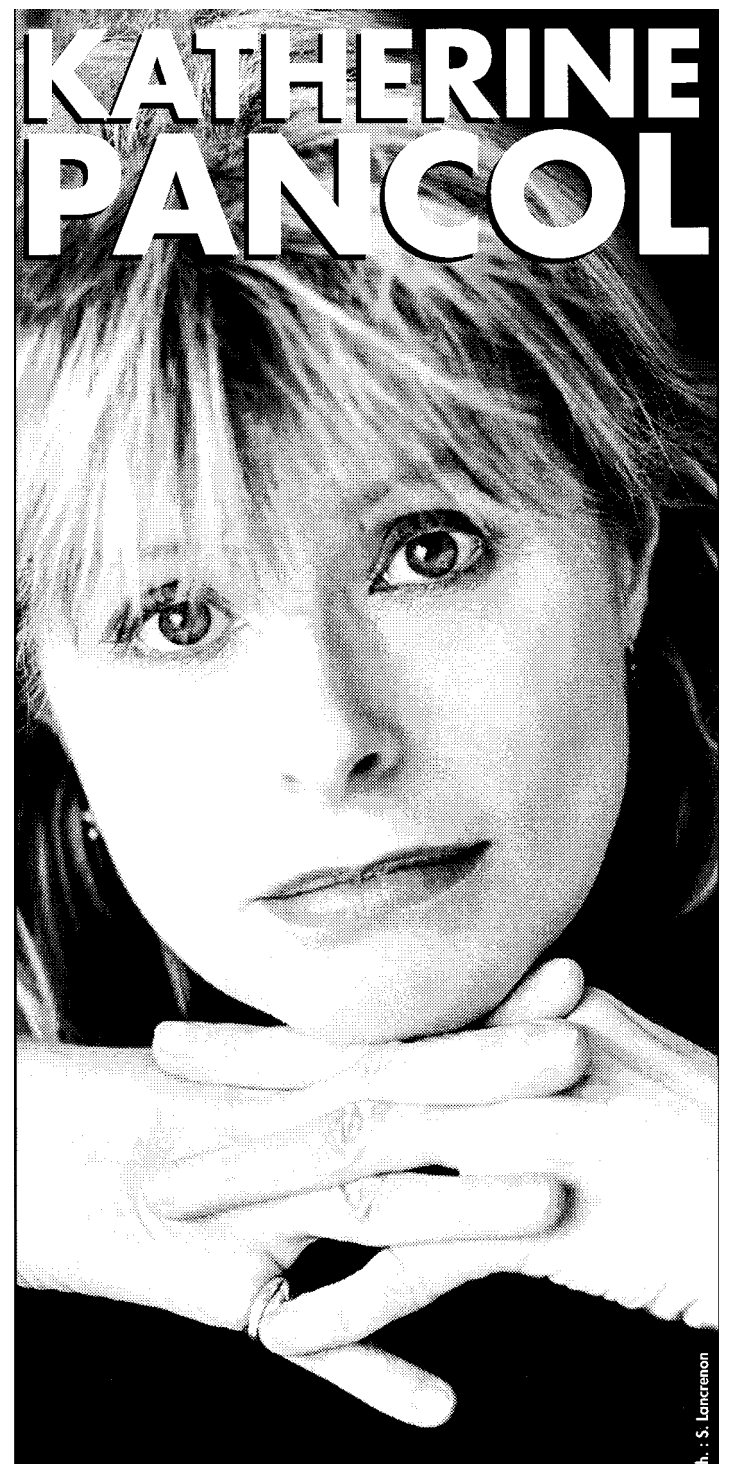
Sans le regard infatigable des satellites, la Terre ne connaît pas le sommeil. Il lui faudrait des cartes

endormies, des cartes de l'autre côté du monde, celui qui rêve lorsque nous veillons. Elle est bien étrange, cette proximité entre l'imagerie du « grand monde », la Terre qui nous porte, et celle du « petit monde », le corps humain. Les atlas géographiques ont grandi avec les atlas anatomiques, toujours plus denses, toujours plus précis. L'image du satellite ressemble à l'imagerie médicale, c'est une imagerie inquiète qui prend le pouls et la fièvre, surveille les flux volatils des nuages, sonde la profondeur et la température des océans, pointe la disparition des forêts et diagnostique les ravages de la pollution.

Alors, nous verrions la baleine blanche, lassée de cette surveillance, se glisser dans la malle des aventuriers, navigateurs, coureurs d'océans ou piliers de tavernes, écrivains de romans populaires, vendeurs de coquecigres et de billevesées, compilateurs de cocotiers et de cachalots, visiteurs de terrae incognitae par effraction ayant pour noms Rabelais, Rubrouck, Marco Polo, Defoe, Swift ou Stevenson, Melville, Borges, Calvino, Michaux, Tolkien et même Verne, Jules de son prénom. Car la lecture des cartes sans cesse nous invite au voyage, à la fiction donc. Partout le verbe afflue sous les bois, les rivières, les montagnes : nommer un lieu, quel qu'il soit dans le monde et quelle que soit la langue employée, c'est avant tout raconter une histoire.

François Place

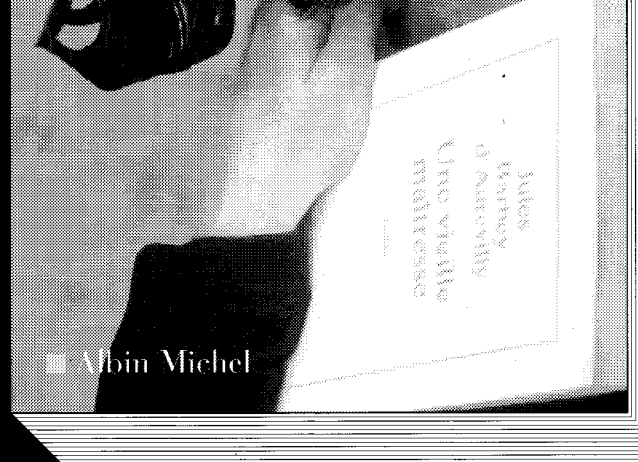
★ François Place est l'auteur d'un *Atlas des géographes d'Orbæ*, atlas imaginaire en trois tomes (*Du pays des Amazones aux îles Indigo* [1996], *Du pays de Jade à l'île Quinookta* [1998], *De la rivière Rouge au pays des Zizotls* [2000], Casterman-Gallimard) dont les cartes sont aussi les lettres de l'alphabet.



# Katherine Pancol

## Un homme à distance

FOLBRI



Albin Michel

“Une histoire d'amour-passion, qui donne une singulière envie de lire.”

JOSYANE SAVIGNEAU,  
LE MONDE

ALBIN MICHEL  
www.katherine-pancol.com



## L'ÉDITION FRANÇAISE

■ **Le CFC contre l'université de Provence.** Le Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) a déposé plainte contre X..., le 4 février, auprès du tribunal de grande instance d'Aix-en-Provence, en raison des photocopies illégales effectuées à l'université de Provence Aix-Marseille-I. Dans un communiqué, le CFC précise que « toutes les universités françaises ont signé un contrat autorisant la reprographie de publications protégées dans leur établissement à l'exception de l'université de Provence, au sein de laquelle des photocopies de pages de livres et d'articles de presse continuent d'être réalisées en toute illégalité ». Pour lutter contre le « photocollage », un accord a été conclu avec la Conférence des présidents d'université, en 1998, mais, selon le CFC, « l'université de Provence, seule, a toujours refusé de se mettre en règle avec la loi ».

■ **Dix ans de « Nuage rouge ».** Créée en 2001 et dirigée par Olivier Delavault, cette collection des Editions du Rocher consacrée aux Indiens d'Amérique du Nord vient de fêter son dixième anniversaire. Du roman initiatique au roman historique, en passant par l'ethnographie et les sciences humaines, la collection « Nuage rouge » a d'ores et déjà 84 titres et 14 auteurs indiens différents à son actif. « Nuage rouge » a publié quelques ouvrages pour son anniversaire, parmi lesquels : *La Réserve*, d'Ian Frazier, avec une préface d'Yves Berger, et *Que sont les Indiens devenus ?* de Ward Churchill. La célébration se poursuit en 2002, avec la publication, le 27 février, de *Médecine blanche pour Crazy Horse*, de Dan O'Brien.

■ **PRIX :** Yves Gautier a reçu le **prix Roberval grand public**, doté de 5 000 €, pour *La Science au présent 2001* (Encyclopædia Universalis). La Fondation Napoléon a remis : le **grand prix Premier Empire** à Dominique de Villepin pour *Les Cent Jours ou l'esprit de sacrifice* (Perrin), le **grand prix Second Empire** à Jean des Cars pour *Eugénie. La dernière impératrice* (Perrin). Marie-Claire Bancquart a reçu le **Prix de la critique littéraire** pour *Fin de siècle gourmande 1800-1900* (PUF). Pierre Oster a reçu le **prix Jules-Supervielle** pour *Paysage du tout* (Gallimard, Poésie). Le **Grand Prix de littérature sportive** a été décerné à Jean-Louis Crimon pour *Verlaine, avant-centre* (Le Castor Astral) tandis qu'Eric Fottorino recevait le **prix Louis-Nucera** pour *Je pars demain* (Stock). Sylvie Courtine-Denamy, *La Maison de Jacob* (Phébus), et Anne Matalon, *Conférence au Club des intimes* (Phébus), ont été les lauréates ex aequo des **prix Alberto-Benveniste pour la culture** séfarade en littérature et le **même prix** en section histoire est revenu à Nathan Wachtel pour *La Foi du souvenir. Labyrinthes marranes* (Seuil).

## RECTIFICATIF

Dans l'article de Jean Malaurie consacré au livre de Michel Onfray, *Esthétique du pôle Nord* (« Le Monde des livres » du 15 février), la citation « Autrefois, on disait fécondité... » est de Victor Hugo, tirée de *William Shakespeare*, 1864.

## Polémique autour de la Foire du livre de La Havane

La présence de la France, invitée d'honneur de la 11<sup>e</sup> édition de la manifestation, est jugée « outrageante » par nombre d'exilés cubains, dont les livres sont interdits, ce qui n'a pas empêché des auteurs et éditeurs français de faire le voyage

Une compromission révoltante : la présence de la France, invitée d'honneur, à la 11<sup>e</sup> Foire du livre de La Havane (*Le Monde* daté 17-18 février), continue de susciter l'incompréhension d'une partie de la communauté cubaine de Paris. « Il est paradoxal que des éditeurs de la patrie des droits de l'homme se soient rendus sans sourciller dans un pays où l'on brûle encore régulièrement des livres interdits », note Laurent Muller, de l'Association européenne Cuba Libre. « Le plus scandaleux est que tout cela se passait dans la forteresse de La Cabaña, l'ancienne prison où furent torturés et exécutés les opposants anticastristes au début de la révolution. » Que cela n'ait embarrassé personne montre « sinon la méconnaissance, du moins l'hypocrisie du monde français de la culture ». Laurent Muller souligne, par ailleurs, que, « contrairement à l'Espagne, qui a pourtant des liens importants avec Cuba, la France n'a pas fait libérer le moindre prisonnier politique depuis six ou sept ans ».

Nombre d'exilés cubains expriment eux aussi leur « tristesse ». C'est le cas de l'écrivain Eduardo Manet, de nationalité française mais Cubain d'origine, qui se réjouissait de retrouver son île, et auquel le régime de Fidel Castro n'a pas daigné accorder de visa. De la romancière Zoé Valdés, tout aussi indésirable, et qui juge « outrageante » la présence française à La Havane. Ou encore de l'écrivain Jacobo Machover, auteur d'un essai sur la

mémoire et le pouvoir publié en Espagne. Tous trois – avec une centaine d'autres, dont Ileana de la Guardia ou Alina Fernandez, la propre fille de Fidel Castro – figurent parmi les signataires d'un appel pour la liberté d'expression à Cuba, diffusé clandestinement à plusieurs centaines d'exemplaires pendant la foire.

## « GAUCHISME PRIMAIRE »

Par solidarité avec ses auteurs, qui sont « tous des dissidents », Actes Sud avait, cette année encore, boycotté la foire. Beaucoup d'autres éditeurs français ont préféré, selon les mots de Michel Duffour, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la culture, ne pas ajouter au blocus économique un embargo culturel. Gallimard, Le Seuil, Le Robert, Jacqueline Chambon ou Anne-Marie Métaillé, étaient à La Havane sous la bannière de France Edition. La présidente de France Edition, Liana Levi, se dit d'ailleurs « fâchée » de cette polémique : « Allons-nous décider de mettre à l'écart des populations entières, de les priver du contact avec nos livres, sous prétexte qu'elles ont des gouvernements qui ne nous agréent pas ? C'est alors la moitié de la planète avec laquelle nous n'aurions plus de relations ! Il y a certes des précautions à prendre, mais France Edition est d'abord un instrument d'ouverture. Ce gauchisme primaire m'insupporte. »

A Cuba, les livres en monnaie nationale sont chers et les meilleurs ne peuvent être achetés qu'en dol-

lars. C'est pourquoi, vendus à 20 % seulement de leur prix en euros, 6 000 ouvrages français se sont vendus comme des petits pains, témoignant d'une faim de livres auxquels les éditeurs ont aussi voulu répondre. A côté d'*Astérix* et des *Mémoires d'Hadrien*, de Marguerite Yourcenar, dans la traduction de Julio Cortázar, « la demande a surtout porté sur les dictionnaires [Castro ayant décidé que le français devait devenir la première langue étrangère devant l'anglais], les méthodes de langue, l'édition pour la jeunesse et la littérature », précise Jean-Guy Boin, directeur général de France Edition. Comme lui, Eric Vigne, chez Gallimard, met l'accent sur le nombre d'ouvrages bannis qui ont pu passer à travers les mailles des contrôles, mais aussi sur la quantité de livres donnés aux bibliothèques indépendantes ou encore à l'Alliance française. « Etre à la foire a permis de satisfaire la demande anonyme et de multiplier les gestes individuels, toujours plus efficaces que les grands discours. »

Parmi les auteurs français présents à Cuba (dont Jean-Claude Guillebaud, Jean-Noël Pancrazi, Régine Deforges), certains, comme Pierre Bergounioux, sont revenus plus enthousiastes que jamais pour le régime du Lider Maximo, ce qui ne fait qu'aviver la colère des exilés : « La censure y est intolérable, et l'on est frappé par la triste réalité d'un pays mis à genoux par le jéroque embargo des Etats-Unis. Mais j'ai été touché par le soin qu'on apporte là-bas à l'éducation et à la santé des

enfants – c'est-à-dire à la vraie richesse d'un pays –, à la façon dont on s'évertue à maintenir des valeurs du socialisme contre le néolibéralisme. On ne peut pas ne pas regarder Cuba comme le dernier rêve de nos jeunes années. Dire que j'ai été à trente-deux mètres de Castro lui-même ! »

La polémique provoquée à Paris n'a guère eu d'échos à La Havane où l'on souligne plutôt l'importance de l'événement culturel. Avec 300 000 visiteurs selon les statistiques officielles, et 700 000 ouvrages vendus, la foire, qui continue jusqu'au 11 mars dans 18 villes de province, « a permis d'intéressants contacts entre jeunes auteurs et éditeurs étrangers », juge Leonardo Padura, l'un des plus notables représentants de cette génération d'écrivains restés dans l'île, sans compromission avec la culture officielle. « Après plusieurs années de crise de l'édition cubaine, on assiste à un rapprochement entre le public et le livre », ajoute l'auteur de la tétralogie *Les Quatre Saisons*, publiée en France chez Métaillé.

## UNE « MAISON VICTOR HUGO »

Anne-Marie Métaillé rapporte plus d'une quinzaine de manuscrits dans ses valises et Patricia Gutierrez-Menoyo quatre-vingt-trois. Fille d'Eloy Gutierrez-Menoyo, une figure emblématique de l'exil qui a passé vingt-deux ans dans les prisons cubaines après avoir rompu avec Fidel Castro, Patricia Gutierrez-Menoyo a créé à Porto Rico une maison d'édition, Plaza Mayor, qui

publie des auteurs de l'île et de la diaspora afin de « construire des ponts entre Cubains, où qu'ils vivent ».

« Je ne pense pas que la liberté d'expression dépende des foires du livre. Elle dépend des espaces que nous parvenons à gagner, de notre capacité à ouvrir des portes. Ce qui a été fait est loin d'être négligeable, contrairement à ce que disent Zoé Valdés ou Jesus Diaz [écrivains exilés en Europe]. La liberté n'est pas une chose qui tombe du ciel, et, pour nous, la foire est avant tout un espace où l'on peut acquérir des livres à prix modiques et tenter de signer des contrats avec des éditeurs étrangers », commente pour sa part Arturo Arango, un auteur de la même génération que Padura.

Symbole de liberté par excellence, Victor Hugo, qui est d'abord pour les Cubains « l'homme des grandes causes », était aussi à l'honneur à Cuba. Au terme d'un accord signé durant la foire, une « Maison Victor Hugo » sera ouverte au cœur de la vieille ville de La Havane. Elle abritera une bibliothèque ouverte aux francophones. Parmi eux, plusieurs éditeurs et auteurs martiniquais et guadeloupéens étaient d'ailleurs présents à La Havane où les grands noms de la littérature antillaise d'expression française tels qu'Edouard Glissant, Patrick Chamoiseau ou Daniel Maximin ont été l'objet d'hommages et de colloques.

Jean-Michel Caroit (à Saint-Domingue) et Florence Noiville

## Le combat de Barzach, éditeur en Algérie

L'assés de voir les auteurs algériens francophones publiés en France ou les arabophones à Beyrouth et au Caire, Selma et Sofiane Hadjadj ont fondé en 2000 leur maison d'édition. En moins de deux ans, les éditions Barzach ont publié à Alger vingt-cinq ouvrages et une revue, *Parking nomade*, dédiés à la littérature, aux arts et aux essais, dans un pays où le secteur scolaire et parascolaire reste, de loin, le plus rentable.

« Depuis dix ans, l'Algérie a connu une véritable hémorragie des intellectuels, des auteurs, des critiques, de tout ce qui fait un milieu littéraire », estime Sofiane Hadjadj. Mais, dans le même temps, affirme Mustapha Benfodil, l'un de leurs jeunes romanciers, « la société civile, qui a vécu la crise, a beaucoup réfléchi, et le fruit de ce travail de pensée apparaît aujourd'hui ». Les jeunes, ajoute-t-il, ont le sentiment « stimulant » que « tout est à construire ».

Agés de la trentaine, Selma et Sofiane Hadjadj se sont connus en France où ils étaient venus faire leurs études : elle étudiait les sciences politiques, il apprenait l'architecture. Dans leurs jolis locaux lumineux, construits par le jeune architecte, ils se battent pour publier, en arabe et en français, les auteurs et les poètes qui témoignent d'une écriture novatrice.

## CONTRE L'ABSURDITÉ DE LA CHOSE MILITAIRE

« J'étais sur le point de m'exiler en France, explique Mustapha Benfodil, auteur d'un roman, *Zarta*, fantaisie au vitriol contre l'armée algérienne. J'ai rencontré Selma et Sofiane. Ils m'ont proposé de publier mon roman : c'est ce qui m'a décidé à rester vivre en Algérie. » Les éditions Barzach ont publié plusieurs premiers romans. *Le Gardien*, de Habib Ayyoub, est ainsi paru dans une nouvelle collection, à la couverture couleur sable, intitulée « L'œil du désert ». Ce conte philosophique, écrit dans une langue poétique,

dénonce l'absurdité de la chose militaire. Parmi les quelques essais de Barzach, figure un ouvrage original d'ethnologie, *Sebeiba-Tillélin*, de Meriem Bouzid-Sababou, consacré aux Touaregs sédentaires de Djanet, dans le Sud algérien.

Le couple d'éditeurs a inauguré sa collection de poche avec le roman d'Arezki Mellal, *Maintenant ils peuvent venir*. Le premier roman de cet auteur, qui exerce le métier de typographe, est le récit d'une relation entre un homme et sa mère. « Mère est morte. Mère-Yasmina, la femme éternelle. (...) Mère-femme, ténèbres et lumière, j'ai vu, ce jour l'univers se briser. Je suis mort, la vie continue », écrit-il. Les éditions Actes Sud ont acheté les droits de ce roman, qui doit paraître en France en mars. L'auteur est accueilli ce printemps en résidence d'écriture à Limoges.

Dans un pays dépourvu de politique du livre, l'existence d'une petite maison d'édition telle que Barzach demeure fragile. Selma et Sofiane Hadjadj organisent des rencontres avec les auteurs, à la Cinéma-thèque d'Alger ou au Diwan Café, un café littéraire qui vient d'ouvrir dans la capitale. Ils sont présents sur les Salons du livre d'Oran et d'Alger. Ils travaillent avec la cinquantaine de libraires qui, parmi les 500 que compte le pays, accordent une place importante à la littérature.

« Face à l'implantation d'Hachette dans la diffusion en Algérie, qui a choisi de travailler avec un gros diffuseur algérien, tourné vers le Proche-Orient, nous sentons que la demi-douzaine de petits éditeurs devraient se regrouper », explique Sofiane Hadjadj. Les institutions officielles ont commencé à reconnaître leur travail : la Bibliothèque nationale algérienne va acquérir une centaine d'ouvrages publiés par Barzach.

Catherine Bédarida

## A L'ÉTRANGER

## ■ ROUMANIE : une polémique revisitée

La polémique autour du *Journal 1935-1945* (éd. Humanitas, Bucarest, éd. Stock, Paris) de Mihail Sebastian (1907-1945), écrivain roumain s'affirmant à la fois homme du Danube et juif, agite toujours les intellectuels de son pays : d'une part, ceux qui mettent sur un pied d'égalité la Shoah et les autres atrocités du siècle dernier ; de l'autre, ceux pour qui la singularité du massacre des juifs en Europe ne supporte guère ce genre d'amalgame. Aujourd'hui, le romancier et essayiste Iordan Chimet fait le point en publiant un recueil de l'ensemble des articles concernant la polémique soulevée par ce journal : *Dosar Mihail Sebastian* (éd. Universal Dalsi). Il en suggère une nouvelle lecture aussi bien dans une perspective plus strictement littéraire que dans celle des droits élémentaires de l'individu, « à la vie, à la liberté et à la recherche du bonheur ».

## ■ POLOGNE : anthologie de poésie française

Depuis bientôt quarante ans, l'écrivain Jerzy Lisowski, qui est également un très grand traducteur, notamment de Schulz, Gombrowicz et Iwaskiewicz, s'attache à un projet considérable : la publication d'une anthologie bilingue, franco-polonaise, de la poésie française depuis le Moyen Âge jusqu'à nos jours. De cette œuvre monumentale, qui restitue aux publics polonais et français des trésors depuis longtemps oubliés, trois volumes sont déjà parus. Un quatrième se trouve actuellement en chantier qui couvrira la poésie parue au siècle dernier (*Anthologia poezji francuskiej/Anthologie de la poésie française*, éd. Czitelnik, Varsovie, ou bien Librairie polonaise de Paris).

## ■ GRANDE-BRETAGNE : un poème pour la princesse Margaret

Conformément à la tradition, le Poet Laureate, Andrew Motion, qui a pour mission de relater en poésie les grands événements du royaume, a publié le jour de l'enterrement de la princesse Margaret un poème, *The Younger Sister*, déplorant la mort de la jeune sœur de la reine, alors que sa mère lui a survécu, et la décrivant partagée entre l'amour et le devoir : « A daughter gone before her mother/A younger sister heading on before/A woman in possession of the fact/That love and duty speak two languages. »

## ■ ÉTATS-UNIS : le cas Ambrose continue

Cinq ouvrages de l'historien Stephen Ambrose sont à présent remis en question pour plagiat, et les historiens et les éditeurs sont partagés : les uns pensent qu'il s'agit simplement d'une grande légèreté, plausible chez un auteur aussi prolifique et qui d'ailleurs se défend en disant qu'il aurait sans doute dû mettre certains passages entre guillemets, mais qu'il a mis des notes ou a exprimé dans ses remerciements son admiration pour les ouvrages « cités ». D'autres considèrent que sa réputation est sérieusement mise en doute et qu'on ne pardonnerait pas à un étudiant ce dont il s'est rendu coupable.

## ■ JEUNESSE : Eloise, le retour

Eloise, sa tortue, sa *nann*ie et ses caprices ont des millions d'admirateurs qui ne manquent pas, lorsqu'ils vont à New York, d'aller admirer son portrait grandeur nature dans le hall du célèbre hôtel Plaza et de faire apposer un tampon à son nom à la boutique du célèbre palace. Qu'ils se réjouissent : un accord est intervenu entre les héritiers de sa créatrice, Kay Thompson, son illustratrice, Hillary Knight, et l'éditeur Simon and Schuster pour la publication d'un album resté inédit, *Eloise Takes a Bath*. On se doute bien que, prenant un bain, Eloise en profite pour inonder tout l'hôtel... Le livre, qui aurait dû paraître en 1964 chez Harper, avait été abandonné, mais Kay Thompson et Hillary Knight avaient travaillé dessus pendant quatre ans. L'illustratrice a repris son travail, et le nouvel album sera publié en octobre avec un premier tirage de 200 000 exemplaires.

## ■ INDE : V.S. Naipaul à New Delhi

Pour son premier voyage en Inde depuis le prix Nobel, V. S. Naipaul a été reçu à New Delhi à l'occasion du festival de littérature indienne intitulé *At Home in the World*. Fidèle à sa réputation, il n'a pas manqué de critiquer le discours du premier ministre indien, Atal Bihari Vajpayee, qui faisait l'éloge de la littérature classique et des auteurs écrivant dans l'une des innombrables langues régionales de l'Inde. V. S. Naipaul, qui écrit en anglais, a déclaré : « Nous ne sommes pas ici pour célébrer l'antiquité de la littérature indienne, mais au contraire pour promouvoir la littérature contemporaine. La littérature n'est pas une décoration, mais une éducation sentimentale. »

## AGENDA

■ **LE 23 FÉVRIER. LECTURE.** A Paris, l'équipe des Mots parleurs accueille Agathe Alexis qui lira *La Mort de la phalène*, de Virginia Woolf (à 18 heures au Cinéma des cinéastes, 7, avenue de Clichy, 75017 ; rens. : 01-53-42-40-20).  
■ **LE 25 FÉVRIER. KLABUND.** A Paris, le Goethe Institut et les éditions Max Milo organisent une conférence sur « Klabund (pseudonyme d'Alfred Henschke) : un géant des lettres européennes » avec Jacques Meunier et Gérard Messadié (à 18 h 30, 17, av. d'Iéna, 75016 ; rens. : 01-44-43-92-30).  
■ **LE 27 FÉVRIER. MARION.** A Paris, l'Institut Roland-Barthes reçoit Jean-Luc Marion pour une conférence sur « Le don et sa raison » (à 18 heures, université Paris-VII, amph. 24, 2, place Jussieu, 75005 ; rens. : 01-44-27-63-71).  
■ **LE 27 FÉVRIER. FANATISME.** A Marseille, l'association Libraires du Sud et la revue *La Pensée de midi* accueillent Bruno Etienne qui débattrà sur « A propos du fanatis-

me » pour la parution de son livre *Les Amants de l'apocalypse* (éd. de l'Aube) (à 18 h 30, librairie Regards, 2, rue Charité, 13002 ; rens. : 04-96-12-43-42/19).

■ **LE 28 FÉVRIER. MÉDIAS.** A Chambéry (73), l'Observatoire de l'écriture et de l'interprétation propose une soirée-débat sur le thème « Maudits médias » avec Daniel Bougnoux (à 19 h 30, université de Savoie, 27, rue Marcoz, 73000 ; rens. : 04-79-70-57-02).

■ **LE 28 FÉVRIER. ÉCRITURE.** A Paris, la librairie La Hune reçoit Sophia Tazi-Sadeq pour son livre *Le Bruissement du calame, histoire de l'écriture arabe* (à 19 heures, 170, bd Saint-Germain, 75006 ; rens. : 01-45-48-35-85).

■ **JUSQU'AU 9 MARS. JÉSUS BETZ.** A Cergy-Pontoise (95), exposition des dessins originaux de l'album *Jésus Betz* (Seuil Jeunesse) qui a reçu le prix Saubad 2001, du Salon du livre de jeunesse de Montreuil et du *Monde* ; les auteurs feront une dédicace le 9 mars à 15 h 30 (Bibliothèque de l'Astrolabe, parvis de la préfecture, 95801 Cergy-Pontoise ; rens. : 01-30-17-83-00).

## Echange et Diffusion des Savoirs

cycle de conférences "FIGURES DE LA SCIENCE"

JEUDI 28 février à 18 h 45  
"Les métamorphoses de la machine-esprit"  
par Alain Prochiantz, neurobiologiste

à l'Hôtel du département  
Marseille 4<sup>ème</sup>  
52 avenue de Saint-Just,  
Metro Saint-Just. Parking gratuit  
ENTRÉE LIBRE

Echange et Diffusion des Savoirs  
16 rue Beauvau 13001, Marseille  
04 96 11 24 50  
contact@des-savoirs.org



RENCONTRE avec

Jean-Michel MAULPOIX à l'occasion de la parution de *Chutes de pluie fine* (éd. Mercure de France)

et Le poète perplexe (éd. Corti)

MERCREDI 6 MARS à 18H

à



49, Bld St Michel  
PARIS 5<sup>ème</sup>-tel 01 44 41 81 20